

novembre / November 2009

**CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES  
ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE**

**RAPPORT EXPLICATIF**

*établi par Alegría Borrás et Jennifer Degeling  
avec l'assistance de William Duncan et Philippe Lortie, Bureau Permanent*

\* \* \*

**CONVENTION OF 23 NOVEMBER 2007 ON THE INTERNATIONAL RECOVERY  
OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE**

**EXPLANATORY REPORT**

*drawn up by Alegría Borrás and Jennifer Degeling  
with the assistance of William Duncan and Philippe Lortie, Permanent Bureau*

**CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES  
ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE**

**RAPPORT EXPLICATIF**

*établi par Alegría Borrás et Jennifer Degeling  
avec l'assistance de William Duncan et Philippe Lortie, Bureau Permanent*

\* \* \*

**CONVENTION OF 23 NOVEMBER 2007 ON THE INTERNATIONAL RECOVERY  
OF CHILD SUPPORT AND OTHER FORMS OF FAMILY MAINTENANCE**

**EXPLANATORY REPORT**

*drawn up by Alegría Borrás and Jennifer Degeling  
with the assistance of William Duncan and Philippe Lortie, Permanent Bureau*

## TABLE DES MATIERES

### Page

I.	HISTORIQUE .....	6
II.	ABREVIATIONS ET REFERENCES.....	9
III.	CADRE GENERAL.....	12
IV.	REGLES DE COMPETENCE DIRECTE.....	13
V.	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION .....	16
VI.	TITRE ET STRUCTURE GENERALE DE LA CONVENTION.....	17
VII.	COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE.....	19
	CHAPITRE PREMIER – OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS.....	19
	Article premier    Objet.....	19
	Article 2        Champ d'application.....	20
	Article 3        Définitions.....	23
	CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE.....	27
	Article 4        Désignation des Autorités centrales.....	28
	Article 5        Fonctions générales des Autorités centrales.....	30
	Article 6        Fonctions spécifiques des Autorités centrales.....	32
	Article 7        Requêtes de mesures spécifiques.....	46
	Article 8        Frais de l'Autorité centrale .....	49
	CHAPITRE III – DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES AUTORITES CENTRALES.....	52
	Article 9        Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales.....	52
	Article 10       Demandes disponibles.....	52
	Article 11       Contenu de la demande.....	60
	Article 12       Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales.....	66
	Article 13       Moyens de communication .....	72
	Article 14       Accès effectif aux procédures .....	72
	Article 15       Assistance juridique gratuite pour les demandes d'aliments destinés aux enfants.....	76
	Article 16       Déclaration permettant un examen limité aux ressources de l'enfant.....	79
	Article 17       Demandes ne permettant pas de bénéficier de l'article 15 ou de l'article 16 .....	80
	CHAPITRE IV – RESTRICTIONS À L'INTRODUCTION DE PROCÉDURES.....	83
	Article 18       Limite aux procédures.....	83
	CHAPITRE V – RECONNAISSANCE ET EXECUTION .....	85
	Article 19       Champ d'application du chapitre .....	85
	Article 20       Bases de reconnaissance et d'exécution.....	88
	Article 21       Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle .....	93
	Article 22       Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution.....	94
	Article 23       Procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution.....	96
	Article 24       Procédure alternative pour une demande de reconnaissance et d'exécution .....	101
	Article 25       Documents .....	102
	Article 26       Procédure relative à une demande de reconnaissance.....	106

Article 27	Constatations de fait .....	106
Article 28	Interdiction de la révision au fond .....	106
Article 29	Présence physique de l'enfant ou du demandeur non exigée ..	107
Article 30	Conventions en matière d'aliments.....	107
Article 31	Décisions résultant de l'effet combiné d'ordonnances provisoires et de confirmation .....	110
CHAPITRE VI – EXECUTION PAR L'ÉTAT REQUIS .....		112
Article 32	Exécution en vertu du droit interne .....	112
Article 33	Non-discrimination.....	113
Article 34	Mesures d'exécution .....	114
Article 35	Transferts de fonds.....	114
CHAPITRE VII – ORGANISMES PUBLICS.....		116
Article 36	Organismes publics en qualité de demandeur .....	116
CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GENERALES .....		119
Article 37	Demandes présentées directement aux autorités compétentes.....	119
Article 38	Protection des données à caractère personnel.....	120
Article 39	Confidentialité.....	121
Article 40	Non-divulgation de renseignements .....	121
Article 41	Dispense de légalisation .....	122
Article 42	Procuration.....	122
Article 43	Recouvrement des frais .....	123
Article 44	Exigences linguistiques.....	124
Article 45	Moyens et coûts de traduction .....	126
Article 46	Systèmes juridiques non unifiés – interprétation .....	127
Article 47	Systèmes juridiques non unifiés – règles matérielles.....	128
Article 48	Coordination avec les Conventions de La Haye antérieures en matière d'obligations alimentaires.....	129
Article 49	Coordination avec la Convention de New York de 1956 .....	129
Article 50	Relations avec les Conventions de La Haye antérieures relatives à la notification d'actes et à l'obtention de preuves ..	130
Article 51	Coordination avec les instruments et accords complémentaires .....	130
Article 52	Règle de l'efficacité maximale.....	133
Article 53	Interprétation uniforme .....	134
Article 54	Examen du fonctionnement pratique de la Convention .....	134
Article 55	Amendement des formulaires .....	136
Article 56	Dispositions transitoires.....	136
Article 57	Informations relatives aux lois, procédures et services.....	137
CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES .....		139
Article 58	Signature, ratification et adhésion.....	139
Article 59	Organisations régionales d'intégration économique.....	140
Article 60	Entrée en vigueur .....	141
Article 61	Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés.....	142
Article 62	Réserves .....	142
Article 63	Déclarations .....	144
Article 64	Dénonciation.....	144
Article 65	Notification .....	145

ANNEXE 1 LISTE DES DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES

ANNEXE 2 LISTE DES REUNIONS DE LA COMMISSION SPECIALE ET AUTRES  
COMITES DE LA COMMISSION SPECIALE (COMITE DE REDACTION,  
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA LOI APPLICABLE, GROUPE DE  
TRAVAIL SUR LA COOPERATION ADMINISTRATIVE ET GROUPE DE  
TRAVAIL CHARGE DES FORMULAIRES)

## I. HISTORIQUE

1. Le mandat officiel relatif aux négociations en vue d'élaborer une nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille remonte à la décision prise par les États représentés à la Dix-neuvième session (2002) de la Conférence de La Haye de droit international privé. Aux termes de ce mandat, la Session :

- « a) Décide d'inclure à l'ordre du jour de la Vingtième Session, la préparation d'une nouvelle convention plus étendue en matière d'obligations alimentaires qui devrait se fonder sur les aspects les plus efficaces des Conventions de La Haye existantes en la matière et inclure des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative, et invite le Secrétaire général à continuer le travail préliminaire et à convoquer une Commission spéciale à cette fin ;
- b) Considère souhaitable la participation des États non membres de la Conférence de La Haye, notamment les États parties à la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*, et prie le Secrétaire général de faire de son mieux pour obtenir leur participation aux travaux, et de s'assurer d'un processus inclusif, comprenant si possible la traduction des documents principaux et l'interprétation en espagnol lors des réunions plénières. »<sup>1</sup>

2. La Commission spéciale s'est réunie en avril 1999 pour examiner le fonctionnement pratique des quatre Conventions de La Haye existantes (la *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants* (ci-après la « Convention Obligations alimentaires de 1956 »<sup>2</sup>), la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants* (ci-après la « Convention Obligations alimentaires de 1958 »<sup>3</sup>), la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires* (ci-après la « Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) »<sup>4</sup>) et la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires* (ci-après la « Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable) »<sup>5</sup>)) ainsi que de la *Convention de New York de 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* (ci-après la « Convention de New York de 1956 »<sup>6</sup>)<sup>7</sup>. Les problèmes recensés allaient de l'échec complet de certains États à remplir leurs obligations conventionnelles, notamment au regard de la Convention de New York de 1956, aux différences d'interprétation et de pratiques au titre des diverses Conventions. Ces différences concernaient des questions telles que l'établissement de la paternité, la localisation du défendeur, les approches en matière d'octroi de l'aide juridique et de paiement des coûts, le statut des autorités publiques et des débiteurs d'aliments au titre de la Convention de New York de 1956, l'exécution des jugements prévoyant une indexation des aliments, l'application cumulative des Conventions et des questions de détail d'une grande importance pratique, telles que les mécanismes de transfert international de fonds.

<sup>1</sup> Voir Acte final de la Dix-neuvième session du 13 décembre 2002, *Actes et documents de la Dix-neuvième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 34 à 47, à la p. 44.

<sup>2</sup> Voir abréviations et références au para. 15 de ce Rapport.

<sup>3</sup> *Ibid.*

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Voir « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », établi par le Bureau Permanent, *Actes et documents de la Dix-neuvième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 216 à 234 et W. Duncan, « Note sur l'opportunité de réviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire et administrative », Doc. pré-l. No 2 de janvier 1999 à l'intention de la Commission spéciale d'avril 1999, disponible sur le site de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

3. La Commission spéciale de 1999 a jugé clairement décevant que nombre des problèmes recensés aient paru rester sans solution malgré l'attention qui avait été attirée sur eux par la Commission spéciale de 1995. Celle-ci n'avait pas jugé utile d'envisager des réformes d'envergure des Conventions concernées et avait mis l'accent sur l'amélioration des pratiques en vertu des Conventions existantes<sup>8</sup>. C'est la démarche qui a été également préconisée lors de la Commission spéciale de 1999. Dans l'ensemble, les délégués éprouvaient des réticences naturelles à envisager de nouveaux instruments internationaux dans un domaine où il existe déjà de si nombreux instruments. En effet, aux quatre Conventions de La Haye précitées et à la Convention de New York de 1956 s'ajoutent divers accords et conventions régionaux, notamment la Convention de Bruxelles, le Règlement de Bruxelles, la Convention de Lugano, la Convention de Montevideo et le système en vigueur au sein du Commonwealth, ainsi qu'une multiplicité de traités bilatéraux et d'accords moins formels.

4. En dépit de ces réticences naturelles, la Commission spéciale de 1999 s'est finalement prononcée en faveur d'une approche radicale, à savoir que la Conférence de La Haye devait engager des travaux sur l'élaboration d'un nouvel instrument mondial. Les raisons de cette conclusion peuvent se résumer ainsi :

- préoccupations face au caractère chronique de nombre des problèmes associés à certaines Conventions existantes ;
- impression d'une importante disproportion entre le nombre relativement faible d'affaires instruites dans le cadre du dispositif international et les besoins réels ;
- acceptation croissante de l'idée que la Convention de New York de 1956, tout en ayant constitué un important progrès à son époque, était devenue obsolète, que la texture ouverte de certaines de ses dispositions favorisait des interprétations et des pratiques hétérogènes et que son fonctionnement n'avait pas fait l'objet d'un suivi efficace ;
- admission de la nécessité de tenir compte des nombreux changements intervenus au sein des systèmes nationaux de fixation et de recouvrement des pensions alimentaires (en particulier en matière d'aliments destinés aux enfants) et des possibilités offertes par les progrès des technologies de l'information ;
- prise de conscience du fait que la multiplication des instruments (multilatéraux, régionaux et bilatéraux), avec leurs différentes dispositions et leur degré divers de formalisme, compliquaient la tâche des autorités nationales et des conseillers juridiques.

5. La recommandation d'engager les travaux sur un nouvel instrument mondial faite par la Commission spéciale de 1999 comprenait les instructions suivantes :

« Ce nouvel instrument devrait

- prévoir comme l'un de ses éléments essentiels des dispositions en matière de coopération administrative,
- être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes, en particulier des dispositions en matière de reconnaissance et d'exécution des obligations alimentaires,
- prendre en considération les besoins futurs, les développements survenant dans les systèmes nationaux et internationaux de recouvrement d'obligations alimentaires et les possibilités offertes par les progrès des techniques d'information,
- être structuré de manière à combiner l'efficacité maximale avec la flexibilité nécessaire pour assurer une large ratification. »

<sup>8</sup> Voir « Conclusions générales de la Commission spéciale de novembre 1995 sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger* », établies par le Bureau Permanent, Doc. prélim. No 10 de mai 1996 à l'intention de la Dix-huitième session du 19 octobre 1996, *Actes et documents de la Dix-huitième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 122 à 132.

6. Conformément à la Décision de la Dix-neuvième session (2002), le Secrétaire général a convoqué une Commission spéciale qui s'est réunie à La Haye du 5 au 16 mai 2003, du 7 au 18 juin 2004, du 4 au 15 avril 2005, du 19 au 28 juin 2006 et du 8 au 16 mai 2007. Celle-ci a donné son accord à l'élaboration d'un avant-projet de Convention qui, accompagné d'un projet de Rapport explicatif<sup>9</sup>, a servi de base aux discussions de la Vingt et unième session de la Conférence, qui s'est déroulée à La Haye du 5 au 23 novembre 2007.

7. M. Fausto Pocar (Italie) a été élu président de la Commission spéciale et Mme Mária Kurucz (Hongrie), Mme Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), et M. Jin Sun (Chine), ont été élus vice-présidents. Mmes Alegría Borrás (Espagne) et Jennifer Degeling (Australie) ont été élues Rapporteurs. Un Comité de rédaction a été constitué sous la présidence de Mme Jan Doogue<sup>10</sup> (Nouvelle-Zélande). Le travail de la Commission spéciale et du Comité de rédaction a été grandement facilité par d'importants documents préliminaires<sup>11</sup> et par les remarques de M. William Duncan, Secrétaire général adjoint, qui était chargé des travaux scientifiques du Secrétariat, et de M. Philippe Lortie, Premier secrétaire.

8. Conformément au mandat donné par la Commission spéciale, le Comité de rédaction s'est réuni en même temps que celle-ci, mais aussi du 27 au 30 octobre 2003, du 12 au 16 janvier 2004, du 19 au 22 octobre 2004, du 5 au 9 septembre 2005, du 11 au 15 février 2006 et du 16 au 18 mai 2007. Deux réunions téléphoniques ont également eu lieu le 28 novembre et le 7 décembre 2006.

9. Un Groupe de travail sur la loi applicable, présidé par M. Andrea Bonomi (Suisse) et un Groupe de travail sur la coopération administrative, co-présidé par Mme Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mme Mária Kurucz (Hongrie) et M. Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica), se sont réunis à plusieurs reprises, soit en personne, soit par téléphone. D'autre part, un Groupe de travail chargé des formulaires, coordonné par le Bureau Permanent, a travaillé en étroite concertation avec le Groupe de travail sur la coopération administrative, et quelques réunions et conférences téléphoniques ont eu lieu.

10. La Séance plénière de la Vingt et unième session de la Conférence de La Haye était présidée par M. Teun Struycken (Pays-Bas). Les vice-présidents étaient : Mme Hlengiwe B. Mkhize (Ambassadeur de l'Afrique du Sud), M. Gilberto Vergne Saboia (Ambassadeur du Brésil), M. Xue Hanqin (Ambassadeur de la Chine), Mme Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), M. Ioannis Voulgaris (Grèce), Mme Jan Doogue (Nouvelle-Zélande), Mme Dorothee van Iterson (Pays-Bas) et M. Alexander Y. Bavykin (Fédération de Russie).

11. La Vingt et unième session de la Conférence a confié la rédaction de la Convention à sa Commission I, qui s'est réunie à 22 reprises, et la rédaction d'un Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires à sa Commission II. La Commission I était

<sup>9</sup> « Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », établi par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, Doc. pré. No 29 de juin 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007 et « Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, Projet de Rapport explicatif », établi par Alegría Borrás et Jennifer Degeling, Doc. pré. No 32 d'octobre 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007. Disponibles sur le site de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Conventions », puis « Convention 38 » et « Documents préliminaires ».

<sup>10</sup> Ce Comité réunissait, outre son président, les rapporteurs, membres d'office, et les membres du Bureau Permanent, ainsi que les experts suivants : Mmes Denise Gervais (Canada), Katja Lenzing (Commission européenne), Namira Negm (Égypte), Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mária Kurucz (Hongrie), Stefania Bariatti (Italie), María Elena Mansilla y Mejía (Mexique) et Cecilia Fresnedo de Aguirre (Inter-American Children's Initiative) et MM. Jin Sun (Chine), Lixiao Tian (Chine), Antoine Buchet (Commission européenne) et Miloš Hatapka (Commission européenne), Robert Keith (États-Unis d'Amérique), Jérôme Déroutel (France), Edouard de Leiris (France), Paul Beaumont (Royaume-Uni).

<sup>11</sup> La liste complète des documents préliminaires est présentée à l'annexe 1. Voir, en particulier, W. Duncan, « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Doc. pré. No 3 d'avril 2003 établi à l'intention de la Commission spéciale de mai 2003 sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après le Rapport Duncan), disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Conventions » puis « Convention 38 » et « Documents préliminaires ».

présidée par Mme Mária Kurucz, (Hongrie), la Commission II par M. Andrea Bonomi (Suisse). Les vice-présidents de la Commission I étaient M. Lixiao Tian (Chine) et Mme Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique) ; les vice-présidents de la Commission II étaient Mme Nádia de Araújo (Brésil) et M. Shinichiro Hayakawa (Japon). Outre les délégués de 56 Membres de la Conférence représentés à la Vingt et unième session, ont également participé des observateurs de 14 États et de neuf organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

12. Un Comité de rédaction présidé par Mme Jan Doogue (Nouvelle-Zélande) a été constitué pour traiter des travaux des Commissions I et II. Outre sa Présidente, le Comité de rédaction réunissait les Rapporteurs des deux Commissions, membres d'office, les membres du Bureau Permanent, ainsi que les experts suivants : Mmes Denise Gervais (Canada), Katja Lenzing (Commission européenne), Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique) et María Elena Mansilla y Mejía (Mexique), ainsi que MM. James Ding (Chine), Lixiao Tian (Chine), Miloš Hatapka (Commission européenne), Robert Keith (États-Unis d'Amérique), Edouard de Leiris (France) et Paul Beaumont (Royaume-Uni).

13. Il convient de souligner que l'espagnol a été mentionné pour la première fois dans l'Acte final d'une Session diplomatique<sup>12</sup> signifiant son accord au lancement des travaux de rédaction de la Convention. L'interprétation en espagnol a également été assurée au cours des négociations et les documents préliminaires ont été traduits en espagnol. Il ne s'ensuit pas cependant que l'espagnol a acquis un nouveau statut à la Conférence de La Haye.

14. Ce Rapport porte sur la Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille qui a été établi par le Comité de rédaction sous l'autorité de la Vingt et unième session de novembre 2007. La troisième lecture du projet de Convention s'est achevée lors de la Séance plénière du 22 novembre 2007. Le projet de Convention a été formellement adopté pendant la séance de clôture du 23 novembre 2007, par la signature de l'Acte final de la Vingt et unième session. Les États-Unis d'Amérique ont signé la Convention le jour de son adoption.

## II. ABREVIATIONS ET REFERENCES

15. Afin de faciliter et de simplifier les renvois, les divers instruments et Conventions cités dans ce Rapport, brièvement décrits ci-après, sont désignés par les abréviations suivantes :

- **Convention de New York de 1956** – *Convention de New York du 20 juin 1956 sur le recouvrement des aliments à l'étranger*. C'est la première Convention qui institue un système de coopération entre des autorités. Ce n'est pas une Convention sur l'exécution et elle peut être appliquée conjointement avec la Convention Obligations alimentaires de 1958 ou la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) (voir annexe 1 du Rapport Duncan<sup>13</sup>).
- **Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant** – *Convention de New York du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant*. L'article 2 de la Convention dispose que les parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la présente Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction sans aucune forme de discrimination. L'article 27 vise expressément les obligations alimentaires.
- **Convention Obligations alimentaires de 1956** – *Convention de La Haye du 24 octobre 1956 sur la loi applicable aux obligations alimentaires envers les enfants*. La grande majorité des États parties à cette Convention sont également parties à la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable).

<sup>12</sup> Voir note 1.

<sup>13</sup> Voir note 11.

- **Convention Obligations alimentaires de 1958** – *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants*. La grande majorité des États parties à cette Convention sont également parties à la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution).
- **Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable)** – *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*. Aux termes de l'article premier, la Convention s'applique « aux obligations alimentaires découlant de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime ». La loi désignée par la Convention (art. 3) « s'applique indépendamment de toute condition de réciprocité, même s'il s'agit de la loi d'un État non contractant ».
- **Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution)** – *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires*. Le champ d'application défini à l'article premier de la Convention est identique à celui de la Convention de La Haye de la même date sur la loi applicable.
- **Rapport Verwilghen** – Rapport explicatif sur les Conventions Obligations alimentaires de 1973, par Michel Verwilghen (1975).
- **Convention Enlèvement d'enfants de 1980** – *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*. L'expérience tirée du fonctionnement des dispositions de cette Convention relatives à la coopération administrative et aux fonctions des Autorités centrales a servi de base à l'élaboration de dispositions similaires dans la nouvelle Convention.
- **Convention Adoption internationale de 1993** – *Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*. Comme pour la Convention de 1980, l'expérience tirée de la mise en œuvre des dispositions de cette Convention relatives à la coopération administrative et aux fonctions des Autorités centrales a servi de base à l'élaboration de dispositions similaires dans la nouvelle Convention.
- **Convention Protection des enfants de 1996** – *Convention de La Haye du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants*. L'article 4 e) exclut les « obligations alimentaires » du champ d'application de la Convention, exclusion jugée nécessaire en raison de l'existence d'autres Conventions de La Haye et des règles édictées par les Conventions de Bruxelles et de Lugano<sup>14</sup>.
- **Convention Protection des adultes de 2000** – *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes*. L'article 4(1) a) exclut les « obligations alimentaires » du champ d'application de la Convention pour les mêmes raisons que la Convention Protection des enfants de 1996<sup>15</sup>.
- **Convention Élection de for de 2005** – *Convention de La Haye du 30 juin 2005 sur les accords d'élection de for*.

<sup>14</sup> P. Lagarde, *Rapport explicatif sur la Convention–Protection des enfants de 1996* (1998), *Actes et documents de la Dix-huitième session* (1996), tome II, *Protection des enfants*, pp. 533-605, para. 31.

<sup>15</sup> P. Lagarde, *Rapport explicatif sur la Convention–Protection des adultes de 2000* (2003), *Actes et documents de la Commission spéciale à caractère diplomatique de septembre – octobre 1999* (1999), *Protection des adultes*, pp. 389-451, para. 32.

- **Convention de Bruxelles** – *Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*. Elle a été ouverte à la signature à Bruxelles le 27 septembre 1968. Les Parties initiales étaient les six Membres fondateurs de la Communauté économique européenne. Les nouveaux États membres de ce qui est aujourd'hui l'Union européenne sont devenus parties à la Convention de Bruxelles en entrant dans l'Union. La Convention ne s'applique plus aujourd'hui qu'entre les quatorze États membres de l'ancienne Union européenne et les Antilles néerlandaises et les territoires français d'outre-mer. Les obligations alimentaires sont visées à la Convention, laquelle prévoit une règle spéciale sur la compétence (art. 5(2)).
- **Convention de Lugano** – *Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale*. Elle a été ouverte à la signature à Lugano, Suisse, le 16 septembre 1988. Elle contient des dispositions similaires à celles de la Convention de Bruxelles (on dit aussi que c'est une convention « parallèle »). Les États contractants à la Convention de Lugano sont les 15 États qui étaient membres de la Communauté européenne à la date du 16 septembre 1988 ainsi que l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suisse. La différence entre les deux conventions apparaît à l'article 54 *ter* de la Convention de Lugano : elle ne s'applique pas aux relations entre les États membres de l'Union européenne, mais elle entre en jeu lorsqu'un des autres pays mentionnés ci-dessus est impliqué. Comme la Convention de Bruxelles, elle vise les obligations alimentaires. Une nouvelle Convention de Lugano révisée a été conclue le 30 octobre 2007. Le texte, tel qu'adopté en mars 2007, reprend la même règle que celle de la Convention de 1988 en ce qui concerne les obligations alimentaires. Cette nouvelle Convention de Lugano s'appliquera entre les États membres de l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et la Suisse.
- **Règlement Bruxelles I** – Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale. Il s'applique dans toute l'Union européenne excepté au Danemark et remplace la Convention de Bruxelles dans les relations mutuelles entre les États auxquels il s'applique. Il contient des règles similaires à celles de la Convention de Bruxelles. Un accord entre la Communauté européenne et le Danemark a été conclu le 19 octobre 2005 pour appliquer les dispositions du Règlement Bruxelles I aux relations entre la Communauté européenne et le Danemark. Cet accord est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2007.
- **Règlement Bruxelles II** – Règlement (CE) No 1347/2000 du Conseil du 29 mai 2000 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale des enfants communs.
- **Règlement Bruxelles II bis** – Règlement (CE) No 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le règlement (CE) No 1347/2000.
- **Règlement TEE** – Règlement (CE) No 805/2004 crée un titre exécutoire européen pour les créances incontestées, ce qui signifie (art. 5) qu'une décision qui a été certifiée en tant que titre exécutoire européen dans l'État membre d'origine est reconnue et exécutée dans les autres États membres sans qu'une déclaration de force exécutoire soit nécessaire et sans qu'il soit possible de s'opposer à sa reconnaissance. Tout comme le Règlement Bruxelles I, le Règlement TEE vise aussi les aliments.

- **Règlement Obligations alimentaires** – Règlement (CE) N° 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, publié au *Journal officiel de l'Union européenne* L 7, du 10 janvier 2009. Son article 76 dispose qu'il s'applique « à compter du 18 juin 2011, sous réserve que le protocole de La Haye de 2007 soit applicable dans la Communauté à cette date. À défaut, le présent règlement s'applique à compter de la date d'application dudit protocole dans la Communauté. ».
- **Convention de Montevideo** – Convention interaméricaine sur les obligations alimentaires, adoptée à Montevideo le 15 juillet 1989. Les États parties à la Convention sont l'Argentine, le Belize, la Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, le Panama, le Paraguay et l'Uruguay (voir annexe 2 du Rapport Duncan)<sup>16</sup>.
- **ORIE** – Organisation régionale d'intégration économique.
- **REMO** – le système du Commonwealth pour la reconnaissance et l'exécution des décisions portant sur les aliments, dont les ordonnances provisoires, couvre la plupart des États du Commonwealth y compris leurs unités territoriales, par exemple les provinces et territoires canadiens et les territoires outre-mer dépendants du Royaume-Uni. Ces accords bilatéraux sont négociés entre ces États et territoires et parfois avec des États tiers tels que l'Autriche, l'Allemagne, la Norvège ou les États des États-Unis.
- **UIFSA** – *Uniform Interstate Family Support Act* (États-Unis d'Amérique) de 1996. Cette loi a été élaborée par la *National Conference of Commissioners on Uniform State Laws* pour instaurer un processus uniforme d'établissement et d'exécution des obligations alimentaires envers les enfants dans tous les états des États-Unis. Elle a été promulguée par chacun des états des États-Unis et modifiée en 2001 et 2008.
- **« La Convention »** – Ce terme désigne le texte de la *Convention de La Haye du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*.
- **« Le Protocole »** – Ce terme désigne le texte du *Protocole de La Haye du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*.

### III. CADRE GENERAL

16. La protection des enfants est un des domaines privilégiés de la coopération internationale en général et de la Conférence de La Haye de droit international privé en particulier. Dans ce contexte, les aliments sont un élément fondamental. Il est certain que les problèmes d'obligations alimentaires peuvent découler d'autres liens de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance, mais une grande majorité des demandes relatives à des obligations alimentaires concerne des enfants<sup>17</sup>. La période qui a suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale a été marquée par la conclusion de trois Conventions relatives aux obligations alimentaires, d'une part, la Convention de New York de 1956 et, d'autre part, à la Conférence de La Haye de droit international privé, la Convention Obligations alimentaires de 1956 et la Convention Obligations alimentaires de 1958. Ces Conventions ont été renouvelées et étendues par la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) et la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable)<sup>18</sup>.

<sup>16</sup> Voir note 11.

<sup>17</sup> Sans préjudice du fait que le vieillissement progressif de la population peut engendrer une modification de ces termes.

<sup>18</sup> Voir les Conventions adoptées ainsi que le Rapport explicatif de Michael Verwilghen, *Actes et documents de la Douzième session*, tome IV, *Obligations alimentaires*. Le para. 1 du Rapport souligne que « l'on connaît peu d'exemples, dans les annales de cette discipline juridique, d'une matière soumise à autant de tentatives d'unification ». Voir également le site < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Publications », puis « Rapports explicatifs ».

17. Il n'est pas inutile de souligner que la Conférence de La Haye a adopté assez récemment avec succès plusieurs Conventions sur la protection des enfants et des adultes, qui comprennent des règles de coopération entre autorités et des règles de reconnaissance et d'exécution des décisions remarquablement modernes. Il s'agit de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, la Convention Adoption internationale de 1993, la Convention Protection des enfants de 1996 et la Convention Protection des adultes de 2000<sup>19</sup>. Entretemps, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant<sup>20</sup> est elle aussi entrée en vigueur dans de nombreux pays du monde. La Convention sur les aliments est conforme aux principes de toutes ces Conventions et peut être considéré comme un important progrès en matière de protection des enfants et des adultes.

#### IV. REGLES DE COMPETENCE DIRECTE

18. La question des règles de compétence directe a été abordée dès le début des négociations<sup>21</sup> et à plusieurs reprises par la suite. Les débats ont porté sur la question de savoir si l'insertion de règles uniformes apporterait de réels avantages pratiques au système international et s'il était réaliste de penser que des négociations sur cette question permettraient d'aboutir à un accord ou à un consensus<sup>22</sup>. Les principes en vigueur en matière de compétence s'opposent dans deux grands domaines. Premièrement, en ce qui concerne la compétence pour rendre une décision initiale sur les aliments, on distingue, d'une part, les systèmes pour lesquels le critère de la résidence / du domicile du créancier est une base suffisante à l'exercice de la compétence (principe illustré par les régimes de Bruxelles / Lugano et de Montevideo), et d'autre part, les systèmes qui exigent un lien minimal entre l'autorité qui exerce la compétence et le débiteur (principe illustré par le système des États-Unis). Deuxièmement, comme l'explique le commentaire relatif à l'article 18, en ce qui concerne la compétence pour modifier une décision existante relative aux aliments, on distingue les systèmes qui adoptent le concept général de « compétence continue » de l'État où a été rendue la décision d'origine (voir le modèle des États-Unis) et ceux qui acceptent que la compétence pour modifier une décision puisse être transférée aux tribunaux ou autorités d'un autre État, en particulier celui où le créancier a établi sa nouvelle résidence ou son nouveau domicile (voir les systèmes régionaux mentionnés plus haut).

19. Les experts ont envisagé plusieurs options, notamment les suivantes :

- (a) Un noyau dur commun aux bases de compétence directe faisant l'objet d'un important accord devrait être recherché, en commençant, par exemple, avec la compétence du for du défendeur et l'acceptation de se soumettre à la compétence, en ajoutant ensuite la compétence du for du créancier, sujet aux limites nécessaires pour satisfaire les préoccupations de certains États quant aux exigences de procès équitable (« *due process* »).
- (b) Un noyau commun de règles de compétence directe, incluant la compétence du for du créancier car ce principe est très largement accepté pourrait être recherché. Il pourrait toutefois être combiné avec un type de disposition de sortie pour les États qui ne peuvent accepter la compétence du for du créancier en son état pur.
- (c) La recherche de règles uniformes de compétence directe devrait être mise de côté et l'accent devrait être mis sur le développement d'un système efficace de coopération combiné avec des règles de compétence indirecte en matière de reconnaissance et d'exécution des décisions ou ordonnances alimentaires.

<sup>19</sup> Voir abréviations et références au para. 15 de ce Rapport.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Un résumé de ces discussions peut être consulté dans le « Rapport relatif à la première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) », établi par le Bureau Permanent, Doc. prélim. No 5 d'octobre 2003 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2004 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, (ci-après Doc. prélim. No 5/2003), para. 86-89. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>22</sup> Cette discussion est intervenue dans le contexte de la description présentée dans le Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 103-134.

20. A l'issue de la première réunion de la Commission spéciale, un groupe de travail informel sur la compétence directe a été constitué<sup>23</sup> suivant une proposition soutenue par plusieurs experts afin de procéder à un échange de vues sur la question<sup>24</sup>. Cependant, comme il n'y avait pas de consensus sur cette question, le groupe de travail informel n'avait pas le mandat de faire rapport à la Commission spéciale ou au Comité de rédaction<sup>25</sup>.

21. Les arguments en faveur de l'insertion de règles de compétence directe dans la Convention et contre celle-ci sont résumés comme suit dans le « Rapport relatif à la première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) »<sup>26</sup> au paragraphe 88 :

« 88. Voici un résumé des arguments exprimés lors de la Commission spéciale en faveur et contre l'inclusion de règles uniformes de compétence directe dans le nouvel instrument, tant en ce qui concerne la compétence d'origine qu'en matière de modification

C. Arguments en faveur de règles de compétence directe

- (a) Convenir d'un ensemble uniforme de règles quant à la compétence favoriserait les objectifs de clarté, prévisibilité et simplicité.
- (b) Convenir de critères juridictionnels de compétence favoriserait la confiance mutuelle et fournirait une structure solide permettant d'établir un système efficace de coopération administrative. Il serait difficile pour les autorités administratives de travailler avec des systèmes étrangers opérant des critères juridictionnels de compétence variés.
- (c) Des règles uniformes de compétence directe fourniront une base solide à un système de reconnaissance et d'exécution des décisions alimentaires et permettrait le traitement de façon simple et rapide des procédures de reconnaissance et d'exécution.
- (d) Des règles uniformes aident à éviter la duplication des litiges et les nombreuses décisions contradictoires. Malgré que cela ne soit pas un problème sérieux quant à l'exercice de la compétence d'origine (particulièrement lorsqu'il s'agit d'aliments destinés aux enfants), cela constitue un problème véritable en ce qui concerne la compétence en matière de modification d'une ordonnance existante. Il est difficile de concevoir des règles concernant la compétence en matière de modification sans considérer en même temps les bases d'exercice de la compétence d'origine.
- (e) Il est probable que certains chefs de compétence fassent l'objet d'un important accord tels que la résidence du défendeur (peu importe sa définition) ou l'acceptation du défendeur de se soumettre à la compétence. En outre, l'idée selon laquelle la résidence du créancier (peu importe sa définition) devrait être une base de compétence est très largement acceptée.
- (f) Si plusieurs États ou la majorité d'entre eux semblent être en accord sur les règles de compétence directe, il faut que cet accord soit reflété dans le nouvel instrument. La minorité d'États, ne pouvant se joindre au consensus, devrait pouvoir bénéficier d'un type de disposition de sortie.

<sup>23</sup> Coordonné par M. Matthias Heger, de l'Allemagne.

<sup>24</sup> Voir Doc. prélim. No 5/2003, *op. cit.*, note 21, para. 94.

<sup>25</sup> *Ibid.*, para. 147.

<sup>26</sup> *Ibid.*

- (g) Si, comme cela semble être le cas, les différences concrètes sont minimales entre les systèmes qui acceptent la compétence du créancier sans qualification et ceux qui ne l'acceptent pas, il doit être possible de formuler des principes juridictionnels de compétence qui satisfassent le plus grand nombre d'opinions possible.
  - (h) Les règles uniformes de compétence prévues dans les Conventions de La Haye fournissent un excellent modèle de réforme pour les systèmes nationaux.
- D. Arguments contre l'inclusion de règles de compétence directe
- (a) L'absence de critères juridictionnels de compétence au niveau international n'a pas été une source sérieuse d'inquiétudes en pratique, ni la cause des défauts présentement rencontrés dans le système international. Ainsi, l'harmonisation des règles de compétence directe suscite peu d'intérêt pour plusieurs États.
  - (b) L'expérience a démontré qu'il peut être extrêmement difficile d'obtenir un consensus sur une approche uniforme lorsque différentes approches en matière de compétence sont appliquées dans différents systèmes, qu'elles font toutes l'objet d'un appui en principe et semblent toutes bien fonctionner en pratique et sont satisfaisantes dans leur contexte respectif.
  - (c) Les avantages escomptés d'un système uniforme ne justifient pas l'énergie et le temps que l'on devrait investir dans la recherche d'un consensus qui pourrait s'avérer futile et prolonger les négociations inutilement. Il y a un risque que l'accent ne soit pas mis sur ce qui constitue les véritables problèmes pratiques, tels que la mise en place d'un système de coopération administrative efficace et réceptif.
  - (d) Un système de reconnaissance et d'exécution peut fonctionner efficacement à l'aide de règles de compétence indirecte sans qu'il ne soit nécessaire d'avoir un accord sur des règles uniformes de compétence directe. Voir, par exemple, la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires*.
  - (e) Le problème des décisions multiples découlant de l'exercice de la compétence en matière de modification pourrait être amélioré par l'utilisation de règles autres que celles de compétence directe, incluant, par exemple, les dispositions concernant la reconnaissance et l'exécution.
  - (f) L'établissement de règles de compétence directe au niveau international différera inévitablement, quant à certains aspects, des règles adoptées dans les instruments régionaux, créant ainsi un problème complexe de « déconnexion », i.e. un problème quant à l'emplacement de la ligne séparant les affaires comprises dans le champ d'application respectif des instruments régionaux et internationaux.
  - (g) Tout désavantage qui pourrait être causé par l'absence de critères uniformes de compétence, et en particulier celui qui affecte le créancier alimentaire, pourrait être amélioré par l'introduction d'un système de coopération efficace et réceptif qui maximiserait le support offert au créancier indifféremment du pays où la demande alimentaire a été introduite. »

22. Au fil du temps, la majorité des experts s'est ralliée à l'idée qu'il convenait d'écarter la question globale des règles de compétence directe. Bien que de nombreux experts aient reconnu les avantages potentiels des règles uniformes, l'idée qui l'a finalement emporté était que les bénéfices pratiques qui pourraient découler de règles uniformes étaient insuffisants par rapport au coût qu'engendrerait une longue tentative d'obtention d'un consensus qui pourrait s'avérer futile<sup>27</sup>.

<sup>27</sup> *Ibid.*, para. 88.

## V. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

23. Le quatrième considérant du Préambule de la Convention dispose que les États signataires de la présente Convention « [...] cherch[ent] à tirer parti des avancées technologiques et à créer un système souple et susceptible de s'adapter aux nouveaux besoins et aux opportunités offertes par les technologies et leurs évolutions [...] ». À cet égard, la Convention invite à recourir aux transferts de fonds électroniques (art. 35) et s'oriente vers l'utilisation de systèmes électroniques transfrontaliers de gestion des dossiers et de communication tels que le programme *iSupport*, qui a été présenté à plusieurs occasions à la Commission spéciale au cours de ses travaux<sup>28</sup>.

24. Ce système contribuerait à l'efficacité de la mise en œuvre de la Convention et à une cohérence accrue des pratiques nationales. Il concourrait sensiblement à améliorer les communications entre Autorités centrales et à atténuer les problèmes et les coûts de traduction car il fonctionnerait en plusieurs langues. Il pourrait faciliter le fonctionnement courant des Autorités centrales instituées en vertu de la Convention et contribuerait à l'amélioration de la gestion des dossiers. Il pourrait également produire les statistiques nécessaires, entre autres moyens, au suivi du fonctionnement de la Convention. Outre la gestion et le suivi des dossiers, ce système pourrait permettre de donner des instructions aux banques pour les transferts électroniques de fonds et pourrait envoyer et recevoir des communications et des demandes électroniques sécurisées en application de la Convention. Alors que la Convention permet de rapprocher les différents systèmes juridiques internes en vue du recouvrement des aliments, le programme *iSupport* reliera les systèmes de technologies de l'information nationaux existants.

25. Dans la perspective de ces évolutions importantes, le Comité de rédaction a veillé à élaborer un texte permettant le recours aux technologies sans remettre en cause les principes du respect des règles de procès équitable. Il a grandement bénéficié sur ce point des travaux du Groupe de travail chargé des formulaires, qui a examiné les questions pratiques entourant la communication électronique de formulaires et d'autres documents annexés. Il en résulte un texte qui évite autant que possible l'emploi de termes tels que « signature » (lorsque n'est requise qu'une simple identification), « écrit », « original », « sous serment » et « certifié ». En outre, un échange de vues avec le Secrétariat de la CNUDCI sur les questions « d'authentification » a contribué à inspirer de nouvelles dispositions sur la transmission de documents et d'informations connexes. Des termes ont été ajoutés aux articles 12(2), 13, 25 et 30 conformément au mandat de la Commission spéciale afin de garantir la neutralité du langage de la Convention quant au support sans altérer sa substance et de permettre ainsi la transmission rapide des documents par les moyens de communication les plus rapides (neutralité quant à la technologie).

26. L'objectif de la terminologie utilisée aux articles 12(2), 13, 25 et 30 est, dans un premier temps, de garantir la transmission rapide (quel que soit le support utilisé) des demandes et des documents annexés entre les Autorités centrales, tout en reconnaissant qu'il pourra parfois s'avérer nécessaire à un stade ultérieur (le plus souvent à des fins probatoires), de transmettre une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énoncés aux articles 25(1) *a)*, *b)* et *d)* et 30(3) à la demande soit de l'Autorité centrale requise (art. 12(2)), soit de l'Autorité

<sup>28</sup> Le système *iSupport* est décrit dans le Document d'information No 1 « Développement d'un système international électronique de gestion de dossiers et de communication à l'appui de la future Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille » de juin 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille. Il s'inspire du programme *iChild* qui est en cours de déploiement au sein de plusieurs Autorités centrales au titre de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Ce document est disponible sur le site de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

compétente de l'État requis (art. 25(2)) ou dans le cas d'une contestation ou d'un appel par le défendeur (art. 25(2))<sup>29</sup>.

## VI. TITRE ET STRUCTURE GENERALE DE LA CONVENTION

27. Le titre de la Convention – *Convention sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille* – souligne l'objectif premier de la Convention : garantir le respect des obligations alimentaires dans les affaires transfrontalières, en particulier lorsque le créancier et le débiteur ne sont pas dans le même pays. Reflétant les dispositions de l'article 2 sur le champ d'application, les aliments destinés aux enfants sont mentionnés en premier lieu mais, en second lieu, les aliments destinés à d'autres membres de la famille sont également envisagés. Contrairement à d'autres Conventions de La Haye, en particulier la Convention Protection des enfants de 1996, les techniques envisagées (telles que la reconnaissance et l'exécution, la coopération) ne sont pas mentionnées dans le titre. Outre l'élégance accrue que ce choix lui confère, ce titre présente l'avantage d'être simple et de se distinguer de celui des autres Conventions sur les obligations alimentaires.

28. Le Préambule expose les préoccupations et réflexions qui ont présidé à la préparation de la Convention. Il mentionne en particulier la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant<sup>30</sup>, qui dispose en son article 2 que les parties s'engagent à respecter les droits qui sont énoncés dans la Convention et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction, sans distinction aucune. Il mentionne aussi expressément l'article 3 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui dispose que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale, ainsi que l'article 27, qui énonce :

« 1. Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.

2. C'est aux parents ou autres personnes ayant la charge de l'enfant qu'incombe au premier chef la responsabilité d'assurer, dans les limites de leurs possibilités et de leurs moyens financiers, les conditions de vie nécessaires au développement de l'enfant.

3. Les États parties adoptent les mesures appropriées, compte tenu des conditions nationales et dans la mesure de leurs moyens, pour aider les parents et autres personnes ayant la charge de l'enfant à mettre en œuvre ce droit et offrent, en cas de besoin, une assistance matérielle et des programmes d'appui, notamment en ce qui concerne l'alimentation, le vêtement et le logement.

4. Les États parties prennent toutes les mesures appropriées en vue d'assurer le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant auprès de ses parents ou des autres personnes ayant une responsabilité financière à son égard, que ce soit sur leur territoire ou à l'étranger. En particulier, pour tenir compte des cas où la personne qui a une responsabilité financière à l'égard de l'enfant vit dans un État autre que celui de l'enfant, les États parties favorisent l'adhésion à des accords internationaux ou la conclusion de tels accords ainsi que l'adoption de tous autres arrangements appropriés. »

<sup>29</sup> À cet égard, le Comité de rédaction a souscrit aux observations du Secrétariat de la CNUDCI sur le fait qu'à ce stade, très peu d'autorités judiciaires ou administratives délivrent ou acceptent des documents électroniques qui répondent aux exigences d'intégrité, d'irrévocabilité et d'authentification notamment. En outre, dans l'hypothèse où de tels documents électroniques seraient transmis par delà les frontières, leur transmission électronique sécurisée en chaîne par différents intermédiaires (par exemple, la transmission d'une décision rendue par une autorité judiciaire d'un État A à une autorité judiciaire d'un État B par l'intermédiaire des Autorités centrales requérante et requise des États A et B respectivement) pourrait être : a) complexe, car le destinataire final du document aurait besoin d'une technologie lui permettant de vérifier tout au long de la chaîne de communication l'authenticité, l'intégrité et l'irrévocabilité du document ou b) impossible, lorsque les deux États concernés utiliseraient deux standards de communication électronique différents (par exemple, infrastructures à clé publique (ICP)).

<sup>30</sup> En vigueur dans 193 États (au 29 octobre 2009).

29. La Convention est organisée en neuf chapitres : Objet, champ d'application et définitions, Coopération administrative, Demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales, Restrictions à l'introduction de procédures, Reconnaissance et exécution, Exécution par l'État requis, Organismes publics, Dispositions générales, et Dispositions finales.

30. Le chapitre I de la Convention (Objet, champ d'application et définitions) expose tout d'abord à l'article premier l'objet de la Convention. L'article 2 énonce ensuite le champ d'application matériel de la Convention, longuement débattu lors des travaux préparatoires de la Convention. Enfin, l'article 3 donne quelques définitions.

31. Le chapitre II (Coopération administrative) contient des dispositions relatives aux Autorités centrales, en particulier leur désignation, leurs fonctions et leurs coûts. Il régit aussi les requêtes de mesures spécifiques d'assistance, lorsqu'aucune demande n'est pendante.

32. Le chapitre III (Demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales) précise les catégories de demandes qui doivent pouvoir être présentées en vertu de la Convention. Il décrit aussi le contenu obligatoire des demandes et les procédures à suivre pour leur transmission, leur réception et leur traitement. Il contient en outre des dispositions essentielles, destinées à garantir l'accès effectif aux procédures en vertu de la Convention.

33. Le chapitre IV (Restrictions à l'introduction de procédures) ne comprend qu'un article, l'article 18.

34. Le chapitre V (Reconnaissance et exécution) règle les questions de la reconnaissance et de l'exécution des décisions, c'est-à-dire les formalités intermédiaires auxquelles la reconnaissance et l'exécution d'une décision étrangère sont soumises (voir les commentaires concernant le chapitre V) avant l'exécution *stricto sensu*, qui est traitée au chapitre VI (Exécution par l'État requis). Le chapitre VII (Organismes publics) précise qu'aux fins de la reconnaissance et de l'exécution en application de l'article 10(1) *a*) et *b*) et de l'obtention de décisions dans les affaires relevant de l'article 20(4), le terme « créancier » comprend un organisme public dans certaines circonstances.

35. Enfin les chapitres VIII et IX contiennent respectivement les dispositions générales et les dispositions finales.

## VII. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE

### CHAPITRE PREMIER – OBJET, CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

#### **Article premier**      **Objet**<sup>31</sup>

**La présente Convention a pour objet d'assurer l'efficacité du recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, en particulier en :**

36. L'objectif premier de la Convention est de garantir l'efficacité au niveau international du recouvrement des aliments et à cette fin, le Préambule souligne que les États sont « conscients de la nécessité de disposer de procédures produisant des résultats et qui soient accessibles, rapides, efficaces, économiques, équitables et adaptées à diverses situations »<sup>32</sup> aux fins du recouvrement des aliments.

37. Cet article liste les principaux éléments de la Convention. La liste n'est pas exhaustive et l'expression « en particulier » indique que la Convention comprend en réalité de nombreuses autres dispositions qui contribueront à améliorer le recouvrement des aliments.

38. Rien dans cet article n'interdit les demandes d'aliments « présentées directement » (voir l'art. 37) par un demandeur à une autorité compétente de l'État requis, mais celles-ci n'y sont pas mentionnées, cela parce qu'il serait trompeur de suggérer que les « demandes présentées directement » constituent un objectif prioritaire de la Convention<sup>33</sup>.

#### **Paragraphe a) – établissant un système complet de coopération entre les autorités des États contractants**<sup>34</sup> ;

39. Dès le début des travaux préparatoires de la Convention, il a été jugé souhaitable d'instaurer une solide coopération entre les autorités des États membres, pour améliorer le système de la Convention de New York de 1956. La Conférence de La Haye offre d'excellents exemples en la matière avec la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et la Convention Adoption internationale de 1993.

40. La règle de l'article 1 a) est liée au champ d'application de la Convention (art. 2). En fait, alors que le système de coopération reposant sur les Autorités centrales est instauré aux fins du recouvrement international des aliments destinés aux enfants, son application aux aliments destinés à d'autres membres de la famille peut être limitée en application de l'article 2.

41. Les projets de Convention antérieurs faisaient référence, dans le paragraphe a), au fait que le système de la Convention comprend « l'établissement de la filiation à cette fin », c'est-à-dire quand cela est nécessaire au recouvrement efficace des aliments. Les arguments opposés à cette insertion étaient que dans certains systèmes, il est difficile de n'établir la filiation qu'aux seules fins des aliments et que l'établissement de la filiation est souvent une affaire judiciaire. Voir la discussion dans le présent Rapport relative à l'article 6(2) h) et à l'article 10(1) c). La solution prévue dans ces articles supprime la

<sup>31</sup> À l'instar des Conventions les plus récentes élaborées à la Conférence de La Haye – *Convention du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire* (ci-après la « Convention Titres de 2006 »), Convention Élection de for de 2005 – un titre figure au regard du numéro de chaque article, ce qui améliore la lisibilité de la Convention. Dans ce rapport explicatif, il a également été décidé d'insérer le texte de l'article analysé pour faciliter la lecture.

<sup>32</sup> Voir le Préambule de la Convention.

<sup>33</sup> Voir « Observations du Comité de rédaction sur le texte de l'avant-projet de Convention », Doc. prélim. No 26 de janvier 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007 (ci-après Doc. prélim. No 26/2007), à l'art. 1. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>34</sup> Il faut souligner qu'en vertu de l'article 59(5), « Toute référence à un 'État contractant' ou à un 'État' dans la [...] Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie. Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique conformément au paragraphe 3, toute référence à un 'État contractant' ou à un 'État' dans la [...] Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres concernés de l'Organisation. » (voir para. 700 du présent Rapport).

nécessité de la référence à l'article 1 a). La Convention ne préjuge pas des effets que la législation de l'État confère à l'établissement de la filiation. C'est une solution ouverte qui permet que cette question soit résolue par le droit interne de chaque État.

**Paragraphe b) – permettant de présenter des demandes en vue d'obtenir des décisions en matière d'aliments ;**

42. L'objet de ce paragraphe est de souligner que la Convention instaure un système de demandes en vue de l'établissement de décisions en matière d'aliments, ainsi que de demandes de reconnaissance de décisions en matière d'aliments et d'autres procédures pouvant être utiles au recouvrement efficace des aliments. Les demandes qu'il est possible de présenter sont énoncées à l'article 10.

**Paragraphe c) – assurant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'aliments ; et**

43. La référence de l'article 1 c) de la Convention à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière d'aliments vise les dispositions de la Convention conçues pour faciliter et simplifier les procédures auxquelles une décision étrangère est soumise (ce que l'on désigne dans certains systèmes par le terme *exequatur*) avant de pouvoir être exécutée en vertu du droit interne<sup>35</sup>.

**Paragraphe d) – requérant des mesures efficaces en vue de l'exécution rapide des décisions en matière d'aliments.**

44. La Convention ne se limite pas à la procédure traditionnelle de l'*exequatur* ; elle s'efforce véritablement de faciliter l'exécution de la décision, ce qui la rend efficace, et cet objectif est souligné au paragraphe d). Cependant, la formulation de cette disposition ne peut aller plus loin car la Convention ne requiert pas de mesures d'exécution spécifiques. Les mesures d'exécution précises nécessaires pour satisfaire aux exigences d'efficacité et de rapidité sont du ressort des États contractants<sup>36</sup>.

**Article 2      *Champ d'application***

45. L'article 2 définit positivement le champ d'application matériel de la Convention en énonçant les affaires auxquelles elle s'applique. Il commence par décrire les obligations alimentaires auxquelles l'ensemble des chapitres de la Convention s'applique (para. 1), avec la possibilité d'émettre une réserve (para. 2) puis les obligations alimentaires auxquelles la Convention ou des parties de celle-ci peuvent être étendues par déclaration (para. 3). Enfin, le paragraphe 4 introduit une règle interprétative.

**Paragraphe 1 – La présente Convention s'applique :**

**Alinéa a) – aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne âgée de moins de 21 ans ;**

46. L'alinéa a) décrit les obligations alimentaires fondamentales auxquelles toutes les dispositions de la Convention s'appliquent ; ce sont celles qui découlent d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne de moins de 21 ans. Ce point ne fait aucun doute et a été accepté par toutes les délégations. La référence à l'âge de 21 ans ne produit pas le même effet que dans la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Cela n'implique pas que les États sont tenus de modifier leurs règles internes lorsque la limite d'âge à laquelle des aliments peuvent être accordés à des enfants est inférieure à 21 ans. Cela ne signifie pas non plus que les États sont tenus de modifier l'âge de la majorité. Le paragraphe 1 fixe simplement le champ d'application de la Convention. Il en résulte, principalement, une obligation au titre de la Convention de reconnaître et d'exécuter une décision étrangère prise en faveur d'un enfant jusqu'à l'âge de 21 ans<sup>37</sup> et de fournir une assistance administrative, y compris une assistance juridique, s'agissant des aliments à l'égard de ces personnes. Voir les commentaires relatifs au paragraphe 2.

<sup>35</sup> Voir observations relatives au chapitre V (Reconnaissance et exécution).

<sup>36</sup> Voir les commentaires relatifs au chapitre VI (Exécution par l'État requis).

<sup>37</sup> À cet égard, voir aussi les commentaires relatifs à l'art. 20(5), para. 471 du présent Rapport.

**Alinéa b) – à la reconnaissance et à l'exécution ou à l'exécution d'une décision relative aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux lorsque la demande est présentée conjointement à une action comprise dans le champ d'application de l'alinéa a) ; et**

47. Le cas des obligations alimentaires à l'égard des époux et ex-époux au regard de la Convention a été plus longuement débattu. Les alinéas b) et c) visent deux hypothèses distinctes. L'alinéa b) concerne le cas où une demande d'aliments entre époux ou ex-époux est présentée conjointement à une demande d'aliments destinés à un enfant tel que défini à l'alinéa a). Il a été convenu lors de la Session diplomatique que cette demande tombe dans le champ d'application obligatoire de la Convention dans son intégralité (c.-à-d. y compris les dispositions portant sur la coopération par l'intermédiaire des Autorités centrales), seulement si la demande porte sur la reconnaissance et l'exécution, ou sur l'exécution d'une décision, et non dans le cas d'une demande d'obtention ou de modification d'une décision relative à des aliments entre époux ou ex-époux. L'expression « la demande est présentée conjointement à une action comprise dans le champ d'application de l'alinéa a) » signifie que la demande doit être « apparentée » ou « liée » aux aliments destinés à un enfant, c'est-à-dire que les deux demandes peuvent être traitées en même temps, que des aliments entre époux ou ex-époux soient ou non demandés en même temps que les aliments destinés à un enfant et qu'ils soient compris ou non dans une seule et même décision.

**Alinéa c) – à l'exception des chapitres II et III, aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.**

48. Après de longues discussions au sein de la Commission spéciale, un consensus s'est dégagé sur le fait que les demandes concernant exclusivement des aliments entre époux et ex-époux devraient relever du champ d'application obligatoire de la Convention mais que les États contractants ne devraient pas être contraints d'appliquer les dispositions contenues aux chapitres II et III sur la coopération administrative à de telles affaires. Cette approche fut confirmée par la Session diplomatique. Aussi a-t-il été convenu que les dispositions des chapitres II et III s'appliqueront uniquement dans la mesure où les deux États concernés auront fait une déclaration visant à étendre l'application de ces chapitres aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux, conformément à l'article 63. En revanche, le système de reconnaissance et d'exécution, ainsi que les autres règles prévues à la Convention s'appliqueront aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux.

49. Une proposition visant à étendre les dispositions sur le champ d'application des obligations alimentaires entre époux et ex-époux aux « situations analogues au mariage en vertu de la loi applicable » n'a pas recueilli le consensus nécessaire<sup>38</sup>.

**Paragraphe 2 – Tout État contractant peut, conformément à l'article 62, se réserver le droit de limiter l'application de la Convention, en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe premier, aux personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans. Tout État contractant faisant une telle réserve ne sera pas fondé à demander l'application de la Convention aux personnes exclues par sa réserve du fait de leur âge.**

50. Certains États ayant des difficultés à accepter que la Convention soit applicable dans toutes les affaires jusqu'à l'âge de 21 ans, la possibilité de faire une réserve visant à limiter l'application de la Convention aux personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans a été insérée. Dans cette hypothèse, la réserve produit un effet réciproque, étant donné que l'État qui a fait une telle réserve ne peut pas revendiquer l'application de la Convention aux personnes ayant entre 18 et 21 ans. En vertu de l'article 62(4)<sup>39</sup>, il s'agit de la seule réserve prévue par la Convention qui soit réciproque.

<sup>38</sup> Voir la Proposition des délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou (États membres du Mercosur et États associés), Doc. trav. No 48. Voir également ci-dessous, para.58.

<sup>39</sup> Voir les commentaires relatifs à l'art. 62(4), aux para. 707 et s. du présent Rapport.

**Paragraphe 3 – Tout État contractant peut, conformément à l'article 63, déclarer qu'il étendra l'application de tout ou partie de la Convention à d'autres obligations alimentaires découlant de relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance, incluant notamment les obligations envers les personnes vulnérables. Une telle déclaration ne crée d'obligation entre deux États contractants que dans la mesure où leurs déclarations recouvrent les mêmes obligations alimentaires et les mêmes parties de la Convention.**

51. Bien que les États aient été en grande majorité favorables à un champ d'application étendu, certains rencontrent des difficultés liées à la distribution interne des compétences qui les empêchent d'accepter l'application générale de la Convention à toute obligation alimentaire découlant de relations de famille ou d'alliance spécifiées autre que celles envers des enfants.

52. C'est pourquoi le paragraphe 3 dispose que les États « peu[ven]t » déclarer qu'ils étendront l'application de tout ou partie de la Convention à l'une ou l'autre des obligations alimentaires découlant de ces relations. À cette fin, une déclaration doit être faite conformément à l'article 63.

53. Suivant cette règle, ces déclarations auront un effet réciproque, au sens où elles ne créeront des obligations entre États contractants « que dans la mesure où leurs déclarations recouvrent les mêmes obligations alimentaires et les mêmes parties de la Convention ». Cette règle appelle quelques explications, car les situations peuvent être différentes du fait des diverses possibilités autorisées par cette disposition. Aucun problème ne se pose dans l'hypothèse où les déclarations de deux États contractants sont exactement identiques quant aux relations couvertes et à la partie de la Convention à appliquer. Mais la situation est plus complexe lorsque les déclarations ne sont pas identiques ou lorsqu'un seul des États contractants a fait une déclaration visée à l'article 2.

54. Si un État contractant a fait une déclaration étendant l'application de l'ensemble de la Convention, par exemple, aux relations d'alliance, une décision fondée sur une telle relation ne sera pas nécessairement reconnue dans un autre État contractant qui n'a pas fait la même déclaration. En revanche, l'État qui fait cette déclaration doit accepter les demandes émanant d'un État contractant qui a fait une déclaration identique, et peut, sans être toutefois tenu de le faire, accepter celles qui émanent d'États contractants qui n'ont pas fait cette déclaration.

55. Lors de la Session diplomatique, une attention particulière a été portée aux obligations envers les personnes vulnérables<sup>40</sup> (voir la définition de « personne vulnérable » à l'article 3 f)). Les personnes vulnérables sont visées à l'article 2(3) et une règle particulière les concernant a été prévue à l'article 37(3) pour les demandes présentées directement. Enfin la Recommandation No 9<sup>41</sup> de la Vingt et unième session, approuvée dans l'Acte final :

« Recommande que le Conseil sur les affaires générales et la politique examine, en priorité, la possibilité d'élaborer un Protocole à la *Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*, portant sur le recouvrement des aliments à l'égard des personnes vulnérables.

Un tel Protocole serait fondé sur la *Convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes* et en constituerait un complément. »

56. Aucune référence particulière n'est faite, dans cette règle, aux demandes des organismes publics relatives aux obligations alimentaires (voir chapitre VII, art. 36). Il convient de préciser que même si les organismes publics ne sont pas mentionnés dans la disposition relative au champ d'application, alors qu'ils l'étaient dans l'article premier de

<sup>40</sup> Voir Doc. trav. No 48 des délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou (États du Mercosur et États associés), et Doc. trav. No 60 des délégations de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de l'Équateur, du Pérou et de l'Uruguay.

<sup>41</sup> Acte final de la Vingt et unième session, partie C, Recommandation No 9.

la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), la Convention s'applique à eux. Les États contractants sont libres d'étendre les dispositions relatives aux organismes publics figurant au chapitre VII à tout ou partie des autres obligations alimentaires ayant fait l'objet d'une déclaration d'extension de la Convention par cet État en vertu de l'article 2(3). De plus, il résulte de façon implicite que toute extension des dispositions sur les organismes publics peut être limitée à certains chapitres seulement de la Convention. Ainsi, par exemple, un État peut, tout en étendant les dispositions relatives aux organismes publics à certaines relations d'alliance précisées, indiquer que l'extension ne concerne pas les dispositions des chapitres II et III relatives à la coopération.

57. Le terme « relation de famille » n'est pas défini au paragraphe 3. Il appartient à chaque État de trancher la question pour lui-même. Les relations précises visées par ce terme seront indiquées par un État contractant lorsqu'il fera une déclaration en vertu du paragraphe 3. Des obligations mutuelles ne naîtront qu'entre les États contractants ayant fait des déclarations équivalentes. Ainsi, l'extension par un État contractant de la Convention aux obligations nationales découlant d'un partenariat enregistré n'aura d'effet que pour un État contractant qui a fait une déclaration équivalente.

**Paragraphe 4 – Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux enfants indépendamment de la situation matrimoniale de leurs parents.**

58. Les Conventions de 1973 faisaient référence aux obligations alimentaires envers « un enfant non légitime ». Dans la nouvelle Convention, cette expression a été remplacée par « indépendamment de la situation matrimoniale de leurs parents », conformément à la terminologie moderne.

59. Cela reflète l'opinion générale selon laquelle les avantages procurés par la Convention doivent pouvoir profiter à tous les enfants, sans discrimination, conformément aux articles 2 et 27 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant.

**Article 3 Définitions**

60. L'article 3 donne quelques définitions aux fins de la Convention. On a longuement débattu de la nécessité de définir le terme « décision » et, si une définition était nécessaire, de l'endroit auquel il convenait de l'insérer, dans cet article ou à l'article 19, au début du chapitre V (Reconnaissance et exécution). Cela parce que cette définition n'est nécessaire que pour les chapitres V (Reconnaissance et exécution), VI (Exécution par l'État requis) et VII (Organismes publics). L'autre possibilité aurait été de définir le terme « décision » à l'article 3, en notant que la définition n'est donnée qu'aux fins des chapitres V, VI et VII. La solution finalement retenue a consisté à structurer l'article 19 de la Convention comme un article définissant le champ d'application des chapitres V, VI et VII et précisant ce que le terme « décision » couvre aux fins de la Convention.

61. Il n'a pas été jugé nécessaire de définir les « obligations alimentaires ». En faveur d'une telle définition, il a été avancé qu'il pourrait être possible de refuser l'aide au recouvrement d'arrérages en arguant qu'ils n'entrent pas dans le champ de la Convention, même si le droit interne l'autorise. Toutefois, cette définition n'est pas indispensable parce que l'article 19(1) (définition d'une « décision »)<sup>42</sup> indique clairement que la Convention couvre le recouvrement des arrérages. Il n'était donc pas nécessaire de répéter à l'article 10(1) qu'une demande relative à des arrérages est autorisée par la Convention.

62. Les délégués ont longuement débattu de la nécessité de définir les termes « résidence habituelle » ou « résidence ». Finalement, il a été décidé que ce n'était pas nécessaire à l'article 3. Une définition partielle de « résidence » apparaît à l'article 9, où le terme sert de facteur de rattachement. Pour une explication, voir le présent Rapport, sous article 9.

63. S'agissant de la « résidence habituelle », des délégations ont suggéré, pendant la Commission spéciale, d'insérer une définition positive, d'autres une définition négative. Il s'agissait essentiellement de déterminer si des raisons justifiaient de remplacer le terme

<sup>42</sup> Voir les commentaires de l'art. 19, au para. 436 de ce Rapport.

« résidence habituelle », qui apparaît dans les Conventions de La Haye sur la protection des enfants, en particulier la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et la Convention Protection des enfants de 1996, par le terme « résidence ». Il a finalement été décidé que la « résidence habituelle » demeurerait un facteur de rattachement approprié aux fins de la reconnaissance et de l'exécution et qu'aucune définition ne devrait figurer dans la Convention. Pour un complément d'explications, voir plus loin au paragraphe 444 de ce Rapport, sous article 20.

64. Au cours de la Commission spéciale, il a été envisagé de définir « l'État requis » et « l'État requérant ». L'opportunité de cette définition a suscité quelques interrogations car pour la Convention Élection de for de 2005, il avait été décidé de ne pas faire figurer ces définitions dans le texte de la Convention, mais de les insérer dans le Rapport explicatif établi par MM. Dogauchi et Hartley<sup>43</sup>. Dans le cadre de la Convention Aliments, il a été décidé de ne pas définir ces termes, que ce soit dans le texte de la Convention ou dans celui du présent Rapport<sup>44</sup>.

65. Il a également été envisagé d'insérer une définition des « aliments », mais cette option a finalement été écartée. Outre les versements périodiques, les aliments peuvent, selon les systèmes, comprendre le versement d'un capital (paiement forfaitaire) ou des transferts de propriété<sup>45</sup>. Il n'a pas été suggéré de restreindre les aliments aux versements périodiques. En fait, il a été admis que toute décision ordonnant un transfert monétaire ou un transfert de propriété peut constituer une ordonnance relative aux aliments lorsqu'elle vise à permettre au créancier de pourvoir à ses besoins et lorsque les besoins et ressources du créancier et du débiteur sont pris en compte dans la détermination de la mesure appropriée<sup>46</sup>.

#### **Aux fins de la présente Convention :**

**Paragraphe a) – « créancier » désigne une personne à qui des aliments sont dus ou allégués être dus ;**

66. Le premier terme défini au paragraphe a) de l'article 3 est le « créancier ». En général, le « créancier » désigne la personne qui a besoin des aliments ; ce peut être une personne à laquelle des aliments ont été attribués ou qui sollicite une décision en matière d'aliments pour la première fois. Il est utile que la Convention précise ce point pour qu'on ne puisse pas penser que seule la personne en faveur de laquelle une décision a déjà été prononcée peut être considérée comme un créancier, et non la personne qui demande des aliments pour la première fois. Aussi, il ne fait aucun doute que le terme « créancier » comprend l'enfant pour lequel des aliments ont été octroyés ou réclamés.

67. Bien que le paragraphe a) ne fasse pas mention de la position des organismes publics, l'article 36(1) indique clairement qu'aux fins des demandes de reconnaissance et d'exécution en vertu de l'article 10(1) a) et b) et dans les affaires couvertes par l'article 20(4), le « créancier » comprend un organisme public « agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments »<sup>47</sup>.

**Paragraphe b) – « débiteur » désigne une personne qui doit ou de qui on réclame des aliments ;**

68. Parallèlement à la définition du créancier, l'article 3 b) contient une définition du « débiteur ». Le débiteur est une personne qui doit des aliments et, pour couvrir l'hypothèse d'une première demande d'aliments, à qui on réclame des aliments.

<sup>43</sup> Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Publications » puis « Rapports explicatifs ».

<sup>44</sup> Voir les commentaires de l'art. 10, au para. 236 de ce Rapport.

<sup>45</sup> Pour un complément d'informations, voir Rapport Duncan, *op. cit.*, note 11, aux para. 180 à 182.

<sup>46</sup> C'est dans les grandes lignes l'approche adoptée par la Cour de justice des Communautés européennes pour définir le terme « entretien » dans le contexte du système de Bruxelles / Lugano. Voir *De Cavel c. De Cavel* (No 2) [1980] CJCE Rec. 731, et *Van den Boogaard c. Laamen*, C-220/95 (27 février 1997).

<sup>47</sup> Voir les commentaires relatifs à l'art. 10(1) a) et b), au para. 235 du présent Rapport.

**Paragraphe c) – « assistance juridique » désigne l'assistance nécessaire pour permettre aux demandeurs de connaître et de faire valoir leurs droits et pour garantir que leurs demandes seront traitées de façon complète et efficace dans l'État requis. Une telle assistance peut être fournie, le cas échéant, au moyen de conseils juridiques, d'une assistance lorsqu'une affaire est portée devant une autorité, d'une représentation en justice et de l'exonération des frais de procédure ;**

69. La définition d'assistance juridique a été longuement débattue pendant la réunion de la Commission spéciale de mai 2007. La définition qui apparaît maintenant à l'article 3 c) a été élaborée par le Comité de rédaction à la lumière de ces discussions. La signification d'« assistance juridique » dans le cadre particulier des articles 6(2) a) et des articles 14 à 17 est détaillée ci-dessous, aux paragraphes 126 à 134 et 370 à 373. Lorsque la fourniture d'une assistance juridique est requise en vertu de la Convention, il en découle une obligation essentielle de fournir les éléments de l'assistance juridique nécessaires à l'accomplissement des objectifs visés dans la première phrase du paragraphe c), à savoir permettre aux demandeurs de connaître et de faire valoir leurs droits et garantir que leurs demandes sont traitées de façon complète et efficace dans l'État requis. La liste des « moyens » visés dans la seconde phrase précise le type d'assistance juridique qu'il sera peut-être nécessaire de mettre à disposition. Les termes « peut être fournie, le cas échéant, au moyen de » impliquent que lorsque de tels modes d'assistance sont effectivement nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés dans la première phrase, ces moyens doivent être fournis. L'étendue de l'obligation d'octroyer une assistance juridique gratuite est déterminée aux articles 14 à 17.

70. Il convient de remarquer que la version française du texte de la Convention utilise toujours l'expression « État requis », quand la version anglaise utilise, elle, les expressions « *requested State* » ou « *State addressed* ». Néanmoins, ces deux expressions ont la même signification et sont équivalentes à l'expression « État requis ».

**Paragraphe d) – « accord par écrit » désigne un accord consigné sur tout support dont le contenu est accessible pour être consulté ultérieurement ;**

71. Des termes ont été ajoutés à plusieurs articles de la Convention<sup>48</sup> conformément au mandat donné au Comité de rédaction par le Président de la Commission spéciale réunie en juin 2006 de veiller à la neutralité du langage de la Convention quant au support sans que sa substance en soit altérée (notamment que soient respectés les principes du respect des droits de la défense et que soit garantie la transmission rapide des documents par les moyens de communication les plus rapides). Étant donné la neutralité du langage additionnel quant au support, il restera approprié à l'avenir, lorsque les progrès techniques permettront des communications électroniques sécurisées dans le monde entier qui pourront être transmises « en chaîne ». Cela impose de définir « l'accord écrit », au paragraphe d), lequel a deux caractéristiques : il couvre tout support sur lequel l'accord est consigné et il doit être accessible pour consultation ultérieure.

**Paragraphe e) – « convention en matière d'aliments » désigne un accord par écrit relatif au paiement d'aliments qui :**

72. La question de l'inclusion dans le champ d'application de la Convention des actes authentiques et accords privés, c'est-à-dire des conventions en matière d'aliments, a fait l'objet de longues discussions. Voir le commentaire de l'article 30. La définition de l'expression « convention en matière d'aliments » est destinée à couvrir les actes authentiques et les accords privés. La convention doit être faite par écrit et remplir l'une des conditions établies aux alinéas i) et ii). Les États contractants ne sont pas tenus de reconnaître et d'exécuter les conventions en matière d'aliments du seul fait qu'elles sont définies dans cette section<sup>49</sup>. Les États qui font une réserve en vertu de l'article 30(8) ne sont pas obligés de reconnaître et d'exécuter les conventions en matière d'aliments.

<sup>48</sup> Voir art. 12(2), 13, 25 et 30 et les commentaires relatifs à ces articles dans le présent Rapport.

<sup>49</sup> Voir Procès-verbal No 17, para. 58.

**Alinéa i) – a été dressé ou enregistré formellement en tant qu'acte authentique par une autorité compétente ; ou**

73. La notion d'« acte authentique » est connue dans de nombreux États et pas seulement en matière d'obligations alimentaires. Un acte authentique est établi par une autorité spécialement chargée de cette tâche par l'État, qui authentifie la signature des parties et vérifie son contenu. Dans plusieurs États (par exemple, en Allemagne, en Pologne, en France, en Belgique ou en Espagne), cette autorité est un notaire et l'acte prend la forme d'un acte notarié.

**Alinéa ii) – a été authentifié ou enregistré par une autorité compétente, conclu avec elle ou déposé auprès d'elle,**

74. Cet alinéa couvre une palette de situations diverses dans lesquelles une autorité compétente intervient dans le cadre d'accords relatifs au paiement d'aliments. La définition entend refléter la diversité des pratiques développées par les États en la matière. Ainsi, par exemple, dans certains États, les accords sont confirmés par une autorité compétente qui, tout en ayant une marge d'appréciation pour confirmer ou non un accord, ne procède pas habituellement à un examen exhaustif de son contenu mais peut, par exemple dans le cas d'un accord en matière d'aliments destinés aux enfants, examiner si celui-ci semble à première vue conforme à l'intérêt de l'enfant. En Allemagne et en Autriche, les conventions en matière d'aliments sont souvent conclues avec l'autorité chargée de la protection de l'enfance (*Jugendamt*). Dans ce contexte, il convient d'observer qu'en vertu de l'article 19(1), une convention peut être considérée comme une « décision » aux fins de la reconnaissance et de l'exécution, dès lors qu'elle a été passée devant une autorité judiciaire ou administrative ou homologuée par une telle autorité. Cependant, une des particularités des conventions en matière d'aliments est que l'autorité concernée n'est pas nécessairement judiciaire ou administrative, mais peut être également une « autorité compétente », telle qu'un notaire. L'autre particularité est que l'article 19 ne s'applique qu'aux accords passés « devant » une autorité judiciaire ou administrative, alors que l'article 3 e) couvre les accords conclus « avec » une autorité compétente.

**et peut faire l'objet d'un contrôle et d'une modification par une autorité compétente ;**

75. Outre la nécessité que la convention soit écrite, dans les deux cas, la convention en matière d'aliments doit pouvoir être contrôlée ou modifiée par une autorité compétente.

**Paragraphe f) – une « personne vulnérable » désigne une personne qui, en raison d'une altération ou d'une insuffisance de ses facultés personnelles, n'est pas en état de pourvoir à ses besoins.**

76. Une définition de « personne vulnérable » était nécessaire en raison de la référence particulière qui y est faite à l'article 2(3). Cette définition est très proche de celle de l'article 8(3) du Protocole qui, à son tour, reprend la rédaction utilisée dans la Convention Protection des adultes de 2000. Néanmoins, la différence introduite volontairement entre la formulation retenue dans la Convention (« n'est pas en état de pourvoir à ses besoins ») et celle du Protocole (« n'est pas en mesure de pourvoir à ses intérêts ») découle de ce que le contexte dans lequel il est fait référence aux personnes vulnérables n'est pas identique dans les deux instruments.

## CHAPITRE II – COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

77. Les négociations ont souligné l'importance d'une coopération administrative efficace et effective pour le succès de la Convention, ce qui se reflète actuellement dans les objectifs de la Convention énoncés à l'article 1 a).

78. Dans son rapport, « Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », William Duncan, Secrétaire général adjoint, a conclu que la coopération administrative « sera une composante essentielle, voire primordiale, du nouvel instrument sur le recouvrement international des aliments »<sup>50</sup>. Les discussions de la réunion de la Commission spéciale de 2004 ont fait ressortir une préférence pour une coopération harmonisée, voire globalement homogène, dont le point de départ serait la Convention de New York de 1956. À cette fin, il est ressorti qu'il était fondamental d'établir une liste claire et précise des fonctions des Autorités centrales, en prenant soin de conserver un équilibre entre précision et flexibilité dans la description du mode d'exécution de ces fonctions.

79. Les experts étaient d'accord sur le fait que le système actuel de recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille était excessivement complexe et que les dispositions relatives à la coopération administrative devaient faire l'objet d'une refonte et d'un suivi adéquat<sup>51</sup>. Une coopération administrative performante et efficace constitue le pilier sur lequel s'appuie cette Convention pour aboutir à un système simple, économique et rapide de recouvrement international des aliments. Le Rapport Duncan dresse la liste des objectifs d'un système moderne de coopération administrative. Ce système devrait : (a) être en mesure de traiter rapidement les demandes, (b) être économique, c'est-à-dire que les coûts administratifs ne devraient pas être disproportionnés par rapport au montant des aliments perçus, (c) être assez souple pour permettre une coopération entre des systèmes internes très différents, (d) être efficace au sens où il doit éviter des formalités et des procédures superflues ou complexes, (e) être convivial et (f) garantir que les obligations à la charge des États contractants ne soient pas trop lourdes<sup>52</sup>.

80. Il ressort de l'expérience tirée de la mise en œuvre des instruments internationaux applicables en matière d'obligations alimentaires que les affaires qui seront traitées conformément à la présente Convention se distingueront à deux titres des affaires relevant d'autres Conventions relatives aux enfants : premièrement, la quantité extraordinaire d'affaires et deuxièmement, la longue durée des affaires relatives aux aliments. Ces affaires sont connues pour durer et s'étaler sur plusieurs années. Elles peuvent rester ouvertes pendant 18 ans, pendant toute l'enfance, et plus longtemps encore si des études sont entreprises dans l'enseignement supérieur. En 18 ans, l'évolution des conditions de vie des parents et des enfants nécessitera sans aucun doute de modifier au moins une fois la décision d'origine qui a accordé les aliments. Il faudra souvent demander une intervention et une assistance des services administratifs et juridiques. Si l'on ajoute à cela la complexité résultant des questions pratiques et juridiques transfrontalières, des différentes exigences des systèmes administratifs et judiciaires de recouvrement des aliments, ainsi que de l'éventualité de différentes lois applicables dans un même État aux différents membres de la famille, il est évident qu'une coopération internationale efficace est nécessaire, à tous les stades de la procédure.

81. Les fonctions des Autorités centrales et les procédures de demandes présentées par leur intermédiaire, décrites aux chapitres II et III de la Convention visent à traiter les problèmes recensés dans le Rapport Duncan<sup>53</sup>, à savoir les problèmes structurels liés aux insuffisances des instruments internationaux existants, les problèmes d'organisation dus à l'absence de collaboration des autorités et les problèmes procéduraux liés à l'inefficacité ou à l'inadéquation des procédures de traitement des demandes qui entraînent des retards.

<sup>50</sup> Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 15 à 17.

<sup>51</sup> Doc. pré-l. No 5/2003 (*op. cit.*, note 21), para. 10.

<sup>52</sup> Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 16.

<sup>53</sup> Para. 24 à 28.

82. Un groupe de travail informel sur la coopération administrative, créé à la suite de la réunion de la Commission spéciale de 2003, devait aussi discuter des solutions pratiques à ces problèmes. L'année suivante, la Commission spéciale a donné mandat au Groupe de travail informel pour se transformer en un Groupe de travail formel de la Commission spéciale de La Haye sur la coopération administrative (le Groupe de travail sur la coopération administrative). Quatre coprésidents ont été désignés par le Groupe de travail : Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mária Kurucz (Hongrie), Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica) et Jennifer Degeling (Australie). Environ 60 personnes de 24 pays et organisations ont participé au Groupe de travail sur la coopération administrative<sup>54</sup>, qui était ouvert aux États et organisations internationales ayant participé à la Commission spéciale.

83. L'objectif principal du Groupe de travail sur la coopération administrative était d'« améliorer la coopération administrative entre les pays qui traitent des obligations alimentaires envers les enfants et d'autres membres de la famille »<sup>55</sup>.

84. La création du Groupe de travail sur la coopération administrative fut une nouveauté des négociations de la Conférence de La Haye. De plus, trois sous-comités ont été formés pour examiner des éléments particuliers de la coopération administrative : les formulaires<sup>56</sup> (coprésidé par Mme Shireen Fisher (*International Association of Women Judges* (IAWJ)) et Mme Sheila Bird (Australie), remplacée ensuite par Mme Zoe Cameron (Australie)), le profil des États (coprésidé par Mme Danièle Ménard (Canada) et Mme Margot Bean (*National Child Support Enforcement Association* (NCSEA)), puis Mme Ann Barkley (NCSEA)) et le suivi et l'examen (coprésidé par Mme Mária Kurucz (Hongrie) et Mme Elizabeth Matheson (États-Unis d'Amérique)). Les travaux des comités ont permis d'améliorer le texte de la Convention, de mettre au point des formulaires pour les demandes et les procédures afférentes, et de commencer à réfléchir aux conditions de suivi et d'examen de la Convention.

#### **Article 4 Désignation des Autorités centrales**

##### **Paragraphe 1 – Chaque État contractant désigne une Autorité centrale chargée de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention.**

85. La désignation d'une Autorité centrale pour satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention est caractéristique de nombreuses Conventions de La Haye modernes<sup>57</sup>. Ces autorités sont au cœur d'une coopération internationale au niveau administratif et elles sont destinées à jouer un rôle principal dans un « système complet de coopération », l'un des objectifs de la Convention prévu à l'article premier.

86. L'expérience des autres Conventions de La Haye relatives aux enfants a montré que les nouveaux États contractants doivent veiller à ce que leurs mesures de mise en œuvre de la Convention (leurs lois, règlements ou procédures) prévoient des pouvoirs et des ressources appropriés pour permettre à l'Autorité centrale de « satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par la Convention »<sup>58</sup>. Le terme « Autorité centrale » n'est pas défini. La notion reste ouverte et fonction de la capacité et des structures administratives

<sup>54</sup> « Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative », préparé par le Groupe de travail sur la coopération administrative, Doc. prélim. No 34 d'octobre 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007, para. 3 et 4. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>55</sup> *Ibid.*, para. 5 et 6.

<sup>56</sup> Suite à la Commission spéciale de 2005, le Sous-comité chargé des formulaires est devenu un groupe de travail à part entière, coordonné par le Bureau Permanent.

<sup>57</sup> Voir, par exemple, les Conventions de La Haye de 1980, 1993, 1996 et 2000. La Convention de New York de 1956 a également introduit une nouveauté en créant des agences de transmission et de réception pour gérer le flot des demandes.

<sup>58</sup> Voir le *Guide de bonnes pratiques* sur la Convention de La Haye Enlèvement d'enfants de 1980 : *Première Partie - Pratique des Autorités centrales*, chapitre II « Établir et consolider l'Autorité centrale », publié par *Family Law Publishers* pour le Bureau Permanent, 2003, et pouvant être consulté sur le site Internet de la Conférence de La Haye : < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Publications » puis « Guides de bonnes pratiques ».

de chaque État contractant, ainsi que des particularités des différents systèmes juridiques<sup>59</sup>.

87. L'acte de désignation de l'Autorité centrale prévu au paragraphe 1 ne libère pas un État contractant de l'obligation de fournir d'autres informations importantes en vertu du paragraphe 3. Les termes des paragraphes 1 et 2 relatifs à la désignation s'inspirent d'articles analogues d'autres Conventions de La Haye<sup>60</sup>. Cependant, les termes du paragraphe 3 qui se rapportent au moment de la désignation – celui du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou d'une déclaration en vertu de l'article 61 – ont pour modèle l'article 2 de la Convention de New York de 1956.

**Paragraphe 2 – Un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes, est libre de désigner plus d'une Autorité centrale et doit spécifier l'étendue territoriale ou personnelle de leurs fonctions. L'État qui fait usage de cette faculté désigne l'Autorité centrale à laquelle toute communication peut être adressée en vue de sa transmission à l'Autorité centrale compétente au sein de cet État.**

88. La pratique des autres Conventions de La Haye a bien montré qu'il était nécessaire de pouvoir désigner plus d'une Autorité centrale. Le paragraphe 2 reconnaît trois catégories de structures gouvernementales pour lesquelles se pose le choix d'avoir « plus d'une Autorité centrale » : un État fédéral, un État dans lequel plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ou un État ayant des unités territoriales autonomes. La répartition constitutionnelle des pouvoirs entre les gouvernements fédéraux, provinciaux ou régionaux autonomes impose une certaine latitude dans la désignation de plusieurs Autorités centrales.

89. Une caractéristique importante de ce paragraphe est que l'État contractant doit veiller, lorsqu'il désigne plusieurs Autorités centrales, à désigner une Autorité centrale principale à laquelle toute communication pourra être adressée. Une telle désignation simplifie, clarifie et accélère les communications lorsqu'un État contractant compte plusieurs Autorités centrales. L'Autorité centrale principale à laquelle pourra être adressée toute communication d'ordre général sera souvent située dans un bureau gouvernemental fédéral ou national. Les communications d'ordre général, comme celles émanant du Bureau Permanent ou d'un autre État contractant, sont à distinguer des demandes ou des requêtes d'assistance, lesquelles sont traitées, dans certains pays, au niveau territorial, voire local. En cas de doute, les demandes pourront toujours être adressées à l'Autorité centrale principale.

90. Bien que les États contractants soient « libre[s] de désigner plus d'une Autorité centrale », ils doivent, s'ils choisissent cette option, spécifier la portée territoriale ou personnelle des fonctions de chaque Autorité centrale désignée. Le moment adéquat pour ce faire est celui de la désignation de l'Autorité centrale, au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou d'une déclaration en vertu de l'article 61. Les coordonnées doivent être communiquées au Bureau Permanent en vertu du paragraphe 3.

91. Les États qui souhaitent élargir le fonctionnement de la Convention à certaines de leurs unités territoriales autonomes mais pas à d'autres devront indiquer au Bureau Permanent si les communications ou les demandes doivent être adressées directement aux Autorités centrales des unités territoriales dans lesquelles la Convention s'applique.

<sup>59</sup> Le *Guide de bonnes pratiques* sur la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 cité à la note précédente présente également des suggestions sur les modalités, le moment, le lieu et la raison de l'établissement d'une Autorité centrale.

<sup>60</sup> Art. 6 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, art. 6 de la Convention Adoption internationale de 1993, art. 29 de la Convention Protection des enfants de 1996 et art. 28 de la Convention Protection des adultes de 2000.

**Paragraphe 3 – Au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou d'une déclaration faite conformément à l'article 61, chaque État contractant informe le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé de la désignation de l'Autorité centrale ou des Autorités centrales, ainsi que de leurs coordonnées et, le cas échéant, de l'étendue de leurs fonctions visées au paragraphe 2. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.**

92. Le paragraphe 3 souligne l'importance de l'exactitude et de la mise à jour des informations relatives au nom et aux coordonnées des Autorités centrales, indispensables à des communications rapides et performantes et à une coopération efficace des autorités. Un État contractant qui compte plusieurs Autorités centrales doit informer le Bureau Permanent de la répartition des fonctions entre ces Autorités centrales.

93. Le paragraphe 3 désigne le Bureau Permanent comme destinataire ou dépositaire des informations relatives aux coordonnées et aux fonctions des Autorités centrales, lesquelles sont publiées sur le site Internet de la Conférence de La Haye<sup>61</sup>. Il est essentiel de tenir ces informations à jour pour faciliter les communications entre les États contractants. Il appartient à chaque État contractant de fournir des informations exactes et actuelles sur leur Autorité centrale, et d'informer le Bureau Permanent de tout changement de ces informations. Dans la pratique, l'Autorité centrale est habituellement la mieux placée pour fournir ces informations.

94. Le paragraphe 3 fait obligation aux États contractants d'informer le Bureau Permanent de la désignation et des fonctions de l'Autorité centrale au moment du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion ou d'une déclaration en vertu de l'article 61. Les États présentant des systèmes juridiques non unifiés devront informer le Bureau Permanent au moment du dépôt de la déclaration faite en vertu de l'article 61 visant à étendre la Convention à une autre unité territoriale. Le moment de la désignation est de la plus haute importance. L'expérience des autres Conventions de La Haye relatives aux enfants montre que si la désignation n'a pas lieu au moment de la ratification ou de l'adhésion, l'État contractant court le risque que son Autorité centrale ne soit pas opérationnelle au moment de l'entrée en vigueur de la Convention sur son territoire. L'obligation relative au moment a été suggérée dans le Rapport du Sous-comité chargé du suivi et de l'examen dans le Document préliminaire No 19 de juin 2006<sup>62</sup>. Lors de la Commission spéciale de 2006, les délégués ont accepté l'idée que l'obligation de désigner l'Autorité centrale édictée à l'article 4(1) devait être renforcée par l'obligation d'informer le Bureau Permanent des coordonnées et des fonctions de l'Autorité centrale au moment de la ratification ou de l'adhésion ou d'une déclaration en vertu de l'article 61.

## **Article 5 Fonctions générales des Autorités centrales**

95. La répartition des fonctions qui figurent aux articles 5 et 6 met en jeu un équilibre entre, d'une part, le besoin de définir avec précision certaines des fonctions de l'Autorité centrale et, d'autre part, le souhait de laisser une certaine latitude aux États contractants concernant d'autres fonctions. Cette flexibilité permet de tenir compte des restrictions inhérentes aux ressources et pouvoirs conférés à l'Autorité centrale, tout en prévoyant la possibilité d'une amélioration progressive des services fournis par l'Autorité centrale.

96. L'article 5 énonce les fonctions d'ordre général que les Autorités centrales doivent assumer pour réaliser les objectifs définis dans la Convention et assurer son respect. Ces fonctions générales incombent directement aux Autorités centrales et ne peuvent être ni exercées par d'autres organismes, ni déléguées. L'article 6(1) précise ce qui incombe aux Autorités centrales, à des organismes publics ou à d'autres organismes dans les affaires de recouvrement d'aliments. L'article 6(1) énumère des fonctions à caractère obligatoire relatives à la transmission des demandes et à l'introduction de procédures qui peuvent

<sup>61</sup> < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >.

<sup>62</sup> « Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Groupe de travail sur la coopération administrative, Doc. prélim. No 19 de juin 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille.

être exercées par l'Autorité centrale ou par d'autres organismes, publics ou non. Il est important de souligner que ces fonctions (de l'art. 6(1)) ne sont pas facultatives et qu'elles doivent être exercées dans leur intégralité. Il ne s'agit pas de fonctions pour lesquelles il suffit de prendre « toutes les mesures appropriées ». L'article 6(2) déploie une liste de fonctions spécifiques à caractère obligatoire qui doivent être exercées par les Autorités centrales, des organismes publics ou d'autres organismes dans les affaires individuelles, dans la mesure permise par leurs pouvoirs, leurs ressources et le droit interne.

97. Les obligations des articles 5 et 6 s'appliquent à toutes les affaires d'aliments destinés aux enfants et aux affaires de reconnaissance et d'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux lorsque la demande est présentée conjointement à une demande d'aliments destinés à un enfant. Elles ne s'appliquent pas de façon automatique aux seules affaires d'aliments entre époux et ex-époux, celles-ci étant exclues par l'article 2(1) du champ d'application des chapitres II et III. Cependant, les articles 5 et 6 pourraient s'appliquer aux aliments entre époux et ex-époux et aux aliments destinés à d'autres membres de la famille si un État contractant fait une déclaration appropriée au titre de l'article 63, dont il est fait mention à l'article 2(3).

#### **Les Autorités centrales doivent :**

##### **Paragraphe a) – coopérer entre elles et promouvoir la coopération entre les autorités compétentes de leur État pour réaliser les objectifs de la Convention ;**

98. L'usage du présent de l'indicatif dans l'ensemble de l'article 5 met l'accent sur le caractère obligatoire des fonctions qu'il énonce. Le paragraphe a) requiert une collaboration au niveau international et interne, c'est-à-dire aussi bien une collaboration entre les Autorités centrales des États contractants qu'une incitation et une promotion de la coopération entre les autorités au sein de chaque État. La nature de la coopération envisagée par les termes de cet alinéa n'est pas précisée ; il peut s'agir de tout ce qui permettra de réaliser les objectifs de la Convention. La coopération prévue aux articles 5, 6 et 7 est particulièrement importante.

99. L'obligation de coopérer entre elles et de favoriser la collaboration, énoncée au paragraphe a), met en valeur la nécessité et l'importance d'une collaboration, comme principe de base positif qui fonde les communications régulières entre les Autorités centrales en ce qui concerne la mise en œuvre générale de la Convention ou une assistance pour des affaires précises.

100. L'Autorité centrale doit jouer un rôle actif pour « promouvoir la coopération » entre les autorités de son État. Cette obligation implique que l'Autorité centrale veille à ce que les autorités compétentes de son État soient informées du fonctionnement de la Convention et de leurs rôles respectifs, mais aussi des moyens de favoriser ou d'améliorer leur collaboration.

101. Le paragraphe a) reprend les dispositions de l'article 30 de la Convention Protection des enfants de 1996 et de l'article 29 de la Convention Protection des adultes de 2000. Il rappelle aussi l'article 7 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et l'article 7 de la Convention Adoption internationale de 1993.

##### **Paragraphe b) – rechercher, dans la mesure du possible, des solutions aux difficultés pouvant survenir dans le cadre de l'application de la Convention.**

102. Le paragraphe b) dispose clairement que les Autorités centrales doivent aider, dans la mesure du possible, à résoudre les difficultés qui peuvent survenir dans le cadre de l'application d'une disposition de la Convention. La formule « recherchent des solutions » a été empruntée au Règlement Bruxelles II<sup>63</sup>. Il a le mérite d'énoncer de façon positive l'obligation de faire tout ce qui est possible pour assurer le fonctionnement efficace de la Convention, contrairement à la formulation négative de l'obligation d'« éliminer des obstacles », termes d'un projet antérieur qui s'inspiraient d'un certain nombre de

<sup>63</sup> Voir abréviations et références au para. 15 du présent Rapport.

conventions existantes, notamment l'article 7 i) de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et l'article 7(2) b) de la Convention Adoption internationale de 1993.

103. Les mots « notamment aux chapitres II et III » qui faisaient suite à l'expression « dans le cadre de l'application de la Convention » ont été supprimés du projet de texte d'octobre 2005<sup>64</sup> car jugés inutilement restrictifs. Le chapitre II (Coopération administrative) et le chapitre III (Demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales) sont les deux domaines pour lesquels les Autorités centrales exercent une responsabilité principale ; elles sont en conséquence les plus aptes à aider à recenser et résoudre les difficultés qui résulteraient de l'application de ces chapitres, mais il ne faut pas considérer que leurs responsabilités se limitent à ces domaines.

104. Les difficultés liées à l'application de la Convention que les Autorités centrales pourraient aider à résoudre sont par exemple : recenser les problèmes juridiques et procéduraux au sein de leurs propres systèmes et proposer des solutions à l'autorité compétente ; résoudre les problèmes qui surviennent au sein des Autorités centrales ou entre elles ; résoudre les problèmes de communication ou de liaison entre les agences nationales ou les autorités compétentes ; encourager une application plus cohérente de la Convention grâce à des sessions d'informations pour les juges, avocats, administrateurs et autres personnes impliqués dans la mise en œuvre de la Convention.

### **Article 6 Fonctions spécifiques des Autorités centrales**

105. Les obligations créées par les articles 5, 6(1) et 6(2) sont très différentes. Cependant, toutes ont un caractère obligatoire. L'article 5 impose des obligations d'ordre général aux Autorités centrales. L'article 6(1) pose des obligations spécifiques qui peuvent être exercées par des Autorités centrales, des organismes publics ou d'autres organismes. L'article 6(2) pose quant à lui des obligations moins spécifiques et laisse aux Autorités centrales ou aux organismes davantage de latitude dans le mode d'exercice de leurs fonctions. En dépit de cette latitude quant au niveau de services, l'Autorité centrale a une obligation de fournir tous les types de services mentionnés aux alinéas a) à j) et ainsi, de faire tout son possible dans les limites de ses pouvoirs et de ses ressources pour fournir l'assistance requise. Progressivement, les Autorités centrales pourront acquérir plus de pouvoirs et de ressources et apporter davantage d'assistance<sup>65</sup>.

106. Les fonctions énumérées à l'article 6 sont des fonctions administratives. Les obligations qu'elles énoncent sont liées à une coopération administrative (avec l'exception éventuelle de l'art. 6(1) b), lorsque l'Autorité centrale a le pouvoir d'introduire des procédures). L'article 6 n'est pas censé imposer aux Autorités centrales des fonctions « judiciaires » irréalistes (voir ci-dessous les commentaires relatifs à l'art. 6(2) c) et g)). Cependant, lorsque l'exercice d'une fonction de l'article 6 peut être amélioré par une demande d'intervention judiciaire et que l'Autorité centrale a le pouvoir d'entreprendre une telle démarche, celle-ci bénéficierait grandement à l'enfant et au créancier, ainsi qu'à l'État requérant, par exemple pour localiser le débiteur ou ses biens.

107. Les verbes (« faciliter », « encourager », « aider ») et l'expression « toutes les mesures appropriées » employés dans l'article 6 procèdent d'une volonté de flexibilité. La formulation de l'article 6 permet en effet aux États contractants de bénéficier d'une certaine latitude dans l'organisation de l'exercice de ces fonctions (par les Autorités centrales ou d'autres organismes), afin de remplir leurs obligations autant que faire se peut.

108. Certains experts ont estimé que le verbe « faciliter », mis en rapport avec un certain nombre de fonctions de l'article 6, manquait de clarté et qu'il serait préférable d'employer des termes plus concrets pour définir clairement les fonctions de base des Autorités centrales. Néanmoins, il a été admis que l'utilisation d'une formulation plus

<sup>64</sup> « Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction, Doc. prélim. No 16 d'octobre 2005 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. prélim. No 16/2005). Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>65</sup> Voir note 66.

souple était mieux adaptée à la grande diversité des pouvoirs, des ressources et des capacités dont les Autorités centrales disposent pour exécuter les fonctions en question. Pour compenser en partie cette formulation souple, l'article 57(1) *b)* prévoit que les États contractants doivent fournir au Bureau Permanent une description des mesures qu'ils prendront pour satisfaire à leurs obligations en vertu de l'article 6.

109. L'article 6 a été l'un des articles les plus débattus pendant les premières phases des négociations, principalement en raison des différentes interprétations de cette disposition et de la crainte de voir les Autorités centrales aller au-delà de leurs pouvoirs et ressources ou de se voir confier un trop grand nombre de fonctions. Parallèlement, lors des débats de la Commission spéciale, il a été accepté que les Autorités centrales conservent une grande variété de fonctions administratives dans les affaires de recouvrement d'aliments destinés aux enfants.

**Paragraphe 1 – Les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes prévues au chapitre III, notamment en :**

110. La référence aux fonctions obligatoires de transmission et de réception des demandes et d'introduction ou de facilitation des procédures dans l'article 6(1) vise à laisser aux États contractants la liberté de décider à quels organismes incomberont ces responsabilités au sein de leur État, en laissant ouverte la possibilité que ces tâches soient accomplies par d'autres organismes que les Autorités centrales. La lecture combinée des paragraphes (1) et (3) de l'article 6 permet d'atteindre cet objectif.

111. La phrase introductive du paragraphe 1 pose deux obligations. La première, qui incombe aux Autorités centrales, est d'apporter une assistance générale pour toute catégorie de demande visée à l'article 10 et toute autre procédure visée au chapitre III. La seconde est de fournir les formes d'assistance plus spécifiques, énumérées au paragraphe 1. L'expression « notamment » signifie que l'assistance prévue à l'article 6(1) comprend sans s'y limiter les fonctions plus précises de transmission et de réception des demandes ou encore d'introduction ou de facilitation des procédures judiciaires.

112. L'article 6 doit être lu conjointement avec l'article 9 (Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales). On a voulu que l'assistance des Autorités centrales prévue à l'article 6 se limite aux affaires dans lesquelles les requêtes (art. 7) ou les demandes (art. 10) sont déposées par l'intermédiaire des Autorités centrales. Bien qu'il ait été convenu de ne pas empêcher une personne de s'adresser directement à un tribunal ou à une autorité compétente au titre du chapitre V pour faire reconnaître et exécuter une décision (art. 19(5)) ou au titre du chapitre VIII pour d'autres procédures (art. 37), le demandeur direct ne bénéficiera pas de l'assistance des Autorités centrales visée aux articles 5, 6, 7 et 8.

**Alinéa a) – transmettant et recevant ces demandes ;**

113. La transmission et la réception des demandes constituent une fonction spécifique principale des Autorités centrales. Ce n'est pas une obligation pour laquelle l'Autorité centrale peut prendre « toutes les mesures appropriées ». Comme cette obligation doit être exercée de manière complète, l'Autorité centrale doit disposer des pouvoirs et des ressources suffisants pour ce faire. En vertu de l'article 6(3), cette fonction peut être exercée par une Autorité centrale, un organisme public ou un autre organisme.

114. Comme indiqué au paragraphe 110 ci-dessus, les États doivent disposer d'une certaine latitude pour décider eux-mêmes de la manière d'exercer les fonctions de l'article 6(1) et qui doit les exercer. Dans certains États, ces fonctions étaient déjà exercées de manière efficace par des organismes publics ou d'autres organismes. Dans de telles circonstances, il serait contraire aux objectifs de la Convention d'exiger que ces fonctions soient exercées directement par une Autorité centrale. Un important garde-fou a cependant été introduit (à l'art. 6(3)), lequel prévoit que lorsque ces fonctions sont exercées par d'« autres organismes » (c.-à-d. des organismes qui ne sont pas publics), ces derniers restent « soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État ».

**Alinéa b) – introduisant ou facilitant l'introduction de procédures relatives à ces demandes.**

115. L'alinéa *b)* s'inspire de l'article 7 *f)* de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Dans cette dernière, les termes « judiciaire ou administrative » succédaient à « procédure ». Cette disposition n'a causé aucun problème d'interprétation de la Convention.

116. Dans certains États, l'Autorité centrale elle-même a le pouvoir d'engager des procédures judiciaires (« introduisant »). Dans les États où les autorités n'ont pas ce pouvoir, l'Autorité centrale ou l'autorité ou l'organisme désigné doit prendre des mesures pour garantir l'introduction des procédures judiciaires (« facilitant »).

117. Lorsque l'Autorité centrale « facilite » une fonction, cela signifie qu'elle contribue à son exercice ou à sa réalisation en prenant toutes mesures nécessaires, mais qu'elle n'exerce pas habituellement cette fonction elle-même. Une autre personne ou un autre organisme exercera la fonction, en général sur demande de l'Autorité centrale. Voir aussi la discussion relative à la signification de « faciliter » ci-dessus aux paragraphes 107 et 108 (concernant l'art. 6). Le terme « faciliter » est également utilisé à l'article 6(2) *a)*, *e)*, *f)*, *g)*, *i)* et *j)*.

118. L'expression « introduisant ou facilitant l'introduction de procédures » fait obligation à l'Autorité centrale ou à l'organisme désigné de traiter les demandes reçues, conformément aux obligations procédurales de l'article 12. Dans un système judiciaire, lorsqu'une solution amiable ne peut être obtenue en vertu de l'article 6(2) *d)*, il sera peut-être nécessaire d'introduire une procédure judiciaire. L'Autorité centrale peut faciliter ce processus en demandant à l'organisme ou à la personne compétente d'introduire la procédure. Dans un système administratif, la procédure consécutive à la demande prévue au chapitre III doit être engagée. L'obligation se rapporte ici de manière spécifique à l'introduction de toutes procédures nécessaires, judiciaires ou administratives, pour la demande en question.

119. L'alinéa *b)* doit être lu conjointement avec les articles 14, 15, 16 et 17. Il doit être également rapproché de l'article 42, qui fait référence aux circonstances dans lesquelles une Autorité centrale peut exiger une procuration du demandeur.

**Paragraphe 2 – Concernant ces demandes, elles prennent toutes les mesures appropriées pour :**

120. L'obligation de l'article 6(2) concernant les demandes visées au chapitre III est celle de prendre « toutes les mesures appropriées » pour apporter les formes d'assistance prévues aux alinéas *a)* à *j)*. Elle oblige les États contractants à faire tout leur possible au sein de leur État, ce qui sera fonction des ressources disponibles, des contraintes d'ordre juridique ou constitutionnel et de la répartition des différentes fonctions au sein de l'État. Il est probable que seul un petit nombre des fonctions énoncées sera requis ou exigé dans un cas particulier. Comme l'indique le paragraphe 3 il n'est pas attendu des Autorités centrales qu'elles exercent elles-mêmes ces fonctions.

121. L'expression « toutes les mesures appropriées » est issue de l'article 7(2) de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Des expressions similaires, « les dispositions appropriées » et « toutes dispositions appropriées », sont utilisées respectivement aux articles 30 et 31 de la Convention Protection des enfants de 1996. Dans la Convention de 1980, les termes « toutes les mesures appropriées » renvoient clairement à toutes les mesures qu'une Autorité centrale pourrait prendre pour obtenir le résultat désiré, en fonction de ses propres pouvoirs et ressources et sous réserve que ces mesures soient permises par le droit interne des États contractants. Cette interprétation n'a posé aucun problème aux États contractants. Au contraire, la pratique de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 s'est améliorée de manière significative au fil des ans à mesure que se sont renforcées les capacités des États contractants à exercer certaines fonctions. De telles avancées ont souvent été inspirées de bonnes pratiques suivies par d'autres États. La formulation utilisée est ouverte – elle demande aux États de faire tout leur possible dans le cadre de leurs pouvoirs et ressources et les autorise à développer

progressivement leur aptitude à exercer ces fonctions, mettant ainsi en pratique le principe de « mise en œuvre progressive »<sup>66</sup>.

122. La formulation « toutes les mesures appropriées » est large. Toutes les mesures, si elles sont appropriées, doivent être prises ; les Autorités centrales peuvent prendre les devants pour chercher comment accorder une assistance. La formulation « toutes les mesures appropriées » se conforme davantage au principe de « mise en œuvre progressive » de la Convention.

123. Il n'est pas possible de définir exactement la nature et l'étendue des fonctions du paragraphe 2. Chaque État contractant a un système interne de lois et procédures distinct, qui doit s'adapter à cet instrument international. Les États contractants et les Autorités centrales doivent bénéficier d'une certaine latitude pour déterminer comment les obligations visées au paragraphe 2 pourraient être exercées, actuellement et à l'avenir. Il convient de rappeler qu'en vertu de l'article 57(1) *b*), les États contractants sont tenus de communiquer au Bureau Permanent un descriptif des mesures qu'ils prendront pour remplir les obligations énoncées à l'article 6.

124. Ce serait faire erreur que de considérer les obligations visées au paragraphe 2 comme des obligations « souples », voire « facultatives ». L'emploi du présent de l'indicatif signifie en effet qu'il existe une obligation claire et précise de prendre « toutes les mesures appropriées ». Si les modalités d'exécution de l'obligation sont susceptibles de varier, l'obligation doit être exécutée. La formulation souple de l'article 6(2) doit être lue à la lumière du principe essentiel de l'accès effectif aux procédures établi à l'article 14.

125. En vertu de la terminologie ouverte employée au paragraphe 2, toute Autorité centrale doit être capable de remplir ces obligations, soit par elle-même, soit en coopération avec des organismes publics ou d'autres organismes, soit en orientant le demandeur vers l'autorité appropriée ou en le conseillant sur les démarches à suivre. Une bonne pratique consisterait, pour un État contractant, à s'assurer au moment de la ratification ou de l'adhésion que son Autorité centrale ou ses organismes désignés disposent des pouvoirs et ressources suffisants pour exercer leurs fonctions.

**Alinéa a) – accorder ou faciliter l'octroi d'une assistance juridique, lorsque les circonstances l'exigent ;**

126. L'alinéa *a*) est en partie inspiré des inquiétudes exprimées lors de la Commission spéciale de 1999 selon lesquelles quelques États n'avaient pas ratifié la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) faute de dispositions appropriées en matière d'aide judiciaire. De plus, « sans harmonisation plus étroite à cet égard [d'une conception plus uniforme de l'attribution de l'aide judiciaire], l'efficacité d'une refonte du système international de recouvrement sera amoindrie »<sup>67</sup>.

127. L'obligation visée à l'alinéa *a*) n'aura pas lieu d'être exercée dans tous les cas. C'est ce qui résulte clairement de l'expression « lorsque les circonstances l'exigent ». Lorsque les circonstances l'exigent, l'Autorité centrale ou l'organisme désigné doit prendre des dispositions pour garantir l'apport d'une assistance juridique. Si l'Autorité centrale n'accorde pas elle-même ce service, elle doit prendre toutes les mesures appropriées pour aider à l'obtenir ou veiller à ce que ce service soit fourni par un autre organisme ou une autre personne, dans la mesure permise par les lois et les procédures de l'État requis. Cette obligation est renforcée par celle, énoncée à l'article 14, d'assurer un accès effectif aux procédures et doit être lue à la lumière des obligations découlant de l'assistance juridique dans les affaires d'aliments destinés aux enfants prévue aux articles 15 et 16. Le sens de « faciliter » est expliqué dans le commentaire de l'article 6(1) *b*).

<sup>66</sup> La « mise en œuvre progressive » est un principe de fonctionnement clé du *Guide de bonnes pratiques, Première Partie – Pratique des Autorités centrales* de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, voir note 58.

<sup>67</sup> « Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 » (*op. cit.*, note 7), au para. 12.

128. L'expression « assistance juridique » est définie à l'article 3 c). On a voulu qu'elle prenne tout en compte, c'est-à-dire toute forme d'aide, de conseil ou de représentation juridiques pouvant « permettre aux demandeurs de connaître et de faire valoir leurs droits et pour garantir [...] que leurs demandes seront traitées de façon complète et efficace dans l'État requis »<sup>68</sup>. Les versions antérieures du projet de Convention faisaient une distinction entre conseil juridique, représentation en justice et assistance judiciaire. Dans un souci de trouver un compromis entre les différents systèmes juridiques et administratifs des États et les différents niveaux de ressources, la Commission spéciale de 2005 a cependant préféré l'expression générale « assistance juridique », laquelle permet à différents États de fournir ce service en fonction de leurs structures et ressources. Ainsi que souligné au paragraphe 69 du présent rapport, ce terme a été à nouveau débattu pendant la Commission spéciale de 2007 et sa définition étendue afin de lui conférer une plus grande clarté. La définition révisée est également connectée plus clairement avec l'obligation commune de l'article 14 de fournir un accès effectif aux procédures, quel que soit le moyen utilisé pour y parvenir.

129. Les moyens d'octroyer l'« assistance juridique » peuvent comprendre, si besoin est : « conseils juridiques, [...] assistance lorsqu'une affaire est portée devant une autorité, [...] représentation en justice et [...] l'exonération des frais de procédure ». L'assistance juridique générale qu'accorde l'Autorité centrale peut prendre la forme, par exemple, d'une assistance à la préparation d'une demande ou à l'obtention de documents, d'une assistance au demandeur pour les demandes d'informations juridiques complémentaires émanant de l'État requis, d'un contact avec le représentant juridique du demandeur dans l'État requis, d'une exonération des frais de procédure, d'un accès à des services de médiation. Souvent, les questions juridiques soulevées dans une affaire sont trop complexes pour être résolues par un employé administratif et l'assistance d'un avocat sera nécessaire. L'assistance prévue à l'article 12(1) peut également comprendre l'assistance juridique selon les circonstances. Un mandataire pour représenter le demandeur pourrait aussi fournir une assistance juridique.

130. L'« assistance juridique » peut prendre la forme d'une aide à l'obtention d'une « représentation juridique », c'est-à-dire d'une représentation du demandeur dans l'État requis par un avocat ou conseiller juridique devant le tribunal ou en dehors, dans les procédures judiciaires ou les négociations avec l'autre partie, ou pour bénéficier de conseils juridiques portant particulièrement sur le déroulement de l'affaire du demandeur dans l'État requis. Dans certains pays, la « représentation en justice » par l'Autorité centrale signifie la représentation en justice de la créance, non du demandeur, et les implications de cette distinction doivent être expliquées conformément à l'article 57(1) b).

131. L'obligation de l'article 6(2) ne signifie pas qu'il appartient à l'Autorité centrale de rechercher une représentation en justice pour un demandeur au sein de son État. Cette fonction relève du système interne d'aide judiciaire.

132. L'« assistance juridique » peut prendre la forme d'une aide à l'obtention de « conseils juridiques ». Ces conseils juridiques pourraient être dispensés par l'Autorité centrale ou un conseiller juridique privé. Lorsque c'est l'Autorité centrale qui dispense ce service et qu'elle est localisée dans un ministère ou un département gouvernemental, il est peu probable qu'elle offre des « conseils juridiques » d'ordre privé aux individus. Les « conseils juridiques » dispensés par l'Autorité centrale requise ou requérante dans le cadre de l'article 6 sont d'ordre général, pour lesquels l'Autorité centrale sera la mieux placée pour les accorder. Il s'agit par exemple de conseils sur le fonctionnement des lois relatives aux obligations alimentaires envers les enfants dans cet État, de conseils sur le mode de mise en œuvre de la Convention au niveau interne et international, de conseils destinés à déterminer si la Convention est l'instrument le plus efficace à utiliser dans un cas particulier, de conseils sur l'accueil à réserver dans un cas particulier à une proposition de solution amiable, en application de l'article 6(2) d). Ce sont des questions

<sup>68</sup> De tels conseils, assistance ou représentation pourraient comprendre toute démarche juridique relative aux fonctions énumérées à l'art. 6(2) comme la localisation des biens du débiteur, l'obtention de preuves, l'établissement de la filiation le cas échéant par des tests génétiques ou relative aux mesures d'exécution visées à l'art. 34.

sur lesquelles il est probable qu'un juriste d'une Autorité centrale sera particulièrement qualifié et informé. Les conseils juridiques ne devront pas être fournis par une personne qui n'est pas qualifiée et formée pour ce faire.

133. Lorsqu'une aide est accordée pour faciliter l'obtention d'une représentation en justice, des conseils juridiques similaires à ceux dispensés dans le cadre d'une relation avocat – client protégée par le secret professionnel peuvent assurément être dispensés par un autre organisme (par exemple un organisme d'aide juridique) ou un mandataire (désigné pour représenter le demandeur).

134. Le texte de l'alinéa *a)* est emprunté à l'article 7 *g)* de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980. Cette disposition de la Convention de 1980 n'avait pas pour objectif de confier directement à l'Autorité centrale la responsabilité de fournir une représentation ou une aide juridiques gratuites. Cette disposition n'a pas engendré de problèmes d'interprétation dans cette Convention.

**Alinéa *b)* – aider à localiser le débiteur ou le créancier ;**

135. Une assistance pour localiser les débiteurs ou les créanciers peut être nécessaire dans deux cas de figure : premièrement, suite à la réception d'une demande fondée sur le chapitre III, lorsque l'on sait ou présume que le débiteur ou le créancier se trouve dans l'État requis ; ou, deuxièmement, avant l'envoi de la demande, lorsqu'il est nécessaire de déterminer si le débiteur ou le créancier se trouve dans l'État requis (voir art. 7(1)). Certains États accordent cette assistance en vertu d'instruments bilatéraux ou multilatéraux existants.

136. On peut penser que la majorité des demandes auront pour objet de localiser le débiteur. Cependant, une assistance à la localisation d'un créancier peut être nécessaire lorsque celui-ci est défendeur dans le cadre d'une demande de modification d'une décision introduite par le débiteur conformément à l'article 10(2).

137. Lorsqu'elle reçoit une demande fondée sur le chapitre III et si l'adresse du débiteur ou du créancier est inconnue, l'Autorité centrale requise doit faire tout son possible pour localiser le débiteur ou le créancier. Il importe peu que l'Autorité centrale ait accès ou non à certaines bases de données. L'Autorité centrale sait quels registres publics, tels que les annuaires téléphoniques ou les registres civils qui contiennent des coordonnées personnelles, peuvent être consultés dans son propre État ; à défaut, elle saura quels organismes publics conservent des données sur l'adresse d'une personne.

138. L'obligation d'assistance à la localisation du débiteur ou du créancier peut être soumise aux lois internes sur la protection des données personnelles. Si les informations relatives à la situation géographique du débiteur ou du créancier sont protégées par ces lois, l'Autorité centrale requise devra déterminer comment procéder pour obtenir des informations permettant de localiser le débiteur ou le créancier. Il faut souligner que les informations auxquelles il est fait référence ici sont requises aux fins de la procédure judiciaire ou administrative dans l'État requis et non pour les dévoiler à l'autre parent ou à l'Autorité centrale requérante. La protection des données personnelles obtenues pour les besoins de la présente Convention est garantie par les articles 38, 39 et 40. L'État contractant devra prévoir, dans ses mesures de mise en œuvre, un équilibre entre le droit de l'enfant à bénéficier d'un soutien financier et le droit de l'adulte à la protection de ses données personnelles. Cela dit, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant implique que les droits de l'enfant, en raison de sa vulnérabilité, devraient prévaloir.

139. Le deuxième cas de figure mentionné ci-dessus – déterminer si le débiteur ou le créancier se trouve dans l'État requis avant l'envoi de la demande – se présente lors d'une requête de mesures spécifiques en application de l'article 7. Certains États confirment que le débiteur réside dans leur État avant de conseiller à l'Autorité centrale requérante d'envoyer une demande formelle. Par exemple, dans un État, lorsqu'une assistance à la localisation du débiteur est demandée, l'Autorité centrale prendra des dispositions pour confirmer que le débiteur réside sur son territoire, sans dévoiler son adresse ni aucune autre information d'ordre personnel. Dès qu'elle est informée que le

débiteur se trouve sur ce territoire, l'Autorité centrale de l'État requérant formalisera une demande d'aliments destinés à un enfant.

140. Cet exemple montre bien que la recherche d'une assistance limitée par l'intermédiaire d'une requête de mesures spécifiques visée à l'article 7 a ses avantages. Elle évite au demandeur ou à l'État requérant de perdre du temps et de l'argent à préparer une demande et à payer des frais de traduction si le défendeur ne se trouve pas dans l'État concerné.

141. La Convention Enlèvement d'enfants de 1980 comprend une disposition similaire qui impose aux Autorités centrales de prendre, soit directement, soit avec le concours d'un intermédiaire, toutes les mesures appropriées pour localiser un enfant déplacé ou retenu illicitement<sup>69</sup>. Cette disposition n'a pas soulevé de difficulté de fonctionnement de la Convention de 1980. Les affaires d'enlèvement d'enfants sont marquées par les niveaux de ressources très différents d'un État à l'autre pour aider à la localisation d'un enfant enlevé. Certains États ont des services de localisation très sophistiqués qui permettent de retrouver des parents grâce aux informations figurant dans des bases de données gouvernementales. Dans d'autres États, des ordonnances judiciaires peuvent être sollicitées afin d'obtenir certaines informations d'autres organismes, par exemple un établissement bancaire<sup>70</sup>. En revanche, certains États ne sont pas en mesure d'obtenir une aide de la police lorsque l'adresse de l'enfant n'a pas été communiquée par l'État requérant. Comme dans les affaires d'enlèvement d'enfants où il est fondamental d'aider à localiser l'enfant disparu, dans les affaires d'aliments destinés aux enfants, il est fondamental d'aider à localiser le débiteur.

**Alinéa c) – faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens ;**

142. Les informations recherchées doivent être pertinentes aux fins du recouvrement des aliments. L'expression « si nécessaire » renvoie au patrimoine du débiteur et à la localisation des biens. En effet, de telles informations ne sont pas toujours nécessaires et une Autorité centrale ne devrait pas se voir imposer de rechercher ces informations lorsqu'elles sont inutiles. À titre d'exemple, l'Autorité centrale requise aiderait à obtenir des informations sur la situation financière du débiteur à réception d'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision ou d'une demande d'obtention ou de modification d'une décision. Dans certains pays, le revenu du débiteur n'est qu'une information parmi d'autres, requise pour évaluer le montant de l'obligation alimentaire du débiteur, et des informations sur d'autres aspects de la situation financière seront nécessaires. Pour remplir cette obligation, l'Autorité centrale peut contacter le débiteur pour l'inviter à communiquer volontairement ces renseignements. Elle pourra aussi renvoyer la requête à un autre organisme ou au ministère public, au ministère de la Justice ou à un comité d'aide juridique si l'obtention de ces informations requiert une procédure judiciaire. Des informations sur la situation financière du créancier peuvent être nécessaires pour rendre une décision dans l'État du débiteur ou si le débiteur cherche à modifier la décision.

143. L'assistance prévue à l'alinéa c) peut aussi être sollicitée pour déterminer s'il vaut la peine de poursuivre la demande d'aliments. Dans ce cas, une requête de mesures spécifiques sera déposée conformément à l'article 7(1). Ainsi, il sera préférable de savoir à l'avance si le débiteur perçoit des allocations familiales ou de chômage car, dans ce cas, le paiement d'aliments ne sera probablement pas prononcé contre lui et il serait inutile de payer des frais de préparation et de traduction d'une demande.

<sup>69</sup> Art. 7 a).

<sup>70</sup> Par exemple, un tribunal avait ordonné à une banque de dévoiler les lieux où le parent ravisseur avait utilisé sa carte de crédit, pour permettre à la police de retracer les mouvements du parent et d'éventuellement localiser l'enfant. Aux États-Unis d'Amérique, un service fédéral de localisation des parents a été créé pour des affaires internes, mais il est également possible d'y recourir pour les affaires internationales.

144. Lorsque l'assistance prévue à l'alinéa c) aboutit, à savoir débouche sur la localisation des biens, l'État requérant peut alors solliciter une assistance aux termes de l'alinéa i) (mesure provisoire à caractère territorial) pour bloquer les biens du débiteur dans l'État requis si, par exemple, la reconnaissance et l'exécution d'une décision d'aliments est pendante dans ce dernier. Les requêtes en vue d'une assistance prévue par les alinéas c) et i) peuvent être déposées en même temps par application de l'article 7.

145. Les informations auxquelles se réfère l'alinéa c) ont, dans certains cas, été sollicitées par l'intermédiaire d'une commission rogatoire, par exemple en vertu de l'article 7 de la Convention de New York de 1956 ou de la Convention Obtention des preuves de 1970<sup>71</sup>. Ces deux voies peuvent impliquer un processus long et complexe qui pourrait aller à l'encontre des objectifs de rapidité et de simplicité de la présente Convention. L'alinéa g) ci-dessous mentionne une autre procédure d'obtention des preuves, fondée sur la Convention, qui est destinée à réduire au minimum les retards.

146. Des inquiétudes similaires à celles exprimées sur la protection des informations et des données personnelles dans le cadre de l'alinéa b) relatif à la localisation du débiteur sont apparues dans le cadre de l'alinéa c) lors des discussions de la Commission spéciale. Certains experts ont déclaré que l'obligation de l'alinéa c) était contraire à leurs principes de droit bancaire et de protection des données personnelles. D'autres experts ont indiqué que ces informations ne pouvaient être obtenues que par le biais d'une procédure judiciaire. Un État a trouvé une solution en modifiant sa législation de façon à exclure du champ d'application de ses lois relatives à la protection des données personnelles toute requête déposée en vertu de la Convention.

147. Il est souligné que l'alinéa c) n'impose pas à l'Autorité centrale elle-même de rassembler les preuves ni n'autorise les Autorités centrales à exercer des pouvoirs réservés aux autorités judiciaires. Dans certains pays, il peut être nécessaire d'appliquer la Convention Obtention des preuves de 1970, la Convention Procédure civile de 1954<sup>72</sup> ou d'autres règles juridiques internes. Cependant, chaque État contractant ou Autorité centrale doit prendre des dispositions pour faciliter l'obtention de ces informations le plus rapidement possible.

**Alinéa d) – encourager les règlements amiables afin d'obtenir un paiement volontaire des aliments, lorsque cela s'avère approprié par le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres modes analogues ;**

148. Cette obligation exige que l'Autorité centrale favorise et encourage de manière active le recours à des méthodes ou procédures qui aboutissent à un règlement amiable. L'exécution volontaire est souhaitable dans les affaires d'obligations alimentaires envers les enfants. L'Autorité centrale est ainsi moins sollicitée pour des mesures d'exécution et les frais et retards liés aux procédures judiciaires sont évités.

149. La fonction prévue à l'alinéa d) est liée à un principe important selon lequel les efforts fournis pour encourager le paiement volontaire des aliments ne doivent pas empêcher l'accès effectif aux procédures au sens de l'article 14.

150. La médiation, la conciliation et autres moyens analogues ont été introduits dans la liste des fonctions de l'Autorité centrale en vue d'encourager la prise en considération d'autres modes de résolution des différends, notamment dans les cas difficiles qui n'ont pas fait l'objet de procédures judiciaires ou de mesures juridiques. Le recours à la médiation, à la conciliation ou à d'autres moyens analogues est soumis à une condition importante, rendue par l'expression « lorsque cela s'avère approprié ». Ainsi, la médiation pourrait aider à résoudre une situation dans laquelle le refus du créancier d'accepter un contact ou un droit de visite entre le débiteur et son enfant entraînerait le non-paiement des aliments par le débiteur. On admet généralement que si des accords volontaires sont les plus efficaces dans certains cas, toutes les affaires ne se prêtent pas à un règlement amiable ou à une médiation.

<sup>71</sup> Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.

<sup>72</sup> Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile.

151. Il est admis que la médiation et la conciliation peuvent présenter quelques difficultés logistiques dans les affaires de recouvrement international d'aliments destinés aux enfants. Bien qu'il soit très difficile de pouvoir réunir les parties en vue d'une médiation, le recours aux technologies audio-visuelles peut être envisagé. Les nouvelles techniques de médiation en matière familiale internationale font l'objet d'un examen continu.

152. Cette fonction consisterait au minimum à se renseigner sur les possibilités d'une médiation entre les parties. D'autres possibilités seraient de recourir à l'aide d'un médiateur externe dans les cas difficiles ou d'orienter les parties vers un service international de médiation. L'alinéa *d)* n'oblige en rien le personnel de l'Autorité centrale à mener ou à superviser une médiation. Une Autorité centrale a témoigné du large succès d'un projet visant à obtenir le paiement des aliments de débiteurs défaillants. Un personnel formé à cet effet contactait directement les débiteurs pour discuter des solutions possibles pour payer les aliments en cours et réduire les arrérages.

153. On a préféré le verbe « encourager » à « faciliter » car certains experts ont estimé que ce dernier aurait créé une obligation que certains États ne pourraient assumer.

**Alinéa e) – faciliter l'exécution continue des décisions en matière d'aliments, y compris les arrérages ;**

154. Le verbe « faciliter » est employé dans l'article 6(1) *b)* et (2) *a), e), f), g), i) et j)*. Son sens est expliqué ci-dessus aux paragraphes 116 et 117 (sous art. 6(1) *b)*).

155. Les obligations prévues à l'alinéa *e)* font peser sur les Autorités centrales une obligation générale de prendre les mesures appropriées afin de garantir la régularité des paiements des aliments aux créanciers. L'Autorité centrale devrait s'assurer que les mesures initiales prises en vue de la perception des paiements ou de l'exécution de la décision en matière d'aliments seront efficaces. Des mesures d'exécution efficaces sont énumérées à l'article 34.

156. L'action de l'alinéa *e)* est également recommandée dans les cas difficiles de défaillances répétées. La Convention recherche des moyens d'éviter que le créancier ait à introduire de fréquentes demandes d'exécution. Une « exécution continue », dans ce contexte, implique une relance des mesures d'exécution ou des efforts dans l'hypothèse où le débiteur ne procède pas au paiement des aliments. L'assistance fournie par les Autorités centrales dans de telles hypothèses, peut comprendre la fourniture de conseils ou d'une assistance au créancier concernant des mesures d'exécution, un contrôle plus approfondi des affaires difficiles exercé par l'Autorité centrale, l'annulation de l'option de paiement volontaire dont bénéficie le débiteur et faire procéder à une saisie sur salaire. La mention des arrérages dans cette disposition tient à deux raisons. Tout d'abord, elle souligne que la décision en matière d'aliments peut concerner soit les arrérages seulement, soit les aliments en cours et les arrérages. Deuxièmement, l'existence ou l'accumulation des arrérages signifie que le débiteur est déjà en retard sur ses paiements d'aliments et que l'exécution est ou peut être source de problème dans ce cas particulier.

157. Les versions antérieures de cette disposition mentionnaient un « examen et une exécution continus ». La notion d'« examen » a été retirée car certains experts ont estimé qu'elle faisait peser sur les Autorités centrales une obligation de suivi et de contrôle de chaque affaire impossible à tenir, que des problèmes d'exécution se posent ou non. L'obligation prévue à l'alinéa *e)* présuppose que la reconnaissance et l'exécution ont déjà eu lieu.

158. Les discussions de la Commission spéciale sur cette question ont mis en avant les différences entre les systèmes de suivi et d'exécution. Certains experts ont fortement soutenu l'obligation de l'alinéa *e)*, estimant qu'un contrôle effectif de la procédure d'exécution était essentiel pour garantir le recouvrement régulier des aliments, tandis que d'autres, issus d'autres États ont estimé qu'il serait impossible de remplir cette obligation et que des problèmes de recouvrement des aliments ou d'exécution des obligations alimentaires ne seraient portés à l'attention des autorités que par les créanciers.

159. Il a été souligné que certains pays ont des systèmes informatisés de gestion des affaires qui permettent un suivi plus rapide et efficace des dossiers. Lorsque les aliments sont recouvrés et redistribués par une autorité publique, tout non-paiement sera immédiatement détecté par un système informatisé. Dans un État, un avis de non-paiement est généré automatiquement et envoyé au débiteur dès qu'il y a défaut de paiement. Un registre des non-paiements récurrents peut être mis en place pour faciliter le déclenchement de mesures d'exécution appropriées. L'exécution continue sera également améliorée grâce à une grande palette de mesures d'exécution graduées, éventuellement à mettre en œuvre par la voie administrative, sans les retards classiques inhérents à certains systèmes judiciaires. Toutes ces mesures possibles ne représenteront pas une diminution des garanties juridiques.

**Alinéa f) – faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments ;**

160. L'alinéa f) est destiné à régler les problèmes liés aux méthodes inefficaces de recouvrement et de transfert des paiements effectués par les débiteurs. Quelle que soit la rapidité du virement, si les méthodes de recouvrement sont inefficaces, aucune somme ne pourra être transférée. Les mesures d'exécution pour un recouvrement efficace sont mentionnées à l'article 34(2). Des inefficacités risquent d'engendrer une diminution du montant perçu par le créancier après déduction des commissions bancaires et de change. Ces inefficacités peuvent également entraîner un retard dans la réception des paiements par les créanciers, même si les débiteurs paient régulièrement.

161. Les services bancaires en ligne sont aujourd'hui courants dans de nombreux États, et la Convention reconnaît et encourage les avantages apportés par les nouvelles technologies, qui permettent d'accélérer le versement des aliments, notamment destinés aux enfants. L'article 35 encourage le recours aux méthodes de transfert de fonds les plus économiques et les plus efficaces.

162. Les différentes méthodes de transfert électronique de fonds, ainsi que leurs avantages et inconvénients ont été étudiés dans le Document préliminaire No 9, « Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international envers les enfants et d'autres membres de la famille<sup>73</sup> ».

**Alinéa g) – faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre ;**

163. Les termes de l'alinéa g) sont empruntés à l'article 7 de la Convention de New York de 1956, qui vise les commissions rogatoires. Cette disposition vient en complément de l'alinéa c) relatif à l'obtention des informations sur le revenu, le patrimoine et les biens des parties.

164. En application de l'alinéa g, il peut être demandé à une Autorité centrale de faciliter l'obtention de preuves dans son propre ressort ou à l'étranger. La première situation peut se présenter, par exemple, lorsqu'un créancier sollicite la modification d'une décision dans le ressort du débiteur et demande à l'Autorité centrale de ce ressort de faciliter l'obtention de preuves auprès du débiteur conformément au droit interne de celui-ci.

165. La seconde situation peut se présenter, par exemple, lorsqu'un créancier souhaite obtenir une augmentation des aliments dans le ressort du débiteur, où la décision d'origine a été rendue. Dans ce cas, l'Autorité centrale du ressort du débiteur peut demander à l'Autorité centrale du ressort du créancier de faciliter l'obtention des preuves dans le ressort du créancier dans la mesure où ces informations n'ont pas été fournies par le créancier. Lorsque la modification de la décision doit être demandée dans l'État du créancier, celui-ci peut solliciter l'assistance de l'Autorité centrale de son ressort pour obtenir de l'État du débiteur les preuves qu'il présentera à la juridiction de son ressort. Il s'agit alors d'une requête de mesures spécifiques concernant « une affaire de recouvrement d'aliments pendante dans l'État requérant », comme l'autorise l'article 7(2).

<sup>73</sup> Rapport établi par P. Lortie, Premier secrétaire, Doc. prélim. No 9 de mai 2004 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2004 sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. prélim. No 9/2004). Disponible à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

166. Il est important que les Autorités centrales distinguent bien les deux situations. Dans la première, les preuves sont obtenues dans le ressort de l'Autorité centrale ; dans la seconde, elles sont obtenues à l'étranger. Dans les deux cas, les droits procéduraux et les intérêts des parties doivent être protégés. Cette distinction est d'autant plus importante que dans la seconde situation, l'obtention de preuves à l'étranger peut être régie par un autre traité.

167. À titre d'exemple, l'obtention de preuves à l'étranger peut être régie par la Convention Procédure civile de 1954 ou la Convention Obtention des preuves de 1970, auxquelles la Convention ne déroge pas (art. 50)<sup>74</sup>, ou par accord bilatéral ou une entente régissant des matières relatives aux preuves, comme le prévoit l'article 51 de la Convention. Le recours à ce type de mécanisme le cas échéant, ne serait pas contraire aux obligations de l'Autorité centrale en vertu de la Convention. Cependant, en l'absence de mécanismes de ce type, l'alinéa *g*) pourrait être utilisé seul pour obtenir des preuves à l'étranger conformément aux lois internes applicables.

168. Le terme « preuve » doit être interprété au sens large. Il peut s'agir de toute information publique dans l'État requis ou d'un document disponible sur demande, ou encore d'une preuve qui ne peut être obtenue que dans le cadre d'une procédure judiciaire.

169. L'obligation suggérée par l'emploi du verbe « faciliter » est analysée aux paragraphes 107 et 108 (commentaire de l'art. 6 en général) et au paragraphe 118 (commentaire de l'art. 6(1) *b*)).

**Alinéa *h*) – fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments ;**

170. Dans de nombreux États, l'établissement du lien de filiation est si étroitement lié à l'établissement de l'obligation alimentaire qu'on a estimé que son omission dans la nouvelle Convention ne remplirait pas l'objectif poursuivi, à savoir élaborer un instrument d'avenir. L'alinéa *h*) met l'accent sur le lien de connexion nécessaire : la filiation doit être établie aux fins d'obtenir le recouvrement d'aliments.

171. L'alinéa *h*) n'oblige en rien l'Autorité centrale à entreprendre des tests génétiques, par exemple ; en revanche, elle l'oblige à accorder une assistance au demandeur pour réaliser les tests génétiques nécessaires. Le terme « test génétique » employé dans ce Rapport s'entend aussi de la notion de « test de filiation ».

172. L'assistance à l'établissement de la filiation prévue à l'alinéa *h*) peut être sollicitée à l'occasion d'une demande fondée sur l'article 10(1) *c*) ou d'une requête fondée sur l'article 7. Lorsqu'une demande est fondée sur l'article 10(1) *c*), l'Autorité centrale est tenue, en vertu de l'alinéa *h*), de prendre « toutes les mesures appropriées » pour « fournir une assistance pour établir la filiation ».

173. Lorsqu'une requête de mesures spécifiques pour établir la filiation est déposée en vertu de l'article 7(1), l'assistance visée à l'article 6(2) *h*) doit être fournie par le biais de telles mesures « s'avérant appropriées » et « nécessaires pour aider un demandeur potentiel à présenter une demande prévue à l'article 10 ou à déterminer si une telle demande doit être introduite ».

174. Dans le cadre de l'alinéa *h*), « fournir une assistance » pourrait consister, au minimum, à transmettre les coordonnées des laboratoires compétents pour procéder aux tests génétiques dans l'État requis, à offrir des conseils au créancier ou à l'Autorité centrale requérante sur les lois internes ou encore à orienter le créancier vers les autorités compétentes. Un service de niveau supérieur pourrait consister à apporter une assistance à l'obtention des documents liés à l'établissement de la filiation par présomption, à faire suite à une demande de contacter le père putatif pour obtenir une reconnaissance volontaire de paternité, à introduire des procédures judiciaires pour

<sup>74</sup> Le Rapport ne traite pas des obligations légales des États en vertu de la Convention Obtention des preuves de 1970 ; il se contente d'attirer l'attention sur sa pertinence possible dans le contexte de l'art. 6(2) *g*) et de l'art. 50, qui indique clairement que la nouvelle Convention ne déroge pas à la Convention Obtention des preuves. Une analyse plus détaillée des obligations en vertu de cette dernière Convention n'est pas nécessaire ici.

établir la filiation ou à aider à l'organisation d'un test ADN volontaire du parent présumé<sup>75</sup>.

175. Les lois et procédures internes sur la question sont très variées. Dans certains États, l'établissement de la filiation est recherché « pour le recouvrement d'aliments ». Dans d'autres États, l'établissement de la filiation dans le seul objectif de recouvrer des aliments est impossible, en raison de l'effet *erga omnes* d'une telle action. Le Document préliminaire No 4 d'avril 2003, « Filiation et aliments internationaux envers les enfants – Réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points »<sup>76</sup>, offre un panorama des différents systèmes nationaux d'établissement de la filiation<sup>77</sup>, ainsi que des variations dans les procédures et les coûts au niveau interne<sup>78</sup>. Il étudie aussi en détail les domaines qui pourraient se prêter à une coopération administrative<sup>79</sup>. Dans certains États, le test génétique ne peut être ordonné que par les autorités judiciaires et nécessiterait donc une commission rogatoire internationale. Quelques experts ont estimé que le recours aux instruments internationaux tels que la Convention Obtention des preuves de 1970 était préférable aux commissions rogatoires, mais cette procédure ne serait valable que pour les États parties à cette Convention. Certains États acceptent les demandes fondées sur la Convention de New York de 1956<sup>80</sup>. D'autres, comme le Canada (Québec), acceptent une combinaison des procédures judiciaires et administratives. Quelques Autorités centrales acceptent de contacter le débiteur pour lui demander de se soumettre volontairement au test génétique. Le Document préliminaire No 4 montre que la plupart des États proposent une aide juridique pour le test génétique et que lorsqu'il est requis dans le cadre d'une procédure judiciaire, ce test est gratuit pour ceux qui bénéficient de cette aide juridique.

**Alinéa i) – introduire ou faciliter l'introduction de procédures afin d'obtenir toute mesure nécessaire et provisoire à caractère territorial et ayant pour but de garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante ;**

176. Une mesure provisoire visée à l'alinéa i) peut être demandée dans l'État où une demande de recouvrement d'aliments a été introduite ou dans un autre État contractant dans lequel se trouvent les biens du débiteur. Ces mesures provisoires peuvent viser à prévenir une dispersion des biens ou à empêcher le débiteur de quitter le territoire pour se soustraire à une procédure judiciaire. Le blocage des biens du débiteur (en attendant l'aboutissement de toute procédure judiciaire) sera la mesure la plus fréquemment requise dans le cadre de cette disposition.

177. Les mesures requises au titre de l'alinéa i) doivent être « provisoires », c'est-à-dire temporaires, et « à caractère territorial », c'est-à-dire que leur effet se limitera au territoire de l'État requis (celui qui prend les mesures) ou de plusieurs États, conformément aux règles applicables. Les mesures provisoires sont, de par leur nature, limitées dans le temps. Elles doivent en conséquence être obtenues le plus rapidement possible, si nécessaire par le biais d'une audience *ex parte*. Dans les affaires d'obligations alimentaires, une intervention rapide est souvent essentielle pour saisir des biens situés à l'étranger. Voir également l'exemple portant sur l'article 6(2) c) au paragraphe 144 du présent Rapport.

178. La mesure doit également être « nécessaire » pour « garantir l'aboutissement d'une demande d'aliments pendante ». Cette formule laisse entendre que l'État requérant doit justifier sa requête en démontrant que les mesures sont en effet nécessaires au recouvrement des aliments. Une demande d'aliments doit être « pendante » au moment où l'assistance de l'alinéa i) est recherchée. Cela implique qu'une demande fondée sur l'article 10 a déjà été soumise à l'Autorité centrale requise ou qu'une demande interne d'aliments est pendante dans l'État requérant.

<sup>75</sup> Doc. prélim. No 5/2003, *op. cit.*, note 21, para. 115.

<sup>76</sup> Rapport établi par P. Lortie, Premier secrétaire, Doc. prélim. No 4 d'avril 2003 à l'intention de la Commission spéciale de mai 2003 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. prélim. No 4/2003), disponible sur le site de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>77</sup> Para. 3 à 21.

<sup>78</sup> Para. 13, 23 et 24.

<sup>79</sup> Para. 43 et 44.

<sup>80</sup> Doc. prélim. No 5/2003, *op. cit.*, note 21, para. 112.

179. Les mesures provisoires prises dans l'État requis (par ex., le gel des biens du débiteur) visent à aider le créancier à finalement recouvrer certains aliments (« garantir l'aboutissement ») pour sa « demande d'aliments pendante ». Les termes de l'alinéa *i*) laissent ouverte la possibilité d'une demande d'aliments à caractère purement interne ou d'une affaire à caractère international<sup>81</sup>. Par exemple, une assistance en vertu de l'alinéa *i*) peut être sollicitée pour les demandes en cours fondées sur l'article 10 (affaire à caractère international). Le cas de figure type est celui du créancier qui cherche à obtenir la reconnaissance et l'exécution de sa décision d'aliments dans l'État du débiteur, où l'on sait que le débiteur a des biens. Pour que l'exécution de la décision en matière d'aliments aboutisse effectivement au recouvrement des aliments, le créancier doit s'assurer que le débiteur ne dépensera, ne cachera ni ne déplacera ses biens pour échapper à son obligation alimentaire. L'alinéa *i*) aidera le créancier dans cet objectif. Une requête de mesures spécifiques fondée sur l'article 7(1) pourra également être introduite afin d'obtenir des mesures provisoires à caractère territorial, lorsqu'aucune demande de recouvrement international des aliments en vertu de l'article 10 n'est pendante (la demande peut concerner une affaire interne, ou bien, en tant que requête préliminaire, une affaire à caractère international).

180. Il convient de rappeler que l'Autorité centrale n'est pas tenue de prendre elle-même les mesures provisoires. L'Autorité centrale a pour fonction de prendre toutes les mesures appropriées pour introduire ou faciliter l'introduction de procédures judiciaires afin d'assurer la protection nécessaire du demandeur. La nature de cette obligation est semblable à celle prévue à l'article 6(1) *b*).

181. L'alinéa *i*) s'inspire de l'article 15(1) de la Convention de Montevideo.

#### **Alinéa *j*) – faciliter la signification et la notification des actes.**

182. En application de l'alinéa *j*), il peut être demandé à une Autorité centrale de faciliter la signification ou notification dans son ressort ou à l'étranger. La première situation peut se présenter, par exemple, lorsqu'un créancier présente une demande de modification d'une décision dans le ressort du débiteur. Dans cette situation, le créancier peut demander à l'Autorité centrale du ressort du débiteur de faciliter la signification des actes de procédure au débiteur conformément aux exigences légales de celui-ci. Par exemple, l'Autorité centrale pourrait devoir envoyer les documents à une personne privée chargée de la signification et de la notification, au procureur ou à une autre autorité ou personne compétente pour effectuer ou faire effectuer la signification ou notification sur le territoire de son ressort.

183. La seconde situation peut se présenter, par exemple, lorsqu'un créancier demande l'obtention d'une décision dans son ressort et que le débiteur doit en être notifié dans un autre ressort. Dans ce cas, l'Autorité centrale du ressort du créancier peut être tenue de faciliter la transmission des actes à l'étranger afin qu'ils puissent être signifiés ou notifiés au débiteur conformément aux obligations légales du ressort de ce dernier.

184. Il est important que les Autorités centrales distinguent bien ces deux situations. Dans la première, les actes n'ont pas à être transmis à l'étranger pour y être signifiés ou notifiés ; dans la seconde, la loi du ressort de l'Autorité centrale (loi du for) exigera probablement que les actes soient transmis à l'étranger aux fins de la signification ou notification. Dans les deux cas, les droits procéduraux et les intérêts des parties doivent être protégés. La distinction est d'autant plus importante que dans la seconde situation, la transmission des actes aux fins de la signification ou notification à l'étranger peut être régie par un autre traité.

185. À titre d'exemple, la signification ou notification à l'étranger peut être régie par la Convention Procédure civile de 1954 ou la Convention Notification de 1965<sup>82</sup>, auxquelles

<sup>81</sup> Voir la discussion dans « Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments », note établie par P. Lortie, Premier secrétaire, Doc. prélim. No 11 de mai 2004 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2004 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille.

<sup>82</sup> *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.*

la Convention ne déroge pas (art. 50)<sup>83</sup>, ou par un accord bilatéral ou une entente régissant les matières relatives à la signification ou à la notification, comme le prévoit l'article 51 de la Convention. Le recours à de tels mécanismes ne serait pas contraire aux obligations de l'Autorité centrale en vertu de la Convention. Cependant, en l'absence de tels mécanismes, l'alinéa j) pourrait être utilisé seul pour faciliter la signification ou la notification à l'étranger conformément au droit interne applicable.

**Paragraphe 3 – Les fonctions conférées à l'Autorité centrale en vertu du présent article peuvent être exercées, dans la mesure prévue par la loi de l'État concerné, par des organismes publics ou d'autres organismes soumis au contrôle des autorités compétentes de cet État. La désignation de tout organisme, public ou autre, ainsi que ses coordonnées et l'étendue de ses fonctions sont communiquées par l'État contractant au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé. En cas de changement, les États contractants en informent aussitôt le Bureau Permanent.**

186. Cette disposition offre aux États une plus grande latitude pour déterminer comment ces fonctions obligatoires pourront être exercées le plus efficacement possible sur leur territoire.

187. En vertu de la deuxième partie du paragraphe 3, l'État contractant a la responsabilité d'informer le Bureau Permanent de la désignation et des coordonnées d'organismes publics ou d'autres organismes, ainsi que de toute modification de ces informations.

188. Une certaine souplesse du texte de la Convention était nécessaire pour s'adapter aux systèmes internes, mais on a insisté sur le fait que les « autres organismes » devaient être étroitement surveillés. À titre d'exemple, la protection des données personnelles doit être garantie, et si d'autres organismes gèrent ces données, les individus concernés et les États contractants doivent avoir l'assurance que les garanties appropriées sont en place.

189. Certains experts ont estimé qu'il fallait une répartition parfaitement claire des responsabilités entre les Autorités centrales, les organismes publics et les autres organismes. Cependant, ce n'est pas possible si la Convention doit rester flexible et s'adapter aux besoins des divers systèmes juridiques et administratifs de tous les États contractants. Ainsi, une Autorité centrale qui n'aurait pas accès à une base de données contenant des adresses pour localiser le débiteur pourrait se tourner vers une agence qui disposerait de cet accès. Cette collaboration entre des agences ou institutions nationales répondrait à l'obligation de « prendre toutes les mesures appropriées » en vertu de la Convention, sans nécessairement impliquer de réelle délégation de responsabilités. Ce serait, de plus, conforme à l'obligation de l'article 5 a) de favoriser la collaboration entre les autorités compétentes de leur État. Seuls les organismes désignés ou délégués de manière formelle pour exercer les fonctions doivent être désignés en vertu du paragraphe 3. Les organismes ou agences qui ne font qu'assister une Autorité centrale dans l'exercice de ses fonctions, comme dans l'exemple mentionné, ne doivent pas être désignés en vertu du paragraphe 3.

**Paragraphe 4 – Le présent article et l'article 7 ne peuvent en aucun cas être interprétés comme imposant à une Autorité centrale l'obligation d'exercer des attributions qui relèvent exclusivement des autorités judiciaires selon la loi de l'État requis.**

190. Le paragraphe 4 délimite les pouvoirs des Autorités centrales requises. Il vise également à répondre aux préoccupations selon lesquelles les articles 6 et 7 paraissent imposer aux Autorités centrales des obligations qui ne pourraient être exercées dans leur État que par des autorités judiciaires.

---

<sup>83</sup> Le Rapport ne traite pas des obligations légales des États en vertu de la Convention Notification de 1965 ; il se contente d'attirer l'attention sur sa pertinence possible dans le contexte de l'art. 6(2) j) et de l'art. 50, qui indique clairement que la nouvelle Convention ne déroge pas à la Convention Notification. Une analyse plus approfondie des obligations en vertu de la Convention Notification n'est pas nécessaire ici.

## **Article 7      *Requêtes de mesures spécifiques***

191. Une requête de mesures spécifiques est une requête d'assistance limitée et non une demande visée à l'article 10 (Demandes disponibles). La requête sera introduite avant une demande formelle en vertu du chapitre III ou en l'absence de celle-ci. C'est pourquoi elle figure au chapitre II et non au chapitre III. De plus, il n'est pas prévu de formulaire ou de procédure particulière pour les requêtes de mesures spécifiques. On peut penser qu'elles n'auraient pas un caractère aussi formel que les demandes du chapitre III.

192. Il faut savoir qu'une demande d'assistance limitée avait été prévue à l'article 10 dans les projets antérieurs de la Convention<sup>84</sup>. On a craint cependant que ce type d'assistance constitue une charge trop lourde pour les Autorités centrales. À titre de compromis et afin de donner une base conventionnelle à cette forme d'assistance limitée, la « demande d'assistance limitée » du chapitre III a été remplacée par la « requête de mesures spécifiques » au chapitre II. En outre, une certaine marge d'appréciation étant laissée à l'Autorité centrale requise quant aux modalités de fourniture du service, aucune obligation insupportable n'est imposée aux Autorités centrales, et le fait de prévoir un plus large éventail de services à l'article 7(1) pourrait apporter d'importants avantages. Par conséquent, une référence à l'article 6(2) *b*), *c*), *g*), *h*), *i*) et *j*) a été ajoutée à l'article 7(1).

193. Trois cas de figure au moins pourraient amener l'Autorité centrale à introduire une requête de mesures spécifiques : (i) une requête préliminaire à une demande d'obtention, de modification ou d'exécution d'une décision d'aliments (par exemple, une demande d'assistance auprès de l'Autorité centrale pour vérifier que le débiteur réside dans l'État auprès duquel l'Autorité centrale requérante souhaite déposer une demande d'aliments) ; (ii) lorsqu'est déposée une demande d'aliments ou une demande de modification ou d'exécution d'une décision obtenue dans l'État requérant et que l'aide de l'État requis est nécessaire pour la procédure (par exemple, une requête d'assistance faite auprès d'un autre État afin de localiser les biens du débiteur) ; et (iii) une requête d'assistance dans le cadre d'une affaire purement interne de recouvrement d'aliments dans laquelle, quelle qu'en soit la raison, l'assistance d'un autre État est requise (par exemple, pour établir la filiation ou pour déterminer les biens à l'étranger). La situation (iii) relève de l'article 7(2). La requête de mesures spécifiques la plus courante se rapportera probablement à l'article 6(2) *b*) et à la localisation du débiteur. Cette mesure permettrait de minimiser les frais de manière significative. De nombreuses Autorités centrales et les créanciers qu'elles assistent voudront s'assurer que le débiteur réside effectivement dans un État particulier avant de consacrer du temps, des efforts et de l'argent à la préparation et à la traduction d'une demande relevant du chapitre III. Les requêtes visées à l'article 6(2) *c*) destinées à obtenir des informations sur les revenus du débiteur peuvent également être faites régulièrement. Ces informations permettent de décider aux premiers stades de la demande s'il vaut la peine de poursuivre la réclamation.

194. Une requête en application de l'article 7 doit être soumise par l'intermédiaire d'une Autorité centrale. Le paragraphe 1 indique : « Une Autorité centrale peut [...] demander à une autre Autorité centrale » et le paragraphe 2 que « une Autorité centrale peut [...] à la requête d'une autre Autorité centrale ». Cette condition est nécessaire car l'article 9 (Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales) ne s'applique pas à l'article 7, et il ne s'agit pas d'autoriser les demandeurs à adresser des requêtes de mesures spécifiques directement à l'État requis.

195. De nombreux experts ont estimé que la forme d'assistance prévue à l'article 7 était essentielle pour développer un nouveau système complet de coopération en matière de recouvrement des aliments. Cette assistance était déjà offerte par certains États en vertu de la Convention de New York de 1956, notamment pour la localisation du débiteur.

<sup>84</sup> Voir l'art. 11(1) *h*) dans « Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction, Doc. prélim. No 7 d'avril 2004 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2004 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

196. La première phrase de l'article 6(1), qui dispose que « les Autorités centrales fournissent une assistance relative aux demandes prévues au chapitre III », n'est pas applicable dans le cadre de la requête de mesures spécifiques de l'article 7, car ce n'est pas une demande au sens du chapitre III. Dans l'hypothèse d'une demande introduite sur la base de l'article 10, une Autorité centrale offrirait une assistance à caractère obligatoire en vertu de l'article 6(2), et non une assistance via les mesures spécifiques visées à l'article 7.

197. Lorsqu'une demande d'assistance impliquant des mesures spécifiques, par exemple la localisation des biens du débiteur, requiert l'introduction de procédures judiciaires ou d'une autre action judiciaire analogue, il appartient à l'autorité requise de déterminer si elle peut prendre les dispositions nécessaires. Dans la négative, l'Autorité centrale peut être en mesure d'offrir une autre forme d'assistance administrative ou des conseils pour répondre à la requête, par exemple par le biais d'instruments internationaux applicables.

198. La question des coûts engendrés par les mesures spécifiques est traitée à l'article 8(2) et (3). Il appartient à l'État requis de déterminer comment gérer ces coûts, lesquels peuvent également faire l'objet d'un accord bilatéral ou réciproque entre États en application de l'article 51(2).

199. La formulation de l'article 7 est prévisionnelle. Les États ayant les moyens de s'acquitter très largement de cette obligation ne rencontrent pas de limites à l'éventail de services qu'ils peuvent offrir. D'autres États peuvent remplir leurs obligations en offrant des services moindres, mais au fil du temps, si leurs ressources s'améliorent et que les lois changent, un meilleur service pourrait progressivement être offert.

200. Il ne faut pas détourner l'article 7 pour aller à la « pêche aux informations » ou tenter d'obtenir des informations avant le procès. Le recours à la requête de mesures spécifiques n'est possible que dans les affaires d'aliments entrant dans le champ d'application principal de la Convention, sous réserve d'une déclaration étendant le champ d'application sur une base réciproque. Voir les explications relatives à l'article 2 sur le champ d'application.

**Paragraphe 1 – Une Autorité centrale peut, sur requête motivée, demander à une autre Autorité centrale de prendre les mesures spécifiques appropriées prévues à l'article 6(2) b), c), g), h), i) et j) lorsqu'aucune demande prévue à l'article 10 n'est pendante. L'Autorité centrale requise prend les mesures s'avérant appropriées si elle considère qu'elles sont nécessaires pour aider un demandeur potentiel à présenter une demande prévue à l'article 10 ou à déterminer si une telle demande doit être introduite.**

201. La première phrase de l'article 7(1) énumère les conditions applicables à une requête de mesures spécifiques de l'Autorité centrale requérante. La requête est celle de « mesures spécifiques appropriées », elle doit être motivée, elle ne peut être introduite que dans le cadre des fonctions prévues à l'article 6(2) b), c), g), h), i) et j) et il n'est pas nécessaire qu'une demande en vertu de l'article 10 ait été introduite ou soit en cours d'examen. La seconde phrase du paragraphe 1 décrit la réaction attendue de l'Autorité centrale requise. Sur la base des raisons communiquées, elle doit considérer que les mesures spécifiques requises sont nécessaires pour faciliter une demande au titre de l'article 10 ou déterminer s'il y a lieu d'introduire une telle demande. À titre d'exemple, lorsqu'un créancier sollicite une assistance pour localiser le débiteur, l'Autorité centrale requérante devra indiquer les motifs de la requête à l'Autorité centrale requise. Le type et l'étendue de l'assistance à fournir sont ceux qui sont considérés « appropriés » dans l'État requis. Il appartient à l'Autorité centrale requise de déterminer quelles mesures sont « appropriées » selon les circonstances. L'Autorité centrale peut donc refuser une assistance si elle « considère » que les mesures ne sont pas nécessaires. Cependant, dès lors qu'elle juge les mesures nécessaires, elle est tenue de prendre des mesures appropriées. Une mesure appropriée au sens de l'article 7 peut être le renvoi par l'Autorité centrale requise de la requête à l'autorité appropriée. Par souci de simplification, la requête pourra être présentée sous la même forme qu'une demande fondée sur l'article 10, mais ce n'est pas obligatoire.

202. Alors que la première phrase du paragraphe 1 dispose qu'une demande peut être présentée lorsqu'aucune demande prévue à l'article 10 n'est pendante, la seconde phrase impose l'existence d'un lien entre la mesure spécifique et la possibilité d'introduire une demande en vertu de l'article 10. Cette phrase reflète l'opinion générale selon laquelle il fallait délimiter le champ des requêtes de mesures spécifiques. On craignait en particulier que cet article soit utilisé à d'autres fins que le recouvrement d'aliments. On a également souhaité ajouter certains mots spécifiques encadrant de telles requêtes afin de refléter les objectifs de la Convention.

203. La seconde phrase montre clairement que les informations obtenues par une mesure spécifique sont destinées à aider une personne à faire une demande prévue à l'article 10 ou à déterminer si une demande prévue à l'article 10 doit être introduite. Il n'existe pas d'obligation à la charge de la personne d'introduire une telle demande suite à la réception des informations.

204. En conséquence, dès qu'elle reçoit une requête de mesures spécifiques et qu'elle a vérifié le lien avec une demande potentielle en vertu de l'article 10, une Autorité centrale est tenue de prendre des mesures appropriées, d'apporter un niveau d'assistance et de coopération adapté à la requête traitée et compatible, non seulement avec ses pouvoirs et ses ressources, mais aussi avec son droit interne. La requête pourrait, par exemple, viser l'obtention d'informations relatives aux revenus du débiteur, qui permettront à l'État requérant de rendre une décision d'aliments qui sera ultérieurement reconnue et exécutée dans l'État requis. Cette hypothèse serait couverte par le paragraphe 1 plutôt que le paragraphe 2 car une demande future en vertu de la Convention est incontestablement envisagée, même si la procédure doit d'abord être achevée dans l'État requérant (situation envisagée au para. 2).

**Paragraphe 2 – Une Autorité centrale peut également prendre des mesures spécifiques, à la requête d'une autre Autorité centrale, dans une affaire de recouvrement d'aliments pendante dans l'État requérant et comportant un élément d'extranéité.**

205. L'affaire pendante visée au paragraphe 2 est une affaire interne de recouvrement d'aliments dans l'État requérant et pour laquelle l'aide d'un autre État est nécessaire. L'article 7(2) se limite aux affaires internes comportant un élément international et concernant le « recouvrement des aliments ». Les termes « dans une affaire de recouvrement d'aliments » ont été ajoutés pour préciser que cette disposition se limitait à de telles affaires et non simplement à « toute » affaire interne. Afin de ne pas désavantager un créancier qui cherche à obtenir une décision en matière d'aliments dans son propre État et qui a préalablement besoin d'une assistance en vue d'établir la filiation, l'article 7(2) prévoit une telle assistance « dans une affaire de recouvrement d'aliments pendante dans l'État requérant et comportant un élément d'extranéité ».

206. Bien qu'il ait été entendu que si une requête est déposée auprès d'une Autorité centrale dans un autre État contractant, l'affaire présente déjà un « élément international », l'expression « comportant un élément d'extranéité » a été ajoutée pour conférer plus de certitude aux conditions applicables aux requêtes de mesures spécifiques concernant une affaire internationale.

207. Lorsqu'une requête est soumise en vertu de l'article 7(2), l'Autorité centrale « peut également prendre des mesures spécifiques ». Le recours au verbe « peut » au paragraphe 2 ouvre une option à l'Autorité centrale et ne lui impose pas une obligation comme au paragraphe 1, qui emploie le présent de l'indicatif sans auxiliaire d'aspect. Cela, notamment, parce que les mesures spécifiques mentionnées au paragraphe 2 peuvent être toutes les mesures prévues à l'article 6(2) et qu'elles ne sont pas limitées à celles prévues à l'article 7(1).

208. Le paragraphe 2 pourrait s'appliquer même si le débiteur et le créancier vivaient tous les deux dans l'État requérant. Dans certains cas, les procédures judiciaires dans l'État requérant nécessitent des informations ou des mesures dans l'État requis, comme la localisation des biens ou la déposition d'un témoin étranger. Pour une demande d'aliments d'ordre purement interne, par exemple, le paragraphe 2 autoriserait l'introduction d'une requête de mesures spécifiques pour prendre des mesures

provisaires à caractère territorial prévues à l'article 6(2) i) ; mais si les biens ne peuvent pas d'abord être sécurisés dans l'État requis (ou un autre État), il sera peut-être inutile que le créancier poursuive sa demande interne. Dans la mesure où les Autorités centrales peuvent offrir une assistance administrative via un réseau de coopération bien établi, il est logique de passer par ce réseau, même dans une affaire interne comportant un élément d'extranéité, à condition que cela ne crée pas une charge de travail trop lourde pour l'Autorité centrale requise.

209. Si un service ou une attribution figurant dans la liste de l'article 6 est fournie en réponse à une requête fondée sur l'article 7 (quand aucune demande n'est pendante en vertu de l'art. 10), l'article 14 ne s'applique pas et les requêtes ne sont pas assorties des mêmes avantages que les demandes fondées sur le chapitre III, tels que l'accès effectif aux procédures et la gratuité des services. Toutefois, seuls les coûts et frais exceptionnels relatifs aux requêtes fondées sur l'article 7 peuvent être imposés par les Autorités centrales au titre de l'article 8(2) et (3).

### **Article 8      *Frais de l'Autorité centrale***

210. L'article 8 pose comme principe général qu'aucun des services fournis par l'Autorité centrale ne doit être payant. Ce principe général de gratuité des services administratifs pour les demandeurs et les Autorités centrales a été largement soutenu et jugé conforme aux objectifs de la Convention, à savoir une procédure simple, rapide et économique<sup>85</sup>. Ce principe a été considéré comme particulièrement important en matière d'aliments destinés aux enfants. En outre, il a été jugé important de garantir que l'accès aux avantages et services de la Convention ne serait pas refusé aux demandeurs en raison de leurs ressources financières limitées. L'article 8 souligne un certain nombre de principes importants : (a) la nécessité d'accorder un accès effectif aux services et aux procédures prévus par la Convention ; (b) garantir un équilibre entre les droits et les obligations prévus par la Convention ; (c) garantir un certain degré de réciprocité entre les États contractants qui permettrait d'instaurer la confiance et le respect mutuels nécessaires au succès de la Convention et (d) la préséance du recouvrement des aliments sur le paiement de frais judiciaires et des autres frais.

211. L'article 8 porte sur les frais administratifs des Autorités centrales. Néanmoins, il est essentiel de bien comprendre que les explications relatives à l'article 8 sont données dans le contexte des demandes faites en vertu du chapitre III et que toute référence à la facturation de frais doit être rapprochée des articles 14, 15, 16, 17 et 43 relatifs à l'accès effectif aux procédures, à l'assistance juridique gratuite pour les demandes d'aliments destinés aux enfants, et au recouvrement des frais. Il convient également de souligner que l'Autorité centrale peut seulement recouvrer les frais exceptionnels encourus en vertu de l'article 7 mais pas ceux encourus en vertu de l'article 6. Il doit en outre être précisé que l'ensemble des services mentionnés dans la Convention, nécessaires à l'obtention ou l'exécution d'une décision d'aliments destinés aux enfants, sont couverts soit par l'article 8, soit par les articles 14, 15, 16, 17 et 43 (à l'exception des services de traduction).

### **Paragraphe 1 – Chaque Autorité centrale prend en charge ses propres frais découlant de l'application de la Convention.**

212. Cette disposition est issue de l'article 26 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et de l'article 38 de la Convention Protection des enfants de 1996. Les États ont la possibilité de conclure des accords bilatéraux ou régionaux, conformément à l'article 51(2), pour fournir d'autres services gratuits sur une base réciproque.

<sup>85</sup> Ces principes ont été proposés dans « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », Rapport établi par W. Duncan, Secrétaire général adjoint, avec l'assistance de C. Harnois, Collaboratrice juridique, Doc. prélim. No 10 de mai 2004 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2004 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. prélim. No 10/2004), para. 41 à 44. Disponible à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

213. La formulation du paragraphe 1 précise que l'Autorité centrale ne peut facturer ses services à une autre Autorité centrale et qu'elle doit supporter ses propres frais. Elle n'empêche pas l'Autorité centrale de facturer les frais à tout organisme ou personne autre que le demandeur visé au paragraphe 2. Voir para. 215 et 216 ci-dessous.

**Paragraphe 2 – Les Autorités centrales ne peuvent mettre aucun frais à la charge du demandeur pour les services qu'elles fournissent en vertu de la Convention, sauf s'il s'agit de frais exceptionnels découlant d'une requête de mesures spécifiques prévue à l'article 7.**

214. Le paragraphe 2 s'applique à l'Autorité centrale de l'État requérant comme à celle de l'État requis. Le « demandeur » est une personne ou un organisme public qui dépose une demande en vertu de l'article 10. Lorsque le demandeur est un organisme public, le même principe de gratuité des services s'applique. On a estimé qu'il n'était pas souhaitable de pénaliser un État en lui imposant des frais au simple motif qu'il avançait les aliments préalablement à leur recouvrement auprès du débiteur.

215. Bien que le paragraphe 2 dispose que l'Autorité centrale ne doit faire payer aucun des services qu'elle apporte au demandeur, d'autres personnes pourraient se voir imposer des frais pour les services de l'Autorité centrale ou être condamnées par une cour à payer des frais. À titre d'exemple, le débiteur qui s'est opposé sans succès aux procédures judiciaires ou l'employeur du débiteur qui s'est opposé à la mise en place d'une décision de saisie sur salaire pourraient avoir à payer des frais administratifs. L'article 43 peut faire référence au recouvrement des frais administratifs ou judiciaires. Lors des négociations, quelques-uns ont soutenu l'idée de faire payer les services de l'Autorité centrale au débiteur. On a estimé qu'à l'idée d'avoir à payer des frais supplémentaires, le débiteur serait encouragé à payer les aliments volontairement.

216. Le principe général du paragraphe 2 porte sur les services et attributions des Autorités centrales énumérés aux articles 5, 6, 7 et 12. La référence particulière aux « services qu'elles fournissent » à l'article 8(2) exprime clairement que les Autorités centrales ne peuvent pas faire payer leurs services, mais qu'un service apporté par un autre organisme qu'une Autorité centrale peut être payant sauf dans le cadre d'une demande d'aliments destinés aux enfants, auquel cas l'assistance juridique gratuite doit être fournie et aucun frais ne peut être facturé (art. 15(1)). Cependant, l'organisme visé à l'article 6(3) ne doit pas faire payer des services qui entrent dans le cadre des attributions qu'il exerce en qualité d'Autorité centrale.

217. Les versions antérieures de la Convention<sup>86</sup> prévoyaient une dérogation au principe général défini à l'article 8 qui aurait permis de faire payer des services additionnels ou des services juridiques de niveau plus élevé à moins qu'ils ne fassent obstacle à l'obligation de fournir un accès effectif aux procédures édictée par l'article 14.

218. Cette disposition a toutefois été remplacée lors de la Commission spéciale de 2006 par une disposition plus simple, maintenant prévue à l'article 8(2), qui exonère le demandeur de tous frais administratifs, tout en autorisant certains frais liés aux requêtes de mesures spécifiques fondées sur l'article 7. Les experts sont convenus que laisser la possibilité de faire payer des services additionnels ou de niveau plus élevé pourrait avoir pour conséquence involontaire d'inciter certaines Autorités centrales à en faire moins ou à ne proposer que les services minimaux à titre gracieux tout en faisant payer un nombre maximal de services<sup>87</sup>. Il a été également admis que des coûts de procédure qui empêcheraient un créancier d'introduire une demande d'aliments légitime feraient échec à la Convention.

<sup>86</sup> Doc. pré. No 16/2005, *op. cit.*, note 64.

<sup>87</sup> Voir « Observations portant sur l'esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », reçues par le Bureau Permanent, Doc. pré. No 23 de juin 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. pré. No 23/2006). Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

219. Le principe de l'accès effectif aux procédures posé à l'article 14 est donc un principe prépondérant. Un demandeur ne doit pas être privé de l'accès effectif aux procédures parce que certains services risquent d'être payants. Voir également les explications relatives aux articles 15 et 16 qui mettent en exergue le principe de l'accès effectif.

220. Si le demandeur (autre que le créancier d'aliments destinés à un enfant) n'a pas les moyens de payer les frais, l'État requis doit l'aider à obtenir un accès effectif aux procédures, par exemple en l'aidant à faire une demande d'aide juridique dans l'État requis s'il y a droit et si celle-ci couvre les services en question.

221. Une Autorité centrale doit prendre en charge ses propres frais découlant de la fourniture de services liés à une demande fondée sur l'article 10. Les personnes susceptibles d'en bénéficier peuvent être le créancier, le débiteur ou un organisme public. Tout créancier auquel les chapitres II et III ont été étendus en vertu d'une déclaration faite en application de l'article 2(3), peuvent également bénéficier de services gratuits.

222. Cette règle générale connaît une exception en ce qui concerne les frais de traduction, qui peuvent être mis à la charge d'un demandeur en vertu de l'article 45.

223. Les « frais exceptionnels » du paragraphe 2 sont ceux qui sont inhabituels, sortent de l'ordinaire ou font exception à la règle générale. La formulation de l'article 8(2), qui prévoit que les Autorités centrales « ne peuvent » mettre aucun frais à la charge du demandeur « sauf s'il s'agit de frais exceptionnels », signifie que l'Autorité centrale est libre de mettre ou non des frais exceptionnels à la charge du demandeur, elle n'est pas obligée de le faire (alors qu'elle l'était lorsque la formulation était « ne mettent aucuns frais »).

**Paragraphe 3 – L'Autorité centrale requise ne peut pas recouvrer les frais exceptionnels mentionnés au paragraphe 2 sans avoir obtenu l'accord préalable du demandeur sur la fourniture de ces services à un tel coût.**

224. Le paragraphe 3 a été inséré à l'initiative de la Suisse<sup>88</sup>. La Session diplomatique était favorable aux arguments présentés par la délégation de la Suisse, à savoir que lorsque des frais exceptionnels sont encourus, l'autorité requérante devrait en être informée préalablement à la fourniture du service concerné. Des requêtes de mesures spécifiques faites en application de l'article 7 peuvent en effet engendrer des frais considérables bien qu'aucune demande ne sera présentée. Par exemple, certaines mesures spécifiques nécessitant le recours à des autorités externes, telles que la recherche des coordonnées du débiteur ou des détails concernant la situation financière du débiteur, pourraient ne pas être prises gratuitement<sup>89</sup>. Cependant, la suggestion selon laquelle l'autorité requérante devrait, d'une certaine manière, garantir le recouvrement de ces frais n'a pas été retenue pour être incluse dans la Convention. Cela ne préjuge en rien de la possibilité pour les États contractants de conclure de tels accords entre eux.

225. Un exemple peut illustrer les relations entre l'article 8(3) et l'article 43(1). Un créancier accepte, conformément à l'article 8(3), la fourniture de services pour localiser un débiteur, qui engendrera des « frais exceptionnels ». Si la recherche du débiteur n'aboutit pas, les frais seront à la charge du créancier, tandis que si la recherche aboutit, les frais devraient être recouvrés auprès du débiteur en vertu de l'article 8(2) ou de l'article 43(2). Cependant, la règle de l'article 43(1) doit être appliquée. Le créancier peut accepter une réduction des paiements d'aliments pour compenser les frais de localisation du débiteur, mais ce cas de figure n'est ni impliqué ni exigé par la Convention.

<sup>88</sup> Voir « Liste complète des observations relatives à l'avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », établi par le Bureau Permanent, Doc. prélim. No 36 d'octobre 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007, (ci-après Doc. prélim. No 36/2007). Disponible sur le site de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>89</sup> Voir Procès-verbal No 2, para. 53.

### CHAPITRE III – DEMANDES PAR L'INTERMÉDIAIRE DES AUTORITÉS CENTRALES

226. Les titres du chapitre III et de l'article 9 sont destinés à éliminer toute ambiguïté relative aux demandes et procédures. Toute demande fondée sur le chapitre III doit être présentée aux Autorités centrales et transmise par celles-ci. Le demandeur doit résider dans l'État requérant et doit s'adresser à l'Autorité centrale de celui-ci. La demande doit être une des demandes autorisées par l'article 10, revêtir les formes prévues à l'article 11 et être présentée conformément aux procédures prévues à l'article 12.

227. Une personne qui présente une demande relevant du chapitre III est fondée à solliciter tout l'éventail des services de l'Autorité centrale listés au chapitre II. À l'exception des mesures spécifiques de l'article 7, ces services sont réservés aux demandes présentées en vertu du chapitre III<sup>90</sup>.

#### **Article 9** *Demande par l'intermédiaire des Autorités centrales*

**Toute demande prévue au présent chapitre est transmise à l'Autorité centrale de l'État requis par l'intermédiaire de l'Autorité centrale de l'État contractant dans lequel réside le demandeur. Aux fins de la présente disposition, la résidence exclut la simple présence.**

228. L'article 9 définit la résidence aux seules fins de cette disposition. La « résidence » du demandeur ne doit pas être une « simple présence ». En revanche, la « résidence habituelle » n'est pas imposée. L'intention qui a présidé au choix de ce terme de « résidence » est de faciliter l'accès aux Autorités centrales et de faciliter le plus possible les demandes de recouvrement international d'aliments destinés aux enfants. Un enfant a besoin d'un soutien financier quel que soit le lieu où il vit et il ne devrait pas avoir à remplir de strictes conditions de résidence pour demander de l'assistance afin de le recevoir.

229. La question se pose de savoir si un demandeur peut directement présenter une demande en vertu du chapitre III à l'Autorité centrale d'un autre État contractant. Cette hypothèse pourrait se présenter, par exemple, lorsqu'un créancier qui a obtenu une décision dans le pays où il réside et s'établit ensuite dans un autre pays s'adresse directement à l'Autorité centrale de l'État d'origine pour faire exécuter la décision. Il a été convenu que bien qu'une Autorité centrale puisse accepter une telle demande si son droit interne l'y autorise, celle-ci ne sera pas considérée comme une demande relevant du chapitre III. L'action unilatérale du demandeur ne créera aucune obligation de coopération au titre de la Convention entre les deux pays concernés.

230. La question des relations juridiques entre le demandeur et l'Autorité centrale a été débattue, notamment la question de savoir si une procuration obligatoire était nécessaire. Certains délégués ont jugé que la relation pouvait être clarifiée en exigeant une procuration. D'autres ont déclaré qu'il peut arriver que l'Autorité centrale ne représente ni le demandeur ni l'État requérant, mais qu'elle remplisse les obligations de la Convention pour son propre État. Le demandeur ne pourrait alors donner instruction à l'Autorité centrale dans le cadre de la procédure. Les délégués ont pensé qu'il serait inopportun d'imposer à tous les États contractants un modèle uniforme de relations entre une Autorité centrale et un demandeur. L'article 42 autorise maintenant une Autorité centrale requise à demander une procuration seulement si elle représente le demandeur en justice.

#### **Article 10** *Demandes disponibles*

231. L'article 10 définit le champ d'application de la Convention du point de vue des demandes qu'il est possible de présenter. Selon le cas, différentes catégories de demandes peuvent être formées ensemble ou alternativement.

<sup>90</sup> La Convention ne fait pas obstacle aux droits d'une personne de demander à un autre pays, en dehors de cette Convention, une procédure ou une voie de droit autorisée par la loi de ce pays. Voir art. 37.

232. Les catégories de demandes de l'article 10 sont conformes aux recommandations de la Commission spéciale de 1999 suivant lesquelles le nouvel instrument devrait « être complet et s'inspirer des meilleurs aspects des Conventions existantes »<sup>91</sup>, notamment en ce qui concerne les procédures d'obtention et de modification des décisions alimentaires prévues par la Convention de New York de 1956.

233. Une demande séparée de recouvrement d'arrérages avait été prévue dans les versions antérieures de l'article 10. Cependant, il a été convenu que le recouvrement des arrérages concernera toujours la reconnaissance et l'exécution d'une décision existante aux termes de laquelle des arrérages ont été cumulés. Une demande séparée était donc redondante. Le recouvrement des arrérages est prévu à l'article 6(2) e) relatif à l'exécution continue et à l'article 19(1), aux termes duquel l'obligation de payer des arrérages entre explicitement dans le champ d'application d'une décision en matière d'aliments aux fins du chapitre V sur la reconnaissance et l'exécution.

**Paragraphe 1 – Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un créancier qui poursuit le recouvrement d'aliments en vertu de la présente Convention :**

234. La phrase introductive de l'article 10(1) a été insérée à la suite des discussions de la Commission spéciale de 2006. Les termes « les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un créancier » éliminent toute incertitude ou ambiguïté quant à l'obligation faite à un État contractant de permettre à un créancier de présenter toutes les demandes énumérées à l'article 10(1). Le règlement des demandes est conforme à l'article 10(3). Les demandes visées au paragraphe 1 peuvent être soumises aux limites de compétences prévues au paragraphe 3.

235. L'article 10(1) s'applique exclusivement au créancier. Bien que la définition du « créancier » à l'article 3 ne couvre qu'une « personne » physique, l'article 36(1) prévoit que pour la reconnaissance et l'exécution d'une décision rendue sur le fondement de l'article 10(1), un créancier peut également être un organisme public. La phrase introductive décrit les critères que doit satisfaire le créancier qui sollicite l'assistance d'une Autorité centrale en vertu de l'article 10(1) : le demandeur doit être dans l'État requérant ; le demandeur doit être le créancier (ou une personne agissant pour le créancier) qui poursuit le recouvrement d'aliments dans un autre État contractant (l'État requis) ; la demande doit être l'une de celles prévues à l'article 10(1) a) à f). Enfin, la demande doit être présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales, conformément à l'article 9.

236. Le créancier doit être dans l'État requérant pour présenter une demande. Le choix des termes « Dans un État requérant » a permis que l'article 10 s'applique également aux créanciers personnes physiques et aux organismes publics et a supprimé la nécessité de définir « l'État requérant » à l'article 3 comme le lieu de résidence du demandeur et d'origine de la demande. Une telle définition n'aurait pas été adaptée au cas des organismes publics. Le terme « État requérant » a été jugé suffisamment clair pour ne pas être défini.

**Alinéa a) – la reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution d'une décision ;**

237. La décision visée par l'article 10(1) a) et b) est décrite à l'article 19<sup>92</sup>. Elle peut aussi faire partie d'une décision décrite à l'article 21. Voir également les explications des termes « reconnaissance » et « exécution » au paragraphe 429.

<sup>91</sup> « Rapport et conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », *op. cit.*, note 7, para. 46.

<sup>92</sup> Une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision alimentaire peut être présentée en vertu du chapitre III par l'intermédiaire d'une Autorité centrale. Une demande directe de reconnaissance et d'exécution d'une décision alimentaire est également possible aux termes des art. 19(5) et 37, mais ce n'est pas une demande fondée sur le chapitre III. L'assistance de l'Autorité centrale ne peut être sollicitée car le chapitre II ne s'applique pas à ces demandes. Voir les explications des art. 19 et 37.

238. Aux fins de l'article 10(1) *a*), une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution sera traitée conformément à l'article 23, ou, le cas échéant, l'article 24, et sera accompagnée des documents énumérés à l'article 25<sup>93</sup>.

239. Pour les besoins du traitement d'une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision, la question peut se poser de savoir si la décision émane d'une autorité judiciaire ou d'une autorité administrative. Si la décision remplit les critères de l'article 19, est exécutoire dans le pays d'origine et est prononcée par l'autorité compétente pour rendre ce type de décision dans cet État contractant, elle doit être reconnue et exécutée, sous réserve que les bases de reconnaissance et d'exécution énoncées à l'article 20 soient remplies et que les motifs de refus prévus à l'article 22 ne soient pas soulevés. L'identité de l'autorité qui a prononcé la décision est sans incidence.

240. Bien que cela ne soit pas expressément indiqué, une décision dont la reconnaissance, ou la reconnaissance et l'exécution, est demandée sur le fondement de la Convention doit être une décision rendue dans un État contractant, conformément à l'article 20(1). Toutefois, il n'est pas obligatoire que la décision ait été rendue dans l'État requérant. À titre d'exemple, un créancier qui vivait dans le pays X et y a obtenu une décision alimentaire s'établissant dans le pays Y. Le débiteur s'est établi dans le pays Z. Les pays X, Y et Z sont tous trois des États contractants. Le créancier qui vit dans l'État Y peut demander dans le pays Z la reconnaissance ou la reconnaissance et l'exécution de la décision rendue dans le pays X.

241. La question de savoir si la même règle doit s'appliquer lorsque l'État d'origine est un État non contractant a été débattue et il a été convenu que seule une décision rendue dans un État contractant peut être reconnue et exécutée dans l'État requis en vertu du chapitre V (voir art. 20(1)). En revanche, l'article 10(1) *a*) n'interdit pas la transmission d'une décision rendue dans un État non contractant aux fins de reconnaissance et d'exécution en vertu de la loi de l'État requis, sur le fondement de la courtoisie internationale entre États.

**Alinéa b) – l'exécution d'une décision rendue ou reconnue dans l'État requis ;**

242. Une demande d'exécution d'une décision rendue dans l'État requis est une demande faite à un État contractant d'exécuter sa propre décision. Une telle demande pourrait notamment survenir dans l'hypothèse de la défaillance d'un débiteur qui réside dans l'État d'origine alors que le créancier n'y réside plus (ou n'y a jamais résidé).

243. Les termes « ou reconnue » de l'alinéa *b*) autoriseraient aussi une demande d'exécution d'une décision déjà reconnue dans l'État requis. Ces mêmes termes de l'alinéa *b*) couvrent aussi les hypothèses telles qu'une demande de reconnaissance d'une décision présentée antérieurement alors que l'exécution n'était pas un problème ou une décision (y compris une décision prise dans un État non contractant) reconnue antérieurement dans l'État requis en vertu d'une autre procédure et non de cette Convention.

**Alinéa c) – l'obtention d'une décision dans l'État requis lorsqu'il n'existe aucune décision, y compris l'établissement de la filiation si nécessaire ;**

244. L'alinéa *c*) autorise le créancier à présenter une demande de décision alimentaire lorsqu'aucune décision n'existe dans un autre État. Si l'établissement préalable de la filiation est nécessaire, il est autorisé par l'alinéa *c*)<sup>94</sup>.

245. L'obtention d'une décision alimentaire était autorisée par la Convention de New York de 1956. Une demande au titre de l'alinéa *c*) est soumise au paragraphe 3, si bien que les règles de compétence du for peuvent restreindre les hypothèses dans lesquelles

<sup>93</sup> « Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires – Formulaires recommandés », coordonné par le Bureau Permanent, Doc. prélim. No 31-B de juillet 2007 à l'intention de la Vingt et unième session de novembre 2007 (ci-après Doc. prélim. No 31-B/2007) ; l'annexe A comprend le formulaire de demande proposé par le Groupe de travail chargé des formulaires. Voir également l'art. 11(4). Disponible à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>94</sup> *Ibid.* L'annexe C comprend un formulaire de demande proposé par le Groupe de travail chargé des formulaires. Voir également l'art. 11(4).

une demande de décision peut être présentée et les règles de procédure et de droit matériel du for gouverneront la procédure.

246. De nombreux systèmes autorisent, à juste titre, le créancier à former une demande dans l'État du débiteur. Cela peut être plus rapide et plus efficace, car il n'y aura pas de conditions internationales à remplir pour la signification ou la notification au défendeur et il n'y aura pas besoin de procédures de reconnaissance et d'exécution des jugements étrangers. L'évaluation de la capacité de paiement d'un débiteur sera plus exacte et un créancier pourrait obtenir une pension alimentaire plus élevée ; le patrimoine pris en compte pourrait être plus large ; et la probabilité de nouvelles demandes de modification est moindre. En outre, les autorités de l'État du débiteur pourront exécuter leur propre décision plus rapidement et plus efficacement. Voir également les explications relatives à l'article 6(2) j).

247. La deuxième partie de l'alinéa c) relative à la filiation peut entrer en jeu dans l'hypothèse où un créancier dépose une demande pour obtenir des aliments dans l'État du débiteur, mais la demande ne peut être instruite sans preuve de la filiation. La Convention ne prévoit pas de demande séparée d'établissement de la filiation, qui ne peut être sollicitée que dans le cadre d'une demande d'obtention des aliments. Tel est l'esprit de l'alinéa c). L'article 10(1) c) est un compromis entre les experts qui jugeaient indispensable que la Convention prête assistance à l'établissement de la filiation et souhaitent une demande séparée d'établissement de la filiation (comme c'était le cas dans le projet de Convention du Doc. pré. No 13 de janvier 2005<sup>95</sup>) et ceux qui voulaient totalement exclure les questions de filiation de la Convention. Les raisons avancées par certains experts en faveur de l'exclusion étaient que l'établissement de la filiation pour les besoins restreints des aliments était contraire à l'ordre public de leur État ou que dans leur État, une décision sur la filiation avait un effet *erga omnes*, ce qui signifie que si la filiation est établie, elle est opposable à tous et son effet n'est pas limité au litige sur les aliments.

248. L'effet conjugué de l'alinéa c) lu conjointement avec le paragraphe 3 est qu'il appartient à la loi de chaque État de déterminer les circonstances dans lesquelles ses autorités sont compétentes pour statuer sur la filiation et l'effet (*erga omnes* ou entre les seules parties au litige sur les aliments) de leur décision.

249. Le nécessaire lien entre l'obtention d'une décision alimentaire et la filiation de l'alinéa c) ne limite en aucune façon l'assistance qui peut être offerte en vertu de l'article 6(2) h). Celui-ci affirme que dans le cadre d'une demande en vertu de l'alinéa c), « toutes les mesures appropriées » doivent être prises conformément au droit interne et « sont soumises aux règles de compétences » énoncées au paragraphe 3.

250. Les règles relatives à la loi applicable à l'établissement de la filiation sont diverses. La loi applicable peut être la loi du for, la loi du pays du domicile ou de la nationalité – de l'enfant ou de toutes les parties, la loi applicable à la décision alimentaire ou celle du pays de naissance de l'enfant<sup>96</sup>.

251. Il faut souligner que lorsqu'un État requérant adresse une demande de recouvrement d'aliments comprenant l'établissement de la filiation, l'Autorité centrale n'est pas tenue d'envoyer les preuves biologiques avec la demande initiale et ne doit pas le faire. Les preuves éventuellement nécessaires seront sollicitées après acceptation de la demande.

252. Chaque État contractant doit indiquer dans son Profil ou dans les informations fournies au titre de l'article 57 la manière dont il sera procédé à l'établissement de la filiation au regard des articles 6(2) h) et 10(1) c). Voir également les commentaires relatifs à l'article 15(1).

<sup>95</sup> « Esquisse d'une convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Comité de rédaction, Doc. pré. No 13 de janvier 2005 à l'intention de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. pré. No 13/2005). Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>96</sup> Doc. pré. No 4/2003, *op. cit.*, note 76, para. 25 à 33.

**Alinéa d) – l’obtention d’une décision dans l’État requis lorsque la reconnaissance et l’exécution d’une décision n’est pas possible, ou est refusée, en raison de l’absence d’une base de reconnaissance et d’exécution prévue à l’article 20 ou pour les motifs prévus à l’article 22 b) ou e) ;**

253. Cette règle se limite aux hypothèses de non-reconnaissance ou d’inexécution de la décision découlant d’une absence de compétence en vertu de l’article 20 ou de l’établissement d’un des motifs énumérés à l’article 22 b) ou e).

254. Un net soutien lors des débats de la Commission spéciale et un soutien écrasant dans les réponses au Questionnaire de 2002<sup>97</sup> ont été exprimés en faveur d’une règle de la Convention autorisant l’obtention d’une décision dans les hypothèses visées à l’alinéa d). On peut également avancer que ce principe figure implicitement à l’article 20(4).

255. L’alinéa d) est nécessaire pour atténuer les risques d’injustice, par exemple dans le cas d’un créancier dans un pays A qui bénéficie d’une ordonnance alimentaire émanant d’un pays B, dont la reconnaissance et l’exécution sont refusées dans un pays C, le pays de résidence du débiteur. De plus, la règle *res judicata* ne s’applique pas dans ce cas. Si une décision étrangère ne peut être reconnue, l’effet juridique est que la décision n’existe pas pour l’État requis et qu’une nouvelle décision peut être prononcée. L’autre exemple est celui de l’impossibilité de reconnaître ou d’exécuter une décision relative à des aliments destinés à un enfant exprimée en pourcentage du salaire, jugée trop vague par les lois de certains pays. Une nouvelle procédure peut être nécessaire pour rendre une nouvelle décision indiquant un montant précis.

256. La question se pose de savoir s’il est possible de présenter une demande au titre de l’alinéa d) avant de demander ou d’obtenir une décision sur la reconnaissance et l’exécution, lorsqu’on sait à l’avance que celles-ci seront refusées (faute de base de reconnaissance en vertu de l’art. 20). À titre d’exemple, lorsqu’une décision obtenue est fondée sur la compétence du for du créancier et qu’on sait qu’une telle décision ne peut être reconnue dans l’État où le débiteur réside actuellement, doit-on perdre du temps à effectuer les formalités pour obtenir un refus de reconnaissance ? L’emploi des mots « n’est pas possible » implique que la Convention ne crée aucune obligation de demander la reconnaissance avant de solliciter la décision lorsqu’un sait que la reconnaissance sera refusée. Cependant, la procédure d’obtention de la décision est habituellement plus longue que la procédure de reconnaissance et d’exécution. Pour éviter de perdre du temps, le demandeur soumettrait une demande d’obtention d’une décision. Cependant, il est également permis de présenter une demande de reconnaissance de la précédente décision pour le cas où l’État requis pourrait trouver une autre base de reconnaissance en dehors de la compétence du for du créancier. Malheureusement, les coûts de traduction et les autres coûts afférents à deux demandes pourraient être prohibitifs pour un créancier.

**Alinéa e) – la modification d’une décision rendue dans l’État requis ;**

257. Les questions qui entourent la modification d’une décision ont été examinées dans le Rapport Duncan<sup>98</sup> et il a été suggéré que « l’une des principales conditions pour surmonter les problèmes liés à la compétence en matière de modification est d’instaurer un système de coopération rapide et efficace, combiné à un soutien approprié pour le créancier ou le débiteur, de sorte que lorsqu’une modification doit être sollicitée dans un for incommode pour l’une des parties, l’inconvénient est minimisé pour le demandeur »<sup>99</sup>. Ces questions ont été à nouveau résumées dans le rapport de la réunion de la Commission spéciale de 2003, au Document préliminaire No 5<sup>100</sup>.

258. Compte tenu de la règle prévue par la Convention de New York de 1956, la Commission spéciale de 2004 a été très favorable à l’insertion d’une demande de modification dans la Convention et a admis que la coopération administrative est

<sup>97</sup> Dont il est fait état dans le Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 24, sous (v).

<sup>98</sup> *Ibid.*, chapitre IV, para. 103 à 134.

<sup>99</sup> *Ibid.*, para. 132.

<sup>100</sup> Doc. prélim. No 5/2003, *op. cit.*, note 21, para. 90 à 94.

essentielle. L'importance de la coopération administrative pour réduire les injustices ou les inconvénients pour les parties est soulignée<sup>101</sup>.

259. L'alinéa e) fournit une base juridique permettant au créancier de demander à l'État d'origine de modifier sa propre décision. Le grand avantage de la modification dans l'État d'origine est qu'il n'existe qu'une ordonnance, mais la personne qui sollicite la modification (le créancier dans ce cas) aura habituellement besoin d'être assistée ou d'être représentée en justice dans l'État requis.

260. Les bases sur lesquelles la modification est autorisée sont régies par la loi de l'État requis. Quelques principes pertinents ont été recensés dans le Rapport Duncan<sup>102</sup>. Lorsque le créancier sollicite une modification, c'est habituellement en vue d'augmenter les aliments. La règle habituelle est que cette modification est autorisée en cas de modification de la situation matérielle du créancier ou du débiteur.

261. La règle de l'article 31 clarifie le statut d'une décision modifiée par une ordonnance provisoire en vertu des accords dits de réciprocité du Commonwealth.

**Alinéa f) – la modification d'une décision rendue dans un État autre que l'État requis.**

262. Bien que la modification dans l'État d'origine puisse être la voie privilégiée dans la majorité des affaires, la Convention a besoin de flexibilité pour les situations dans lesquelles il est nécessaire ou approprié que le créancier sollicite une modification dans un autre État que l'État d'origine. Dans ces hypothèses, la modification est prévue à l'alinéa f). La décision à modifier aurait pu être rendue dans un État contractant ou dans un État non contractant, mais la possibilité ou l'impossibilité de la modifier dépend de la loi de l'État requis. La demande doit être tranchée conformément à l'article 10(3)<sup>103</sup>.

263. Si le créancier demande la modification d'une décision rendue dans un autre État que l'État requis en vertu de l'alinéa f), c'est peut-être parce qu'il a quitté l'État d'origine ou qu'il demeure dans l'État d'origine et sollicite la modification dans l'État du débiteur. L'autre hypothèse est que les deux parties ont quitté l'État d'origine et que le créancier sollicite une modification dans l'État du débiteur. En tout état de cause, il faudrait, pour qu'une modification puisse intervenir, que la décision d'origine puisse être reconnue dans l'État requis.

264. La loi interne de certains États permet seulement aux tribunaux de rendre une nouvelle décision et non de modifier une décision. Étant donné que, quel que soit le terme utilisé, le résultat serait le même, un État satisferait à ses obligations de fournir une décision de modification en vertu de la Convention s'il rendait une nouvelle décision suite à une demande de modification de décision. La Session diplomatique a convenu que le terme « modification » devait couvrir le cas où une nouvelle décision est rendue lorsque la loi interne d'un État contractant ne permet que ce seul mécanisme au lieu d'une « modification » proprement dite<sup>104</sup>.

**Paragraphe 2 – Dans un État requérant, les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un débiteur à l'encontre duquel existe une décision en matière d'aliments :**

265. Le paragraphe 2 fait référence au débiteur, la personne « à l'encontre de [laquelle] existe une décision en matière d'aliments ». Le paragraphe fixe les critères à satisfaire par le débiteur qui sollicite l'assistance d'une Autorité centrale au titre du paragraphe 2 : le demandeur doit résider dans un État contractant (l'État requérant) ; le demandeur doit être le débiteur à l'encontre duquel existe une décision alimentaire ; la demande peut uniquement concerner soit la reconnaissance d'une décision nécessaire à la suspension

<sup>101</sup> *Ibid*, para. 92 et 93.

<sup>102</sup> *Op. cit.*, note 11, aux para. 132 et 133.

<sup>103</sup> Il n'y a pas d'incohérence entre le traitement d'une décision à modifier et celui d'une décision à reconnaître et exécuter (voir para. 240). Toute décision (y compris une décision émanant d'un État non contractant) peut être modifiée dans un État contractant et la nouvelle décision modifiée peut être envoyée aux fins de reconnaissance et d'exécution dans un autre État contractant. Cependant, pour la reconnaissance et l'exécution, une règle différente doit être respectée : la décision à reconnaître et exécuter doit avoir été rendue dans un État contractant.

<sup>104</sup> Voir Procès-verbal No 8, para. 53.

ou la restriction de l'exécution d'une décision antérieure, soit la modification d'une décision. La demande de modification doit aussi respecter les règles de l'article 18 (Limite aux procédures), qui limite le choix de l'État dans lequel une modification peut être sollicitée par un débiteur. La phrase introductive de l'article 10(2) a été insérée à la suite de discussions de la Commission spéciale de 2006. Les termes « les catégories de demandes suivantes doivent pouvoir être présentées par un débiteur » éliminent toute incertitude ou ambiguïté quant à l'obligation faite aux États contractants de mettre à disposition d'un débiteur les demandes énoncées à l'article 10(2).

266. L'article 10(3) s'applique aux demandes fondées sur l'article 10(2). Aux termes de l'article 10(3), les critères de compétence ainsi que la portée de la modification sont déterminés par le droit de l'État requis pour chaque cas d'espèce. Les demandes visées à l'article 10(2) sont des demandes relevant du chapitre III. Elles sont donc soumises à l'obligation générale d'assistance prévue à l'article 6 et d'accès effectif aux procédures prévu à l'article 14. Il a été jugé important (mais pas par toutes les délégations) d'ouvrir aux débiteurs l'accès aux services des Autorités centrales pour les aider à remplir leurs obligations alimentaires en fonction de leur capacité à payer. L'assistance apportée aux débiteurs pour modifier une décision peut réduire les problèmes d'exécution et, par conséquent, alléger la charge de travail des Autorités centrales.

267. Les pratiques nationales en la matière diffèrent considérablement, car certains pays n'aident pas les débiteurs et pensent que prêter assistance aux créanciers *et* aux débiteurs engendre un conflit d'intérêts. Les experts les plus préoccupés par un conflit d'intérêts considéraient par exemple que le fait pour l'Autorité centrale de « représenter » le créancier pour la procédure de reconnaissance et d'exécution et de « représenter » le débiteur pour la procédure de modification revient à un conflit d'intérêts. Cependant, d'autres experts ont déclaré que l'avocat ou le fonctionnaire de l'Autorité centrale ne représente pas le demandeur mais l'État, afin de remplir les obligations conventionnelles de ce dernier. Par conséquent, « représenter » ou assister les débiteurs et les créanciers ne devrait susciter aucun conflit d'intérêts.

**Alinéa a) – la reconnaissance d'une décision ou une procédure équivalente ayant pour effet de suspendre ou de restreindre l'exécution d'une décision antérieure dans l'État requis ;**

268. La Session diplomatique a estimé qu'il existait d'importantes raisons d'autoriser une demande de reconnaissance d'une décision de modification. Par exemple, si un débiteur a obtenu une décision de modification, il devrait être en mesure de la faire reconnaître dans l'État requis. Cela évitera des problèmes liés à des décisions contradictoires et peut aider un débiteur à formaliser ou régulariser des paiements ou apporter des garanties quant à sa situation financière. Cependant, cette demande doit être justifiée. Le débiteur devrait uniquement pouvoir demander la reconnaissance d'une décision qui aurait pour effet de suspendre ou de restreindre l'exécution d'une décision. Cela permettrait de garantir que le débiteur a un intérêt véritable à voir la reconnaissance produire ses effets. En outre, la formulation additionnelle « ou une procédure équivalente » permettra aux États qui ne disposent pas de procédure de reconnaissance seule ou de reconnaissance d'une décision à la demande d'un débiteur, d'utiliser une procédure équivalente de leur droit interne. De tels États devraient informer le Bureau Permanent de la nature de ladite procédure conformément à l'article 57 de la Convention.

269. La rédaction du paragraphe 2 tient compte des différents systèmes utilisés dans les États concernant la modification de décisions à la demande d'un débiteur. La reconnaissance et l'exécution seront sollicitées uniquement si la décision antérieure était ou devait être exécutée dans l'État requis<sup>105</sup>. En outre, il convient de souligner que l'article 10(2) n'affecte pas les limites établies aux articles 18 et 22.

270. Les délégués ont été moins favorables aux demandes d'obtention de décision présentées par des débiteurs car beaucoup estimaient qu'il ne serait pas justifié d'octroyer aux débiteurs un même niveau d'assistance que pour les créanciers dans ces hypothèses. C'est pourquoi de telles demandes n'ont pas été incluses dans le champ d'application de la Convention.

<sup>105</sup> Voir Procès-verbal No 22, para. 62.

**Alinéa b) – la modification d’une décision rendue dans l’État requis ;**

271. L’alinéa b) prévoit une demande de modification d’une décision rendue par l’État requis adressée par le débiteur à celui-ci en tant qu’État d’origine. Si le débiteur peut demander la modification de la décision en cas de changement de circonstances, il a plus de chance de s’acquitter volontairement des aliments.

272. Le créancier est ou n’est pas dans l’État d’origine. Si celui-ci modifie la décision, il pourra être nécessaire de demander la reconnaissance et l’exécution de la décision modifiée dans l’État du débiteur si celui-ci cesse de verser volontairement les aliments.

273. Les principes généraux qui gouvernent la modification, expliqués dans les commentaires de l’article 10(1) e) et f), s’appliquent également à l’article 10(2) b) et c).

**Alinéa c) – la modification d’une décision rendue dans un État autre que l’État requis.**

274. Le choix de l’État dans lequel un débiteur peut solliciter la modification d’une décision en matière d’aliments est limité par l’article 18. Néanmoins, des hypothèses peuvent se présenter dans lesquelles le débiteur demande la modification d’une décision rendue dans un État autre que l’État requis. Un premier exemple est celui d’une ordonnance d’origine rendue dans le pays A où le créancier vivait alors. Puis le créancier s’établit dans le pays B. Le débiteur sollicite auprès des autorités du pays B la modification de l’ordonnance rendue dans le pays A.

**Paragraphe 3 – Sauf disposition contraire de la Convention, les demandes prévues aux paragraphes premier et 2 sont traitées conformément au droit de l’État requis et, dans le cas des demandes prévues aux paragraphes premier c) à f) et 2 b) et c), sont soumises aux règles de compétence applicables dans cet État.**

275. Il est implicite que le « droit de l’État requis » couvre les règles de conflit de lois. Cependant, les États liés par le Protocole de La Haye de 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires appliqueront les règles de ce Protocole. En outre, les demandes de l’article 10(1) c) à f) et (2) b) et c) seront soumises aux règles de compétence de l’État requis. Il est donc possible que dans certaines circonstances, les règles de compétence empêchent certaines personnes de présenter une des demandes visées à l’article 10(1) c) à f). Exemple 1 : un État requis n’est pas tenu d’accueillir une demande de décision alimentaire concernant un enfant étudiant de 21 ans fondée sur l’article 10(1) c) s’il n’a pas compétence pour rendre une décision alimentaire concernant un enfant de plus de 18 ans. Exemple 2 : aux États-Unis d’Amérique, il n’est pas possible d’obtenir une décision en matière d’aliments au seul motif que le créancier y réside, de même qu’il n’est pas possible de reconnaître et d’exécuter une telle décision rendue dans un autre État. Exemple 3 : En vertu du « régime de Bruxelles », un créancier peut choisir de solliciter une modification dans son propre État ou dans l’État du débiteur, alors que le débiteur ne peut solliciter de modification que dans l’État du créancier.

276. Le but de la Convention n’est pas d’harmoniser le droit des obligations alimentaires internationales. La Convention instaure cependant des procédures partiellement harmonisées de reconnaissance et d’exécution d’une décision au chapitre V. L’article 10 vise à créer une obligation pour garantir que les mêmes catégories de demandes puissent être présentées dans tous les États contractants. Dans l’article 10, l’effet conjugué des paragraphes 1, 2 et 3 est que toutes les catégories de demandes énumérées aux paragraphes 1 et 2 doivent pouvoir être présentées dans chaque État contractant.

277. La comparution personnelle du demandeur dans l’État ne doit pas, en règle générale, être imposée pour la procédure judiciaire. Les États devraient veiller à ne pas exiger la présence du demandeur pour toute procédure dans l’État requis, sauf si elle est absolument nécessaire. En effet, les frais de voyage et de séjour dans l’État requis pour toute la durée de la procédure risqueraient de constituer un obstacle insurmontable pour la plupart des demandeurs. La présence physique du demandeur et de l’enfant n’est pas exigée lors de procédures de reconnaissance et d’exécution ; voir à cet égard, l’article 29.

## **Article 11    Contenu de la demande**

278. L'article 11 est destiné à répondre aux préoccupations exprimées dans le Rapport et les conclusions de la Commission spéciale de 1999 en ce qui concerne les informations et les documents<sup>106</sup>, et en particulier le fait que les institutions intermédiaires ont souvent des difficultés à obtenir un dossier complet, tandis que les autorités expéditrices bien souvent ne savent pas exactement ce dont l'institution intermédiaire a besoin.

279. Le défi posé par la conception d'une procédure de demande pour la Convention a été décrit dans le Rapport Duncan en ces termes : « comment réduire l'incertitude, les coûts et les retards liés aux exigences en matière de documents et en particulier : comment préciser clairement la nature des documents requis pour une demande donnée ; comment réduire le nombre de documents exigés au minimum indispensable ; comment apporter un certain degré d'uniformité ou de cohérence dans les exigences des différents États en matière de documents »<sup>107</sup>.

280. Un Sous-comité chargé des formulaires (aujourd'hui le Groupe de travail chargé des formulaires) a été constitué par le Groupe de travail sur la coopération administrative (GTCA) en novembre 2004<sup>108</sup> pour préparer des projets de formulaires en vue de faciliter la discussion par la Commission spéciale de 2005 pour concevoir une procédure de demande économique et efficace. Le Groupe de travail chargé des formulaires a accompli un travail capital en vue de l'élaboration de l'article 11. Un jeu complet de formulaires pour l'ensemble des demandes visées à l'article 10<sup>109</sup> a été préparé pour la Session diplomatique<sup>110</sup>. Dans l'Acte final de la Vingt et unième session, la Session a émis les recommandations suivantes – Elle :

« 1. Se félicite des travaux du Groupe de travail chargé des formulaires, institué par la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille.

2. Souscrit en général aux formulaires présentés dans le Document préliminaire No 31 de juillet 2007, « Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires », notamment quant à l'uniformité de leur structure.

3. Recommande que le Groupe de travail chargé des formulaires poursuive ses travaux et examine plus avant les projets de formulaires, dans la perspective de leur adoption lors d'une future Commission spéciale et de leur publication par le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, en application de l'article 11(4) de la *Convention de La Haye sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille*. »

281. Qu'elle soit obligatoire ou recommandée, l'utilisation des formulaires modèles offre de nombreux avantages. Les formulaires modèles aident à mettre en place des procédures uniformes, ils favorisent la prévisibilité et la certitude pour les demandeurs et les autorités – ce qui permettra un service plus rapide et plus économique – ils réduisent les coûts de traduction, ils facilitent les communications entre les Autorités centrales sur les affaires et ils répondent aux objectifs de procédure simple, rapide et économique poursuivis par la Convention. De plus, ils « facilitent la présentation des données et permettent de résumer et d'énumérer les documents. [S'ils] ne peuvent se substituer aux documents exigés, [ils] peuvent cependant réduire la nécessité d'une traduction intégrale des originaux »<sup>111</sup>. Ces avantages ont été soulignés et développés par le

<sup>106</sup> *Op. cit.*, note 7, au para. 14, et le Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 37.

<sup>107</sup> Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 41.

<sup>108</sup> Le Sous-comité chargé des formulaires a été transformé en Groupe de travail autonome lors de la Commission spéciale de 2005.

<sup>109</sup> Le Groupe de travail chargé des formulaires s'est également prononcé sur les documents nécessaires aux fins de l'art. 25.

<sup>110</sup> Doc. prélim. No 31-B/2007, *op. cit.*, note 93.

<sup>111</sup> « Rapport et conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 », *op. cit.*, note 7, para. 18.

Groupe de travail chargé des formulaires dans ses rapports à la Commission spéciale en 2005 et 2006 et à la Session diplomatique de 2007<sup>112</sup>.

282. Un rapprochement a également été effectué entre le formulaire relatif au profil des États (élaboré par le Sous-comité sur le profil des États du GTCA), les informations sur les lois, les procédures et les services exigées par l'article 57 et l'emploi de ces formulaires. Les informations portées dans les Profils pourraient servir à fournir les informations obligatoires (art. 57(2)) et indiquer quelles parties du formulaire sont indispensables et quelles parties sont optionnelles pour chaque pays.

283. Les formulaires ont également été conçus pour être utilisés dans un environnement électronique, à la lumière du principe de neutralité quant au support du texte de la Convention.

284. Certains experts étaient favorables à la recommandation du Groupe de travail chargé des formulaires de rendre les formulaires obligatoires et ont souligné les avantages de formulaires de demande uniformes. Cependant, d'autres experts ont craint que des formulaires obligatoires ne posent des difficultés constitutionnelles à leur État, en particulier si des amendements ultérieurs s'avéraient nécessaires. Toute modification des formulaires obligatoires qui seront intégrés à la Convention s'effectuera conformément à l'article 55.

285. Un compromis a été trouvé pour n'utiliser qu'un courrier de couverture obligatoire (le Formulaire de transmission) sur lequel ne figureraient que des renseignements élémentaires et qui accompagnerait un formulaire recommandé contenant les informations détaillées nécessaires à la demande présentée à l'autorité judiciaire ou administrative compétente (l'organe qui statue) dans l'État requis. Il a été reconnu que les formulaires recommandés, s'ils sont bien conçus, pourraient être largement utilisés si les États contractants voulaient voir leurs demandes traitées rapidement. Les informations ou demandes présentées de manière non standard seraient plus longues à traiter.

286. Le Groupe de travail chargé des formulaires a suggéré que la Convention devait également protéger tous les renseignements à caractère personnel communiqués dans les demandes ou requêtes ou à l'appui de celles-ci. À cette fin, les articles 38 (Protection des données à caractère personnel), 39 (Confidentialité) et 40 (Non-divulcation de renseignements) ont été rédigés. L'article 40 a été reformulé afin que ses protections s'étendent à tous renseignements sur toute personne (et non seulement le demandeur), sous réserve qu'ils soient recueillis aux fins de la Convention.

287. Les références au contenu de la demande ou aux formulaires, contenues dans l'article 11, s'appliquent aux seules demandes fondées sur l'article 10 et non aux requêtes visées à l'article 7. Étant donné qu'il n'y a aucune prescription relative à la forme d'une requête, rien dans la Convention n'empêche de soumettre une requête en employant le même format qu'une demande. Les renseignements figurant dans la requête devraient bénéficier des mêmes protections que les demandes du chapitre III.

288. Comme les formulaires ne sont pas obligatoires (à l'exception du Formulaire de transmission et de l'Accusé de réception), les renseignements de base à porter dans une demande doivent être ceux qui sont énumérés dans la Convention. La phrase de l'article 11(1) dispose qu'il existe des obligations minimales. Tout renseignement supplémentaire qui assistera les autorités requises ou accélérera le traitement de la demande pourra être communiqué. Les exigences d'informations particulières d'un État contractant doivent être précisées dans une déclaration visée à l'article 11(1) g).

<sup>112</sup> « Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement International des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », préparé par le Groupe de travail sur la coopération administrative, Doc. pré. No 15 de mars 2005 à l'intention de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille (ci-après Doc. pré. No 15/2005), para. 8 et 9 ; « Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille », coordonné par le Bureau Permanent, Doc. pré. No 17 de mai 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille ; et Doc. pré. No 31-B/2007 (*op. cit.*, note 93).

**Paragraphe 1 – Toute demande prévue à l'article 10 comporte au moins :**

**Alinéa a) – une déclaration relative à la nature de la demande ou des demandes ;**

289. La demande devrait préciser la catégorie à laquelle appartient une demande visée à l'article 10 : obtention, modification, reconnaissance, reconnaissance et exécution ou exécution d'une décision alimentaire. Une demande de décision alimentaire peut exiger l'établissement préalable de la filiation.

**Alinéa b) – le nom et les coordonnées du demandeur, y compris son adresse et sa date de naissance ;**

290. Le nom et l'adresse du demandeur sont des renseignements indispensables dans toute demande. Les coordonnées (telles que le numéro de téléphone et l'adresse électronique) du demandeur sont nécessaires pour le contacter rapidement et à faible coût (par exemple, pour obtenir des renseignements complémentaires ou pour transmettre des rapports sur l'état d'avancement. Le Groupe de travail chargé des formulaires a relevé, dans le Document préliminaire No 15, que « [...] la Convention n'empêche pas l'Autorité centrale de l'État requérant de contacter directement le créancier / demandeur afin d'obtenir de l'information supplémentaire lorsque cela s'avère nécessaire et tel que cela constitue la pratique dans plusieurs États. »<sup>113</sup>

291. La date de naissance du demandeur est indiquée afin de respecter une certaine cohérence avec le Formulaire de transmission annexé à la Convention. Il a été recommandé d'indiquer la date de naissance du demandeur pour assurer l'identification exacte des parties et prévenir toute confusion entre des personnes du même nom.

292. L'adresse du demandeur ne doit pas être communiquée au défendeur par quelque autorité que ce soit lorsque l'autorité estime que « la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait en être compromise ». Le Formulaire de transmission et les projets de formulaire de demande contiennent un avis de confidentialité et de protection des renseignements à caractère personnel conforme aux termes des articles 38, 39 et 40. L'article 40 souligne l'importance de la non-divulgence de renseignements à caractère personnel si la santé, la sécurité ou la liberté d'une partie ou d'un enfant peut être compromise.

293. Il est important de noter qu'en cas de violence familiale, plutôt que de fournir les coordonnées personnelles du demandeur, il est possible d'insérer dans la demande les coordonnées de l'Autorité centrale. Dans une affaire particulière, il se peut que l'autorité compétente de l'État requis insiste pour obtenir les coordonnées personnelles du demandeur mais dans ce cas, il reviendra au demandeur de décider s'il souhaite poursuivre sa demande.

**Alinéa c) – le nom du défendeur et, lorsqu'elles sont connues, son adresse et sa date de naissance ;**

294. Dans le cadre de l'élaboration du Formulaire de transmission obligatoire (visé à l'art. 12(2)), le Groupe de travail chargé des formulaires a recommandé que les renseignements à caractère personnel communiqués soient identiques pour les demandeurs et les défendeurs. Toute information est précieuse si elle aide à localiser le défendeur plus rapidement. Les États qui disposent d'un « numéro d'identification officiel » devraient préciser par une déclaration visée à l'article 11(1) g), si une telle information est exigée dans la demande.

295. L'exactitude du nom, de l'adresse et de la date de naissance du défendeur est particulièrement importante pour les États contractants qui ont la possibilité de vérifier des registres électroniques ou des bases de données afin de localiser les débiteurs.

<sup>113</sup> Doc. prélim. No 15/2005, para. 12 (*op. cit.*, note 112).

**Alinéa d) – le nom et la date de naissance des personnes pour lesquelles des aliments sont demandés ;**

296. Lorsque la personne pour laquelle les aliments sont demandés n'est pas le créancier, le défendeur et les autorités compétentes doivent connaître son identité. Pour des aliments destinés aux enfants, le nom et la date de naissance des enfants concernés doivent être indiqués.

**Alinéa e) – les motifs sur lesquels la demande est fondée ;**

297. Les experts ont considéré que l'obligation de préciser les motifs sur lesquels la demande est censée se fonder, accélérerait son traitement. Cela pourrait également aider le personnel de l'Autorité centrale à déterminer si d'autres renseignements ou documents sont nécessaires pour prouver ces motifs et si les motifs allégués sont conformes à la demande soumise.

298. Il convient de clarifier le sens de l'expression « les motifs sur lesquels la demande est fondée », au regard des différentes catégories de demandes susceptibles d'être présentées en application de la Convention. Dans le cas d'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision, les « motifs » de la demande pourraient renvoyer aux « bases » de reconnaissance et d'exécution visées à l'article 20 – c'est-à-dire, les motifs pour lesquels une décision peut être reconnue et exécutée en vertu de la Convention. Dans le cas d'une demande de modification d'une décision, les « motifs » de la demande peuvent résulter d'un changement de situation du demandeur. La demande pourrait également faire référence aux motifs de l'obligation alimentaire concernée, comme par exemple, le lien de filiation. Il s'agit dans ce contexte du fondement juridique de l'obligation alimentaire et non pas du chef de compétence.

**Alinéa f) – lorsque la demande est formée par le créancier, les informations relatives au lieu où les paiements doivent être effectués ou transmis électroniquement ;**

299. Cette disposition a été recommandée par le Groupe de travail chargé des formulaires afin d'accélérer le versement des aliments destinés aux enfants. Elle fait obligation à l'Autorité centrale de prendre les mesures appropriées pour « faciliter le recouvrement et le virement rapide des paiements d'aliments » (art. 6(2) f)) et aux États contractants de promouvoir « l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer les transferts de fonds destinés à être versés à titre d'aliments » (art. 35).

**Alinéa g) – à l'exception de la demande prévue à l'article 10(1) a) et (2) a), toute information ou tout document exigé par une déclaration de l'État requis faite conformément à l'article 63 ;**

300. Pour toute autre demande qu'une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision alimentaire présentée en vertu de l'article 10(1) a) ou (2) a), un État contractant peut indiquer par une déclaration conforme à l'article 63 les informations ou documents exigés par son Autorité centrale pour traiter la demande, ou par ses autorités judiciaires ou administratives pour conduire les procédures nécessaires.

301. Pour une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution formée en vertu de l'article 10(1) a) ou (2) a), seuls les informations ou documents visés à l'article 25 peuvent être demandés.

302. Les demandes d'informations ou de documents sont également assorties d'une limite relative aux procurations : aux termes de l'article 42, une Autorité centrale de l'État requis « ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle agit en son nom dans les procédures judiciaires ou dans des procédures engagées devant d'autres autorités ou afin de désigner un représentant à ces fins ».

**Alinéa h) – les noms et coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale de l'État requérant responsable du traitement de la demande.**

303. L'alinéa h) a été ajouté sur proposition du Groupe de travail chargé des formulaires. Il prévoit le nom et les coordonnées de la personne ou du service de l'Autorité centrale

de l'État requérant qui est chargé de traiter la demande et dont les coordonnées sont nécessaires au suivi en vertu de l'article 12(3), (4), (5), (8) et (9).

304. L'objet de cette disposition est d'améliorer et d'accélérer les communications entre les Autorités centrales. Elle équilibre l'obligation que l'article 12(3) fait à l'Autorité centrale requise de fournir des renseignements similaires.

**Paragraphe 2 – Lorsque cela s'avère approprié, la demande comporte également les informations suivantes lorsqu'elles sont connues :**

305. Le paragraphe 2 impose d'indiquer certains renseignements complémentaires dans la demande. Cette obligation ressort de manière évidente de l'emploi du présent simple de l'indicatif mais, contrairement à celle qui est énoncée au paragraphe 1, elle est assortie de limites. Les informations ne doivent être communiquées que « lorsque cela s'avère approprié » et « lorsqu'elles sont connues ».

**Alinéa a) – la situation financière du créancier ;**

306. Si cela s'avère approprié et si les informations sont connues, la demande doit comporter des renseignements sur la situation financière du créancier. Ces renseignements concernent ses revenus et son patrimoine, y compris ses biens immeubles ou meubles. La profession du créancier, sa situation au regard de l'emploi, ses éventuelles obligations alimentaires envers un autre enfant ou une autre personne (qui ne fait pas l'objet de la demande), les frais de scolarité ou médicaux de l'enfant et le fait que le créancier ait un nouveau conjoint qui contribue au revenu familial sont des éléments pertinents au regard de sa situation financière.

307. Ces questions et d'autres sont couvertes par le Formulaire relatif à la situation financière qui a été élaboré par le Groupe de travail chargé des formulaires<sup>114</sup>. Ce formulaire peut sembler complexe, mais il faut souligner qu'il n'est pas obligatoire de le remplir intégralement dans chaque affaire.

**Alinéa b) – la situation financière du débiteur, y compris le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur, ainsi que la localisation et la nature des biens du débiteur ;**

308. Les mêmes aspects mentionnés à propos de l'alinéa a) concernant la situation financière du créancier s'appliquent à cette disposition relative au débiteur. De plus, le nom et l'adresse de l'employeur du débiteur sont nécessaires, et ce à plusieurs titres : il sera peut-être nécessaire de prononcer une ordonnance de saisie-arrêt sur salaire et de la notifier à l'employeur, de connaître le détail des revenus du débiteur ou de connaître l'adresse de l'employeur pour localiser le débiteur.

309. Les informations relatives au patrimoine du débiteur doivent être elles aussi indiquées « lorsque cela s'avère approprié » et « lorsqu'elles sont connues ». Ces informations reposent souvent sur les informations ou les conjectures du créancier demandeur. Une procédure judiciaire sera peut-être nécessaire (dans l'État requis, dans l'État requérant ou dans un autre État contractant) pour confirmer l'existence du patrimoine ou le localiser.

**Alinéa c) – toute autre information permettant de localiser le défendeur.**

310. L'alinéa c) s'applique au créancier ou au débiteur, selon l'identité du « défendeur ». Des renseignements complémentaires susceptibles d'aider à localiser le défendeur doivent être fournis si les renseignements à caractère personnel visés au paragraphe 1 b) ou c) risquent de ne pas suffire.

<sup>114</sup> Doc. pré-l. No 31-B/2007 (*op. cit.*, note 93), annexe E.

**Paragraphe 3 – La demande est accompagnée de toute information ou tout document justificatif nécessaire, y compris tout document pouvant établir le droit du demandeur à l'assistance juridique gratuite. La demande prévue à l'article 10(1) a) et (2) a) n'est accompagnée que des documents énumérés à l'article 25.**

311. Alors que le paragraphe 1 énonce les exigences minimales d'une demande et le paragraphe 2 les exigences complémentaires essentielles si cela s'avère approprié, la première phrase du paragraphe 3 autorise un État requérant ou requis à indiquer ou exiger « toute information ou tout document justificatif nécessaire » pour les demandes autres que celles présentées sur le fondement de l'article 10(1) a) ou (2) a).

312. L'expression « toute information ou tout document justificatif nécessaire » peut aussi comprendre tout document ou information justifiant la nature de la demande ou apportant des preuves des motifs visés à l'article 11(1) e). Il peut y avoir une certaine superposition avec l'article 11(1) g), excepté que les documents précisés par déclaration seront habituellement requis dans toutes les affaires ou dans certaines catégories d'affaires, alors que « toute information ou tout document justificatif nécessaire » peut n'être applicable que dans une affaire particulière. L'article 11(3) autorise par conséquent un État requis à exiger certaines informations nécessaires dans une affaire particulière, même si ce type de renseignement n'est pas exigé dans tous les cas et n'a pas été visé dans la déclaration mentionnée à l'article 11(1) g).

313. Le paragraphe 3 fait référence à « tout document pouvant établir le droit du demandeur à l'assistance juridique gratuite ». Toutefois, dans la majorité des affaires d'aliments destinés aux enfants, ces documents ne seront pas nécessaires, étant donné que l'assistance juridique gratuite doit être fournie dans toutes ces affaires en vertu de l'article 15, sous réserve de quelques exceptions limitées. Cependant, lorsqu'un demandeur n'a pas droit à l'assistance juridique gratuite ou lorsque la demande n'est pas l'une de celles visées par l'article 15(1), alors les justificatifs de l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique dans l'État requérant doivent être communiqués. Le document en question peut être un courrier ou une déclaration de l'autorité qui octroie l'aide juridique dans l'État requérant attestant que le demandeur bénéficierait de l'assistance juridique dans cet État s'il la sollicitait, ou qu'il en a bénéficié dans l'État d'origine. Cette formulation a été insérée sur recommandation du Groupe de travail chargé des formulaires. Le Formulaire relatif à la situation financière, élaboré par le Groupe de travail chargé des formulaires mentionne le droit décrit au paragraphe 3 et pourrait, si nécessaire, être utilisé à l'appui d'une demande d'assistance juridique faite par le demandeur, mais il ne suffit pas en lui-même à établir le droit du demandeur à l'assistance juridique. Il convient de souligner que le contenu du formulaire est conforme aux exigences de la *Convention de La Haye du 25 octobre 1980 tendant à faciliter l'accès international à la justice* (ci-après la « Convention Accès à la justice de 1980 »).

314. La première phrase du paragraphe 3 ne s'applique pas aux demandes de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision alimentaire en vertu de l'article 10(1) a) ou (2) a), car les conditions relatives aux documents sont prescrites par l'article 25. En outre, la question du droit à l'assistance juridique ne devrait pas se poser dans le cadre d'une demande fondée sur l'article 10(1) a) ou (2) a). La procédure relative à une demande de reconnaissance et d'exécution est prescrite par l'article 23 et l'assistance juridique ne devrait pas être nécessaire à moins que la décision concernant la reconnaissance et l'exécution ne fassent l'objet d'une contestation ou d'un appel. Les documents exigés par l'article 25 sont les suivants : la décision ou un résumé de celle-ci ; un certificat attestant de son caractère exécutoire ; un document certifiant que le défendeur a été avisé de la procédure ou a eu la possibilité d'être entendu ; un état des arrérages ; s'il y a lieu, la preuve de l'ajustement automatique par indexation et la documentation relative à l'admissibilité du demandeur à l'assistance juridique gratuite. L'État requis ne peut exiger aucune autre information en ce qui concerne une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution d'une décision en matière d'aliments.

**Paragraphe 4 – Toute demande prévue à l'article 10 peut être présentée au moyen d'un formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.**

315. Les projets de formulaires établis par le Groupe de travail chargé des formulaires sont regroupés dans le Document préliminaire No 31-B de 2007<sup>115</sup>. L'élaboration des formulaires recommandés est mentionnée plus haut aux paragraphes 280 à 282. Les termes de l'article 11(4) sont extraits de l'article 13(3) de la Convention de 2005 sur les accords d'élection de for<sup>116</sup>. Les formulaires de demande seront mis à jour dans la perspective de leur adoption en tant que formulaires recommandés lors d'une future Commission spéciale<sup>117</sup>.

**Article 12 *Transmission, réception et traitement des demandes et des affaires par l'intermédiaire des Autorités centrales***

316. La conclusion de la Commission spéciale de 1999 suivant laquelle la Convention devrait constituer un progrès sur les instruments antérieurs et une garantie d'efficacité maximale a trouvé un large écho favorable lors des réunions suivantes. Des progrès peuvent notamment être réalisés en établissant une procédure de traitement des demandes claire, qui fixerait des délais pour des mesures particulières, en gardant à l'esprit les objectifs de procédure rapide, simple et économique qui sont ceux de la Convention. Le manque de clarté des procédures a été pointé comme l'une des principales préoccupations suscitées par les autres instruments, à régler par la Convention<sup>118</sup>. Une autre préoccupation majeure relative aux instruments existants concernait les délais de traitement des demandes de recouvrement des aliments et d'exécution des décisions. Les causes de ces délais sont décrites dans le Rapport Duncan<sup>119</sup>.

317. L'article 12 énonce les conditions élémentaires d'une gestion des dossiers efficace et économe et souligne l'obligation de rapidité à tous les stades de la procédure – « en temps utile » au paragraphe 5, « rapidement » au paragraphe 6, « rapides » au paragraphe 7 et « aussitôt » au paragraphe 8. Des délais sont introduits à l'article 12 pour réduire le temps de traitement : six semaines pour accuser réception de la demande et notifier les premières démarches (art. 12(3)) et trois mois pour un rapport sur l'état d'avancement (art. 12(4)).

318. La procédure et les délais de l'article 12 s'appliquent aux demandes et aux affaires soumises au chapitre III. Le terme « affaires » dans le titre de l'article 12 vise les demandes « en cours », ce qui ressort clairement du contexte dans lequel il est employé aux paragraphes 5 et 6. Il n'y a aucune obligation directe de traiter les requêtes de mesures spécifiques de l'article 7 de la même façon que les demandes relevant de l'article 10. Il appartiendra à chaque État contractant de déterminer si les requêtes et les demandes seront traitées de la même façon ou soumises aux mêmes délais.

**Paragraphe 1 – L'Autorité centrale de l'État requérant assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'examen de la demande.**

319. La mise en œuvre du paragraphe 1 s'appuiera sur les informations comprises dans les profils des États et sur les obligations instaurées par l'article 11(1) *g*) et par l'article 57 de transmettre des informations sur les lois et procédures de chaque pays pour connaître les informations et documents qu'il exigera. Bien entendu, d'autres informations pourront être exigées dans une affaire particulière et outre les informations auxquelles il est fait référence à l'article 11(2) *c*) et (3), l'article 12(3) permet lui aussi de solliciter des informations complémentaires à réception d'une demande.

320. Le caractère obligatoire de l'assistance à apporter par les Autorités centrales au paragraphe 1 est exprimé par le présent simple « assiste ». De manière générale, on

<sup>115</sup> *Op. cit.*, note 93.

<sup>116</sup> Convention Election de for de 2005. Voir aussi l'art. 5 de la Convention Accès à la justice de 1980.

<sup>117</sup> Acte final de la Vingt et unième session, partie C, Recommandation No 3.

<sup>118</sup> *Op. cit.*, note 11, au para. 36.

<sup>119</sup> *Ibid.*, para. 25-27.

pourrait dire que l'obligation est d'aider le demandeur à préparer la meilleure demande possible. Cette obligation peut consister à aider le demandeur à préparer ou réunir un dossier complet de demande, comprenant tous les documents et renseignements nécessaires ; s'informer des renseignements et documents exigés par l'État requis, soit en consultant les sources à disposition, soit en adressant une demande d'information à l'Autorité centrale requise. Cela ne signifie pas que l'Autorité centrale doit établir la demande à la place du demandeur. Cependant, le paragraphe 1 reconnaît qu'une Autorité centrale acquiert généralement une certaine expertise de la gestion des affaires internationales et des relations avec les autorités étrangères. Un demandeur qui n'a pas d'expérience dans ce domaine bénéficiera de cette expertise si l'Autorité centrale le conseille ou l'assiste dans l'établissement de la demande. Il sera également nécessaire d'appliquer les exigences linguistiques de la Convention (art. 44 et 45) aux documents indispensables qui accompagnent la demande.

321. Le paragraphe 1 s'inspire de l'article 6 de la Convention Accès à la justice de 1980.

**Paragraphe 2 – Après s'être assurée que la demande satisfait aux exigences de la Convention, l'Autorité centrale de l'État requérant la transmet, au nom du demandeur et avec son consentement, à l'Autorité centrale de l'État requis. La demande est accompagnée du formulaire de transmission prévu à l'annexe 1. Lorsque l'Autorité centrale de l'État requis le demande, l'Autorité centrale de l'État requérant fournit une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine des documents énumérés aux articles 16(3), 25(1) a), b) et d) et (3) b) et 30(3).**

322. L'emploi des termes « après s'être assurée » précise le moment auquel l'Autorité centrale doit envoyer la demande, à savoir lorsqu'elle s'est assurée de sa conformité, et lui donne la possibilité de refuser de transmettre la demande si elle n'est pas satisfaite de sa conformité à la Convention. La demande devrait contenir une déclaration attestant que la demande est transmise « au nom du demandeur et avec son consentement ».

323. La non-conformité aux exigences de la Convention est la seule base sur laquelle l'Autorité centrale requérante (expéditrice) peut refuser de transmettre la demande. Il a été envisagé d'insérer une disposition autorisant l'Autorité centrale requérante à refuser de transmettre une demande pour d'autres motifs. L'article 4(1) de la Convention de New York de 1956 contient une telle disposition, qui est formulée ainsi : « L'autorité expéditrice transmet le dossier à l'institution intermédiaire désignée par l'État du débiteur à moins qu'elle ne considère la demande comme téméraire ». La version antérieure de l'article 12(4) (Doc. prélim. No 13/2005<sup>120</sup>) et une autre proposition faite pendant la Commission spéciale prévoyaient qu'une demande qui n'était pas « fondée » n'avait pas à être acceptée par l'Autorité centrale requérante ou par l'Autorité centrale requise. Excepté sur la question de la conformité à la Convention, la possibilité de contrôle d'office (et de rejet ou de refus) par l'Autorité centrale n'a pas été soutenue (voir aussi l'explication de l'art. 12(8) et (9) ci-dessous). Il revient à l'Autorité centrale requise de déterminer si elle estime que les conditions requises de la Convention sont ou non remplies<sup>121</sup>.

324. L'article 12(2) vise la procédure administrative de vérification et d'évaluation de la conformité de la demande aux exigences de la Convention sur la base des informations et documents communiqués par le demandeur. La procédure juridique consistant à statuer définitivement sur la demande ne peut être engagée que lorsque les preuves du demandeur et du défendeur sont soumises à l'autorité compétente. Il est possible qu'au cours de la procédure juridique, il ressorte des preuves présentées que les obligations de la Convention ne sont pas satisfaites. Cette issue ne met pas en cause la procédure de vérification de l'Autorité centrale requérante ou de l'Autorité centrale requise, dont la décision d'accepter la demande ne doit reposer que sur les informations communiquées par une seule des parties. Pour des raisons juridiques, il peut être souhaitable d'inclure dans la demande une déclaration sur les conséquences d'une fausse déclaration, telle celle figurant à la fin du Formulaire relatif à la situation financière.

<sup>120</sup> *Op. cit.*, note 95.

<sup>121</sup> Voir Doc. prélim. No 36/2007, p. 25 (*op. cit.*, note 88).

325. Le Formulaire de transmission visé à l'article 12(2) est un formulaire obligatoire exposant les renseignements devant obligatoirement accompagner une demande et qu'il convient d'utiliser en guise de courrier de couverture, étant donné que les formulaires de demande ne sont pas obligatoires. Élaboré par le Groupe de travail chargé des formulaires, il est conçu pour accompagner toutes les demandes permises par la Convention.

326. La troisième phrase de l'article 12(2) vise les documents spécifiques qui, aux termes des articles 16(3), 25(1) et (3) et 30(3), doivent obligatoirement être fournis concernant, respectivement, la déclaration de ressources de l'enfant, une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision, un résumé de la décision, ou une demande de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments. En outre, elle reprend en partie l'article 25(2) selon lequel une copie certifiée conforme du document concerné doit être fournie promptement à l'État requis.

**Paragraphe 3 – Dans un délai de six semaines à compter de la date de réception de la demande, l'Autorité centrale requise en accuse réception au moyen du formulaire prévu à l'annexe 2, avise l'Autorité centrale de l'État requérant des premières démarches qui ont été ou qui seront entreprises pour traiter la demande et sollicite tout document ou toute information supplémentaire qu'elle estime nécessaire. Dans ce même délai de six semaines, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante des nom et coordonnées de la personne ou du service chargé de répondre aux questions relatives à l'état d'avancement de la demande.**

327. La nécessité de délais clairs a été évoquée plus haut aux paragraphes 317 et 318. Afin d'éviter de surcharger l'Autorité centrale requise, il a été considéré qu'un délai de six semaines suffirait pour accuser réception de la demande et traiter les autres aspects visés au paragraphe 3. Ces six semaines sont un compromis entre le délai le plus court et le délai le plus long envisagés. Dans un délai de six semaines suivant la réception de la demande, l'Autorité centrale requise doit prendre les mesures suivantes : accuser réception, aviser des premières démarches entreprises, solliciter d'autres informations ou documents et communiquer le nom et les coordonnées de la personne ou du service chargé de l'affaire. Il a été considéré que l'envoi d'une seule communication (courrier électronique, télécopie ou courrier) accusant réception, décrivant les premières démarches engagées ou à engager et sollicitant, si nécessaire, des informations ou documents complémentaires éviterait des pertes de temps aux Autorités centrales. Cependant, le cas échéant, l'Autorité centrale requise peut aussi demander d'autres informations ou documents à un stade ultérieur (voir aussi para. 346).

328. Le Formulaire d'accusé de réception est un formulaire obligatoire adopté par la Session diplomatique et contenu à l'annexe 2 de la Convention. Il a été établi par le Groupe de travail chargé des formulaires. Il est conçu pour accuser réception de la demande dans un délai de six semaines suivant la réception. Simultanément ou postérieurement à l'envoi de l'accusé de réception, mais toujours dans un délai de six semaines après la réception, l'Autorité centrale requise doit également informer l'Autorité centrale requérante des premières démarches qui ont été ou seront engagées et des coordonnées de la personne ou du service chargé de la demande. L'Autorité centrale requise peut profiter de cette étape « d'information » pour solliciter des informations ou documents complémentaires. Le paragraphe 3 envisage au moins une, voire deux communications de l'Autorité centrale requise dans un délai de six semaines suivant réception de la demande. Cependant, l'obligation pesant sur l'Autorité centrale ne serait pas satisfaite si un accusé de réception n'était suivi d'aucun autre envoi dans ce délai de six semaines.

329. Plusieurs Autorités centrales ne communiquent pas le nom et l'adresse de la personne chargée d'instruire la demande et, dans ce cas, il suffit d'indiquer le service responsable ou un numéro de téléphone.

330. Le Formulaire d'accusé de réception est destiné à simplifier et à accélérer la procédure instaurée au paragraphe 3. Il peut être utilisé conjointement avec le formulaire de Rapport sur l'état d'avancement pour rendre compte de l'avancement d'une

demande. Le Rapport sur l'état d'avancement est adapté à chaque type de demande. Ces formulaires sont conçus de façon à minimiser la charge de travail de l'Autorité centrale. Après avoir indiqué les renseignements élémentaires – coordonnées de l'Autorité centrale et référence de l'affaire – il suffit de cocher les démarches engagées ou à engager dans la liste proposée.

**Paragraphe 4 – Dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception, l'Autorité centrale requise informe l'Autorité centrale requérante de l'état de la demande.**

331. Le paragraphe 4 garantit qu'il y aura une communication dans un délai de trois mois suivant l'accusé de réception pour informer de l'état d'avancement de l'affaire. À l'issue des trois premiers mois, d'autres communications seront habituellement nécessaires, selon les développements, pour expliquer de façon plus détaillée les autres mesures prises ou informer des résultats obtenus jusque-là. Ces communications garantiront le respect des paragraphes 4 et 5.

332. Le fonctionnement conjugué des paragraphes 3 et 4 sert de contrôle qualité garantissant que les premières démarches ont été engagées et que l'affaire est en cours d'instruction. Le respect des deux délais constituera une avancée significative du point de vue de l'efficacité de la coopération.

333. Le Rapport sur l'état d'avancement peut être établi sur le formulaire<sup>122</sup> préparé à cette fin par le Groupe de travail chargé des formulaires. Comme le Formulaire d'accusé de réception, il est conçu pour une efficacité maximale avec un minimum de travail de la part de l'Autorité centrale. Il fera l'objet de discussions lors d'une future Commission spéciale conformément à la Recommandation No 3 de l'Acte final de la Vingt et unième session.

**Paragraphe 5 – Les Autorités centrales requérante et requise s'informent mutuellement :**

334. Le paragraphe 5 impose aux Autorités centrales requises et requérantes des obligations minimales directes de coopération pour chaque affaire.

**Alinéa a) – de l'identité de la personne ou du service responsable d'une affaire particulière ;**

335. Les experts ont reconnu qu'étant donné le grand nombre d'affaires qui seront probablement traitées et des délais de résolution souvent longs, des changements de personnel au sein des Autorités centrales sont inévitables. Afin de préserver la continuité et d'empêcher qu'une affaire soit négligée, il a été jugé important de transmettre les coordonnées de la personne ou du service responsable de chaque dossier. Cette obligation de l'alinéa a) impose d'actualiser les coordonnées après leur communication au début de la procédure, conformément aux exigences de l'article 11(1) h) (Autorité centrale requérante) et de l'article 12(3) (Autorité centrale requise).

336. Dans certains pays, un service, et non une personne, est chargé d'une affaire et seules les coordonnées du service sont communiquées. Dans d'autres, une personne a la responsabilité d'une affaire de bout en bout. Il appartient à chaque Autorité centrale de décider des coordonnées à communiquer.

337. L'obligation imposée par cette disposition sera aisément remplie en établissant régulièrement des rapports sur l'état d'avancement au moyen du formulaire préparé à cette fin et en veillant à amender s'il y a lieu les coordonnées figurant sur le formulaire.

**Alinéa b) – de l'état d'avancement de l'affaire,**

338. Les affaires d'aliments se caractérisent par leur fréquente lenteur et par l'irrégularité et la rareté des rapports d'avancement. Il y a une réticence compréhensible des Autorités centrales requises à envoyer des rapports n'indiquant aucun avancement et à recevoir de trop fréquentes demandes d'informations sur l'état d'avancement. Un compromis est nécessaire entre « le besoin de savoir » du demandeur et de l'Autorité centrale requérante et « la capacité à fournir » des informations sur l'avancement du

<sup>122</sup> Doc. pré-l. No 31-B/2007 (*op. cit.*, note 93), annexes A à D.

dossier de l'Autorité centrale requise. Après l'accusé de réception et un premier rapport dans les six semaines suivant la réception, et le rapport de suivi dans les trois mois qui suivent l'accusé de réception, une obligation continue d'information sur l'état d'avancement demeure, comme le souligne l'alinéa *b*). Le Formulaire sur l'état d'avancement est un moyen rapide pour les Autorités centrales de se tenir mutuellement informées.

**et répondent en temps utile aux demandes de renseignements.**

339. L'obligation de répondre en temps utile aux demandes de renseignements est un des aspects de l'obligation de coopération visée à l'article 5 *a*) qui est lié à l'objet de la Convention mentionné à l'article premier, alinéa *a*) et dans le Préambule. Le besoin de procédures et de réponses rapides est relaté plus haut, aux paragraphes 327 et 328.

**Paragraphe 6 – Les Autorités centrales traitent une affaire aussi rapidement qu'un examen adéquat de son contenu le permet.**

340. Le paragraphe 6 met l'accent sur la rapidité, mais pas aux dépens d'un examen approprié des questions en jeu. Cet « examen adéquat [du] contenu » peut être affecté par divers aspects, notamment la complexité juridique de l'affaire, la disponibilité de personnel qualifié pour évaluer l'affaire, la capacité à localiser le débiteur, le délai dans lequel l'Autorité centrale requérante peut transmettre les renseignements complémentaires demandés par l'Autorité centrale requise.

341. La Convention vise à régler les « problèmes chroniques de retard dans le traitement des demandes » et les raisons de ces retards évoqués dans le Rapport Duncan. Ce rapport note aussi l'existence d'un consensus universel sur l'idée « qu'instaurer un système de traitement des demandes plus rapide et plus réactif doit être un objectif essentiel du nouvel instrument »<sup>123</sup>. Toutes les dispositions de l'article 12 visent cet objectif.

**Paragraphe 7 – Les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides et efficaces dont elles disposent.**

342. Le paragraphe 7 met lui aussi l'accent sur la rapidité et l'efficacité, mais l'expression « dont elles disposent » reconnaît que les Autorités centrales n'ont pas toutes le même niveau de ressources et de matériel. De nombreuses Autorités centrales s'échangent des rapports d'avancement et des demandes d'informations informels par courrier électronique. C'est indéniablement l'outil de communication le plus rapide et le plus économique. Des communications plus formelles peuvent exiger d'autres modes d'expédition. Certains documents originaux ou copies certifiées conformes devront peut-être être adressés par courrier postal si une version électronique n'est pas acceptable ou est impossible. Les Autorités centrales doivent choisir le mode de communication ou d'envoi de documents le plus rapide, en gardant à l'esprit la nature des documents ou de la communication, la date limite de réception et la distance.

**Paragraphe 8 – Une Autorité centrale requise ne peut refuser de traiter une demande que s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies. Dans ce cas, cette Autorité centrale informe aussitôt l'Autorité centrale requérante des motifs de son refus.**

343. Le paragraphe 8 s'inspire de l'article 27 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980.

344. Les Autorités centrales requérante et requise ont, respectivement aux termes des paragraphes 2 et 8, la possibilité de refuser une demande si elles la jugent non conforme aux exigences de la Convention. Toutefois, le paragraphe 8, qui s'applique à l'Autorité centrale requise, emploie un langage plus restrictif que le paragraphe 2, qui s'applique à l'Autorité centrale requérante. Dans le paragraphe 8, l'inexécution des obligations par le demandeur doit être « manifeste », autrement dit, évidente d'après les documents reçus, tandis qu'il suffit à l'Autorité centrale requérante d'être « satisfaite » au paragraphe 2. L'établissement d'un cadre plus restrictif à l'égard de l'Autorité centrale requise est

<sup>123</sup> Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 50.

justifié car la demande aura déjà fait l'objet d'un contrôle par l'Autorité centrale requérante, tenue de s'assurer de sa conformité à la Convention.

345. L'examen impliqué par l'expression « manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies » couvre le cas où le demandeur abuse de la procédure instaurée par la Convention. Par exemple, une Autorité centrale requise serait en droit de refuser de traiter une demande lorsqu'une demande antérieure présentée par la même partie à l'égard du même débiteur a déjà été traitée et a échoué pour un motif déterminé ; une demande subséquente fondée sur les mêmes motifs sans changement de situation pourrait valablement être refusée. En revanche, il est certain que les experts n'ont pas souhaité maintenir l'examen visant à permettre de refuser une demande jugée sans fondement<sup>124</sup>. Cela aurait donné à l'Autorité centrale requise un pouvoir d'appréciation plus large pour refuser une demande dans certaines hypothèses. Il revient à l'Autorité centrale requise de déterminer s'il est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies.

346. Il est toujours loisible à l'Autorité centrale requise, si elle n'est pas satisfaite, de demander des informations complémentaires si cela s'avère nécessaire pour établir la conformité de la demande aux exigences de la Convention. Elle devra préciser à l'État requérant en quoi la demande est jugée irrégulière ou incomplète afin que les problèmes puissent être corrigés. Même lorsque des incertitudes demeurent quant à la conformité de la demande aux exigences de la Convention, il est préférable que l'Autorité centrale pêche par excès de prudence et, en tout état de cause, qu'elle ne prenne aucune décision qu'il conviendrait de laisser à l'autorité statuant sur la demande.

347. Dans la seconde phrase du paragraphe 8, l'Autorité centrale requise doit informer l'Autorité centrale requérante des motifs de son refus de recevoir la demande. L'Autorité centrale requise n'est pas tenue d'informer le demandeur car l'article 9 indique clairement qu'un demandeur dans un État requérant ne peut présenter directement une demande en vertu du chapitre III à l'Autorité centrale de l'État requis. Des communications directes entre l'Autorité centrale requise et le demandeur peuvent s'avérer nécessaires dans des situations exceptionnelles et la Convention ne les interdit pas (voir aussi l'explication relative aux coordonnées, sous l'art. 11(1) *b*), *supra*, para. 290).

348. L'emploi du terme « aussitôt » dans la seconde phrase du paragraphe 8 impose à l'Autorité centrale requise d'informer l'Autorité centrale requérante au plus vite de ses motifs de refus.

**Paragraphe 9 – L'Autorité centrale requise ne peut rejeter une demande au seul motif que des documents ou des informations supplémentaires sont nécessaires. Toutefois, l'Autorité centrale requise peut demander à l'Autorité centrale requérante de fournir ces documents ou ces informations supplémentaires. À défaut de les fournir dans un délai de trois mois ou dans un délai plus long spécifié par l'Autorité centrale requise, cette dernière peut décider de cesser de traiter la demande. Dans ce cas, elle en informe l'Autorité centrale requérante.**

349. L'objet du paragraphe 9 est de garantir que l'Autorité centrale requise traite équitablement une demande incomplète sans être en même temps placée dans une situation difficile par une Autorité centrale requérante ou un demandeur qui ne répond pas. Il incombe à l'Autorité centrale requérante de fournir les informations ou documents nécessaires et il n'est pas nécessaire de laisser ouverts les dossiers inactifs si ces informations ou documents ne sont pas produits.

350. Si les documents ou informations ne sont pas produits dans le délai de trois mois à compter de date de la demande de documents ou d'informations, ou dans un délai plus long spécifié par l'Autorité centrale requise, l'Autorité centrale requise n'est pas tenue de poursuivre le traitement de la demande. Cela étant, les termes « peut décider » lui laissent une marge d'appréciation : si elle est disposée à attendre les documents ou

<sup>124</sup> Cependant, l'art. 15(2) prévoit qu'un État peut refuser l'octroi d'une assistance juridique gratuite si la demande ou l'appel est manifestement mal fondé.

informations plus de trois mois, elle peut le faire. Le traitement de la demande peut être suspendu jusqu'à réception des documents ou informations. On peut raisonnablement penser que l'Autorité centrale requise accepterait de prolonger le délai si l'Autorité centrale requérante répond qu'elle n'est pas en mesure de respecter le délai de trois mois mais fournira les documents ou informations après ce délai.

### **Article 13 Moyens de communication**

**Toute demande présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales des États contractants, conformément à ce chapitre, et tout document ou information qui y est annexé ou fourni par une Autorité centrale ne peuvent être contestés par le défendeur uniquement en raison du support ou des moyens de communication utilisés entre les Autorités centrales concernées.**

351. L'article 13 a été rédigé pour permettre à la Convention de progressivement fonctionner dans un environnement neutre quant au support. Cependant, au moment des négociations, les États contractants n'autorisaient pas tous l'utilisation de documents transmis par la voie électronique. Il faut comprendre que cette disposition doit se lire en combinaison avec l'article 12(7), qui prévoit que « les Autorités centrales utilisent entre elles les moyens de communication les plus rapides et efficaces dont elles disposent ».

352. Cette disposition permettrait que l'ensemble des demandes et des documents et informations afférents transmis par l'Autorité centrale de l'État requérant par des procédés électroniques puissent être utilisés, lorsque les lois et procédures internes l'autorisent, devant les tribunaux et les autorités administratives des États contractants, indépendamment du support ou du moyen de communication utilisé. On notera que les termes « par le défendeur » ont été ajoutés dans le texte de l'article 13 afin de préciser qu'il est fait interdiction au seul défendeur de contester le document au seul motif de son mode de transmission, et qu'une autorité compétente peut toujours demander une copie certifiée des documents soumis, conformément à l'article 25(2). Toutefois, les règles probatoires internes resteraient applicables en ce qui concerne le fond des documents et informations.

353. L'expression « entre les Autorités centrales concernées » désigne les Autorités centrales de l'État requis et de l'État requérant, et non les Autorités centrales au sein d'un État fédéral. Elle a été ajoutée pour qu'il soit clair que la Convention ne tente pas de réguler les moyens de communication entre une Autorité centrale et d'autres autorités au sein d'un même État.

354. Le Document préliminaire No 26 de janvier 2007<sup>125</sup> donne un exemple du fonctionnement de cette disposition. Il faut noter qu'à l'époque des négociations, très peu d'autorités judiciaires ou administratives délivraient ou acceptaient les documents électroniques répondant aux critères d'intégrité, d'irrévocabilité et d'identification (authentification) garantissant la sécurité des transmissions électroniques.

355. Le langage de l'article 13 est emprunté à l'article 30 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et a été inséré à la demande de la Commission spéciale.

### **Article 14 Accès effectif aux procédures**

356. Le droit à un accès effectif aux services et procédures est un principe fondamental de la Convention. Les procédures visées à l'article 14 peuvent être administratives ou judiciaires.

357. La justification de l'accès effectif aux procédures, et les avantages que celui-ci peut apporter, ont été clairement énoncés dans le Rapport sur les « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille » :

---

<sup>125</sup> *Op. cit.*, note 33.

- « – Les demandeurs d'aliments ont généralement très peu de ressources, et des obstacles financiers même mineurs peuvent les dissuader d'utiliser des possibilités prévues par la nouvelle Convention. Les coûts à la charge du demandeur ne devraient pas être de nature à empêcher le recours ou l'accès effectif aux services et procédures prévues par la Convention.
- Cependant, pour que la Convention suscite l'adhésion d'un large éventail de Parties contractantes, les charges financières qu'elle leur fait encourir ne devraient pas être considérées comme excessives. Cela ne signifie pas que les services fournis au titre de la Convention n'auront aucun coût pour les Parties contractantes, mais plutôt que les coûts des services rendus ne devraient pas être disproportionnés par rapport aux avantages qu'apporteraient le versement d'aliments à un plus grand nombre d'enfants et à d'autres membres dépendants de la famille et la réduction des budgets d'aide sociale qui en découlerait. »<sup>126</sup>

358. « L'accès effectif aux procédures » implique qu'une personne qui sollicite une assistance au titre de cette Convention a la possibilité, avec l'aide des autorités de l'État requis, de soumettre son cas de la manière la plus exhaustive et la plus efficace possible aux autorités compétentes de l'État requis. Il implique en outre que le manque de moyens ne doit pas être un obstacle.

359. L'obligation de s'assurer que l'accès aux procédures est équivalent dans les différents pays, s'applique indépendamment de la nature judiciaire ou administrative des systèmes relatifs aux aliments destinés aux enfants. La démarche peut différer d'un système à l'autre, mais les résultats doivent être équivalents. Ainsi, l'accès effectif à certaines procédures administratives peut être garanti sans obligation de représentation légale ou même de comparution (procédure rapide, efficace et économique), tandis que dans les procédures judiciaires, l'État peut avoir à prendre en charge les coûts de la représentation en justice et du conseil juridique (l'État apporte une assistance dans le cadre d'un système plus complexe). Les besoins particuliers des demandeurs étrangers, tels que les problèmes liés à la distance et à la langue, doivent être également pris en compte.

360. La Convention prévoit des normes minimales pour garantir « l'accès effectif aux procédures ». Les États contractants sont toujours encouragés à fournir s'ils le peuvent des services de niveau plus élevé.

361. Les dispositions particulières au travers desquelles le principe général de l'accès effectif aux procédures devait être explicité, et plus particulièrement celles concernant l'assistance juridique gratuite, sont demeurées source de désaccord jusqu'à la toute fin des négociations. Un consensus général s'était d'ores et déjà dégagé visant à reconnaître qu'un traitement favorable devait être accordé aux demandes d'aliments destinés aux enfants. De même, il était convenu qu'il ne devrait pas y avoir d'obligation de fournir une assistance juridique gratuite lorsque des procédures simples sont disponibles et permettent à un demandeur d'agir sans qu'une assistance juridique lui soit nécessaire. Cependant, pour les cas où une assistance juridique s'avère requise, plusieurs États demeuraient réticents à admettre une exigence de fournir des services juridiques gratuits trop large. Plusieurs arguments ont été avancés pour expliquer ces réticences. Certains États ont argué que la fourniture d'une assistance juridique gratuite dans les affaires internationales serait source d'une discrimination inacceptable entre les demandeurs locaux et des demandeurs internationaux. Certains estimaient qu'une exigence de services juridiques gratuits trop large serait trop onéreuse. D'autres souhaitaient éviter de souscrire à une obligation de fournir des services juridiques gratuits à des demandeurs fortunés. En outre, des inquiétudes ont été exprimées concernant l'application du principe de services juridiques gratuits aux demandes des organismes publics ou des débiteurs.

362. Concernant la question du traitement plus favorable des demandeurs étrangers, un expert de la Communauté européenne a remarqué que dans l'Union européenne, le traitement égalitaire des demandes est de principe. Cependant, un traitement plus

<sup>126</sup> Doc. pré-l. No 10/2004, para. 39 et 40 (*op. cit.*, note 85). Voir aussi le para. 3.

favorable des demandeurs étrangers peut se justifier dans les affaires transfrontières, compte tenu des difficultés plus grandes et des coûts plus importants auxquels les plaideurs transfrontières sont confrontés<sup>127</sup>.

363. Les demandes des organismes publics sont limitées à la reconnaissance et l'exécution d'une décision ou l'obtention d'une décision en vertu de l'article 20(4) lorsque la reconnaissance est refusée<sup>128</sup>. Aussi, un traitement différent des autres créanciers ne se justifie pas et les organismes publics pourront bénéficier de l'assistance juridique gratuite dans toutes ces affaires de reconnaissance et d'exécution.

364. Le point de vue qui l'a emporté lors de la Session diplomatique préférait réserver un traitement plus favorable au créancier qu'au débiteur. La raison en était que le créancier est généralement la partie plus faible. En outre, le débiteur recevait déjà un traitement équivalent en vertu des articles 14 et 17, et un débiteur en difficulté pourrait recevoir l'assistance juridique gratuite en vertu de l'article 17 a), alors qu'une assistance juridique gratuite totale risquerait d'encourager les débiteurs à engager des procédures de modifications.

365. Le principal argument avancé en faveur d'un traitement des débiteurs équivalent à celui des créanciers était le manque d'équité à l'égard de débiteurs qui sont pourtant confrontés aux mêmes obstacles inhérents aux litiges transfrontières que les créanciers. L'incapacité (ou la capacité limitée) du débiteur à faire modifier une décision dans son propre État (art. 18), ajoutée à l'absence d'assistance dans l'État requis (art. 15(1)), place le débiteur dans une situation difficile et risque de conduire à une suspension d'exécution si le débiteur ne peut pas payer. L'utilisation de la règle « manifestement mal fondée » de l'article 15(2) limitera les abus de la Convention par le débiteur. En outre, des discriminations pourraient engendrer un manque de confiance à l'égard de la Convention parmi le public et le monde judiciaire.

366. Une semaine après le début des négociations de la Session diplomatique, les questions particulièrement complexes liées à la règle de l'accès effectif aux procédures n'étaient toujours pas résolues. Un Groupe de travail a donc été constitué pour aider à trouver un compromis. Le Groupe de travail était présidé par Mme Danièle Ménard (Canada) et était composé des délégations suivantes : l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Communauté européenne, les États-Unis d'Amérique, la France, Israël, le Japon, le Royaume-Uni, la Fédération de Russie et la Suisse. Le Bureau Permanent, les Rapporteurs et le président du Comité de rédaction ont également participé à ce groupe<sup>129</sup>. Le Groupe de travail s'est réuni sept fois et ses propositions ont aidé à rédiger les articles 14 à 17.

367. L'intérêt commun poursuivi lors de la Session diplomatique était d'élaborer une Convention qui fonctionnerait parfaitement et qui bénéficierait au plus grand nombre d'enfants possibles. Le compromis obtenu concernant l'accès effectif aux procédures (art. 14 à 17) est particulièrement remarquable, notamment en ce qui concerne la gratuité des services pour la majorité des enfants. Il a été rappelé qu'il s'agissait, en effet, d'une immense avancée par rapport à la situation de 1999, si l'on considère qu'il avait alors été estimé qu'il ne serait plus possible de progresser à l'égard des instruments existants<sup>130</sup>.

**Paragraphe 1 – L'État requis assure aux demandeurs un accès effectif aux procédures, y compris les procédures d'exécution et d'appel, qui découlent des demandes prévues à ce chapitre.**

368. Le paragraphe 1 impose à l'État contractant d'assurer qu'un demandeur ayant fait une demande entrant dans les catégories visées à l'article 10(1) ou (2) a effectivement accès aux procédures de l'État requis susceptibles d'entrer en jeu dans le cadre de la demande en question. Le terme « demandeur » peut par conséquent comprendre un créancier, un débiteur ou un organisme public. Les procédures en question peuvent être administratives ou judiciaires et couvrent aussi les procédures d'appel. Elles comprennent

<sup>127</sup> Voir Procès-verbal No 1, para. 18.

<sup>128</sup> Voir Procès-verbal No 4, para. 45.

<sup>129</sup> *Ibid.*, para. 29.

<sup>130</sup> Voir Procès-verbal No 15, para. 46.

toutes les procédures distinctes qui peuvent être nécessaires au stade de l'exécution ou pour un appel.

369. La mise en œuvre de l'article 14 est étroitement liée à l'article 6(1) *b*), qui fait obligation à l'Autorité centrale d'introduire ou de faciliter l'introduction de procédures, et à l'article 6(2) *a*), aux termes duquel l'Autorité centrale peut, si les circonstances l'exigent, être tenue d'accorder ou de faciliter l'octroi d'une assistance juridique. La manière dont chaque État contractant entend remplir ses obligations au titre des articles 6 et 14(1) doit être expliquée conformément à l'article 57(1) *b*) et *c*). Cette information peut être également portée dans le formulaire de Profil de l'État, mentionné à l'article 57(2).

**Paragraphe 2 – Pour assurer un tel accès effectif, l'État requis fournit une assistance juridique gratuite conformément aux articles 14 à 17, à moins que le paragraphe 3 ne s'applique.**

370. Le paragraphe 2 confirme sans ambiguïté comment l'accès effectif aux procédures visé au paragraphe 1 doit être assuré : l'État contractant « fournit une assistance juridique gratuite ». Une exception spécifique est prévue au paragraphe 3 pour les procédures simplifiées et d'autres conditions régissent l'octroi d'une assistance juridique gratuite à l'article 14(4) et (5) ainsi qu'aux articles 15 et 17.

371. L'article 3 définit l'expression « assistance juridique » comme « l'assistance nécessaire pour permettre aux demandeurs de faire valoir leurs droits et pour garantir que leurs demandes seront traitées de façon complète et efficace dans l'État requis » et comprend l'assistance telle que le conseil juridique, l'assistance dans le cadre d'une affaire portée devant une autorité, la représentation en justice et l'exonération des frais de procédure. Un ou plusieurs des éléments couverts par cette définition peuvent s'appliquer dans une même affaire. L'expression « assistance juridique » est également expliquée et analysée aux paragraphes 126 à 134 de ce Rapport dans le contexte de l'article 6(2) *a*). L'explication de « l'assistance juridique » aux paragraphes 1 et 2 doit donc être rapprochée de celle qui est donnée pour l'article 6(2) *a*).

372. Comme l'indique clairement la définition de « l'assistance juridique » de l'article 3 *c*), l'octroi d'une « assistance juridique gratuite » est censé, s'il y a lieu, comprendre le conseil juridique et la représentation en justice. Il ne peut y avoir de véritable accès effectif aux procédures si l'un ou l'autre est nécessaire et n'est pas octroyé. Mais si le conseil juridique ou la représentation en justice ne sont pas octroyés gratuitement dans l'État requis, une assistance gratuite doit être apportée au demandeur afin de lui permettre de solliciter l'aide juridique ou une assistance financière d'une autre nature qui lui donnera accès aux procédures nécessaires (voir art. 14(4)).

373. Le conseil juridique est un élément important de l'assistance juridique. Il peut être nécessaire pour déterminer si une demande a des chances d'aboutir et quelle autre assistance ou représentation éventuelle est nécessaire. Le conseil pourrait indiquer que l'assistance juridique ou la représentation en justice n'est pas nécessaire ou qu'une aide juridique sera disponible pour obtenir une représentation indépendante en justice. Le fait de ne pas offrir de conseil juridique en premier lieu peut être constitutif d'un déni d'accès à la justice.

**Paragraphe 3 – L'État requis n'est pas tenu de fournir une telle assistance juridique gratuite si, et dans la mesure où, les procédures de cet État permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'une telle assistance et que l'Autorité centrale fournit gratuitement les services nécessaires.**

374. Le paragraphe 1 énonce le principe général et dominant de l'obligation faite aux États contractants d'assurer l'accès effectif aux procédures. Le paragraphe 2 confirme que l'accès effectif aux procédures signifie l'assistance juridique gratuite et impose certaines conditions. Le paragraphe 3 fait référence à un État requis où les procédures sont simplifiées et où l'obligation d'assurer un accès effectif n'impose pas toujours l'octroi d'une assistance juridique gratuite.

375. Le paragraphe 3 clarifie qu'il n'est pas indispensable pour un État d'assurer une assistance juridique gratuite lorsque ses procédures « permettent au demandeur d'agir sans avoir besoin d'une telle assistance ». Les procédures simplifiées des régimes administratifs prévues dans certains pays répondent à cette description. En règle générale, les systèmes administratifs sont en mesure de rendre une décision alimentaire exécutoire sans représentation juridique et sans comparution du demandeur. Toutefois, si une décision administrative doit faire l'objet d'un appel devant un tribunal, les procédures simplifiées ne pourront plus être utilisées et il est très probable qu'une assistance juridique ou une représentation en justice seraient nécessaires ; l'obligation visée au paragraphe 1 s'appliquerait alors. Le paragraphe 1 vise spécifiquement l'assistance juridique pour les procédures d'exécution et d'appel.

376. La deuxième condition de mise en jeu de cette disposition est que l'Autorité centrale fournisse les services gratuits nécessaires pour « permett[re] au demandeur d'agir » sans assistance juridique. Cela signifie que l'Autorité centrale requise doit octroyer une assistance ou un conseil gratuit pour aider le demandeur potentiel à poursuivre sa demande de recouvrement des aliments.

**Paragraphe 4 – Les conditions d'accès à l'assistance juridique gratuite ne doivent pas être plus restrictives que celles fixées dans les affaires internes équivalentes.**

377. Le paragraphe 4 est destiné à prévenir les discriminations à l'égard des demandeurs étrangers. Si une assistance juridique gratuite (y compris le conseil juridique ou la représentation en justice) est offerte aux demandeurs dans les affaires internes, elle doit l'être aussi dans les affaires internationales aux mêmes conditions ou à des conditions équivalentes. La règle s'applique de manière égale aux débiteurs et aux créanciers.

**Paragraphe 5 – Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé pour garantir le paiement des frais et dépens dans les procédures introduites en vertu de la Convention.**

378. Le paragraphe 5 protège le demandeur de toute obligation de verser un montant en numéraire qui pourrait être exigé par l'Autorité centrale ou l'État requis à titre de caution ou de dépôt en garantie du paiement des frais ou dépens relatifs aux procédures judiciaires. L'objet de la disposition est de garantir qu'aucun obstacle financier n'empêchera ni ne dissuadera le demandeur d'introduire une procédure en vertu de la Convention.

379. Cette disposition, qui était à l'origine limitée au créancier, s'inspire de dispositions similaires de l'article 9 de la Convention de New York de 1956 et de l'article 16 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), bien que dans ces Conventions, lesdites dispositions ne se limitent pas aux procédures introduites par un créancier. Lors de la Session diplomatique, il a été convenu que les avantages contenus dans cette disposition ne devraient pas être limités aux seuls créanciers mais devrait être étendus aux autres demandeurs.

380. La question de la prise en charge des coûts au cas où le demandeur perd son procès est réglée à l'article 43(2), qui autorise le recouvrement des coûts auprès de la partie qui succombe.

**Article 15      *Assistance juridique gratuite pour les demandes d'aliments destinés aux enfants***

**Paragraphe 1 – L'État requis fournit une assistance juridique gratuite pour toute demande relative aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers une personne âgée de moins de 21 ans présentées par un créancier en vertu de ce chapitre.**

381. Le paragraphe 1 fixe une règle générale selon laquelle une assistance juridique gratuite doit être assurée à l'égard de toute demande relative à des aliments présentée par un créancier en vertu du chapitre III. Conformément à la disposition relative au champ d'application (art. 2(1)), cette obligation ne s'applique qu'à l'égard d'une

« personne » âgée de moins de 21 ans et seulement aux obligations alimentaires envers un enfant qui découlent d'une relation parent-enfant. Le terme « personne » a été préféré à « enfant » afin de refléter la terminologie utilisée au paragraphe 2.

382. L'obligation d'assurer une assistance juridique gratuite dans les affaires d'aliments destinés aux enfants est plus forte que dans les autres affaires en ce qu'aucun examen des ressources ni examen du bien-fondé de l'affaire n'est autorisé.

383. Cependant, la Convention privilégie le créancier. Si le débiteur est assuré de l'accès effectif des procédures, il ne bénéficie pas de façon systématique de l'assistance juridique gratuite, contrairement au créancier en vertu de l'article 15(1). En effet, le débiteur qui demande l'octroi de l'assistance juridique gratuite peut être soumis à un examen de ses ressources et du bien-fondé de l'affaire dans l'État requis, conformément à l'article 17.

384. La règle générale de l'article 15(1) ne s'appliquera pas aux demandes directes relatives aux aliments destinés aux enfants, car elles ne relèvent pas du chapitre III. Les autres exceptions à la règle sont énoncées à l'article 15(2), mais dans la plupart des cas, il est peu probable qu'elles aient une influence. La Session diplomatique a décidé que l'article 15(1) devrait s'appliquer aux seules demandes présentées par les créanciers, y compris les organismes publics<sup>131</sup>. Par conséquent, la disposition ne s'appliquera pas aux demandes présentées par les débiteurs étant donné que des préoccupations avaient été exprimées quant à la possibilité qu'un débiteur bénéficie d'une assistance juridique gratuite pour réduire son obligation alimentaire envers un enfant en présentant une demande de modification en vertu de l'article 10(2). D'un autre côté, le principe d'une aide équitable aux débiteurs et aux créanciers a recueilli un large soutien. Un débiteur dont la situation a changé et qui n'a plus les moyens de maintenir le montant initial de la pension alimentaire est fondé à solliciter une réduction de l'obligation alimentaire envers son enfant et à éviter les conséquences d'une accumulation d'arrérages. Néanmoins, la Session a finalement accepté qu'une différence de traitement soit établie entre les créanciers et les débiteurs dans les affaires d'aliments destinés aux enfants.

385. Il est important de souligner que l'établissement de la filiation (y compris par les tests génétiques le cas échéant) relève de l'assistance juridique qui doit être fournie gratuitement dans les affaires d'aliments destinés aux enfants, sous réserve de quelques exceptions (voir art. 15(2)).

**Paragraphe 2 – Nonobstant le paragraphe premier, l'État requis peut, en ce qui a trait aux demandes autres que celles prévues à l'article 10(1) a) et b) et aux affaires couvertes par l'article 20(4), refuser l'octroi d'une assistance juridique gratuite s'il considère que la demande, ou quelque appel que ce soit, est manifestement mal fondée.**

386. Le paragraphe 2 pose une exception limitée à la règle générale du paragraphe 1. Le paragraphe 2 s'applique aux demandes d'obtention ou de modification d'une décision ou aux appels découlant de telles demandes. Il ne s'applique ni à une demande présentée par un créancier en vue de la reconnaissance et de l'exécution ou en vue de l'exécution d'une décision relative à une obligation alimentaire envers un enfant, ni à la procédure d'obtention d'une décision suite à un refus de reconnaissance aux conditions visées à l'article 20(4).

387. L'exception du paragraphe 2 est nécessaire pour exonérer les Autorités centrales et les autorités compétentes de l'État requis de la charge et des frais du traitement de ces demandes « manifestement mal fondées ». La Convention permet une nouvelle appréciation du caractère manifestement mal fondé de la demande au stade de l'appel.

388. Le paragraphe 2 doit être rapproché de l'article 12(8) selon lequel une Autorité centrale requise peut refuser de traiter une demande lorsqu'il « est manifeste que les conditions requises par la Convention ne sont pas remplies ». Si les conditions requises par la Convention sont remplies, la demande doit être acceptée. Cependant, l'article 15(2) confère à l'État requis une certaine discrétion. Si l'État requis est obligé d'accepter une demande d'aliments destinés à un enfant en raison du fait que cette

<sup>131</sup> Les organismes publics peuvent seulement présenter des demandes en vertu de l'art. 10(1) a) et b) et dans les situations visées à l'art. 20(4).

demande satisfait aux conditions posées par la Convention, mais que, parallèlement, cet État considère que la demande d'aliments est « manifestement mal fondée », il peut refuser l'assistance juridique gratuite. Le demandeur peut toujours poursuivre la demande à ses frais.

389. C'est à l'État et non à l'Autorité centrale qu'il incombe de déterminer que la demande (ou l'appel) est « manifestement mal fondée » et de refuser l'assistance juridique gratuite. C'est à l'État requis qu'il revient de déterminer quelle autorité compétente devrait prendre la décision.

390. Il convient de souligner qu'intrinsèquement l'expression « manifestement mal fondée » est d'application limitée et doit donc être interprétée de façon restrictive. Le caractère « manifestement mal fondé » d'une décision ou d'un appel sera déterminé au cas par cas et conformément au droit interne. Le sens de l'expression « manifestement mal fondée » sera sans doute mieux expliqué au travers d'exemples. Ainsi, une demande pourrait être considérée comme « manifestement mal fondée » si les ressources du demandeur sont excessivement élevées tandis que celles du débiteur sont si faibles que la demande n'a aucune chance d'aboutir. De même, une demande est manifestement mal fondée lorsqu'il résulte de l'analyse de son contenu que la demande d'aliments n'a pas de justification juridique. Toutefois, un créancier devrait être autorisé à poursuivre sa demande si ses perspectives d'obtenir gain de cause, au moins partiellement, sont bonnes.

391. L'article 15(2), dans sa rédaction originelle, excluait de la règle générale de l'assistance juridique gratuite, les frais engendrés par les tests génétiques. Ainsi, à l'origine, lorsqu'un test génétique devait être effectué pour l'obtention d'une décision en matière d'aliments, l'État requis était autorisé à facturer des frais raisonnables. Il s'agissait cependant d'une question difficile à résoudre. D'un côté, il était admis que ces frais pouvaient être très élevés dans de nombreux États, et on tenait à ce que les États ne soient pas contraints de supporter ces coûts, surtout si le nombre d'affaires était également élevé. D'un autre côté, les contestations de paternité deviennent plus courantes dans les affaires où les parents ne sont pas mariés. Il est donc à craindre que l'inexécution du test génétique simplement en raison d'un manque de moyens du demandeur ne conduise à l'échec de nombreuses demandes valables de recouvrement d'aliments. En outre, ce serait un échec de la Convention d'offrir une assistance juridique gratuite pour toutes les mesures peu coûteuses conduisant au recouvrement des aliments et de refuser une telle assistance pour la mesure qui est sans doute la plus importante.

392. Conformément aux recommandations du Groupe de travail sur l'accès effectif aux procédures dans le Document de travail No 51, la Session diplomatique a convenu de résoudre cette question en supprimant les dispositions de l'article 15 (anciennement art. 14 *bis*) relatives à l'imposition de frais pour tests génétiques. Il a été reconnu que d'autres solutions étaient disponibles et que la question ne se posait que dans le cadre de l'article 6(2) *h*) (recouvrement d'aliments) et de l'article 10(1) *c*) (obtention d'une décision)<sup>132</sup>. Une demande présentée au titre de l'article 10(1) *c*) a donc bénéficié de l'assistance juridique gratuite prévue à l'article 15(1). Les États peuvent recouvrer les frais des tests génétiques à l'encontre de la partie perdante en vertu de l'article 43. Cette approche n'empêche pas un État de demander au débiteur le paiement par avance des frais des tests génétiques. Toutefois, sous réserve de l'article 15(2), un tel paiement par avance ne peut être réclamé au créancier dans les situations visées par l'article 15. Dans certains pays, il sera nécessaire de soumettre une demande d'assistance judiciaire pour des tests génétiques devant être effectués en application de la Convention Obtention des preuves de 1970, dans les pays où cette Convention s'applique ; cette procédure sera généralement sans frais. En prévision d'un grand volume d'affaires, certains pays pourraient conclure des accords bilatéraux afin de prévoir un traitement gratuit des demandes de tests génétiques, sur une base réciproque.

<sup>132</sup> Dans le cadre de l'art. 7, il est possible de facturer des frais raisonnables liés aux tests génétiques.

393. Dans sa rédaction initiale, le paragraphe 2 contenait également une règle excluant les demandeurs excessivement fortunés du bénéfice de l'assistance juridique gratuite prise en charge par l'État. Cette règle a finalement été abandonnée au profit de dispositions qui autorisent le recouvrement des frais à l'encontre de la partie perdante. Voir à cet égard l'article 43.

**Article 16 *Déclaration permettant un examen limité aux ressources de l'enfant***

394. L'article 16 est une approche alternative qui a été conçue pour permettre aux États qui ne sont pas en mesure d'accepter le principe de l'assistance juridique gratuite de l'article 15 d'effectuer un examen fondé sur les ressources de l'enfant. Cependant, la majorité des États se sont déclarés favorables à ce que la règle de l'article 15 constitue la règle générale, et l'on ne s'attend pas à ce que de nombreux États aient besoin d'adopter l'examen limité aux ressources de l'enfant.

395. Le compromis reflété à l'article 16 a été préparé par le Groupe de travail sur l'accès effectif aux procédures afin de satisfaire aux conditions juridiques internes de certains États, parmi lesquels la Chine, la Fédération de Russie et le Japon. La solution de compromis retient l'article 15(1) comme règle de principe et l'article 16 comme faculté offerte aux États qui ne peuvent pas appliquer l'article 15(1). Cette solution permet d'assurer une plus grande flexibilité de la Convention, ce qui devrait susciter la plus large ratification possible.

**Paragraphe 1 – Nonobstant les dispositions de l'article 15(1), un État peut déclarer, conformément à l'article 63, qu'en ce qui a trait aux demandes autres que celles prévues à l'article 10(1) a) et b) et aux affaires couvertes par l'article 20(4), il fournira une assistance juridique gratuite sur le fondement d'un examen des ressources de l'enfant.**

396. L'examen des ressources mentionné au paragraphe 1 ne s'applique qu'aux demandes d'obtention ou de modification d'une décision, ou aux appels découlant de telles demandes. Il ne s'applique ni à une demande présentée par un créancier en vue de la reconnaissance et de l'exécution ou en vue de l'exécution d'une décision relative à une obligation alimentaire envers un enfant, ni à la procédure d'obtention d'une décision suite à un refus de reconnaissance aux conditions visées à l'article 20(4).

397. La déclaration qui a été convenue au paragraphe 1 n'a pas d'effet réciproque. Par exemple, si l'État A (qui applique les règles de l'art. 15) reçoit une demande en provenance de l'État B qui a fait une telle déclaration, l'État A demeure lié par ses obligations en vertu de l'article 15.

398. Lors de la Session diplomatique, il a été craint que l'examen des ressources de l'enfant plutôt que de ses revenus ne conduise à l'exclusion involontaire d'un grand nombre d'enfants disposant de petits biens, tel qu'un compte bancaire. Toutefois, la Session diplomatique a admis que l'interprétation de l'article 16(1) qu'il convenait d'adopter était que l'examen devait seulement permettre d'exclure un enfant très fortuné de l'assistance juridique gratuite. La question de savoir si davantage de protection était nécessaire afin de s'assurer qu'un enfant n'est pas soumis à un examen trop rigoureux de ses ressources a également été soulevée. Cependant, il a été convenu que cette question pouvait être laissée au droit interne.

**Paragraphe 2 – Un État, au moment où il fait une telle déclaration, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé les informations relatives à la façon dont l'examen des ressources de l'enfant sera effectué, ainsi que les conditions financières qui doivent être remplies.**

399. Les États qui adoptent la règle de l'examen des ressources de l'enfant doivent fournir au Bureau Permanent les informations permettant d'expliquer comment l'examen des ressources de l'enfant sera réalisé, notamment quels sont les critères et les seuils financiers appliqués pour l'octroi de l'assistance juridique gratuite. Cette information devra être tenue à jour afin que les demandeurs tenus de fournir une attestation des ressources de l'enfant conformément au paragraphe 3, puissent avoir la certitude que leur attestation est correcte au regard des conditions financières requises par l'État.

**Paragraphe 3 – Une demande présentée en vertu du paragraphe premier, adressée à un État qui a fait une déclaration conformément à ce paragraphe, devra inclure une attestation formelle du demandeur indiquant que les ressources de l'enfant satisfont aux conditions mentionnées au paragraphe 2. L'État requis ne peut demander de preuves additionnelles des ressources de l'enfant que s'il a des motifs raisonnables de croire que les informations fournies par le demandeur sont erronées.**

400. Un demandeur sollicitant l'assistance juridique gratuite doit présenter une attestation indiquant que les ressources de l'enfant sont inférieures au seuil appliqué. Des informations additionnelles peuvent être demandées par l'État requis mais seulement s'il a des raisons de penser que l'attestation est erronée. Le demandeur devrait fournir, lorsqu'il présente la demande initiale, l'attestation ou l'état financier relatif aux ressources de l'enfant. L'utilisation de l'attestation ou de l'état financier relatif aux ressources de l'enfant constitue un moyen efficace et rapide de fournir l'information nécessaire à l'État requis. Cette méthode est simple sur le plan administratif et aucun document supplémentaire n'est exigé, à moins que les informations fournies ne se révèlent erronées. Le fait qu'il soit de notoriété publique que l'enfant a une fortune personnelle pourrait constituer des « motifs raisonnables » de croire que des informations sont erronées.

**Paragraphe 4 – Si l'assistance juridique la plus favorable fournie par la loi de l'État requis en ce qui concerne les demandes présentées en vertu de ce chapitre relatives aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant envers un enfant est plus favorable que celle fournie conformément aux paragraphes premier à 3, l'assistance juridique la plus favorable doit être fournie.**

401. Le paragraphe 4 vise à assurer qu'un enfant bénéficiera toujours au moins de l'assistance juridique la plus favorable possible dans l'État requis. Il convient, néanmoins, de préciser que le paragraphe 4 ne doit pas être interprété comme dérogeant d'une quelconque manière aux paragraphes 1 et 2 de cet article.

***Article 17 Demandes ne permettant pas de bénéficier de l'article 15 ou de l'article 16***

402. L'article 17 s'applique aux demandes d'aliments qui ne bénéficient pas des conditions d'assistance juridique gratuite en vertu des articles 15 ou 16. Une personne dont la demande répond à cette description peut solliciter une assistance juridique gratuite de l'État requis mais cette assistance peut être conditionnée à l'examen des ressources ou à l'analyse du bien-fondé de la demande (art. 17 a)). Les demandes ne sont pas limitées aux demandes relevant du chapitre III ni à celles déposées par les créanciers. Le champ d'application de l'article 17 couvre notamment les catégories de demandes suivantes :

- (a) une demande d'aliments destinés à un enfant âgé de 21 ans révolus ;
- (b) une demande d'aliments destinés à un enfant, ou un appel, présenté par une personne à laquelle on refuse l'assistance juridique en vertu de l'article 15(2) ou 16(1) ;
- (c) une demande présentée par un débiteur ;
- (d) une demande d'obtention ou de modification d'aliments destinés à un époux ou ex-époux, que celle-ci soit présentée conjointement à une demande d'aliments destinés à un enfant ou non ;
- (e) une demande relative à une obligation découlant d'une autre relation de famille<sup>133</sup>.

<sup>133</sup> C.-à-d. lorsque l'application de la Convention a été étendue à ces obligations alimentaires conformément à l'art. 2(3).

403. En ce qui concerne les aliments destinés à d'autres membres de la famille, l'article 17 ne s'appliquera qu'entre les États contractants qui font la déclaration visée à l'article 2(3) concernant les « obligations alimentaires découlant des relations de famille, de filiation, de mariage ou d'alliance, incluant notamment les obligations envers les personnes vulnérables ». Les États contractants pourront également déclarer qu'ils appliqueront la Convention aux enfants de 21 ans révolus qui ont besoin d'aliments.

404. Lorsqu'un État fait une déclaration afin d'étendre le champ d'application de la Convention, celui-ci devra examiner quelles autres dispositions de la Convention devront être appliquées et par exemple déterminer si les règles relatives à l'accès effectif aux procédures s'appliqueront aux obligations alimentaires entre époux et ex-époux ou encore aux organismes publics. De telles dispositions ne s'appliquent pas automatiquement lorsque le champ d'application est étendu.

**Pour les demandes présentées en application de la Convention qui ne relèvent pas de l'article 15 ou de l'article 16 :**

**Paragraphe a) – l'octroi d'une assistance juridique gratuite peut être subordonné à l'examen des ressources du demandeur ou à l'analyse de son bien-fondé ;**

405. Dans de nombreux pays, l'assistance juridique gratuite (y compris le conseil juridique ou la représentation en justice) est octroyée aux nationaux ou aux résidents après examen des ressources ou analyse du bien-fondé de l'affaire. Un « examen des ressources » porte sur les ressources financières d'une personne, lesquelles peuvent comprendre ses revenus, son patrimoine ou les deux, afin de déterminer si elles sont suffisamment faibles pour remplir les conditions d'octroi de l'assistance juridique gratuite. Une « analyse du bien-fondé » examine les perspectives de succès et l'intérêt d'une action en justice pour laquelle une personne pourrait bénéficier d'une assistance juridique gratuite. Si les perspectives de succès sont faibles, l'octroi d'une aide est peu probable, même si la personne en remplit les conditions d'obtention au titre de « l'examen des ressources ». L'objectif de l'examen des ressources et de l'analyse du bien-fondé de l'affaire est d'employer les fonds publics limités alloués à l'aide juridique et à la représentation en justice pour les affaires dignes d'intérêt, qui ont de bonnes perspectives d'aboutir.

406. Dans les cas qui ne sont pas visés à l'article 15 ou 16, les demandeurs peuvent être tenus de contribuer à leurs frais judiciaires selon leur revenu, et un revenu modeste peut, soit dispenser de la contribution, soit n'imposer qu'une contribution modique. Les différences de pratiques sont notées dans le Rapport sur les « Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille »<sup>134</sup>.

407. L'article 17 a) ne concerne pas les demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement ; voir l'article 37(2) qui mentionne uniquement l'article 17 b) comme étant applicable aux demandes présentées directement.

**Paragraphe b) – un demandeur qui, dans l'État d'origine, a bénéficié d'une assistance juridique gratuite, bénéficie, dans toute procédure de reconnaissance ou d'exécution, d'une assistance juridique gratuite au moins équivalente à celle prévue dans les mêmes circonstances par la loi de l'État requis.**

408. Le paragraphe b) s'applique à tout demandeur, y compris en cas de demande de reconnaissance et d'exécution présentée directement (art. 37(2)). Son objectif est de garantir au demandeur le même niveau d'assistance juridique, au stade de la reconnaissance et de l'exécution, que celui dont il bénéficiait dans la procédure d'origine. Le demandeur doit avoir bénéficié de la prestation avant de faire la demande de reconnaissance et d'exécution. Il ressort clairement de sa lecture conjointe avec l'article 15, que l'article 17 b) ne concerne les affaires d'aliments destinés aux enfants que lorsqu'une demande de reconnaissance d'une décision en matière d'aliments destinés

<sup>134</sup> Doc. pré-l. No 10/2004, para. 20, 21, 24 et 25 (*op. cit.*, note 85).

aux enfants est présentée par un débiteur. Autrement, il concerne uniquement les affaires d'aliments entre époux et ex-époux et les autres formes d'obligations alimentaires envers la famille, y compris celles à l'égard de personnes vulnérables, dans l'hypothèse où un État contractant a étendu la Convention à ces catégories de demandeurs.

409. Le paragraphe *b)* est également destiné à répondre aux inquiétudes relatives au risque de discrimination à l'encontre des débiteurs et à leur permettre d'accéder à une aide financière lorsqu'ils sollicitent la reconnaissance et l'exécution d'une décision. Lors de la Session diplomatique, l'article 10(2) a été étendu afin de couvrir une nouvelle demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision présentée par un débiteur (pour davantage d'explications, voir les commentaires relatifs à l'art. 10(2) *a)*).

410. Le paragraphe *b)* ne contraint pas l'État requis à fournir au demandeur le même type d'assistance juridique que celle qu'il a obtenue dans l'État d'origine. L'assistance juridique à consentir dans l'État requis devrait être « au moins équivalente » à celle dont un demandeur bénéficierait « dans les mêmes circonstances », c'est-à-dire les circonstances dans lesquelles le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique dans l'État d'origine. À titre d'exemple, si le demandeur a bénéficié d'une représentation complète pour une procédure judiciaire, une assistance équivalente doit être fournie dans l'État requis. Il est entendu que l'expression « les mêmes circonstances » renvoie au contexte dans lequel le demandeur a bénéficié de l'assistance juridique gratuite, à savoir, la procédure d'origine qui a conduit à l'obtention de la décision en matière d'aliments à reconnaître (que celle-ci ait été la procédure principale ou une procédure accessoire à une autre procédure en droit de la famille).

411. La nature de l'assistance juridique s'entend suivant la définition de l'article 3 *c)*. L'assistance juridique gratuite que l'on peut attendre est celle qui est « prévue par la loi de l'État requis ». Si la loi de l'État requis ne prévoit pas d'assistance juridique gratuite pour les demandes présentées directement, le demandeur n'en obtiendra pas. En particulier, cette disposition n'oblige pas un État à introduire un système d'assistance juridique gratuite pour une demande présentée directement lorsqu'un tel système n'existe pas et lorsque toute l'assistance et les services nécessaires sont disponibles gratuitement au titre des demandes présentées par l'intermédiaire des autorités centrales<sup>135</sup>.

412. L'expression « *State addressed* » apparaît pour la première fois dans le texte anglais de la Convention au paragraphe *b)* de l'article 17. Plutôt que l'expression « *requested State* », « *State addressed* » est toujours utilisée à l'égard des procédures de reconnaissance et d'exécution. Cependant, il convient de noter que dans le texte français de la Convention, seule l'expression « État requis » est utilisée et équivaut aux deux expressions utilisées dans le texte anglais.

413. Ce paragraphe s'inspire de l'article 15 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Il a été modifié par le Comité de rédaction afin d'adopter le terme « assistance juridique » employé dans l'ensemble de cette Convention. Le paragraphe *b)* a également été amélioré par la définition plus claire de l'« assistance juridique » proposée (voir art. 3) lors de la Commission spéciale de 2007. L'expression « aide juridique » n'est pas utilisée dans le texte de la Convention et a été remplacée par « assistance juridique ».

414. La question s'est posée de savoir si ce paragraphe était en réalité une règle sur la loi applicable, c'est-à-dire que la loi de l'État requérant s'applique au droit à une assistance juridique dans l'État requis. Il est clair toutefois que là n'est pas l'esprit de cette disposition, comme l'indiquent les termes « prévus par la loi de l'État requis ».

<sup>135</sup> Voir Procès-verbal No 22, para. 98-102.

## CHAPITRE IV – RESTRICTIONS À L'INTRODUCTION DE PROCÉDURES

### **Article 18** *Limite aux procédures*

415. En l'absence de règles de compétence directe et positive, la Convention ne peut résoudre parfaitement le problème des conflits de décision susceptibles de résulter des procédures de modification<sup>136</sup>. La règle de l'article 18(1) apporte néanmoins une solution au problème dans une situation précise et fréquente. Elle a pour fonction d'empêcher le débiteur de saisir une autre juridiction pour modifier une décision ou obtenir une nouvelle décision, lorsque la décision d'origine est rendue dans un État contractant dans lequel le créancier a sa résidence habituelle.

416. Le fonctionnement pratique de cet article peut être illustré par deux exemples.

417. Dans le premier exemple, une décision est rendue dans l'État A, où le créancier et le débiteur résident tous les deux. Le débiteur se réinstalle dans l'État B. En raison de sa situation nouvelle, le débiteur souhaite faire modifier la décision d'origine. Aux termes de l'article 18(1), tant que le créancier réside habituellement dans le pays d'origine (État A), le débiteur est tenu d'introduire la procédure de modification dans ce pays et ne peut le faire dans aucun autre État contractant. Ce résultat est cohérent tant avec les régimes de compétence favorables au créancier<sup>137</sup> qu'avec ceux qui favorisent le maintien de la compétence de la juridiction d'origine<sup>138</sup>.

418. Dans le second exemple, une décision est de même rendue dans l'État A où le créancier et le débiteur résident tous les deux, mais c'est le créancier qui se réinstalle dans l'État B. Puisque celui-ci n'a plus sa résidence habituelle dans l'État A, la règle de l'article 18(1) ne s'applique pas ; le débiteur ou le créancier peut introduire une procédure pour modifier la décision dans tout État qui, selon ses propres règles, peut exercer sa compétence. Cette décision sera reconnue dans les autres États contractants sous réserve qu'une des bases de reconnaissance et d'exécution prévue à l'article 20 soit présente.

419. Il n'y a pas eu d'accord sur l'insertion de règles de compétence positive et directe dans la Convention. Cependant, la règle de l'article 18 fonctionne comme une règle de compétence négative. L'article 22 f) garantit son efficacité et empêche la reconnaissance d'une décision de modification rendue en violation de la règle.

420. La disposition contient une règle générale (para. 1) et les exceptions à cette règle (para. 2)<sup>139</sup>.

**Paragraphe 1 – Lorsqu'une décision a été rendue dans un État contractant où le créancier a sa résidence habituelle, des procédures pour modifier la décision ou obtenir une nouvelle décision ne peuvent être introduites par le débiteur dans un autre État contractant, tant que le créancier continue à résider habituellement dans l'État où la décision a été rendue.**

421. La règle générale est que dès lors qu'une décision a été rendue dans le pays de résidence habituelle du créancier<sup>140</sup> le débiteur ne peut intenter aucune action pour obtenir une nouvelle décision ou une décision modifiée dans un autre État contractant tant que le créancier réside dans le pays d'origine. Il faut souligner que dans ce cas, la résidence du créancier doit être « habituelle ».

422. On peut voir dans cette disposition une certaine orientation vers des règles telles que la *perpetuatio fori* et le maintien de la compétence exclusive, qui avantage la partie demeurant dans le for. C'est aussi une garantie pour l'autorité judiciaire ou administrative, qui sait qu'elle pourra modifier la décision si les circonstances l'exigent.

<sup>136</sup> Voir Rapport Duncan, *op. cit.*, note 11, aux para. 121-133.

<sup>137</sup> Par exemple sous le régime de Bruxelles / Lugano.

<sup>138</sup> Par exemple sous le régime de l'UIFSA et voir le Rapport Duncan, *op. cit.*, note 11, au para. 124.

<sup>139</sup> La disposition est basée sur une proposition de la délégation de la Communauté européenne au cours de la Commission spéciale et des observations des États-Unis d'Amérique dans le Doc. prélim. No 23/2006 (*op. cit.*, note 87).

<sup>140</sup> Il s'agit de l'hypothèse la plus fréquente. Voir Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11) et para. 21 du présent Rapport.

**Paragraphe 2 – Le paragraphe premier ne s’applique pas :**

423. La règle du paragraphe 1 peut néanmoins être écartée dans certaines hypothèses exceptionnelles, quatre au total :

**Alinéa a) – lorsque, dans un litige portant sur une obligation alimentaire envers une personne autre qu’un enfant, la compétence de cet autre État contractant a fait l’objet d’un accord par écrit entre les parties ;**

424. La première est celle d’un accord entre les parties sur la compétence de l’autorité judiciaire ou administrative de cet autre État contractant à condition que cet accord ne concerne pas un litige portant sur une obligation alimentaire envers un enfant. Les conditions sont identiques à celles qui sont énoncées à l’article 20(1) e)<sup>141</sup>, mais l’objet des deux dispositions diffère. L’article 18(2) a) autorise simplement le débiteur à intentar une action.

**Alinéa b) – lorsque le créancier se soumet à la compétence de cet autre État contractant, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l’affaire sans contester la compétence lorsque l’occasion lui en est offerte pour la première fois ;**

425. La deuxième hypothèse est celle dans laquelle le créancier se soumet à la compétence d’un autre État contractant. Les conditions sont identiques à celles qui sont énoncées à l’article 20(1) b).

**Alinéa c) – lorsque l’autorité compétente de l’État d’origine ne peut ou refuse d’exercer sa compétence pour modifier la décision ou rendre une nouvelle décision ; ou**

426. L’alinéa c) envisage l’hypothèse dans laquelle l’autorité judiciaire ou administrative de l’État d’origine ne peut pas exercer sa compétence ou refuse de l’exercer pour modifier la décision antérieure ou rendre une nouvelle décision sur le fondement de son droit interne. À titre d’exemple, un État d’origine ne pourrait pas exercer sa compétence pour modifier la décision lorsque son droit interne exige que le débiteur réside dans le for pour qu’une action puisse être engagée. On notera également que l’alinéa c) ne s’applique pas aux affaires dans lesquelles une demande peut être présentée dans l’État d’origine, mais est rejetée car elle est mal fondée.

**Alinéa d) – lorsque la décision rendue dans l’État d’origine ne peut être reconnue ou déclarée exécutoire dans l’État contractant dans lequel des procédures tendant à la modification de la décision ou à l’obtention d’une nouvelle décision sont envisagées.**

427. L’alinéa d) envisage une dernière hypothèse, celle dans laquelle, pour les motifs exposés à l’article 22, la décision rendue dans l’État de résidence habituelle du créancier ne peut être reconnue ou déclarée exécutoire dans l’État où est tentée une procédure pour modifier une décision ou obtenir une nouvelle décision.

<sup>141</sup> Voir la définition d’un « accord par écrit » à l’art. 3 d).

## CHAPITRE V – RECONNAISSANCE ET EXECUTION

428. Le champ d'application du chapitre V sur la reconnaissance et l'exécution des décisions est à peu près identique à celui des Conventions Obligations alimentaires de 1958 et de 1973 (Exécution). Il présente toutefois, par rapport à ces deux instruments, d'importantes améliorations découlant de développements intervenus dans les systèmes internes, régionaux ou internationaux de recouvrement des aliments<sup>142</sup>. Ainsi, les systèmes administratifs de recouvrement des aliments destinés aux enfants (art. 19(1)), la possibilité de couvrir les conventions en matière d'aliments (art. 3 e) et 19(4))<sup>143</sup>, l'approche « basée sur les faits » (art. 20(3)), la possibilité de faire enregistrer une décision aux fins d'exécution ou de la faire déclarer exécutoire lorsqu'une demande a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale (art. 23(2)), les restrictions aux contrôles d'office (art. 23(4)) et la possibilité d'utiliser des formulaires standards (art. 25) sont pris en compte. Le chapitre est axé sur les opportunités offertes par les progrès des technologies de l'information qui facilitent les communications électroniques<sup>144</sup> tout en apportant des garanties en matière de transmission des documents (art. 23(7) c), 25(2) et 30(5) b) ii)). La Convention prévoit un système efficace de reconnaissance et d'exécution qui permettra de reconnaître le plus grand nombre de décisions existantes. Elle élimine les coûts et les délais inhérents à l'obligation faite au créancier d'introduire une nouvelle demande parce qu'une décision existante ne peut être reconnue. Conjuguée au chapitre IV, elle aidera également à résoudre les problèmes découlant de jugements contradictoires<sup>145</sup>.

429. Comme il a été mentionné plus haut, ce chapitre traite de la question traditionnelle du droit international privé en matière de reconnaissance et d'exécution. Une distinction doit être faite ici : le terme « reconnaissance » fait référence à l'acceptation par l'autorité compétente, des droits et obligations tels que déterminés par les autorités d'origine. Les termes « reconnaissance et exécution » font référence aux procédures intermédiaires dans l'État requis auxquelles une décision étrangère est soumise, cela afin d'établir le caractère exécutoire de la décision dans cet État. Ce chapitre s'applique tant aux situations dans lesquelles seule la reconnaissance est recherchée (art. 26) qu'aux situations dans lesquelles la reconnaissance et l'exécution sont toutes deux recherchées. Il ne s'applique pas à « l'exécution » *stricto sensu*, laquelle est couverte par le chapitre VI.

### Article 19 Champ d'application du chapitre

**Paragraphe 1 – Le présent chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative en matière d'obligations alimentaires. Par le mot « décision », on entend également les transactions ou accords passés devant de telles autorités ou homologués par elles. Une décision peut comprendre une indexation automatique et une obligation de payer des arrérages, des aliments rétroactivement ou des intérêts, de même que la fixation des frais ou dépenses.**

430. Le premier article du chapitre V définit son champ d'application. A cette fin, le paragraphe 1 détermine les décisions auxquelles il s'applique, sans définir le terme « décision »<sup>146</sup>.

431. Comme dans la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), le chapitre s'applique aux décisions rendues par une autorité judiciaire ou administrative, mais contrairement à celle-ci, le terme « autorité administrative » a été défini – cela à la demande des États moins familiers du concept d'autorité administrative ou qui connaissent

<sup>142</sup> Les développements des systèmes nationaux, régionaux et internationaux intervenus jusqu'en 2003, sont décrits dans le Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11), para. 13 à 14, 59 à 80 et 108 à 118.

<sup>143</sup> Il convient de relever que dans la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), les instruments authentiques et les accords privés étaient couverts par une déclaration. Il est espéré que les garanties prévues à l'art. 30 rassureront les États qui ne souhaitent pas étendre l'application de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) à cette question.

<sup>144</sup> Voir *supra*, partie V du présent Rapport.

<sup>145</sup> Voir *supra*, para. 21 du présent Rapport.

<sup>146</sup> Voir *supra*, para. 60 à 76 de ce Rapport, sous art. 3.

des autorités administratives différentes de celles qui sont envisagées dans la Convention. Il est espéré que cela incitera des États qui n'avaient pas souhaité rejoindre la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) à devenir parties à ce nouvel instrument. Il a été convenu que les décisions administratives doivent être reconnues et exécutées au même titre que des décisions judiciaires si « l'autorité administrative » qui a rendu la décision remplit les critères du paragraphe 3.

432. Plusieurs facteurs plaident pour l'insertion explicite des décisions rendues par une « autorité administrative » dans le champ d'application du chapitre V. Tout d'abord, suivant l'exemple de plusieurs États nordiques dans les années 60, un nombre croissant d'États tels la Nouvelle-Zélande, l'Australie et des États des États-Unis d'Amérique ont mis en place des systèmes administratifs pour le recouvrement des aliments, en particulier destinés aux enfants. Tout en offrant le même niveau de garanties juridiques que les autorités judiciaires, ces autorités spécialisées peuvent instruire les demandes plus rapidement et plus efficacement. Ensuite, il serait injuste d'obliger les États dotés d'un système administratif à reconnaître et exécuter des décisions judiciaires étrangères si leurs propres décisions n'étaient pas reconnues dans les pays dotés d'un système judiciaire.

433. Comme pour la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution)<sup>147</sup>, le terme décision couvre les « transactions » ou les « accords » conclus ou homologués par une autorité judiciaire ou administrative. L'insertion des transactions et des accords confèrera une large couverture au chapitre car la signification de ces deux termes diffère selon les systèmes juridiques.

434. La décision qui entre dans le champ d'application de la Convention « peut » comprendre d'autres éléments.

435. La Convention est adaptée à l'époque moderne car elle dispose que le terme « décision » peut comprendre « une indexation automatique », qui renvoie à une décision dynamique ou à un ajustement automatique de plein droit pour tenir compte de l'augmentation ou de la diminution prévisible du coût de la vie. De plus en plus fréquents, ces dispositifs consistent, soit en une formule insérée dans la décision pour calculer l'ajustement périodique du montant des aliments, soit en une table d'indexation jointe à la décision et indiquant l'augmentation périodique du montant des aliments à payer. Dans ce cas, les autorités de l'État requis devront reconnaître et exécuter la décision ajustée conformément à la formule d'indexation précisée dans la décision, par exemple, sur la base de l'indice du coût de la vie dans l'État d'origine. Grâce à ces ajustements automatiques, une modification de la décision d'origine est moins souvent nécessaire.

436. D'autre part, une décision peut également prévoir l'obligation de payer des arrérages, des aliments de manière rétroactive ou des intérêts. Il est clair que les arrérages entrent dans le champ d'application de la Convention. Les arrérages désignent les aliments impayés après la décision tandis que les aliments rétroactifs désignent les aliments relatifs aux périodes antérieures à la demande de décision.

437. Enfin, une décision peut également ordonner le paiement des frais et dépens. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir une règle séparée pour leur reconnaissance et leur exécution. Cette règle est également censée couvrir les frais ou dépens ordonnés dans le cadre des demandes d'aliments infructueuses. Voir aussi ci-dessous, paragraphe 619, relatif à l'article 43.

**Paragraphe 2 – Si la décision ne concerne pas seulement l'obligation alimentaire, l'effet de ce chapitre reste limité à cette dernière.**

438. Cette règle provient de l'article 3 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Elle a été insérée à l'article 19 et non à l'article 2 car son application est limitée au chapitre V. Elle instaure une importante protection relative aux questions préliminaires ou accessoires. Ainsi, si une décision alimentaire comprend également une décision liée à l'établissement de la filiation, la reconnaissance et l'exécution de cette dernière ne sera pas obligatoire en vertu de la Convention. Ceci est très important car le

<sup>147</sup> Voir art. 3 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution).

droit interne de certains États impose que la filiation soit reconnue exclusivement *erga omnes* et il serait contraire à l'ordre public de la reconnaître aux seules fins des aliments. Cette disposition permet par conséquent à de tels États de ne reconnaître et de n'exécuter que la partie relative au paiement des aliments sans donner effet à la partie relative à l'établissement de la filiation en tant que tel.

**Paragraphe 3 – Aux fins du paragraphe premier, « autorité administrative » désigne un organisme public dont les décisions, en vertu de la loi de l'État où il est établi :**

**Alinéa a) – peuvent faire l'objet d'un appel devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité ; et**

**Alinéa b) – ont une force et un effet équivalant à une décision d'une autorité judiciaire dans la même matière.**

439. Comme il a été expliqué pour le paragraphe 1, une décision qui entre dans le champ d'application de ce chapitre peut être rendue par une autorité judiciaire ou par une autorité administrative. Toutefois, à la demande de certains États, une définition du terme « autorité administrative » a été insérée. Elle comporte trois éléments : 1) une autorité administrative est un « organisme public » dont les décisions 2) peuvent faire l'objet d'un appel devant une autorité judiciaire ou d'un contrôle par une telle autorité – soit directement, soit dans le cadre de procédures ultérieures – et 3) ont une force et un effet équivalant à ceux d'une décision émanant d'une autorité judiciaire. Il convient d'indiquer que l'utilisation du mot « équivalant » au lieu de « même », comme cela était le cas dans la version précédente du texte, a été suggérée par la délégation de la Suisse<sup>148</sup>. Il a été en effet expliqué que, dans certains cas, les décisions administratives n'ont pas la même force qu'une décision émanant d'une autorité judiciaire, mais se voient conférer une force comparable en vertu du droit suisse. Aussi cette modification, qui ne porte pas atteinte à l'essence de cette règle, facilitera la mise en œuvre de la Convention dans certains États.

**Paragraphe 4 – Ce chapitre s'applique aussi aux conventions en matière d'aliments, conformément à l'article 30.**

440. L'article 25 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) dispose que l'application de la Convention peut être étendue aux actes authentiques au moyen d'une déclaration. L'insertion des « conventions en matière d'aliments » à l'article 30 comme pouvant être reconnues et exécutées en application du chapitre V, implique qu'il y soit fait mention à l'article 19.

**Paragraphe 5 – Les dispositions de ce chapitre s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à l'autorité compétente de l'État requis, conformément à l'article 37.**

441. La Convention est conçue avant tout pour s'insérer dans un système de coopération économique et efficace reposant sur des Autorités centrales désignées dans les États contractants. Cependant, rien dans la Convention n'empêche de présenter une demande directe de reconnaissance et d'exécution d'une décision (c'est-à-dire sans passer par les Autorités centrales conformément à l'art. 9) à l'autorité compétente de l'État requis. Il appartiendra à chaque État de décider si l'autorité compétente pour la reconnaissance et l'exécution sera une autorité administrative ou judiciaire.

442. L'article 37 (ci-dessous) identifie clairement les dispositions de la Convention qui s'appliquent aux demandes présentées directement aux autorités compétentes.

<sup>148</sup> Doc. trav. No 26 de la délégation de la Suisse.

## **Article 20 Bases de reconnaissance et d'exécution**

443. Les bases de reconnaissance et d'exécution forment un ensemble de règles de compétence indirecte. Autrement dit, la reconnaissance est accordée à une décision rendue dans un autre État contractant dans la mesure où certains critères de compétence sont remplis. Ce qui importe n'est pas la base réelle sur laquelle l'autorité a exercé sa compétence, mais l'existence d'un des chefs de compétence indirecte (pour une explication de l'absence de règles de compétence directe dans la Convention, voir plus haut la partie IV du présent Rapport).

444. Contrairement aux chapitres sur la coopération administrative<sup>149</sup>, l'article 20 emploie l'expression « résidait habituellement ». Dans ce contexte, cette expression renvoie à un ensemble précis de faits pertinents relatifs à la résidence habituelle qui doivent être évalués au cas par cas à la lumière du contexte de la nouvelle Convention. Le critère de la résidence habituelle permet d'établir un lien suffisant entre les personnes concernées et l'État d'origine. Au cours des négociations, plusieurs délégations se sont inquiétées du fait que la jurisprudence très complexe entourant la notion de « résidence habituelle » dans le cadre de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 ne se reporte sur la présente Convention. Néanmoins, tous étaient d'avis que s'agissant de contextes différents, l'approche adoptée quant à l'application de la notion de « résidence habituelle » devait également être différente. En effet, dans la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, la loi du lieu de résidence habituelle de l'enfant détermine si des « droits de garde » existent, rendant la rétention ou le déplacement de l'enfant dans un autre État illicite. En revanche, dans le contexte actuel de la présente Convention, la « résidence habituelle » constitue un critère de rattachement aux fins de la reconnaissance et de l'exécution, dans une Convention dont l'objectif est de faciliter le recouvrement des aliments dans des affaires internationales. D'autre part, il est probable que la plupart des demandes de reconnaissance et d'exécution de décisions alimentaires ne seront pas contestées. Enfin, rien n'indique que l'emploi du terme « résidence habituelle » ait créé une difficulté dans le cadre de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Pour une analyse de l'opportunité d'insérer une définition de l'expression « résidence habituelle » dans la Convention, voir plus haut les paragraphes 62 et 63, sous article 3.

445. L'article emploie le terme « instance », qui couvre les instances judiciaires et administratives. De même, l'emploi de ce terme dans la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) n'a posé aucun problème.

### **Paragraphe 1 – Une décision rendue dans un État contractant (« l'État d'origine ») est reconnue et exécutée dans les autres États contractants si :**

446. Le paragraphe 1 fixe les chefs de compétence de l'État d'origine en vertu desquels une décision judiciaire ou administrative rendue dans cet État sera reconnue et exécutée dans l'État requis. L'obligation de reconnaître et d'exécuter une telle décision est clairement exprimée par l'emploi de l'auxiliaire « être » et non du semi-auxiliaire « pouvoir ».

447. La liste des chefs de compétence prévue dans l'article étant exhaustive, il n'y aura aucune obligation de reconnaître et d'exécuter une décision en vertu de la Convention si aucun des chefs de compétence qui y sont énumérés n'existe.

448. Il faut souligner que la demande de reconnaissance et d'exécution présentée par l'intermédiaire de l'Autorité centrale (le système de coopération administrative) est prévue à l'article 10(1) a). Voir également les paragraphes 237 à 241 du présent Rapport.

### **Alinéa a) – le défendeur résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;**

449. Le premier chef de compétence indirecte est la résidence habituelle du défendeur dans l'État d'origine. Ce chef de compétence très largement reconnu figure à l'article 7(1) de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). L'existence du chef de

<sup>149</sup> Voir en particulier l'art. 9 et les commentaires y afférents, para. 228 et s. du présent Rapport.

compétence et les éléments factuels qui y conduisent doivent être appréciés à la date de l'introduction de l'instance, en écartant les éventuels changements intervenus par la suite.

**Alinéa b) – le défendeur s'est soumis à la compétence de l'autorité, soit expressément, soit en se défendant sur le fond de l'affaire sans contester la compétence lorsque l'occasion lui en a été offerte pour la première fois ;**

450. L'alinéa b) prévoit la possibilité de se soumettre à la compétence de l'autorité soit expressément, soit en comparaissant sans contester la compétence et en s'expliquant sur le fond de l'affaire. Ce chef de compétence très largement accepté figure à l'article 7(3) de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Il faut souligner toutefois que dans la nouvelle Convention, le défendeur ne peut pas contester la compétence à tout moment. Il doit la contester « lorsque l'occasion lui en a été offerte pour la première fois » en vertu du droit interne de l'État d'origine.

451. Il faut remarquer que la soumission du défendeur à la compétence dans cette hypothèse diffère de l'accord sur la compétence prévu à l'alinéa e).

**Alinéa c) – le créancier résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance ;**

452. La résidence habituelle du créancier d'aliments est un chef de compétence prévu dans de nombreux instruments régionaux et systèmes internes de recouvrement des aliments, destiné à protéger le créancier en tant que partie plus faible. Ce chef de compétence indirecte largement accepté est également prévu à l'article 7(1) de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Cependant, il n'est pas accepté dans certains États, notamment aux États-Unis d'Amérique, en raison d'une obligation constitutionnelle de respect des droits de la défense (« *due process* »), cela parce que la résidence du créancier ne constitue pas à elle seule le lien nécessaire entre l'autorité exerçant la compétence et le débiteur pour l'exécution des décisions ordonnant un transfert monétaire. C'est pour tenir compte de ces États que la possibilité de formuler une réserve au regard de ce chef de compétence est prévue au paragraphe 2 de cet article<sup>150</sup>. Comme pour l'alinéa a), l'existence de ce chef de compétence et les éléments factuels y conduisant doivent être appréciés à la date de l'introduction de l'instance, en faisant abstraction des changements éventuellement intervenus par la suite. Il est à noter que le terme « créancier » couvre sans aucune ambiguïté l'enfant en faveur duquel les aliments ont été ordonnés. C'est pourquoi le texte ne comprend pas de règle particulière pour l'enfant en tant que créancier.

453. Le paragraphe 2 dispose qu'une réserve peut être émise au regard de cet alinéa.

**Alinéa d) – l'enfant pour lequel des aliments ont été accordés résidait habituellement dans l'État d'origine lors de l'introduction de l'instance, à condition que le défendeur ait vécu avec l'enfant dans cet État ou qu'il ait résidé dans cet État et y ait fourni des aliments à l'enfant ;**

454. Ce nouveau chef de compétence indirecte proposé par la délégation de la Suisse a recueilli un large soutien lors de la Troisième réunion de la Commission spéciale d'avril 2005. La situation est très différente de celle de l'alinéa c) et paraît acceptable aux pays de droit civil et de *common law*, notamment aux États-Unis d'Amérique pour lesquels ce nouveau chef de compétence créera une passerelle. Ce chef de compétence est assorti de conditions strictes : le défendeur doit avoir vécu avec l'enfant dans l'État où ce dernier résidait habituellement lors de l'introduction de l'instance ou avoir vécu dans cet État et lui avoir versé des aliments. Il représente une situation fréquente dans laquelle le débiteur a vécu dans le même pays que l'enfant, y a versé des aliments et s'est ensuite réinstallé dans un autre pays pour des raisons professionnelles. Cette nouvelle base de reconnaissance suppose un lien entre le débiteur et l'État de résidence habituelle de l'enfant. Pour les États pour lesquels l'alinéa c) est acceptable (*forum actoris*), ce nouveau chef de compétence n'apporte aucune valeur ajoutée et est superflu. La solution de l'alinéa d) vise à réduire la nécessité d'appliquer la réserve relativement à l'alinéa c)

<sup>150</sup> Voir art. 19(2) et les commentaires au para. 438 du présent Rapport.

en mentionnant les situations dans lesquelles un *forum actoris* serait acceptable pour les États qui y seraient autrement opposés.

**Alinéa e) – la compétence a fait l’objet d’un accord par écrit entre les parties sauf dans un litige portant sur une obligation alimentaire à l’égard d’un enfant ; ou**

455. L’accord des parties sur la compétence a été discuté sous l’angle de l’acceptabilité de l’autonomie de la volonté des parties parmi les chefs de compétence en matière d’aliments. Il a été convenu de prévoir cette possibilité à l’exception des différends relatifs aux obligations alimentaires à l’égard des enfants. Si un Protocole à la Convention devait être élaboré relatif aux « personnes vulnérables », il conviendrait de s’interroger sur l’opportunité d’étendre cette règle particulière relative aux enfants aux « personnes vulnérables », comme il est mentionné à l’article 2(3)<sup>151</sup>.

456. Il faut souligner que la soumission du défendeur prévue à l’alinéa b) n’est pas identique à l’accord sur la compétence visé à l’alinéa e).

457. La possibilité d’une réserve au regard de cet alinéa est prévue au paragraphe 2.

**Alinéa f) – la décision a été rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l’état des personnes ou à la responsabilité parentale, sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l’une des parties.**

458. L’alinéa f) prévoit un chef de compétence indirecte lorsqu’il est établi qu’une décision rendue par une autorité exerçant sa compétence sur une question relative à l’état des personnes ou à la responsabilité parentale sera reconnue. La Commission spéciale s’est initialement interrogée sur l’opportunité de prévoir ce chef de compétence. Il semble que la règle pourrait être utile car des décisions relatives aux aliments sont prises dans de nombreuses hypothèses couvertes par l’alinéa f), par exemple en cas de divorce.

459. Cependant, il a été envisagé de compléter cette formulation afin de réduire les risques de couvrir des hypothèses dans lesquelles l’autorité d’origine aurait exercé une compétence exorbitante sur des questions relatives à l’état des personnes, telle qu’une compétence reposant exclusivement sur la nationalité. Cela explique l’ajout des termes « sauf si cette compétence est uniquement fondée sur la nationalité de l’une des parties »<sup>152</sup> à la fin de la disposition car cela pourrait constituer un chef de compétence exorbitant<sup>153</sup>.

460. Le paragraphe 2 dispose qu’une réserve peut être émise au regard de cet alinéa.

**Paragraphe 2 – Un État contractant peut faire une réserve portant sur le paragraphe premier c), e) ou f), conformément à l’article 62.**

461. Comme on l’a noté aux paragraphes précédents, certains chefs de compétence sont inacceptables pour certains pays. C’est pourquoi le paragraphe 2 prévoit la possibilité d’émettre une réserve, ce qui facilitera l’acceptation de la Convention pour un plus grand nombre d’États. La possibilité de faire une réserve conformément à l’article 62 a été acceptée pour le paragraphe 1 c), e) et f).

462. Il convient de souligner que les réserves formulées en application de cet article, conformément à l’article 62(4), n’ont pas d’effet réciproque<sup>154</sup>, cela parce que dans la pratique des négociations des Conventions de La Haye, il est possible, comme dans le cas présent, de négocier et d’adopter un système de réserves non réciproques. Cette solution

<sup>151</sup> Voir para. 55 de ce Rapport.

<sup>152</sup> Voir à cet égard l’art. 8 du Règlement Bruxelles II bis.

<sup>153</sup> Une solution différente est prévue à l’art. 8 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), qui dispose que « [s]ans préjudice des dispositions de l’article 7, les autorités d’un État contractant qui ont statué sur la réclamation en aliments sont considérées comme compétentes au sens de la Convention si ces aliments sont dus en raison d’un divorce, d’une séparation de corps, d’une annulation ou d’une nullité de mariage intervenu devant une autorité de cet État reconnue comme compétente en cette matière, selon le droit de l’État requis », ce qui signifie que la décision en matière d’aliments n’est reconnue en vertu de la Convention que si le divorce est reconnu en vertu du droit interne de l’État requis.

<sup>154</sup> Voir Doc. pré-l. No 23/2006 (*op. cit.*, note 87).

apporte une réponse à la question des conséquences fortuites de l'association de l'article 20(2) et de l'article 62. À titre d'exemple, les États-Unis d'Amérique peuvent faire une réserve sur l'article 20(1) *c*) (compétence fondée sur la résidence habituelle du créancier) parce que ce chef de compétence ne répond pas à l'obligation de lien entre le défendeur et le for, imposée pour le respect des droits de la défense (« *due process* »). Cette réserve n'exonérerait pas les autres États contractants de leur obligation de reconnaître une décision rendue aux États-Unis d'Amérique lorsque le créancier y réside, alors même que le chef de compétence sur lequel se base l'autorité des États-Unis d'Amérique ne figure pas à l'article 20 (par exemple « *tag jurisdiction* », c.-à-d. la compétence fondée sur la présence temporaire d'une personne sur le territoire d'un État).

**Paragraphe 3 – Un État contractant ayant fait une réserve en application du paragraphe 2 doit reconnaître et exécuter une décision si sa législation, dans des circonstances de fait similaires, confère ou aurait conféré compétence à ses autorités pour rendre une telle décision.**

463. Le paragraphe 3 prévoit une solution relative à l'effet d'une réserve quant aux chefs de compétence énoncés au paragraphe 2. Cette solution est conforme à l'esprit de la Convention, qui est de reconnaître et d'exécuter le plus grand nombre possible de décisions en matière d'aliments. L'élément fondamental de cet article est l'approche des États-Unis d'Amérique « basée sur les faits », une nouveauté de cette Convention qui fait suite à une proposition de la Communauté européenne<sup>155</sup>. Tout comme la résidence du créancier ne convient pas à certains pays, l'approche « basée sur les faits » est inconnue d'autres États. Or, elle doit être bien comprise si l'on veut qu'elle constitue un chef de compétence utile pour faciliter la reconnaissance et l'exécution des décisions. Dans cette approche, une décision étrangère est reconnue si elle est rendue dans des circonstances de fait qui, *mutatis mutandis*, constitueraient un chef de compétence dans l'État requis. Par conséquent, le chef de compétence directe sur la base duquel le juge d'origine a agi est écarté pour ne considérer que les liens de proximité factuelle. La délégation des États-Unis d'Amérique a indiqué qu'avec cette approche, il est très rare que des décisions étrangères ne soient pas reconnues aux États-Unis d'Amérique.

464. Une proposition de la délégation de la Suisse a été examinée pendant la Commission spéciale. Cette proposition soulevait les deux questions suivantes : (1) la compétence basée sur les faits devrait-elle figurer au paragraphe 1 au lieu du paragraphe 3 et (2) lorsque la compétence basée sur les faits est utilisée, les États contractants devraient-ils énumérer dans une déclaration tous les chefs de compétence en sus de ceux énumérés au paragraphe 1 et décrire leur mode de fonctionnement. Si l'approche « basée sur les faits » avait figuré au paragraphe 1, tous les États contractants auraient dû faire cette déclaration. Cette proposition s'est heurtée à une certaine résistance en raison de la complexité de son fonctionnement. Par conséquent le paragraphe 3 ne permet d'utiliser l'approche « basée sur les faits » qu'aux États qui font une réserve quant aux chefs de compétence prévus au paragraphe 2.

465. Il est intéressant de noter qu'une règle similaire à l'approche « basée sur les faits » a été adoptée dans certains traités bilatéraux conclus par les États-Unis d'Amérique<sup>156</sup>.

**Paragraphe 4 – Lorsque la reconnaissance d'une décision n'est pas possible dans un État contractant en raison d'une réserve faite en application du paragraphe 2, cet État prend toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue en faveur du créancier si le débiteur réside habituellement dans cet État. La phrase précédente ne s'applique ni aux demandes directes de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 19(5) ni aux actions alimentaires mentionnées à l'article 2(1) *b*).**

<sup>155</sup> Voir aussi le Rapport Duncan, *op. cit.*, note 11 ; para. 87 et 88.

<sup>156</sup> Voir annexe 4 du Rapport Duncan (*op. cit.*, note 11). Voir aussi l'accord du 30 mai 2001 entre les États-Unis d'Amérique et les Pays-Bas, art. VII et VIII, *Netherlands Journal of Private International Law*, vol. XLVIII, 2001, p. 383.

466. Le paragraphe 4, comme le paragraphe 3, prévoit une autre solution garantissant au créancier le recouvrement des aliments dans le cas des États qui ont fait une réserve, conformément au paragraphe 2, portant sur les chefs de compétence. Lorsque la reconnaissance d'une décision « n'est pas possible [...] en raison d'une réserve », l'État prendra toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue si le débiteur réside habituellement dans l'État qui a fait la réserve<sup>157</sup>. Dans ce cas, comme la disposition ne s'applique pas aux demandes directes, ce sera l'Autorité centrale qui procèdera aux demandes nécessaires afin qu'une nouvelle décision soit rendue<sup>158</sup> sans que le créancier ait à introduire une nouvelle demande. Dans les hypothèses où l'approche « basée sur les faits » ne produirait aucun résultat, par exemple dans le cas très difficile d'une compétence exclusivement fondée sur le créancier (c'est-à-dire en l'absence de tout autre lien), cette solution de repli augmentera les chances de recouvrement des aliments.

467. Dans le cas d'une demande présentée directement de reconnaissance et d'exécution, le créancier ne peut pas compter sur l'action automatique de l'Autorité centrale pour qu'une décision soit rendue et devra faire une demande en vertu de l'article 10(1) d) s'il souhaite l'assistance de l'Autorité centrale. Aussi, si une demande présentée directement de reconnaissance et d'exécution est rejetée en raison d'une réserve relative à ce chef de compétence, le demandeur, qui a agi directement, peut soit continuer à agir directement en introduisant une nouvelle procédure auprès de l'autorité compétente afin d'obtenir une nouvelle décision, soit demander l'obtention d'une nouvelle décision auprès de l'Autorité centrale, en vertu de l'article 10.

468. Le mécanisme prévu par cette disposition ne s'applique pas non plus aux créances alimentaires entre époux et ex-époux lorsque la reconnaissance et l'exécution d'une décision portant sur cette créance a été refusée. Cela est dû au fait que dans certains pays, les Autorités centrales ne peuvent pas établir d'aliments entre époux et ex-époux même si la reconnaissance et l'exécution d'obligations alimentaires entre époux ou ex-époux est présentée conjointement à une demande d'aliments destinés à une personne âgée de moins de 21 ans<sup>159</sup>.

**Paragraphe 5 – Une décision en faveur d'un enfant âgé de moins de 18 ans, qui ne peut être reconnue uniquement en raison d'une réserve portant sur le paragraphe premier c), e) ou f), est acceptée comme établissant l'éligibilité de cet enfant à des aliments dans l'État requis.**

469. Le Groupe de travail sur la loi applicable a constaté que la différence d'approche des États qui appliquent en principe la loi de la résidence habituelle du créancier et ceux qui se fondent toujours sur la loi du for risque de produire des résultats inéquitables dans certaines hypothèses<sup>160</sup>. Ce serait par exemple le cas lorsqu'une décision rendue dans l'État de la résidence du créancier ne peut être reconnue dans l'État de la résidence du débiteur du fait de l'absence de compétence indirecte résultant de la réserve au titre de l'article 20(1) c), e) ou f). Dans ce cas, le créancier d'aliments est contraint d'introduire sa demande dans un autre pays que celui où il réside habituellement. Cette solution est acceptable si la loi du for octroie au créancier une protection de niveau équivalent ou supérieur à celle à laquelle il aurait droit selon la loi de sa résidence. En revanche, l'application de la *lex fori* engendre des résultats inéquitables si elle est moins favorable au créancier et, en particulier, si elle considère qu'il n'est pas éligible à une prestation alimentaire, par exemple en raison de son âge. Dans ce cas, le créancier ne peut engager une procédure dans le pays du débiteur. Compte tenu de ces conclusions, il a été

<sup>157</sup> Cette disposition n'est pas en contradiction avec l'art. 18, même si cette situation n'est pas reprise au titre des exceptions de l'art. 18(2), puisque cette disposition concerne le débiteur et restreint uniquement les actions de ce dernier.

<sup>158</sup> Conformément à l'art. 6 de la Convention. Voir commentaires aux para. 105 et s. du présent Rapport.

<sup>159</sup> Voir le Procès-verbal No 20, para. 40 à 49.

<sup>160</sup> « Proposition du Groupe de travail sur la loi applicable aux obligations alimentaires », Rapport présenté à la Commission spéciale, Doc. prélim. No 14 de mars 2005 à l'intention de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, para. 62. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) >, sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

convenu d'inclure une règle dans le texte de la Convention afin de prévoir une solution pour les enfants âgés de moins de 18 ans<sup>161</sup>.

470. Le terme « éligibilité » a fait l'objet de discussions qui n'ont débouché sur aucune conclusion. Il incombera donc à l'autorité compétente de l'État requis d'interpréter et d'appliquer ce terme conformément à ses lois et procédures internes.

471. Comme il a été dit pour l'article 2(1)<sup>162</sup>, le fait que la Convention s'applique aux enfants de moins de 21 ans n'oblige pas les États à modifier leur législation si l'âge limite est de 18 ans. La seule obligation créée par la Convention est de reconnaître et d'exécuter une décision étrangère en faveur d'un enfant de moins de 21 ans. Par conséquent, si la loi de l'État d'origine considère qu'un enfant de moins de 21 ans mais de plus de 18 ans peut prétendre à des aliments, l'État requis serait contraint de prendre toute mesure nécessaire (par exemple, permettre un recours) pour qu'une décision soit rendue en faveur de l'enfant. Afin d'éviter de telles situations, l'article 20(5) prévoit une limite d'âge différente.

**Paragraphe 6 – Une décision n'est reconnue que si elle produit des effets dans l'État d'origine et n'est exécutée que si elle est exécutoire dans l'État d'origine.**

472. Lors de la réunion de la Commission spéciale de 2005, les délégués ont particulièrement veillé à distinguer les conditions qui régissent la reconnaissance d'une décision étrangère de celles qui président à son exécution. Il faut donc bien distinguer la reconnaissance et l'exécution<sup>163</sup>.

473. Un consensus se dégage autour d'exigences moindres pour la reconnaissance que pour l'exécution. Pour la reconnaissance, il suffit que la décision produise ses effets dans l'État d'origine (autorité de chose jugée ou *res judicata*), alors que dans le cas de la reconnaissance et de l'exécution, il faut qu'elle y soit exécutoire. Il est possible toutefois de solliciter l'exécution d'une décision qui n'est que provisoirement exécutoire dans l'État d'origine.

474. Le paragraphe 6 remplace et modernise la formulation de l'article 4 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) qui pouvait donner lieu à des interprétations divergentes. La Convention de 1973 dispose qu'une décision en matière d'aliments doit être reconnue et déclarée exécutoire si elle ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'État d'origine et stipule que « [l]es décisions exécutoires par provision et les mesures provisionnelles sont, quoique susceptibles de recours ordinaire, reconnues ou déclarées exécutoires dans l'État requis si pareilles décisions peuvent y être rendues et exécutées ». En matière d'aliments, où les décisions ne sont jamais définitives puisqu'elles sont susceptibles de modifications liées à des changements de circonstances tels que des fluctuations des taux de change, des variations des revenus du débiteur et l'évolution des besoins du créancier, la formulation de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) n'était pas idéale.

**Article 21 Divisibilité et reconnaissance ou exécution partielle**

**Paragraphe 1 – Si l'État requis ne peut reconnaître ou exécuter la décision pour le tout, il reconnaît ou exécute chaque partie divisible de la décision qui peut être reconnue ou déclarée exécutoire.**

475. Alors que l'article 19(2) limite l'application du chapitre V aux éléments de la décision qui traitent des obligations alimentaires, ce paragraphe limite la reconnaissance et l'exécution à des parties divisibles de la décision qui peuvent être reconnues et exécutées dans l'État requis. Cette formulation représente une nette amélioration par rapport à l'article 10 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) qui a le même objet. Ainsi, si une décision accorde des aliments à une mère qui est un partenaire enregistré et à son enfant alors que les obligations alimentaires entre partenaires enregistrés n'entrent pas dans le champ d'application de la Convention pour l'État requis, la partie de la décision qui accorde des aliments à la mère ne pourra

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> Commentaires aux para. 46 et s. du présent Rapport.

<sup>163</sup> Voir para. 429 de ce Rapport.

prétendre à la reconnaissance et à l'exécution. En revanche, il sera possible de reconnaître et d'exécuter la partie de la décision qui concerne l'enfant. « Divisible » signifie que la partie de la décision en question peut être considérée de façon autonome.

**Paragraphe 2 – La reconnaissance ou l'exécution partielle d'une décision peut toujours être demandée.**

476. La formulation de ce paragraphe est empruntée à l'article 14 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Il est possible, pour diverses raisons, que le créancier préfère modérer la demande de reconnaissance et d'exécution. Ainsi, des considérations fiscales pourraient l'inciter à ne pas solliciter la reconnaissance et l'exécution totale de la décision<sup>164</sup>. Cette règle n'a d'intérêt pratique qu'en l'absence de disposition similaire dans le droit de l'État requis.

**Article 22 Motifs de refus de reconnaissance et d'exécution**

477. L'un des objectifs de la nouvelle Convention est de permettre la reconnaissance et l'exécution du plus grand nombre possible de décisions en matière d'aliments. La reconnaissance ou l'exécution peut être néanmoins refusée dans les circonstances limitées prévues à l'article 22. L'emploi du terme « ou » à la fin du paragraphe e) ii) montre sans aucune ambiguïté que les conditions de refus de la reconnaissance et de l'exécution ne sont pas cumulatives et s'excluent mutuellement. En outre, même si une des conditions est satisfaite, l'autorité compétente requise n'est nullement tenue de refuser la reconnaissance et l'exécution. Le semi-auxiliaire « pouvoir » exprime une possibilité et non une obligation, laquelle aurait été exprimée par l'auxiliaire « être ». Il faut souligner que la reconnaissance et l'exécution des décisions sont rarement refusées aux motifs exposés dans cette disposition.

**La reconnaissance et l'exécution de la décision peuvent être refusées si :**

**Paragraphe a) – la reconnaissance et l'exécution de la décision sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;**

478. Comme dans d'autres Conventions de La Haye, telles que la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), et dans d'autres instruments internationaux, le premier motif de refus de reconnaissance ou d'exécution de décisions relatives à des aliments est leur caractère manifestement contraire à l'ordre public dans l'État où la reconnaissance ou l'exécution est demandée. Dans l'application de cette disposition, l'autorité compétente devra vérifier si la reconnaissance et l'exécution d'une décision spécifique engendrerait un résultat intolérable dans l'État requis. Une simple divergence par rapport au droit interne ne suffit pas pour la mise en œuvre de cette exception. La vérification de la compatibilité d'une décision avec l'ordre public ne doit pas servir de prétexte à une révision générale sur le fond, laquelle est expressément défendue par la Convention (voir art. 28 et para. 548 du présent Rapport). Ce motif de refus de reconnaissance et d'exécution est également prévu à l'article 5 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution).

479. Quelques délégations ont craint pendant la Commission spéciale un emploi systématique de l'exception d'ordre public pour les questions relatives à l'état des personnes. Ainsi, par exemple, il serait inapproprié qu'un État refuse systématiquement de reconnaître et d'exécuter des décisions d'aliments destinés aux enfants au motif, qu'en vertu de sa loi, un père n'est pas tenu de verser des aliments à un enfant né hors mariage. Dans tous les cas, l'exception d'ordre public devrait être appliquée de façon très restrictive.

**Paragraphe b) – la décision résulte d'une fraude commise dans la procédure ;**

480. Ce motif de non-reconnaissance a fait l'objet de discussions prolongées car la signification de la fraude et le lien qu'elle entretient avec d'autres exceptions diffèrent très sensiblement d'un pays à l'autre. Une fraude est une malhonnêteté ou une malversation délibérée. Il pourrait s'agir par exemple d'un plaignant qui signifie ou fait signifier délibérément une décision à une adresse erronée ou d'une partie qui tente de

<sup>164</sup> Rapport Verwilghen (*op. cit.*, para. 15), au para. 80.

corrompre l'autorité ou dissimule des preuves, etc.<sup>165</sup> Ce motif de refus de reconnaissance et d'exécution est également prévu à l'article 5 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution).

481. Une certaine confusion est apparue lors des débats de la Commission spéciale autour de la notion de fraude et de ce qui la distingue de l'ordre public. Les deux concepts diffèrent. Les cas de fraude illustrés plus haut ne sont pas nécessairement couverts par l'exception d'ordre public. Le concept de fraude présuppose la présence d'un élément subjectif de déclaration dolosive ou de manœuvres frauduleuses, et non une simple erreur ou négligence de la part de la partie qui sollicite la reconnaissance et l'exécution. Il faut souligner que ce paragraphe ne vise que la fraude dans le cadre de la procédure, ce qui diffère de l'exception de fraude à la loi dans les questions de choix de la loi.

482. La récente Convention Élection de for de 2005 prévoit, parmi les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution, l'hypothèse dans laquelle « le jugement résulte d'une fraude relative à la procédure » (art. 9 d))<sup>166</sup>.

**Paragraphe c) – un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant une autorité de l'État requis, première saisie ;**

483. Ce motif de refus de reconnaissance et d'exécution est prévu à l'article 5 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Dans une certaine mesure, il intègre à la Convention le concept de litispendance à la date de reconnaissance et d'exécution, généralement prévue au titre des règles de compétence directe. Toutefois, il ne s'agit pas *stricto sensu* de litispendance car la disposition ne couvre que les procédures ayant le même « objet ». Les particularités des aliments sont à souligner. En matière d'aliments, la « cause de l'action » est toujours la même (c.-à-d., les aliments), la seule différence étant de savoir si la demande vise à obtenir des aliments ou à les modifier ou, si l'action est introduite par le débiteur, à faire déclarer inexistante une obligation alimentaire. La situation se distingue donc de celles qui se posent dans d'autres matières civiles ou commerciales, où des causes d'action véritablement différentes peuvent se poser.

484. La Convention ne comprend aucune règle indiquant quand une procédure est pendante dans un État. Il faudra se référer pour cela au droit interne de l'État requis.

**Paragraphe d) – la décision est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque la dernière décision remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis ;**

485. L'incompatibilité de décisions est un autre motif de refus de reconnaissance et d'exécution d'une décision étrangère. La décision doit être rendue entre les mêmes parties et pour le même objet. Ce motif de refus de reconnaissance et d'exécution est également prévu à l'article 5 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Lorsque la décision a été rendue dans l'État requis, aucune condition supplémentaire n'est nécessaire et ce cas de figure doit être rattaché au paragraphe c). Lorsque la décision a été rendue dans un État autre que l'État requis, cette décision doit remplir les conditions de reconnaissance et d'exécution de l'État requis. La Convention est muette sur la date à laquelle la décision a été rendue dans cet État tiers. La question a été débattue lors de la Session diplomatique<sup>167</sup> et il a été conclu qu'il n'était pas approprié d'introduire un facteur temporel dans le paragraphe d). Aussi, cette question est laissée à l'appréciation du juge ou de l'autorité qui décidera, au cas par cas, laquelle de ces décisions incompatibles est prioritaire.

<sup>165</sup> Voir art. 10(1) d) (Demandes disponibles) et commentaires aux para. 253 et s. de ce Rapport.

<sup>166</sup> Rapport explicatif de T. Hartley et M. Dogauchi (*op. cit.*, note 43), para. 189.

<sup>167</sup> Voir Procès-verbal No 10, para. 47 et 55.

**Paragraphe e) – dans les cas où le défendeur n’a ni comparu, ni été représenté dans les procédures dans l’État d’origine :**

486. Le chapeau du paragraphe e) s’inspire d’une proposition faite dans le Document de travail No 70<sup>168</sup>, dont l’application aux alinéas i) et ii) a été jugée acceptable à l’issue des discussions en Séance plénière<sup>169</sup>. En réalité, la difficulté résidait dans la nécessité de rédiger un chapeau qui couvre à la fois les systèmes judiciaires et les systèmes administratifs. Dans ces derniers, le bien-fondé d’une action est initialement examiné en l’absence du défendeur. Le chapeau traite également du cas où le défendeur n’était pas représenté dans les procédures dans l’État d’origine.

**Alinéa i) – lorsque la loi de l’État d’origine prévoit un avis de la procédure, le défendeur n’a pas été dûment avisé de la procédure et n’a pas eu l’opportunité de se faire entendre ; ou**

487. L’alinéa i) vise les systèmes judiciaires voire les systèmes administratifs où le défendeur est entendu devant l’autorité. L’expression « dûment avisé » signifie qu’il suffit que le défendeur ait été avisé d’une façon qui lui permette de réagir, mais il n’est pas nécessaire que la procédure lui ait été dûment signifiée ou notifiée.

**Alinéa ii) – lorsque la loi de l’État d’origine ne prévoit pas un avis de la procédure, le défendeur n’a pas été dûment avisé de la décision et n’a pas eu la possibilité de la contester ou de former un appel en fait et en droit ; ou**

488. L’alinéa ii) est adapté aux systèmes administratifs dans lesquels les décisions sont rendues non contradictoirement et les droits de la défense sont respectés en permettant au défendeur de contester la décision en fait et en droit après le prononcé de la décision. Tel est le cas des systèmes administratifs tels que ceux de l’Australie et de la Norvège.

**Paragraphe f) – la décision a été rendue en violation de l’article 18.**

489. L’article 18 impose aux États contractants de ne pas se déclarer compétents en violation de l’article 18. Le non-respect de cette règle peut aboutir à la non-reconnaissance d’une décision rendue en violation de cette règle<sup>170</sup>.

**Article 23 Procédure pour une demande de reconnaissance et d’exécution**

490. Cet article règle certains aspects de la procédure à suivre pour la reconnaissance et l’exécution d’une décision étrangère lorsque la reconnaissance ou la reconnaissance et l’exécution sont demandées. L’objectif est d’établir une procédure simplifiée, rapide et économique. La nouvelle procédure est conçue pour éviter la complexité et les coûts de nombreuses procédures internationales existantes – qui sont à l’origine de leur sérieuse sous-utilisation. L’objectif est ambitieux et plus difficile à réaliser au niveau international qu’aux niveaux régionaux où l’élaboration de systèmes simplifiés pose moins de problèmes<sup>171</sup>. Néanmoins, l’élaboration d’une procédure rationalisée et partiellement harmonisée au niveau international est apparue comme une nécessité si l’on voulait donner un réel effet aux droits alimentaires des créanciers moyens à l’échelle internationale. D’autres États sont en revanche restés préoccupés quant à une interférence indue avec les lois et procédures internes. C’est la raison pour laquelle, lors de la Session diplomatique il a été décidé d’ajouter une procédure alternative à l’article 24<sup>172</sup>. Les articles 23 et 24 doivent être rapprochés de l’article 52 (Règle de l’efficacité maximale) de façon qu’un État puisse adopter des procédures simplifiées et plus rapides, à condition que celles-ci soient compatibles avec la protection accordée aux parties par les articles 23 et 24 (voir art. 52(2)).

<sup>168</sup> Doc. trav. No 70 des délégations du Canada, de la Chine, d’Haïti, d’Israël, du Japon, de la Fédération de Russie et de la Suisse.

<sup>169</sup> Voir Procès-verbal No 20, para. 50 à 69.

<sup>170</sup> Voir para. 419 de ce Rapport.

<sup>171</sup> Voir, par exemple, les régimes de Bruxelles / Lugano, de l’UIFSA et le régime canadien.

<sup>172</sup> Sur l’équilibre de ces deux articles, adoptés le 21 novembre 2007 seulement, voir Procès-verbal No 22, para. 24 à 49. Sur l’origine de ces textes, voir Doc. trav. No 62, présentant une proposition de compromis élaborée par un groupe de travail informel de délégations. Ce groupe informel était composé des délégations du Canada, de la Chine, de la Communauté européenne, des États-Unis d’Amérique, du Japon, de la Fédération de Russie et de la Suisse.

491. Les caractéristiques importantes de la procédure de l'article 23 sont les suivantes :

- (a) une procédure simple et rapide d'enregistrement d'une décision étrangère aux fins d'exécution (ou de déclaration de force exécutoire), qui exclut toute objection des parties et n'autorise que des contrôles d'office limités (voir ci-dessous, l'étude du para. 4), et
- (b) la charge de soulever des objections à l'enregistrement (ou à la déclaration) pèse sur le débiteur, dont le droit de contester ou de faire appel est limité à la fois au plan des délais et des motifs.

492. Dans l'hypothèse courante d'une demande de reconnaissance et d'exécution transmise par les Autorités centrales en vertu du chapitre III, le point de départ de cet article est que la demande a été traitée par l'Autorité centrale requise en vertu de l'article 12<sup>173</sup> et n'a pas été rejetée. La demande sera accompagnée des documents énumérés à l'article 25. Cet article précise les mesures qui doivent ensuite être prises par les autorités de l'État requis et les voies ouvertes au demandeur et au défendeur.

493. L'expression « procédure pour une demande de reconnaissance et d'exécution » couvre toutes les possibilités existant dans les différents États : enregistrement aux fins d'exécution, déclaration de force exécutoire, exequatur, etc.

494. Une distinction est faite entre l'hypothèse dans laquelle la demande a été présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales (para. 2) et celle où elle a été présentée directement à une autorité compétente (para. 3). Voir aussi l'article 37.

**Paragraphe 1 – Sous réserve des dispositions de la Convention, les procédures de reconnaissance et d'exécution sont régies par la loi de l'État requis.**

495. Cet article ne doit pas être confondu avec l'article 32, qui vise les mesures d'exécution, c'est-à-dire l'exécution *stricto sensu* et non la procédure intermédiaire à laquelle une décision étrangère est soumise avant d'être exécutée en vertu du droit interne.

**Paragraphe 2 – Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise doit promptement :**

**Alinéa a) – transmettre la demande à l'autorité compétente qui doit sans retard déclarer la décision exécutoire ou procéder à son enregistrement aux fins d'exécution ; ou**

**Alinéa b) – si elle est l'autorité compétente, prendre elle-même ces mesures.**

496. Les paragraphes 2 et 3 régissent la procédure de reconnaissance et d'exécution ou la déclaration de force exécutoire. Ils sont rédigés avec flexibilité pour être compatibles avec les différentes procédures d'exequatur, mais ils imposent en même temps une action rapide.

497. Pour les affaires dans lesquelles la demande est transmise par l'Autorité centrale de l'État d'origine, le paragraphe 2 évoque deux possibilités, qui sont fonction des particularités des États. Dans certains États, l'Autorité centrale de l'État requis peut déterminer si la décision peut être enregistrée aux fins d'exécution ou déclarée exécutoire. Dans d'autres, l'Autorité centrale ne peut prendre cette décision ; dans ce cas, elle doit promptement transmettre la demande à l'autorité compétente de l'État requis. Dans les deux cas, les autorités responsables doivent agir « promptement » ou « sans retard » pour enregistrer la décision ou la déclarer exécutoire.

**Paragraphe 3 – Lorsque la demande est présentée directement à l'autorité compétente dans l'État requis en vertu de l'article 19(5), cette autorité déclare sans retard la décision exécutoire ou procède à son enregistrement aux fins d'exécution.**

498. L'autorité de l'État requis doit rendre sa décision « sans retard », un terme qui n'équivaut pas à « dès [l'achèvement des formalités prévues à l'article 53] » de

<sup>173</sup> Voir les remarques relatives à l'art. 12.

l'article 41 du Règlement de Bruxelles. La raison en est qu'il n'a pas été jugé réaliste d'introduire une telle règle dans une Convention mondiale, tout comme il n'a pas été jugé opportun de fixer un délai. L'objectif de l'expression « sans retard » est d'amener l'autorité de l'État requis à statuer dès que possible sur la demande, de la même façon que l'expression « avec célérité » est employé dans d'autres Conventions<sup>174</sup>. Toutefois, c'est le droit interne de l'État requis qui détermine l'effet pratique de cette expression.

499. « Sans retard » aux paragraphes 2 a) et 3 et « promptement » au paragraphe 2 ont le même sens.

**Paragraphe 4 – Une déclaration ou un enregistrement ne peut être refusé que pour le motif prévu à l'article 22 a). À ce stade, ni le demandeur ni le défendeur ne sont autorisés à présenter d'objection.**

500. Ce paragraphe énonce le seul motif pour lequel l'autorité compétente de l'État requis peut procéder à un contrôle d'office de la demande de reconnaissance et d'exécution, à savoir l'incompatibilité avec l'ordre public de l'État requis, comme indiqué à l'article 22 a).

501. Au stade de l'enregistrement ou de la déclaration, ni le demandeur ni le défendeur n'ont la possibilité de présenter des arguments. Cela parce que la procédure doit être aussi rapide et aussi simple que possible, et il est probable que dans la grande majorité des affaires, aucun argument ne serait présenté.

502. Il est à noter qu'au moment du contrôle d'office, s'il y a des doutes sérieux quant à l'intégrité ou à l'authenticité d'un document, l'autorité compétente peut en demander une copie intégrale certifiée (voir plus loin, les paragraphes 510 et 511 et 538 à 540).

**Paragraphe 5 – La déclaration ou l'enregistrement fait en application des paragraphes 2 et 3, ou leur refus en vertu du paragraphe 4, est notifié promptement au demandeur et au défendeur qui peuvent le contester ou former un appel, en fait et en droit.**

503. La déclaration de force exécutoire ou l'enregistrement effectué en vertu du paragraphe 2 ou 3 sera notifié « promptement » au demandeur et au défendeur. L'emploi de l'expression « promptement » répond aux intérêts et difficultés soulevés aux paragraphes 2 et 3 et son objet est d'exprimer l'idée que la notification doit être effectuée dès que possible.

504. La règle du paragraphe 5 autorise le demandeur et le défendeur à contester la décision relative à l'enregistrement ou la déclaration ou à faire appel de celle-ci. Cependant, les seuls motifs d'appel sont ceux qui sont énoncés au paragraphe 7 ou 8 ci-dessous. Cette limitation des motifs d'appel doit être considérée à la lumière du contrôle (excepté dans le cas des demandes « présentées directement ») qui a été exercé par les Autorités centrales dans le traitement de la demande et à la lumière des limites exposées aux articles 27 et 28. L'utilisation des termes « contestation » et « appel » vise à refléter une distinction importante entre systèmes judiciaires et administratifs. Ces deux expressions poursuivent le même objectif, à savoir offrir la possibilité de s'opposer à la décision initialement adoptée. Dans les systèmes administratifs, cela implique la possibilité de « contester » la décision<sup>175</sup>, alors que dans les systèmes judiciaires, cela implique la possibilité de « former un appel » à l'encontre d'une décision.

505. Le droit de contester ou de faire appel « en fait et en droit » signifie que la contestation ou l'appel peut porter sur les faits, le droit, ou sur les faits et le droit. Il ne s'agit pas d'une révision au fond ou une nouvelle détermination des faits, interdites par les articles 27 et 28. Les seuls motifs de contestation ou d'appel autorisés sont énoncés au paragraphe 7 ou, dans le cas du défendeur, également au paragraphe 8.

506. Au stade de la contestation ou de l'appel, la procédure est contradictoire. C'est ce qui dans les pays de *common law* est appelé « *adversarial* », ce qui signifie que les deux parties ont la possibilité d'être entendues. Il faut préciser que « *adversarial* » ou

<sup>174</sup> Art. 14 de la Convention Élection de for de 2005.

<sup>175</sup> La contestation d'une décision peut inclure tant le fait de déférer la décision en deuxième instance que le réexamen de la décision par l'autorité qui l'a rendue.

« contradictoire » ne doit en aucun cas être confondu avec « contentieux ». Dans certains États de droit civil, le terme « contradictoire » signifie « contentieux » et « contradictoire », alors que ce n'est pas le cas dans d'autres États. Il en ressort que bien que la procédure doive toujours être contradictoire, le fait qu'elle soit ou non également contentieuse dépend du droit interne du for qui détermine d'autres questions de procédure (*lex fori regit processum*).

**Paragraphe 6 – La contestation ou l'appel est formé dans les 30 jours qui suivent la notification en vertu du paragraphe 5. Si l'auteur de la contestation ou de l'appel ne réside pas dans l'État contractant où la déclaration ou l'enregistrement a été fait ou refusé, la contestation ou l'appel est formé dans les 60 jours qui suivent la notification.**

507. Une importante amélioration apportée par cette Convention est l'instauration d'un délai de contestation ou d'appel de la déclaration de force exécutoire ou d'enregistrement aux fins d'exécution par les parties. Cela répond à l'objectif de la Convention qui est de donner effet dès que possible à une décision relative à des aliments. Tout délai indu doit être évité et un délai long pour une telle contestation ou un tel appel peut nuire au créancier d'aliments.

508. Étant donné que la grande majorité des demandes de reconnaissance et d'exécution seront accueillies, il est logique que le délai d'appel soit bref, 30 jours à compter de la date de notification de la décision<sup>176</sup>. Si la partie qui conteste réside dans un autre État contractant que celui dans lequel la décision autorisant la reconnaissance et l'exécution a été rendue, le délai d'appel est porté à 60 jours. Il n'y a aucune obligation de résidence habituelle car ce n'est qu'une question de contestation. Le délai est le même pour les deux parties, demandeur et défendeur. Cependant, la Convention n'empêche pas le demandeur d'introduire une nouvelle demande.

**Paragraphe 7 – La contestation ou l'appel ne peut être fondé que sur :**

**Alinéa a) – les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 22 ;**

**Alinéa b) – les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 20 ;**

**Alinéa c) – l'authenticité ou l'intégrité d'un document transmis conformément à l'article 25(1) a), b) ou d) ou (3) b).**

509. En raison des objectifs de la Convention et des limites posées au droit de contestation ou d'appel par le paragraphe 6, les seuls motifs de contestation ou d'appel sont ceux qui sont énoncés au paragraphe 7. Ce sont : à l'alinéa a), les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 22 et, à l'alinéa b), les bases de reconnaissance et d'exécution prévues à l'article 20. Enfin, un autre motif de contestation ou d'appel renvoie à l'authenticité et à l'intégrité de certains documents.

510. Ce dernier motif s'est avéré nécessaire dès lors qu'il a été convenu de ne pas exiger la fourniture d'originaux ou de copies certifiées conformes de certains des documents énumérés à l'article 25<sup>177</sup>, dans la première phase de la demande. Cela ne signifie pas pour autant que tout document doit être accepté en vertu de la Convention. Le système établi à l'article 25 de la Convention garantira, dans un premier temps, une transmission rapide entre les Autorités centrales (quel que soit le support utilisé) des demandes et des documents annexés, tout en reconnaissant qu'il pourra parfois s'avérer nécessaire (souvent à des fins probatoires) de fournir une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de certains documents (art. 25(3))<sup>178</sup>, à un stade ultérieur. Les motifs de contestation ou d'appel prévus à l'article 23(7) c) font office de mesure de protection contre, notamment, des documents dont l'origine peut être contestée (authenticité) ou des documents qui ont été altérés et dont, par exemple, le texte a été

<sup>176</sup> Les délais indiqués dans ce paragraphe ont été suggérés par l'*International Association of Women Judges* lors de la Commission spéciale.

<sup>177</sup> Il est important de souligner qu'en vertu de l'art. 25(3) a), un État contractant peut préciser conformément à l'art. 57 qu'une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine doit accompagner la demande.

<sup>178</sup> A cet égard, les demandes d'aliments ressemblent en de nombreux points à des créances incontestées.

tronqué ou supprimé (intégrité). Il est entendu que si une copie certifiée conforme du document est transmise dès le départ, comme prévu à l'article 25(3) *a*), le document ne devrait pas donner lieu à contestation ou appel sur le fondement de l'article 23(7) *c*).

511. Les documents couverts par l'article 23(7) *c*) sont le texte complet de la décision (art. 25(1) *a*)) ou si l'État en question l'a précisé, un résumé ou un extrait de la décision (art. 25(3) *b*)), le document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine (art. 25(1) *b*)) et enfin, si nécessaire, un document établissant le montant des arrérages (art. 25(1) *d*)).

**Paragraphe 8 – La contestation ou l'appel formé par le défendeur peut aussi être fondé sur le paiement de la dette dans la mesure où la reconnaissance et l'exécution concernent les paiements échus.**

512. Le paragraphe 8 ajoute un motif de contestation ou d'appel qui n'est au profit du seul défendeur. Si celui-ci s'est acquitté de sa dette, c'est une raison claire d'opposition à la reconnaissance et à l'exécution, dans la mesure où la décision concerne la dette acquittée. Ce motif est différent de celui énoncé au paragraphe 7 *c*) en rapport avec l'article 25(1) *d*), où la contestation ou l'appel peut être fondé sur l'authenticité ou l'intégrité du document établissant le montant des arrérages.

**Paragraphe 9 – La décision sur la contestation ou l'appel est promptement notifiée au demandeur et au défendeur.**

513. Le demandeur et le défendeur doivent non seulement se voir notifier la déclaration ou l'enregistrement ou le refus de déclaration ou d'enregistrement, mais aussi la décision résultant de la contestation ou de l'appel afin de décider s'ils veulent accepter la décision ou envisager un nouvel appel en vertu du paragraphe 10 si cela est possible. La notification peut être effectuée directement ou par l'intermédiaire de l'Autorité centrale. La Convention ne précise pas les méthodes de notification à employer.

**Paragraphe 10 – Un appel subséquent, s'il est permis par la loi de l'État requis, ne peut avoir pour effet de suspendre l'exécution de la décision, sauf circonstances exceptionnelles.**

514. Le paragraphe 10 règle la question de la formation éventuelle d'un autre appel par le demandeur ou par le défendeur. Le texte n'accepte les appels subséquents que s'ils sont autorisés par la loi de l'État requis, reflétant ainsi la règle générale établie à l'article 23(1). Une attention particulière devrait être portée aux possibilités d'abus des procédures d'appel. En fait, donner de multiples possibilités de contester une décision pourrait nuire à l'efficacité de l'application de la Convention car cela saperait la confiance mutuelle des États dans l'application de la Convention. En outre, les coûts et délais que peuvent impliquer des appels subséquents peuvent freiner les demandes. Afin d'éviter des conséquences malheureuses, l'interdiction de l'interruption ou de la suspension d'exécution lorsqu'un appel subséquent est pendant a été introduite, tout en admettant qu'il existe parfois des circonstances exceptionnelles qui peuvent justifier une interruption ou suspension d'exécution.

**Paragraphe 11 – L'autorité compétente doit agir rapidement pour rendre une décision en matière de reconnaissance et d'exécution, y compris en appel.**

515. L'objectif d'une procédure rapide est souligné par la règle énoncée au paragraphe 11, qui dispose que l'autorité compétente doit agir « rapidement ». Cette règle doit être rapprochée de celle de l'article 52(1) *b*) (Règle de l'efficacité maximale), qui permet à un État contractant d'introduire des procédures simplifiées ou accélérées, unilatéralement ou dans le cadre d'un accord international entre l'État requérant et l'État requis.

**Article 24 Procédure alternative pour une demande de reconnaissance et d'exécution**

516. L'article 24 prévoit une procédure alternative en matière de reconnaissance et d'exécution. Alors que la procédure prévue à l'article 23 était soutenue par une grande majorité des délégués, certaines délégations ont estimé qu'elle ne prenait pas suffisamment en compte certains systèmes qui utilisent en réalité une procédure en une seule phase, n'impliquant pas d'enregistrement ou de déclaration de force exécutoire séparée, mais seulement une demande unique adressée au tribunal en vue de l'exécution d'une décision étrangère. L'article 24 a été rédigé de manière à satisfaire à de tels systèmes<sup>179</sup>. Il a été envisagé que les États contractants utiliseront pour la plupart la procédure prévue à l'article 23, mais que lorsque ceci s'avère impossible, la procédure de l'article 24 pourra être choisie par voie de déclaration. La procédure de l'article 24 contient des éléments reflétant ceux de l'article 23 destinés à garantir la célérité de la procédure, à limiter les possibilités de contrôle d'office (bien qu'elles le soient moins que dans l'art. 23) et à faire peser sur le débiteur la charge de soulever certains moyens.

**Paragraphe 1 – Nonobstant l'article 23(2) à (11), un État peut déclarer, conformément à l'article 63, qu'il appliquera la procédure de reconnaissance et d'exécution prévue par le présent article.**

517. Le principe général selon lequel les procédures de reconnaissance et d'exécution doivent, sous réserve des dispositions de la Convention, être régies par la loi de l'État requis, s'applique également à la procédure mise en place à l'article 24. La déclaration faite en application de l'article 24 ne peut pas porter atteinte à ce principe, énoncé à l'article 23(1). En outre, comme c'est le cas pour toutes les autres déclarations (art. 63(1)), une déclaration faite par un État en vertu de l'article 24 peut être modifiée ou retirée à tout moment. Cela pourrait notamment être le cas si la situation dans cet État change et qu'il devienne désormais possible d'accepter la procédure de l'article 23.

**Paragraphe 2 – Lorsqu'une demande de reconnaissance et d'exécution d'une décision a été présentée par l'intermédiaire d'une Autorité centrale conformément au chapitre III, l'Autorité centrale requise doit promptement :**

**Alinéa a) – transmettre la demande à l'autorité compétente qui prend une décision sur la demande de reconnaissance et d'exécution ; ou**

**Alinéa b) – si elle est l'autorité compétente, prendre elle-même une telle décision.**

518. Le paragraphe 2 de l'article 24 est l'équivalent du paragraphe 2 de l'article 23 avec de légères modifications afin de tenir compte des différents contextes.

**Paragraphe 3 – Une décision de reconnaissance et d'exécution est rendue par l'autorité compétente après que le défendeur s'est vu dûment et promptement notifier la procédure et que chacune des parties a eu une opportunité adéquate d'être entendue.**

519. Dans la procédure en deux phases prévue à l'article 23, ni le demandeur, ni le défendeur ne sont autorisés à présenter des arguments lors de la première phase. Ce principe ne peut pas être appliqué dans une procédure ne comportant qu'une seule phase, dans laquelle les droits de la défense doivent être garantis. D'où l'exigence de notification et le droit d'être entendu.

**Paragraphe 4 – L'autorité compétente peut contrôler d'office les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus à l'article 22 a), c) et d). Elle peut contrôler tous les motifs prévus aux articles 20, 22 et 23(7) c) s'ils sont soulevés par le défendeur ou si un doute relatif à ces motifs existe au vu des documents soumis conformément à l'article 25.**

---

<sup>179</sup> *Ibid.*, note 172.

520. Dans la procédure en deux phases prévue à l'article 23, le contrôle d'office est autorisé lors de la première phase de la procédure mais seulement pour un motif d'ordre public. D'autres motifs limités de contestation ou d'appel peuvent être soulevés par le défendeur au cours de la seconde phase. Dans la procédure en une phase de l'article 24, une approche différente est adoptée et les motifs de contrôle sont répartis en deux groupes.

521. Premièrement, sont visés certains motifs qui peuvent être contrôlés d'office par l'autorité compétente. Il s'agit de l'ordre public, d'une procédure pendante devant une autorité de l'État requis ou de l'existence d'une décision incompatible (art. 22 *a*), *c*) et *d*)).

522. D'autres motifs, dont la liste est plus longue, peuvent être contrôlés par l'autorité compétente dans chacun des deux cas suivants : (a) si le motif est soulevé par le défendeur ou, (b) si un doute relatif à ces motifs émane des documents soumis conformément à l'article 25. Dans ce dernier cas, le doute doit exister « au vu » du document, ce qui signifie qu'il doit paraître évident, à la vue du contenu du document, qu'un motif de révision peut exister.

**Paragraphe 5 – Un refus de reconnaissance et d'exécution peut aussi être fondé sur le paiement de la dette dans la mesure où la reconnaissance et l'exécution concernent les paiements échus.**

523. Cette règle correspond au paragraphe 8 de l'article 23<sup>180</sup>, à la différence que dans le paragraphe 5, elle apparaît comme un motif de refus de reconnaissance et d'exécution, sans préciser si ce motif doit être soulevé par le défendeur, ou si l'autorité compétente peut le soulever d'office.

**Paragraphe 6 – Un appel subséquent, s'il est permis par la loi de l'État requis, ne doit pas avoir pour effet de suspendre l'exécution de la décision, sauf circonstances exceptionnelles.**

524. Le texte de ce paragraphe reprend la formulation de l'article 23(10). Voir les commentaires au paragraphe 514.

**Paragraphe 7 – L'autorité compétente doit agir rapidement pour rendre une décision en matière de reconnaissance et d'exécution, y compris en appel.**

525. Le texte de ce paragraphe reprend la formulation de l'article 23(11). Voir les commentaires au paragraphe 515.

**Article 25 Documents**

526. Cet article dispose que la demande de reconnaissance et d'exécution visée à l'article 23 doit être accompagnée des documents énumérés. Le paragraphe 3 de cette disposition introduit une certaine souplesse en autorisant les États contractants qui préféreraient recevoir un résumé ou un extrait de la décision au lieu du texte complet à le préciser.

**Paragraphe 1 – Une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 23 ou de l'article 24 est accompagnée des documents suivants :**

527. Le paragraphe 1 présente la solution classique qui impose à une partie sollicitant la reconnaissance et l'exécution d'une décision de produire certains documents. Les documents indiqués aux alinéas *a*) et *b*) doivent être produits dans tous les cas, alors que les documents énumérés aux alinéas *c*), *d*), *e*) et *f*) ne sont à produire que si les circonstances l'exigent.

528. La certification des documents qui accompagnent une demande de reconnaissance et d'exécution n'est pas obligatoire lorsqu'ils sont initialement transmis par une Autorité centrale ou produits pour la première fois directement par un demandeur conformément à l'article 37. En ce qui concerne l'article 12(2), l'objectif de la nouvelle rédaction de l'article 25 est de garantir dans un premier temps une transmission rapide et économique

<sup>180</sup> Voir les commentaires à l'art. 23(8), au para. 512 du présent Rapport.

(quel que soit le mode de transmission employé) des demandes et des documents qui les accompagnent tout en reconnaissant qu'une copie complète certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine de tout document spécifié à l'article 25(1) *a)*, *b)* et *d)* devra parfois être transmise ultérieurement. Aux termes de l'article 25, ce n'est qu'en cas de contestation ou d'appel en vertu de l'article 23(7) *c)* fondé sur l'authenticité ou l'intégrité du document ou à la demande de l'autorité compétente de l'État requis qu'il faudra produire une copie complète du document concerné, certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine (para. 2). Cependant, des États peuvent préciser, conformément à l'article 25(3), qu'ils préféreraient recevoir une copie complète et certifiée conforme de la décision, en toutes circonstances (voir para. 542).

529. A ce propos, on notera que le Groupe de travail chargé des formulaires a élaboré des formulaires pour la plupart des documents exigés par cet article<sup>181</sup>. Ces formulaires comportent le plus possible de cases à cocher et limitent au maximum le recours à la saisie de texte libre, généralement limitée aux numéros, adresses et noms, ce qui réduit les besoins de traduction. Suivant de très près la terminologie de la Convention, les formulaires existent en anglais, en français et en espagnol, et pourraient être traduits dans toute autre langue. Ainsi, un formulaire rempli en français serait essentiellement lisible en espagnol sans qu'il soit nécessaire de le traduire.

#### **Alinéa a) – le texte complet de la décision ;**

530. Le terme « texte complet » signifie le jugement tout entier et non le seul dispositif. Il faut souligner que cette règle impose simplement de produire la « décision » en matière d'aliments, et non une « copie » ou l'« original ». Par conséquent, il sera possible et facile de produire la version électronique d'une décision, d'autant que la production d'une copie certifiée conforme de la décision ne sera pas systématiquement exigée par l'État requis. Comme il a été dit plus haut, en cas de contestation de l'authenticité ou de l'intégrité de la décision, une copie complète certifiée conforme sera produite, soit par l'Autorité centrale de l'État requérant dans le cas d'une demande en vertu du chapitre III, soit par le demandeur lorsque la demande de reconnaissance et d'exécution est adressée directement à l'autorité compétente de l'État requis.

531. Sur l'exigence d'une copie complète certifiée conforme de la décision, voir le paragraphe 3 *a)* et les commentaires au paragraphe 542.

#### **Alinéa b) – un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine et, si la décision émane d'une autorité administrative, un document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies à moins que cet État n'ait précisé, conformément à l'article 57, que les décisions de ses autorités administratives remplissent dans tous les cas ces conditions ;**

532. Pour remplir les critères imposés par cet article, un document établissant que la décision est exécutoire dans l'État d'origine doit être produit systématiquement.

533. Étant donné qu'une décision émanant d'une autorité administrative peut être également reconnue et exécutée en vertu de la Convention, il paraît nécessaire de rappeler que les obligations de l'article 19(3) doivent être remplies. La dernière partie de l'alinéa *b)* permet à un État de préciser que les décisions de ses autorités administratives remplissent toujours ces conditions. Cela fait écho à une proposition<sup>182</sup> visant à éviter une présentation de ce document au cas par cas si, dans un esprit de confiance et de compréhension, certains États contractants fournissent une telle précision. Il s'agit d'une précision faite par l'État requérant alors que les précisions visées au paragraphe 3 sont fournies par l'État requis. Néanmoins, dans les deux cas, ces précisions doivent être fournies au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye conformément à l'article 57(1) *e)*.

<sup>181</sup> Voir Doc. pré-l. No 31-B/2007 (*op. cit.*, note 93).

<sup>182</sup> Proposition faite par l'Australie, p. 48 du Doc. pré-l. No 36/2007 (*op. cit.*, note 88) ; voir également le Procès-verbal No 5, para. 58.

**Alinéa c) – si le défendeur n’a ni comparu, ni été représenté dans les procédures dans l’État d’origine, un document ou des documents attestant, selon le cas, que le défendeur a été dûment avisé de la procédure et a eu l’opportunité de se faire entendre ou qu’il a été dûment avisé de la décision et a eu la possibilité de la contester ou de former un appel, en fait et en droit ;**

534. L’alinéa c) reproduit les conditions énoncées à l’article 22 e). Il est important de produire ce document car son absence pourrait conduire au refus de la reconnaissance et de l’exécution en application de l’article 22.

**Alinéa d) – si nécessaire, un document établissant le montant des arrérages et indiquant la date à laquelle le calcul a été effectué ;**

535. Les arrérages étant couverts par la Convention (art. 6(2) e) et art. 19(1)), une règle particulière a été prévue pour la production d’un document afin de faciliter leur recouvrement. Il sera important d’indiquer la date à laquelle le montant a été calculé afin de tenir compte des paiements ultérieurs éventuellement effectués par le débiteur dans la détermination du montant dû.

**Alinéa e) – si nécessaire, dans le cas d’une décision prévoyant une indexation automatique, un document contenant les informations qui sont utiles à la réalisation des calculs appropriés ;**

536. Compte tenu de la règle de l’article 19(1)<sup>183</sup>, une formalité particulière est nécessaire lorsque la décision prévoit une indexation automatique. Comme le calcul des ajustements au titre de l’indexation peut être assez difficile, toute information communiquée par l’Autorité centrale de l’État requérant pourrait être utile aux autorités de l’État requis. Il ne serait pas indispensable d’envoyer un document officiel. Un document informel tel qu’un courrier électronique ou une télécopie suffirait.

**Alinéa f) – si nécessaire, un document établissant dans quelle mesure le demandeur a bénéficié de l’assistance juridique gratuite dans l’État d’origine.**

537. Si le demandeur a bénéficié d’assistance juridique dans l’État d’origine, il sera nécessaire de produire la documentation appropriée pour que le même droit lui soit reconnu dans l’État requis. Cette exigence documentaire donnera effet à la règle énoncée à l’article 17 b), qui est la seule situation à laquelle elle sera applicable. Toutes les autres situations seront couvertes par les articles 14, 15 et 16.

**Paragraphe 2 – Dans le cas d’une contestation ou d’un appel fondé sur un motif visé à l’article 23(7) c) ou à la requête de l’autorité compétente dans l’État requis, une copie complète du document en question, certifiée conforme par l’autorité compétente dans l’État d’origine, est promptement fournie :**

**Alinéa a) – par l’Autorité centrale de l’État requérant, lorsque la demande a été présentée conformément au chapitre III ;**

**Alinéa b) – par le demandeur, lorsque la demande a été présentée directement à l’autorité compétente de l’État requis.**

538. Le paragraphe 2 exige la production d’une copie intégrale certifiée de tout document visé à l’article 25(1) a), b) ou d) en cas de doute sur son authenticité ou son intégrité. L’Autorité centrale doit fournir une copie dans deux cas : (a) en cas de contestation ou d’appel par le défendeur en vertu de l’article 23 lorsque la demande a été présentée en vertu du chapitre III ; (b) à la demande d’une autorité compétente à tout moment, y compris au stade du contrôle d’office. Dans le cas des requêtes présentées directement en vertu de l’article 37, c’est au demandeur qu’il revient de produire la copie.

539. L’objectif est d’établir l’authenticité des documents conformément à la loi de l’État dans lequel la décision a été rendue. Le texte de cette règle ne vise qu’une « copie complète du document en question », une simplification par rapport à une rédaction

<sup>183</sup> Voir *supra*, art. 19(1) au para. 430 et s. de ce Rapport. Cette disposition a été proposée par les États-Unis d’Amérique dans le Doc. pré-l. No 23/2006, para. 5 (*op. cit.*, note 87).

antérieure, qui employait les termes plus stricts de « original » ou « copie certifiée conforme ».

540. Lorsque la réunion de la Commission spéciale pendant laquelle cet article a été abordé, la question du responsable de la certification, l'autorité d'origine ou une autre autorité compétente, a été soulevée. Les experts ont estimé que lorsque la demande est présentée par l'intermédiaire de l'Autorité centrale, il n'était pas nécessaire de désigner expressément le responsable de la certification aux termes de l'alinéa a). Des difficultés peuvent toutefois se poser s'il s'agit d'une requête directe : le demandeur devra déterminer quelles sont les autorités compétentes pour certifier les documents requis ou contestés.

**Paragraphe 3 – Un État contractant peut préciser, conformément à l'article 57 :**

541. Le paragraphe 3 comprend trois précisions différentes que les États contractants peuvent fournir au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé, conformément à l'article 57. Ces précisions, contrairement aux déclarations prévues à l'article 63, n'ont pas à être communiquées au dépositaire. Il s'agit de précisions fournies par les États sur leur rôle en tant qu'État requis. Voir l'article 57(1) e). Ces précisions peuvent être également présentées dans le profil de chaque État<sup>184</sup>.

**Alinéa a) – qu'une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État d'origine doit accompagner la demande ;**

542. En général, seul « le texte complet de la décision » est exigé (para. 1 a)), cependant compte tenu des inquiétudes exprimées par certains États<sup>185</sup>, les États ont la possibilité d'exiger, dans toutes les affaires, la fourniture d'une copie complète de la décision certifiée conforme par l'autorité compétente.

**Alinéa b) – les circonstances dans lesquelles il accepte, au lieu du texte complet de la décision, un résumé ou un extrait de la décision établi par l'autorité compétente de l'État d'origine, qui peut être présenté au moyen du formulaire recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé ; ou**

543. La volonté de simplifier et rendre plus économique la procédure de reconnaissance et d'exécution a été évoquée à de nombreuses reprises, ce qui a conduit à l'idée que la production, non du texte complet de la décision, mais d'un résumé ou d'un extrait de la décision, pourrait suffire. Cette solution ne peut cependant être imposée à tous. Ce système présente l'avantage de permettre d'importantes économies de traduction des documents<sup>186</sup>. La solution proposée<sup>187</sup> consiste à inviter les États qui le souhaitent à accepter un résumé ou un extrait de la décision étrangère. Il convient de souligner que le Groupe de travail chargé des formulaires a élaboré un formulaire modèle de résumé de décision<sup>188</sup>. Cette solution présente des avantages considérables, quand, par exemple, seuls quelques paragraphes d'un long jugement de divorce sont consacrés aux aliments. Enfin, l'emploi de formulaires garantirait que toutes les informations nécessaires sont effectivement indiquées.

544. Un « résumé » est un condensé de la décision tandis qu'un « extrait » signifie une partie d'une décision reproduite littéralement. Un État contractant pourrait préciser qu'il accepte l'un ou l'autre ou les deux.

**Alinéa c) – qu'il n'exige pas de document établissant que les conditions prévues à l'article 19(3) sont remplies.**

545. Voir le paragraphe 533, sous le paragraphe 1 b) de cet article.

<sup>184</sup> Voir art. 57(2).

<sup>185</sup> Voir le Procès-verbal No 5, para. 55 à 92.

<sup>186</sup> Voir *infra*, art. 41 et 42.

<sup>187</sup> Solution suggérée par l'*International Association of Women Judges* pendant la Commission spéciale.

<sup>188</sup> Voir le Doc. pré-l. No 31-B/2007, annexe A (*op. cit.*, note 93).

## **Article 26    Procédure relative à une demande de reconnaissance**

**Ce chapitre s'applique *mutatis mutandis* à une demande de reconnaissance d'une décision, à l'exception de l'exigence du caractère exécutoire qui est remplacée par l'exigence selon laquelle la décision produit ses effets dans l'État d'origine.**

546. Habituellement, une demande sollicite à la fois la reconnaissance et l'exécution, cette hypothèse étant réglée par l'article 23. Cependant, il peut aussi arriver que le demandeur ne sollicite que la reconnaissance, même si c'est inhabituel dans les affaires d'aliments. Dans ce cas, l'article 26 prévoit l'application *mutatis mutandis* du chapitre V. L'expression « *mutatis mutandis* » engendre quelques incertitudes. Il est clair que l'obligation que la décision soit exécutoire (art. 23(2)) est remplacée par l'obligation que la décision « produise ses effets » dans l'État d'origine. Au-delà, des incertitudes découlent de la difficulté à traduire l'expression latine « *mutatis mutandis* » en termes simples. Elle signifie changer les dispositions qui peuvent et doivent être modifiées, en tenant compte de la différence entre la reconnaissance et l'exécution. Elle suppose aussi d'apporter les modifications nécessaires à l'intelligibilité. Plus simplement, la disposition s'applique, avec les modifications nécessaires.

## **Article 27    Constatations de fait**

**L'autorité compétente de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité de l'État d'origine a fondé sa compétence.**

547. Ce qui était une disposition inédite (art. 9) de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) au regard de la reconnaissance et de l'exécution est désormais classique. Le tribunal requis doit accepter les constatations de fait de la juridiction d'origine. Plus précisément, l'autorité de l'État requis est liée par les constatations de fait sur lesquelles l'autorité d'origine a fondé sa compétence. Dans ce contexte, le terme « compétence » s'entend de la compétence en vertu de la Convention. Si, par exemple, l'autorité de l'État d'origine décide, sur la base des faits qui lui sont présentés, que le créancier résidait habituellement sur son territoire, l'autorité de l'État requis ne pourra pas réviser les faits sur lesquels l'autorité d'origine a fondé sa décision. Il va sans dire que l'autorité de l'État requis n'aura pas à tenir compte des constatations de fait résultant d'une fraude. Il n'est pas rare que les autorités judiciaires ou administratives n'indiquent pas les faits sur lesquels se fonde leur compétence. Même si cette observation peut limiter la portée pratique de la règle, elle ne suffit pas à la condamner en principe. Cette règle figure dans d'autres Conventions<sup>189</sup>. Une indication de la part des autorités compétentes des faits sur lesquels est fondée leur compétence constituerait une bonne pratique pour l'avenir.

## **Article 28    Interdiction de la révision au fond**

**L'autorité compétente de l'État requis ne procède à aucune révision au fond de la décision.**

548. L'interdiction de réviser une décision au fond est une autre disposition classique des conventions sur la reconnaissance et l'exécution des décisions<sup>190</sup>. En son absence, les jugements étrangers pourraient, dans certains pays, être révisés par le tribunal requis comme s'il s'agissait d'une cour d'appel connaissant d'un appel de la décision du tribunal d'origine. Cette interdiction s'entend sans préjudice du contrôle nécessaire pour appliquer les dispositions de ce chapitre (chapitre V), même si cela n'est pas expressément déclaré<sup>191</sup>. Elle concerne la reconnaissance et l'exécution en vertu des articles 20 et suivants et s'appliquerait aussi à une procédure relative à une demande de reconnaissance en vertu de l'article 26. Elle s'étend à la fois aux systèmes fondés sur l'enregistrement et aux systèmes reposant sur des déclarations de force exécutoire (voir l'art. 23(3)).

<sup>189</sup> Art. 28(2) des Conventions de Bruxelles et de Lugano.

<sup>190</sup> Art. 27 de la Convention Protection des enfants de 1996 et art. 26 de la Convention Protection des adultes de 2000.

<sup>191</sup> Contrairement à l'art. 27 de la Convention Protection des enfants de 1996 et à l'art. 26 de la Convention Protection des adultes de 2000.

## **Article 29    *Présence physique de l'enfant ou du demandeur non exigée***

**La présence physique de l'enfant ou du demandeur n'est pas exigée lors de procédures introduites en vertu du présent chapitre dans l'État requis.**

549. Cette disposition est conforme à la pratique de nombreux États. Exiger la présence de l'enfant ou du demandeur serait contraire aux objectifs de la Convention, à savoir instaurer un système de recouvrement des aliments rapide, efficace et accessible. Cette disposition s'appliquerait pour les requêtes de reconnaissance et d'exécution présentées soit directement à une autorité compétente dans l'État requis, soit par l'intermédiaire des Autorités centrales en application de l'article 10.

550. Cette disposition est conforme à la Convention de New York de 1956, qui n'impose pas la présence du demandeur d'aliments car l'institution intermédiaire aurait reçu suffisamment d'informations, conformément à son l'article 3, pour reconnaître une décision ou prononcer un jugement en matière d'aliments ou confirmer une ordonnance provisoire telle celles qui existent dans le système d'exécution réciproque des ordonnances alimentaires<sup>192</sup>. La Convention de New York de 1956 permet au demandeur, sans être présent dans l'État requis, de solliciter l'assistance de l'institution intermédiaire pour que celle-ci prenne toutes mesures propres à assurer le recouvrement des aliments, notamment transiger, intenter et poursuivre une action et exécuter tout acte judiciaire pour le paiement des aliments.

## **Article 30    *Conventions en matière d'aliments***

551. L'article 30 est le résultat de longues discussions relatives à l'inclusion dans le champ d'application de la Convention des actes authentiques et accords privés<sup>193</sup>. Les actes authentiques sont inconnus dans certains pays<sup>194</sup>, tandis que d'autres ne sont pas familiers des accords privés, bien connus dans d'autres systèmes, où ils sont considérés sous certaines conditions comme des décisions<sup>195</sup>. Le texte dans sa forme actuelle a recueilli un grand consensus lors de la réunion de la Session diplomatique de novembre 2007<sup>196</sup>.

552. L'inclusion de ces instruments présente des avantages considérables compte tenu de la tendance croissante, dans de nombreux États, à promouvoir les règlements amiables et à éviter les procédures contentieuses. À la lumière de ce mouvement en faveur des modes alternatifs de résolution des différends, il s'avère essentiel de disposer d'un mécanisme qui traite de la reconnaissance et de l'exécution des accords privés et actes authentiques qui découleraient de ces systèmes de résolution des différends. L'absence de l'article 30 aurait été regrettable pour la Convention et en aurait limité son utilité.

553. Pour résoudre la question, la Convention recourt aux termes « conventions en matière d'aliments », définis à l'article 3 e), et inclut à l'article 30 des règles de reconnaissance et d'exécution de ces conventions. Cependant, les États contractants peuvent émettre une réserve à cet égard.

<sup>192</sup> REMO (*Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders*), voir les abréviations et références au para. 15 de ce Rapport.

<sup>193</sup> Les « transactions » étaient couvertes par la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) ; voir son art. 21.

<sup>194</sup> Les instruments européens couvrent les actes authentiques alors qu'ils sont inconnus dans certains États membres de l'Union européenne. Voir l'art. 50 des Conventions de Bruxelles et de Lugano, l'art. 57 du Règlement de Bruxelles I et le Règlement TEE qui comporte une définition de l'acte authentique à l'art. 4, para. 3. Voir également l'arrêt du 17 juin 1999 de la Cour de justice des Communautés européennes, Affaire C-260/97, *Unibank A/S c. Flemming G. Christensen*, Recueil de jurisprudence 1999.

<sup>195</sup> Les accords privés sont utilisés dans des États comme le Canada.

<sup>196</sup> Proposition présentée par les délégations du Canada et de la Communauté européenne dans le Doc. trav. No 59 ; voir également Procès-verbal No 17, para. 31 et s.

**Paragraphe 1 – Une convention en matière d'aliments conclue dans un État contractant doit pouvoir être reconnue et exécutée comme une décision en application de ce chapitre si elle est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.**

554. Le paragraphe 1 pose le principe général de l'éligibilité des conventions en matière d'aliments à la reconnaissance et à l'exécution, la principale condition étant qu'ils soient exécutoires dans l'État d'origine au même titre qu'une décision dans l'État d'origine. Il s'ensuit que si, comme dans certains pays, un accord est exécutoire comme un contrat et non comme une décision, il n'entre pas dans le champ d'application du chapitre.

**Paragraphe 2 – Aux fins de l'article 10(1) a) et b) et (2) a), le terme « décision » comprend une convention en matière d'aliments.**

555. Ce paragraphe garantit que l'obligation de mettre à disposition des demandes pour la reconnaissance et l'exécution, ou pour l'exécution, dans le chapitre III (demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales), s'applique non seulement aux « décisions » mais également aux « conventions en matière d'aliments ».

**Paragraphe 3 – La demande de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments est accompagnée des documents suivants :**

556. Les conventions en matière d'aliments étant exclues des paragraphes 1 et 3 de l'article 25, le paragraphe 3 de l'article 30 énumère les documents qui doivent accompagner une demande de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments.

**Alinéa a) – le texte complet de la convention en matière d'aliments ; et**

557. L'alinéa a) impose de produire le texte complet de la convention en matière d'aliments. Pour les mêmes raisons que celles exposées pour l'article 25, il n'est pas nécessaire que la copie soit certifiée conforme par l'autorité compétente de l'État dans lequel il a été établi (l'État d'origine).

**Alinéa b) – un document établissant que la convention en matière d'aliments est exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.**

558. L'alinéa b) exige un document émanant de l'autorité compétente de l'État d'origine établissant que la convention en matière d'aliments en question est exécutoire comme une décision dans cet État au sens de l'article 19. Il faut souligner que ce qui importe pour la Convention n'est pas qu'une certaine forme de convention soit exécutoire en application de la loi de l'État d'origine, mais que la convention en question remplisse la condition nécessaire pour être exécutoire comme une décision dans l'État d'origine.

**Paragraphe 4 – La reconnaissance et l'exécution d'une convention en matière d'aliments peuvent être refusées si :**

**Alinéa a) – la reconnaissance et l'exécution sont manifestement incompatibles avec l'ordre public de l'État requis ;**

**Alinéa b) – la convention en matière d'aliments a été obtenue par fraude ou a fait l'objet de falsification ;**

**Alinéa c) – la convention en matière d'aliments est incompatible avec une décision rendue entre les mêmes parties et ayant le même objet, soit dans l'État requis, soit dans un autre État lorsque cette dernière décision remplit les conditions nécessaires à sa reconnaissance et à son exécution dans l'État requis.**

559. La procédure de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments sera relativement simple et rapide. Les motifs de refus de l'article 22 ne s'appliquent pas tous. En fait, le paragraphe 4 ne prévoit que trois motifs. Le premier (alinéa a)) est l'incompatibilité avec l'ordre public de l'État requis, équivalent au paragraphe a) de l'article 22. Le deuxième (alinéa b)) est la fraude, en principe équivalente au paragraphe b) de l'article 22, mais, compte tenu des particularités des conventions en matière d'aliments, le motif de refus est le fait que la convention « a été obtenue par fraude ou a fait l'objet de falsification ». Enfin, l'alinéa c) adopte le principe

« d'incompatibilité » qui est exprimé en termes similaires au paragraphe *d*) de l'article 22. Comme à l'article 22, les trois motifs « peuvent » être invoqués pour refuser la reconnaissance et l'exécution.

**Paragraphe 5 – Les dispositions de ce chapitre, à l'exception des articles 20, 22, 23(7) et 25(1) et (3), s'appliquent *mutatis mutandis* à la reconnaissance et à l'exécution d'une convention en matière d'aliments, toutefois :**

560. Toutes les dispositions du chapitre V ne s'appliquent pas à la reconnaissance et à l'exécution des conventions en matière d'aliments. C'est la raison pour laquelle les articles 20, 22, 23(7) et 25(1) et (3) sont exclus du paragraphe 5. Les autres dispositions du chapitre « s'appliquent » *mutatis mutandis*<sup>197</sup> sous réserve des alinéas *a)*, *b)* et *c)*.

**Alinéa *a)* – une déclaration ou un enregistrement fait conformément à l'article 23(2) et (3) ne peut être refusé que pour le motif prévu au paragraphe 4 *a)* ;**

561. Si la procédure admise pour la reconnaissance et l'exécution est celle visée à l'article 23, le seul motif de refus possible à ce stade est celui fondé sur l'ordre public, conformément à l'article 30(4) *a)*. La solution adoptée confère un cadre restrictif au contrôle d'office puisque seul un refus fondé sur des raisons d'ordre public est permis. La possibilité de fonder un refus sur l'une quelconque des raisons visées au paragraphe 4 a été rejetée.

**Alinéa *b)* – une contestation ou un appel en vertu de l'article 23(6) ne peut être fondé que sur :**

**Alinéa *i)* – les motifs de refus de reconnaissance et d'exécution prévus au paragraphe 4 ;**

**Alinéa *ii)* – l'authenticité ou l'intégrité d'un document transmis conformément au paragraphe 3 ;**

562. L'alinéa *b)* confirme que la procédure de contestation ou d'appel visée à l'article 23(6) s'applique également aux conventions en matière d'aliments, et les motifs d'appel sont tous les motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution énoncés à l'article 30(4). De même, l'authenticité ou l'intégrité des documents transmis conformément à l'article 30(3) constituent un motif de contestation ou d'appel en vertu de l'article 23(6).

**Alinéa *c)* – en ce qui concerne la procédure prévue à l'article 24(4), l'autorité compétente peut contrôler d'office le motif de refus de reconnaissance et d'exécution spécifié au paragraphe 4 *a)* de cet article. Elle peut contrôler l'ensemble des bases de reconnaissance et d'exécution prévues au paragraphe 4, ainsi que l'authenticité ou l'intégrité de tout document transmis conformément au paragraphe 3 si cela est soulevé par le défendeur ou si un doute relatif à ces motifs existe au vu de ces documents.**

563. Cette règle s'avère nécessaire lorsqu'un État contractant a déclaré qu'il appliquerait la procédure de reconnaissance et d'exécution prévue à l'article 24. À l'égard de ces États, l'alinéa *c)* remplace les alinéas *a)* et *b)*. L'alinéa *c)*, dont la structure est semblable à celle de l'article 24(4), énonce les circonstances dans lesquelles l'autorité compétente peut, d'office ou à la demande du défendeur, contrôler la convention en matière d'aliments.

**Paragraphe 6 – La procédure de reconnaissance et d'exécution d'une convention en matière d'aliments est suspendue si une contestation portant sur la convention est pendante devant une autorité compétente d'un État contractant.**

564. Par définition, une convention en matière d'aliments n'aura pas été homologuée par une autorité judiciaire ou administrative dans l'État d'origine (si tel était le cas, elle constituerait une « décision » aux fins du chapitre V, voir art. 19). Le paragraphe 6 introduit une règle permettant de suspendre la procédure de reconnaissance et

<sup>197</sup> Sur cette expression, voir les commentaires relatifs à l'art. 26, para. 546 du présent Rapport.

d'exécution lorsqu'une procédure concernant la validité de la convention en matière d'aliments est en cours « devant une autorité compétente ». La localisation de l'autorité compétente n'est pas précisée.

**Paragraphe 7 – Un État peut déclarer conformément à l'article 63 que les demandes de reconnaissance et d'exécution des conventions en matière d'aliments ne peuvent être présentées que par l'intermédiaire des Autorités centrales.**

565. Le paragraphe 7 autorise un État contractant à déclarer qu'il n'autorisera pas les demandes directes (au sens de l'art. 37) de reconnaissance et d'exécution des conventions en matière d'aliments. L'effet d'une telle déclaration est que toutes les demandes devront être présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales. Certains États sont d'avis que ce processus de sélection constitue une protection supplémentaire nécessaire dans le cas des conventions en matière d'aliments. Cette déclaration doit être notifiée au du dépositaire, conformément à l'article 63.

**Paragraphe 8 – Un État contractant pourra, conformément à l'article 62, se réserver le droit de ne pas reconnaître et exécuter les conventions en matière d'aliments.**

566. L'inclusion obligatoire des conventions en matière d'aliments dans le champ d'application de la Convention n'a pas fait l'unanimité auprès des délégations. Deux options ont donc été envisagées. La première offrait la possibilité aux États d'émettre une réserve à l'égard des conventions en matière d'aliments. La seconde consistait à laisser ces instruments de côté tout en permettant aux États de faire une déclaration les comprenant (*opt-in declaration*). Finalement, la première option a été retenue. Par conséquent, les conventions en matière d'aliments tombent dans le champ d'application de la Convention à l'égard de tous les États qui n'ont pas fait de réserve conformément à l'article 62.

***Article 31 Décisions résultant de l'effet combiné d'ordonnances provisoires et de confirmation***

**Lorsqu'une décision résulte de l'effet combiné d'une ordonnance provisoire rendue dans un État et d'une ordonnance rendue par l'autorité d'un autre État qui confirme cette ordonnance provisoire (« État de confirmation ») :**

**Paragraphe a) – chacun de ces États est considéré, aux fins du présent chapitre, comme étant un État d'origine ;**

**Paragraphe b) – les conditions prévues à l'article 22 e) sont remplies si le défendeur a été dûment avisé de la procédure dans l'État de confirmation et a eu la possibilité de contester la confirmation de l'ordonnance provisoire ;**

**Paragraphe c) – la condition prévue à l'article 20(6) relative au caractère exécutoire de la décision dans l'État d'origine est remplie si la décision est exécutoire dans l'État de confirmation ; et**

**Paragraphe d) – l'article 18 ne fait pas obstacle à ce qu'une procédure en vue de la modification d'une décision soit initiée dans l'un ou l'autre des États.**

567. L'esprit de l'article 31 est d'instituer une règle cohérente lorsqu'une décision est produite par l'effet combiné d'une ordonnance provisoire et d'une ordonnance confirmant celle-ci. Les ordonnances provisoires des États du Commonwealth constituent un cas particulier car leur origine n'a pas toujours été parfaitement claire. En pratique, les ordonnances provisoires sont habituellement rendues dans l'État du créancier mais restent sans effet jusqu'à leur confirmation (avec ou sans modification) par l'État requis – habituellement l'État du débiteur. L'article 31 reflète la proposition présentée par le Secrétariat du Commonwealth<sup>198</sup> visant à mettre fin à la confusion relative aux ordonnances provisoires. L'article s'intitulait initialement « Mécanismes du Commonwealth pour l'exécution réciproque des obligations alimentaires », mécanisme désigné par l'acronyme REMO, mais son titre a été modifié lorsqu'on a réalisé que ces

<sup>198</sup> Doc. trav. No 81, 2006.

arrangements s'appliquent parfois à d'autres États que les États membres du Commonwealth.

568. Un exemple a été donné au cours des discussions en Séance plénière afin d'illustrer le fonctionnement de cette disposition. Une femme vit en Jamaïque et son mari, qui vit en Angleterre, a cessé de lui verser des aliments. Elle se rend devant son tribunal local où elle présente sa demande. Au vu de ses prétentions, le tribunal jamaïcain rend une ordonnance provisoire. L'ordonnance ne produit pas d'effets à ce stade de la procédure mais sera transmise au tribunal local en Angleterre. Là, le mari pourra faire entendre ses propres arguments et une décision de confirmation ou modification de la décision jamaïcaine sera alors rendue. L'audience est en réalité divisée et il est possible que l'affaire soit renvoyée devant le tribunal jamaïcain et ainsi de suite. Le résultat final découlera donc du travail combiné des deux tribunaux. Si la Jamaïque n'est pas Partie à la Convention alors que le Royaume-Uni l'est, le fait que le Royaume-Uni soit Partie à la Convention permettrait d'exécuter la décision dans un autre État contractant. On notera aussi que dans cette hypothèse, la Jamaïque n'étant pas Partie à la Convention, elle ne disposerait pas d'Autorité centrale.

569. Le paragraphe *d)* a été introduit afin de régler une difficulté supplémentaire<sup>199</sup>. Les dispositions de l'article 18 relatives aux restrictions à l'introduction de procédures, sont difficilement adaptables lorsqu'une décision est produite par deux États. Dans l'exemple présenté au paragraphe précédent, la femme conserve sa résidence habituelle en Jamaïque et le mari veut initier une action pour modifier la décision. Aux termes de l'article 18(1), cette action du débiteur n'est possible qu'en Jamaïque, mais la Jamaïque n'est pas partie à la Convention et cette action ne serait pas possible en Angleterre. Le paragraphe *d)* garantit que l'article 18 n'empêche pas l'introduction d'une procédure de modification dans l'un ou l'autre des États concernés par le système réciproque, car les deux États sont considérés comme « l'État d'origine » aux fins de ce chapitre de la Convention. Dans cet exemple, l'effet du paragraphe *d)* serait que le mari pourrait initier une action en modification en Angleterre. Si la femme avait résidé habituellement en Australie, État partie à la Convention, le mari aurait eu la possibilité d'initier l'action en modification de la décision, soit en Australie, soit en Angleterre. Le terme « initiée » a été préféré à « introduite », en raison du fait que les procédures pour modification d'une décision peuvent être initiées devant le tribunal saisi au cours de la seconde phase de la procédure d'obtention de la décision.

---

<sup>199</sup> Voir le Doc. trav. No 9 présenté par les délégations de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande et de l'Observateur du Secrétariat du Commonwealth ainsi que les discussions dans le Procès-verbal No 11.

## CHAPITRE VI – EXECUTION PAR L'ÉTAT REQUIS

570. Dès lors qu'une décision est reconnue et déclarée exécutoire dans l'État requis, des mesures doivent être prises pour l'exécuter effectivement et recouvrer les aliments. On sait que les meilleures procédures internationales de reconnaissance et d'exécution peuvent être tenues en échec par des mesures d'exécution internes inefficaces. C'est pourquoi, pour la première fois dans l'histoire des Conventions de La Haye, cette Convention contient un chapitre entièrement consacré à l'exécution par l'État requis. Le chapitre VI s'applique aux demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales comme aux demandes directes.

### **Article 32 Exécution en vertu du droit interne**

**Paragraphe 1 – Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les mesures d'exécution ont lieu conformément à la loi de l'État requis.**

571. La règle générale est que les mesures d'exécution de la décision étrangère sont régies par la loi de l'État requis'. Cet article vise les mesures d'exécution, ce qui signifie l'exécution *stricto sensu* et non la procédure intermédiaire à laquelle une décision étrangère est soumise avant d'être effectivement exécutée, à laquelle l'article 23 est consacré<sup>200</sup>.

**Paragraphe 2 – L'exécution doit être rapide.**

572. Conformément à d'autres parties de la Convention, ce paragraphe stipule que l'exécution doit être « rapide », c'est-à-dire qu'elle doit être aussi prompte que possible. Les chapitres V et VI sont ainsi liés, au sens où la rapidité est essentielle à toutes les étapes de la procédure d'exécution et entre elles.

**Paragraphe 3 – En ce qui concerne les demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales, lorsqu'une décision a été déclarée exécutoire ou enregistrée pour exécution en application du chapitre V, l'exécution a lieu sans qu'aucune autre action du demandeur ne soit nécessaire.**

573. Le paragraphe 3 vise à garantir que l'ensemble de la procédure applicable à une demande de reconnaissance et d'exécution, y compris l'*exequatur* et l'exécution en vertu du droit interne, soit traité comme un *continuum*, qui ne requiert pas d'autres demandes à d'autres étapes. La règle au paragraphe 3 favorise non seulement une conclusion rapide, mais elle protège aussi le créancier d'une charge supplémentaire superflue aux étapes finales de la procédure. Cette règle ne s'applique que lorsque la demande a été présentée par l'intermédiaire des Autorités centrales, car dans le cas d'une demande présentée directement, aucune autorité publique (telle que l'autorité centrale) n'est impliquée pour superviser au nom du demandeur la procédure et garantir sa continuité. Dans de tels cas, une nouvelle demande d'exécution faisant suite à une déclaration de force exécutoire de la décision peut tout à fait être nécessaire, selon les exigences procédurales de l'État requis.

**Paragraphe 4 – Il est donné effet à toute règle relative à la durée de l'obligation alimentaire applicable dans l'État d'origine de la décision.**

574. Dans certaines hypothèses, la loi applicable ne sera pas nécessairement la loi de l'État requis. C'est par exemple le cas avec les exceptions figurant aux paragraphes 4 et 5. Il en est ainsi car il est nécessaire d'insérer dans ce chapitre des dispositions contraignantes sur la loi applicable, bien que la Convention ne comporte pas un régime général obligatoire sur la loi applicable.

575. La première exception à l'application de la loi de l'État requis est liée à la durée de l'obligation alimentaire. Ce problème se pose au moment de l'exécution et ne peut être résolu par la loi de l'État requis, mais par la loi de l'État d'origine. La formulation « toute règle [...] applicable dans l'État d'origine » est volontairement vague, afin de couvrir les lois internes de l'État d'origine ainsi que ses règles de droit international privé.

<sup>200</sup> Voir *supra*, para. 490 et s. de ce Rapport.

576. La règle de l'article 32(4) ne s'applique dans un État contractant donné qu'aux affaires qui, pour cet État, entrent dans le champ d'application de la Convention tel que défini à l'article 2. L'article 32(4) ne peut être interprété comme étendant les obligations d'un État contractant au-delà de celles qui lui incombent en vertu de l'article 2. L'exemple suivant illustrera cette remarque. L'État A a ratifié la Convention et conformément à l'article 2(2), a réservé aux personnes de moins de 18 ans l'application des dispositions de la Convention relatives aux aliments destinés aux enfants. L'État B a ratifié la Convention mais n'a pas fait cette réserve, et a préféré accepter le principe général de l'application des obligations alimentaires à l'égard des enfants jusqu'à l'âge de 21 ans. Une décision en matière d'aliments a été rendue dans l'État B en faveur d'un enfant qui, à l'époque de la décision, était âgé de 17 ans. La décision a été exécutée dans l'État A à l'encontre du père qui y réside, et la question se pose de savoir si les autorités de l'État A seront ou non obligées de poursuivre l'exécution lorsque l'enfant aura 18 ans révolus. La réponse est non, parce que pour l'État A, ce serait aller au-delà du périmètre des obligations qu'il a acceptées. La règle de l'article 32(4), qui, il est vrai, semble suggérer, si on la lit littéralement, une issue contraire, doit être lue à la lumière et sous réserve des dispositions relatives au champ d'application de l'article 2.

577. Les situations sur lesquelles l'article 32(4) peut avoir une incidence sont celles qui, pour les deux États concernés, entrent dans le champ d'application de la Convention, lorsque la durée exacte de l'obligation n'est pas définie par le champ d'application. Exemple : l'État A autorise des aliments entre époux et ex-époux pour une durée illimitée à la suite d'un divorce. L'État B limite le versement d'aliments entre époux et ex-époux à une période de cinq ans suivant le divorce. Une décision est rendue dans l'État A et doit être exécutée dans l'État B. En vertu de l'article 32(4), les autorités de l'État B seraient obligées de poursuivre l'exécution de la décision au-delà des cinq ans parce que le droit de l'État d'origine de la décision ne prévoit pas de délai de prescription.

**Paragraphe 5 – Le délai de prescription relatif à l'exécution des arrérages est déterminé par la loi, de l'État d'origine de la décision ou de l'État requis, qui prévoit le délai le plus long.**

578. La deuxième exception possible à l'application de la loi de l'État requis est liée au délai de prescription applicable à l'exécution des arrérages. Dans ce cas, la loi applicable sera, entre la loi de l'État d'origine de la décision et la loi de l'État requis, celle qui prévoit le délai le plus long. La règle est clairement favorable au créancier.

579. Cette règle ne s'applique qu'aux arrérages et non aux aliments rétroactifs. Seuls les arrérages seraient pris en considération au stade de l'exécution, car les éventuels aliments rétroactifs seront déjà inclus dans la décision. Sur la distinction entre arrérages et aliments rétroactifs, voir l'article 19(1)<sup>201</sup>.

### **Article 33 Non-discrimination**

**Dans les affaires relevant de la Convention, l'État requis prévoit des mesures d'exécution au moins équivalentes à celles qui sont applicables aux affaires internes.**

580. Le sens général de cette règle est que les méthodes d'exécution applicables aux décisions internes doivent aussi s'appliquer aux décisions étrangères dès lors que ces dernières peuvent être exécutées dans l'État requis. L'expression « au moins » suggère que l'État requis peut opérer une discrimination positive en faveur des décisions étrangères en leur appliquant un éventail de méthodes d'exécution plus large que celui qui s'applique aux décisions internes. Il est peu probable que ce cas soit fréquent, mais la nature particulière des demandes internationales d'aliments peut parfois requérir l'application de techniques d'exécution spéciales.

581. Cet article précise que la règle ne s'applique qu'aux affaires relevant de la Convention.

<sup>201</sup> Voir *supra*, para. 430 et s. de ce Rapport.

### **Article 34 Mesures d'exécution**

**Paragraphe 1 – Les États contractants doivent rendre disponibles dans leur droit interne des mesures efficaces afin d'exécuter les décisions en application de la Convention.**

582. Compte tenu des objectifs de la Convention, les États contractants doivent veiller au recouvrement efficace des aliments et, à cette fin, prévoir des mesures d'exécution efficaces. La philosophie qui sous-tend cette disposition consiste à rendre disponibles les mesures les plus efficaces sans aucune restriction. L'État requis met à disposition les mesures et c'est à la loi interne de déterminer précisément quelles mesures sont autorisées, à qui il appartient d'appliquer les différentes mesures d'exécution et dans quel ordre.

**Paragraphe 2 – De telles mesures peuvent comporter :**

**Alinéa a) – la saisie des salaires ;**

**Alinéa b) – les saisies-arrêts sur comptes bancaires et autres sources ;**

**Alinéa c) – les déductions sur les prestations de sécurité sociale ;**

**Alinéa d) – le gage sur les biens ou leur vente forcée ;**

**Alinéa e) – la saisie des remboursements d'impôt ;**

**Alinéa f) – la retenue ou saisie des pensions de retraite ;**

**Alinéa g) – le signalement aux organismes de crédit ;**

**Alinéa h) – le refus de délivrance, la suspension ou le retrait de divers permis (le permis de conduire par exemple) ;**

**Alinéa i) – le recours à la médiation, à la conciliation et à d'autres modes alternatifs de résolution des différends afin de favoriser une exécution volontaire.**

583. La liste du paragraphe 2 est indicative et non exhaustive. Elle décrit le type de mesures qu'un État contractant peut envisager en exécution de son obligation générale de mettre à disposition des mesures efficaces. Dans certains cas, l'objectif visé est le paiement effectif (saisie sur salaire par exemple), mais dans d'autres, il s'agit d'exercer des pressions sur le débiteur et de l'inciter ainsi indirectement à payer (suspension du permis de conduire par exemple). La médiation, la conciliation et autres mesures similaires peuvent aider à garantir l'objectif de l'article 34, en encourageant le paiement volontaire des obligations alimentaires. Bien qu'il ne s'agisse pas de mesures d'exécution à proprement parler, elles encouragent le paiement volontaire. À cette fin, l'Autorité centrale pourrait rechercher une solution amiable après une reconnaissance ou une déclaration de force exécutoire mais avant l'exécution effective.

### **Article 35 Transferts de fonds**

**Paragraphe 1 – Les États contractants sont encouragés à promouvoir, y compris au moyen d'accords internationaux, l'utilisation des moyens disponibles les moins coûteux et les plus efficaces pour effectuer les transferts de fonds destinés à être versés à titre d'aliments.**

584. Si l'objectif de la Convention est de faciliter le recouvrement des aliments, faciliter le transfert de fonds répond évidemment à cet objectif. Cela a l'effet pédagogique d'encourager les États contractants à faciliter ce transfert afin de réellement exécuter la décision relative aux aliments et de veiller à ce que le créancier reçoive les fonds aussi vite que possible et sans coûts supplémentaires excessifs, tels les frais bancaires. À cette fin, voir le document de Philippe Lortie, qui mentionne la loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux et donne des exemples de communication électronique<sup>202</sup>.

<sup>202</sup> Doc. pré-l. No 9/2004 (voir *op. cit.*, note 73) et annexe, en particulier les para. 20 et s. relatifs à la loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux et les para. 47 et s. pour les exemples de communications électroniques.

**Paragraphe 2 – Un État contractant dont la loi impose des restrictions aux transferts de fonds accorde la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés en vertu de la présente Convention.**

585. Le paragraphe 2 reproduit en totalité l'article 22 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution), qui suit lui-même la formulation de la Convention de New York de 1956, avec quelques modifications mineures de forme pour l'adapter au contexte. Il n'y a pas de sanction directe si cette priorité n'est pas accordée, mais l'article a une portée morale<sup>203</sup>. Cette règle a été introduite dans les années 50 pour résoudre les problèmes nés du fait que des États avaient instauré des restrictions aux transferts de fonds afin de protéger leur monnaie. Cette règle a gagné en importance ces dernières années, car de nombreux États ont adopté des lois pour contrôler les mouvements internationaux de fonds en vue de stopper le financement des activités terroristes. Il pourrait être nécessaire d'assouplir ces règles dans certains États pour faciliter les transferts de fonds relatifs aux obligations alimentaires.

---

<sup>203</sup> Voir Rapport Verwilghen, para. 100 : « Bien qu'il n'y ait aucune sanction directe prévue en cas de violation de la règle, l'engagement international formel d'accorder la priorité la plus élevée aux transferts de fonds destinés à être versés comme aliments est de poids. »

## CHAPITRE VII – ORGANISMES PUBLICS

586. Ce chapitre trouve son origine dans le chapitre IV (art. 18 à 20) de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). Mais, après plus de 30 ans, les dispositions ont été modernisées. Il faut aussi tenir compte du fait qu'en 1973, une autre Convention de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires a été adoptée et qu'elle contient des dispositions sur la loi applicable en ce qui concerne les organismes publics (en particulier, les art. 9 et 19(3)).

587. Bien que la responsabilité principale en matière d'aliments incombe au débiteur, les organismes publics peuvent être appelés à fournir des aliments, soit à titre temporaire, soit définitivement, à la place du débiteur. Les systèmes sont très différents d'un pays à l'autre. Ainsi, dans certains pays, l'organisme public ne paie qu'en cas d'échec d'une tentative antérieure d'obtenir du débiteur qu'il verse des aliments. Dans d'autres systèmes en revanche, l'organisme public verse des aliments et s'efforce ensuite de résoudre le problème avec le débiteur.

### **Article 36    *Organismes publics en qualité de demandeur***

**Paragraphe 1 – Aux fins d'une demande de reconnaissance et d'exécution en application de l'article 10(1) a) et b) et des affaires couvertes par l'article 20(4), le terme « créancier » comprend un organisme public agissant à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou un organisme auquel est dû le remboursement de prestations fournies à titre d'aliments.**

588. En intégrant les organismes publics dans la notion de « créancier », l'article 36 vise à couvrir les demandes d'aliments présentées par de tels organismes. En principe, l'article 36 couvre les affaires d'aliments destinés aux enfants, à titre obligatoire. Les demandes relatives à d'autres relations de familles seront donc traitées sur une base réciproque et ne seront possibles qu'entre deux pays qui auront fait la déclaration requise visant les mêmes catégories d'obligations alimentaires et les organismes publics de l'article 2(3).

589. L'article 36 pose quelques limites aux hypothèses dans lesquelles les demandes peuvent être présentées par les organismes publics.

590. La première limite posée au paragraphe 1 concerne la nature de la demande. Un organisme public ne peut être considéré comme créancier que dans le cadre d'une demande de reconnaissance et d'exécution fondée sur l'article 10(1) a) ou d'une demande d'exécution fondée sur l'article 10(1) b). Cette disposition semble donc interdire à un organisme public de présenter une demande initiale d'aliments fondée sur la Convention. Il existe cependant un cas particulier dans lequel un organisme public peut présenter une demande initiale d'aliments. Il s'agit de l'hypothèse envisagée à l'article 20(4). Si la demande d'un organisme public aux fins de reconnaissance et d'exécution d'une décision n'est pas possible en raison d'une réserve faite en application de l'article 20(2), et si le débiteur a sa résidence habituelle dans l'État requis, alors cet État doit prendre toutes les mesures appropriées pour qu'une décision soit rendue en faveur du créancier, cela même si la demande a été introduite par un organisme public.

591. La seconde limite posée au paragraphe 1 est que l'organisme public doit, soit (i) agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus (le créancier), soit (ii) solliciter lui-même le remboursement de prestations déjà fournies à une personne à titre d'aliments. Il est apparu évident après quelques discussions que les organismes publics auraient rarement – voire jamais – besoin d'obtenir ou de modifier une décision dans un État requis. Au contraire, il paraissait toujours préférable, lorsque l'organisme public obtient de telles décisions dans son propre pays, d'en demander ensuite la reconnaissance et l'exécution dans l'État requis. C'est pourquoi, la Session diplomatique n'a pas ressenti le besoin d'étendre tous les types de demandes aux organismes publics.

**Paragraphe 2 – Le droit d'un organisme public d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement de la prestation fournie au créancier à titre d'aliments est soumis à la loi qui régit l'organisme.**

592. Aux termes de ce paragraphe, la loi qui régit l'organisme gouvernera le droit de celui-ci d'agir à la place d'une personne à laquelle des aliments sont dus ou de demander le remboursement des prestations payées à une personne à titre d'aliments. Mais il doit être clair que la loi applicable aux obligations alimentaires s'appliquera aussi à l'existence de l'obligation alimentaire et à l'étendue de cette obligation.

**Paragraphe 3 – Un organisme public peut demander la reconnaissance ou l'exécution :**

593. Le paragraphe 3 envisage deux hypothèses dans lesquelles un organisme public peut demander la reconnaissance ou l'exécution d'une décision portant sur les aliments. Aucune référence n'est faite à la loi applicable, ce qui permet d'appliquer le droit matériel interne, la règle autonome de conflit de lois ou la règle de conflit de lois prévue dans une convention internationale (à titre d'exemple, les États parties à la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable) ou au Protocole à cette Convention sur la loi applicable aux obligations alimentaires appliqueront les règles de cette Convention ou de ce Protocole).

594. On notera que la rédaction de l'article 18 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) est plus ouverte. Dans la nouvelle Convention, il est dit que l'organisme public demande le remboursement des prestations payées « à titre » d'aliments, tandis que la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) n'évoque que « le remboursement de prestations fournies au créancier d'aliments »<sup>204</sup>. La nouvelle Convention est plus précise et plus restrictive, car elle précise que la demande de remboursement se limite aux prestations qui ont été versées « à titre » d'aliments. C'est une décision de principe de la nouvelle Convention de ne pas aller aussi loin que la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution).

**Alinéa a) – d'une décision rendue contre un débiteur à la demande d'un organisme public qui poursuit le paiement de prestations fournies à titre d'aliments ;**

595. L'alinéa a) envisage l'hypothèse dans laquelle l'organisme public était demandeur (et le débiteur vraisemblablement défendeur dans la plupart des cas, si ce n'est tous) à la procédure qui a donné lieu à une décision à l'encontre du débiteur. Sous réserve que la loi qui régit l'organisme public l'autorise, celui-ci peut faire une demande de reconnaissance et d'exécution de cette décision dans un autre État contractant sur le fondement de l'article 10(1) a) de cette Convention.

**Alinéa b) – d'une décision rendue entre un créancier et un débiteur, à concurrence des prestations fournies au créancier à titre d'aliments.**

596. Dans l'hypothèse envisagée à l'alinéa b), la décision a été rendue entre le créancier et le débiteur d'aliments. L'intervention de l'organisme public se limite à demander la reconnaissance et l'exécution de la décision, mais seulement dans la limite des prestations déjà versées au créancier à titre d'aliments.

597. L'alinéa b) a pour effet d'interdire à un organisme public d'agir pour un créancier ou en son nom à la seule fin d'obtenir la reconnaissance et l'exécution d'une décision. L'organisme public ne peut agir que lorsque des prestations ont été versées au créancier à titre d'aliments. Cela ne devrait pas engendrer d'injustice dans la majorité des cas car le créancier demandera habituellement lui-même la reconnaissance et l'exécution.

---

<sup>204</sup> Art. 18.

**Paragraphe 4 – L'organisme public qui invoque la reconnaissance ou qui sollicite l'exécution d'une décision produit, sur demande, tout document de nature à établir son droit en application du paragraphe 2 et le paiement des prestations au créancier.**

598. Sans préjudice des exigences de l'article 25, ce paragraphe établit qu'il faut prouver que les conditions des paragraphes 2 et 3 sont remplies. La preuve ne sera fournie que « sur demande » et peut consister en « tout document » permettant d'établir le droit de l'organisme public d'agir à la place de la personne ou de demander le remboursement, ou visant à prouver que les prestations ont été versées au créancier d'aliments.

## CHAPITRE VIII – DISPOSITIONS GENERALES

599. Le chapitre consacré aux dispositions générales contient toutes les dispositions générales applicables aux chapitres précédents, qu'il s'agisse de coopération, de modification, de reconnaissance et d'exécution et d'organismes publics. Le chapitre règle les questions des demandes présentées directement aux autorités compétentes, de la protection des renseignements à caractère personnel, de la confidentialité et du respect de la vie privée, de l'exemption de légalisation, de la représentation – tant en ce qui concerne la coopération administrative que les demandes directement présentées à une autorité compétente, du recouvrement des frais, ainsi que des exigences linguistiques et de traduction. Il comprend aussi des dispositions relatives à l'interprétation uniforme et à l'interprétation du traité dans les systèmes juridiques non unifiés ainsi que des dispositions réglant l'articulation de la Convention avec d'autres instruments applicables aux aliments. À cet égard, il règle les relations avec les Conventions de La Haye antérieures consacrées à la même matière, l'application des règles les plus efficaces prévues par d'autres instruments, la possibilité pour les États contractants de continuer à utiliser les dispositifs existants et à devenir parties à de futurs traités, et de conclure des accords complémentaires dans le cadre de la Convention afin d'améliorer son application entre eux. Une disposition concernant l'examen du fonctionnement pratique de la Convention, régulièrement intégrée aux Conventions de La Haye depuis 1993, est également insérée dans ce chapitre, ainsi que la procédure applicable à la modification des formulaires, qui repose sur la convocation de Commissions spéciales pour examiner le fonctionnement de la Convention. Enfin, le chapitre comprend des dispositions transitoires et une disposition énumérant toutes les informations relatives aux lois, procédures et services qui doivent être transmises au Bureau Permanent au titre des différents articles de la Convention au moment du dépôt par les États contractants de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

### **Article 37 Demandes présentées directement aux autorités compétentes**

**Paragraphe 1 – La Convention n'exclut pas la possibilité de recourir aux procédures disponibles en vertu du droit interne d'un État contractant autorisant une personne (le demandeur) à saisir directement une autorité compétente de cet État dans une matière régie par la Convention, y compris, sous réserve de l'article 18, en vue de l'obtention ou de la modification d'une décision en matière d'aliments.**

600. Comme il a été dit dans les commentaires relatifs à l'article premier, rien dans cet article n'interdit les demandes directes, même si elles n'y sont pas mentionnées (voir les commentaires au para. 38 du présent Rapport).

**Paragraphe 2 – Les articles 14(5) et 17 b) et les dispositions des chapitres V, VI, VII et de ce chapitre, à l'exception des articles 40(2), 42, 43(3), 44(3), 45 et 55, s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement à une autorité compétente d'un État contractant.**

601. La question de savoir quelles dispositions de la Convention devraient s'appliquer dans les cas de demandes présentées directement a fait l'objet de longues discussions lors des réunions de la Commission spéciale et de la Session diplomatique. Le résultat final est reflété à l'article 37(2).

602. Les dispositions portant sur l'accès effectif aux procédures contenues au chapitre III (qui traite des demandes par l'intermédiaire des Autorités centrales) ne s'appliquent pas toutes aux demandes présentées directement. Cependant, les règles particulières énoncées à l'article 14(5) (interdisant d'exiger une caution ou dépôt pour garantir le paiement des frais et dépens) et l'article 17 b) (garantissant au demandeur se trouvant dans l'État requis une assistance juridique au moins équivalente à celle procurée dans l'État d'origine, telle que prévue par la loi de l'État requis dans les mêmes circonstances) s'appliquent aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement. Cette règle permet de préserver la situation existante en vertu des articles 15 et 16 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution). L'article 37 n'oblige pas un État

à fournir une assistance juridique gratuite dans le cadre des demandes présentées directement si l'assistance et les services nécessaires sont déjà tous disponibles gratuitement par le biais des demandes entre Autorités centrales<sup>205</sup>.

**Paragraphe 3 – Aux fins du paragraphe 2, l'article 2(1) a) s'applique à une décision octroyant des aliments à une personne vulnérable dont l'âge est supérieur à l'âge précisé dans ledit alinéa, lorsqu'une telle décision a été rendue avant que la personne n'ait atteint cet âge et a accordé des aliments au-delà de cet âge en raison de l'altération de ses capacités.**

603. Le paragraphe 3 a pour effet d'étendre le champ d'application de la Convention aux obligations alimentaires envers les personnes vulnérables, mais seulement dans des cas très limités. L'extension s'applique en effet seulement :

- (a) dans l'hypothèse d'une demande de reconnaissance et d'exécution relative à une décision en matière d'aliments en faveur d'un adulte vulnérable, présentée directement ;
- (b) lorsque la décision initiale a été rendue alors que la personne vulnérable était encore un enfant au sens de l'article 2(1) a), et
- (c) lorsque la décision initiale a accordé des aliments au-delà de l'enfance en raison de l'altération des capacités.

604. Les États sont bien évidemment libres d'étendre plus largement le champ d'application de la Convention (mais seulement à effet réciproque) aux obligations envers les adultes vulnérables lorsque de telles obligations découlent de l'une des relations visées à l'article 2(3).

### ***Article 38 Protection des données à caractère personnel***

**Les données à caractère personnel recueillies ou transmises en application de la Convention ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été recueillies ou transmises.**

605. La protection des données à caractère personnel est importante, surtout lorsqu'elles sont informatisées. Cette règle est présente dans toutes les Conventions de La Haye modernes<sup>206</sup>. Il faut souligner que ces Conventions utilisent l'expression « données » personnelles et non « renseignements » à caractère personnel, qui est de nos jours la terminologie retenue dans la plupart des lois internes. Néanmoins, dans un souci de cohérence avec les Conventions de La Haye existantes, il a été décidé de conserver l'ancienne terminologie. Les termes « données à caractère personnel », comprennent les données personnelles telles que le nom, la date de naissance, l'adresse et d'autres informations sur les coordonnées.

606. L'insertion de cette disposition dans la Convention instaure une protection minimale entre les États contractants car les lois internes dans ce domaine ne présentent pas forcément toutes le même niveau de protection. Il est important de prévoir des protections relatives au traitement des données à caractère personnel en vertu de la Convention. À défaut, les parties concernées communiqueraient moins d'informations, ce qui pourrait nuire au recouvrement des aliments. La disposition s'appliquera aux Autorités centrales comme aux autorités compétentes, aux organismes publics et à d'autres organismes placés sous la tutelle des autorités compétentes de l'État requérant ou de l'État requis. Comme il a été dit plus haut, elle s'appliquera quel que soit le support ou moyen de communication utilisé. À cet égard, les autorités concernées par la transmission électronique de telles données prendront les mesures appropriées vis-à-vis de leurs prestataires de services en vue de respecter les exigences de la Convention.

<sup>205</sup> Voir Procès-verbal No 22, para. 98-102.

<sup>206</sup> Art. 41 de la Convention Protection des enfants de 1996 ; art. 39 de la Convention Protection des Adultes de 2000. Sur le fond, voir également art. 31 de la Convention Adoption internationale de 1993.

### **Article 39 Confidentialité**

**Toute autorité traitant de renseignements en assure la confidentialité conformément à la loi de son État.**

607. L'article 38 ayant établi la portée des données à caractère personnel couverts par la disposition, l'article 39 dispose que la confidentialité de ces renseignements sera assurée conformément à la loi de l'État qui traite ces renseignements. Toutefois, dans la mise en œuvre de cette disposition, les États devraient veiller à ce que cette protection de la confidentialité n'aille pas à l'encontre du droit à une défense équitable du défendeur dans un cas particulier, qu'il s'agisse du créancier ou du débiteur. Cette règle apparaît aussi dans les Conventions de La Haye modernes<sup>207</sup>. Elle nécessitera une surveillance étroite au fil du développement des transmissions électroniques. Cette obligation de confidentialité incombe également à l'autorité qui transmet l'information.

### **Article 40 Non-divulgation de renseignements**

**Paragraphe 1 – Une autorité ne peut divulguer ou confirmer des renseignements recueillis ou transmis en application de la présente Convention si elle estime que la santé, la sécurité ou la liberté d'une personne pourrait en être compromise.**

608. Cet article doit être rapproché de la disposition relative à la confidentialité. Lorsque des informations seront communiquées aux parties à une instance portant sur des aliments en vue de présenter leurs moyens, cette disposition garantira que l'autorité ne divulguera pas au défendeur les renseignements susceptibles d'aider à localiser une partie ou l'enfant si cela risque de mettre quelqu'un en danger. C'est une disposition très utile et importante dont l'objectif est de protéger l'enfant ou toute autre personne contre les dangers pouvant résulter de la transmission ou divulgation des informations à la mauvaise personne.

609. La règle générale du paragraphe 1 s'accompagne de deux précisions aux paragraphes 2 et 3. Le paragraphe 2 vise à attirer l'attention des autorités qui reçoivent les renseignements quant à l'évaluation du risque effectuée par l'autorité qui les transmet<sup>208</sup>. Le paragraphe 3 précise que la non-divulgation de renseignements aux tiers ne doit pas empêcher leur communication entre les autorités<sup>209</sup>.

**Paragraphe 2 – Une décision en ce sens prise par une Autorité centrale doit être prise en compte par une autre Autorité centrale, en particulier dans les cas de violence familiale.**

610. Pour fonctionner efficacement, cette disposition exige une pleine coopération et une entière confiance entre les autorités concernées. Il faudra en générale que l'Autorité centrale de l'État requis respecte l'avis de l'Autorité centrale requérante suivant lequel la divulgation d'informations au défendeur pourrait nuire à toute autre partie ou à l'enfant concerné par l'affaire. Ce pourrait être le cas, par exemple, dans une situation de violences familiales où il serait dangereux que le débiteur ait connaissance de l'adresse de l'enfant et du créancier.

611. L'expression « prise en compte »<sup>210</sup> offre toutefois une certaine flexibilité à l'Autorité centrale de l'État requis qui n'est pas liée par l'appréciation faite par l'Autorité centrale dans l'État requérant.

612. Des craintes ont été exprimées quant à la possibilité qu'une Autorité centrale puisse refuser de traiter une demande au motif qu'aucune adresse personnelle ne figure sur la demande. Il a été estimé qu'une Autorité centrale ne devrait pas refuser de traiter une

<sup>207</sup> Art. 30 de la Convention Adoption internationale de 1993, art. 42 de la Convention Protection des enfants de 1996 et art. 40 de la Convention Protection des adultes de 2000.

<sup>208</sup> L'évaluation du risque par l'autorité concernée doit être notée sur le Formulaire de transmission obligatoire et sur le Formulaire d'accusé de réception ou les autres formulaires recommandés.

<sup>209</sup> Voir les observations des États-Unis d'Amérique dans le Doc. pré. No 23/2006, *op. cit.*, note 87.

<sup>210</sup> Introduite suite au Doc. trav. No 36 de la délégation de la Communauté européenne; voir également les Procès-verbaux Nos 19 et 20.

demande pour ce seul motif. À cet égard, un grand nombre de délégations a fermement recommandé d'insérer dans la demande une adresse dite « à l'attention de » de manière à permettre que le demandeur puisse recevoir des rapports d'avancement et d'autres documents. Dans de nombreux États, l'adresse de l'Autorité centrale est utilisée comme adresse « à l'attention » du demandeur. Compte tenu de l'utilité de cette pratique, il conviendrait de ne pas l'exclure. Toutefois, l'Autorité centrale requise pourrait ne pas être en mesure d'engager une procédure d'après une adresse dite « à l'attention de », lorsque le droit interne impose que l'adresse personnelle du demandeur figure dans le dossier en vue de déposer une demande. Dans ce cas, l'Autorité centrale requérante peut choisir de communiquer l'adresse personnelle du demandeur ou d'abandonner la procédure. Lorsque cette information doit être communiquée à l'autorité compétente, elle ne doit pas être divulguée au défendeur par celui-ci si cela risque de mettre une personne en danger.

**Paragraphe 3 – Le présent article ne fait pas obstacle au recueil et à la transmission de renseignements entre autorités, dans la mesure nécessaire à l'accomplissement des obligations découlant de la Convention.**

613. La disposition contenue au paragraphe 3 autoriserait quand même la transmission de la totalité des renseignements entre autorités, ce qui requiert un niveau élevé de confiance et de coopération dans le traitement de ces informations. Tant l'autorité requérante que l'autorité requise serait en droit de décider de ne pas divulguer des renseignements à caractère personnel sauf pour ce qui est de l'accomplissement de leurs obligations en vertu de la Convention. Il a été souligné lors de la Session diplomatique que cet article ne devait pas être utilisé pour protéger le débiteur de mesures d'exécution.

**Article 41 Dispense de légalisation**

**Aucune légalisation ni formalité similaire ne sera requise dans le contexte de la Convention.**

614. Selon une pratique bien établie des Conventions de La Haye, l'article 41 dispose que tous les documents transmis ou remis en vertu de la Convention sont dispensés de légalisation ou de toute formalité analogue, y compris de l'Apostille<sup>211</sup>. Une autre pratique bien établie consiste à dispenser de légalisation ou de toute formalité similaire les documents transmis ou échangés entre des États ou leurs institutions publiques. La Convention Élection de for de 2005, précise, à l'article 18, que « Les documents transmis ou délivrés en vertu de la présente Convention sont dispensés de toute légalisation ou de toute formalité analogue, y compris une Apostille », mais cette mention paraît superflue car l'Apostille est une « formalité analogue ».

615. La légalisation est exclue à l'article 17 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) et dans des traités bilatéraux. De plus, elle n'est généralement pas exigée par les pays de *common law*.

616. Cet article s'applique également aux demandes présentées directement.

**Article 42 Procuration**

**L'Autorité centrale de l'État requis ne peut exiger une procuration du demandeur que si elle agit en son nom dans des procédures judiciaires ou dans des procédures engagées devant d'autres autorités ou afin de désigner un représentant à ces fins.**

617. Cette disposition vise à réduire les formalités susceptibles d'être imposées au demandeur qui sollicite l'assistance de l'Autorité centrale requise. Ce principe est là encore conforme à l'objectif de la Convention, qui est d'instaurer un système rapide et efficace dans lequel seuls les demandes, autorisations et documents indispensables seraient exigés. Il faut souligner que dans la pratique actuelle de la Convention de New York de 1956, les autorités de certains États agissent pour le compte du demandeur sans

<sup>211</sup> En vertu de la *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers*.

exigence de documents officiels pour procéder ainsi. Il est espéré que cette pratique perdure.

618. Cet article, dans lequel l'Autorité centrale représente le demandeur devant d'autres autorités, se différencie de l'article 8, qui traite des relations entre le demandeur et l'Autorité centrale.

### **Article 43 Recouvrement des frais**

#### **Paragraphe 1 – Le recouvrement de tous frais encourus pour l'application de cette Convention n'a pas priorité sur le recouvrement des aliments.**

619. Il importe de distinguer les frais visés dans cet article de ceux visés à l'article 19(1) : les frais de l'article 19(1) sont les frais associés à la décision rendue dans l'État d'origine, tandis que les frais de l'article 43 sont ceux engagés par les autorités dans le cadre du fonctionnement général de la Convention. L'expression « recouvrement de tous frais encourus » se distinguant de celle de « recouvrement des aliments », il semble que cette disposition renvoie uniquement aux demandes à l'encontre du débiteur. À titre d'exemple, l'Autorité centrale qui demande le recouvrement de frais de tests génétiques (en application de l'art. 7 ou de l'art. 10(1) c)) ne pourra demander le remboursement de ces frais avant que le débiteur ne règle le créancier. S'agissant des demandes présentées directement visées à l'article 37, l'autorité requise peut également recouvrer les frais judiciaires engagés, par exemple, dans la procédure juridique pour localiser les actifs du débiteur. Ces coûts n'étant pas les frais visés à l'article 19(1), leur remboursement pourrait être demandé en vertu de l'article 43.

#### **Paragraphe 2 – Un État peut recouvrer les frais à l'encontre d'une partie perdante.**

620. Il découle de l'article 19(1)<sup>212</sup> que les frais engendrés par une procédure judiciaire peuvent être également couverts par le terme « décision ». L'interprétation qui doit être donnée à cette règle est qu'elle couvre les décisions concernant les frais engendrés par les demandes d'aliments infructueuses. Le paragraphe 2 peut concerner tant les débiteurs que les créanciers (par ex., un créancier dont la demande de modification échoue ou dont la demande initiale d'aliments a échoué du fait que le débiteur a contesté avec succès le lien de parenté). En revanche, cette disposition n'est pas destinée à recouvrer les frais d'un créancier perdant qui a agi de bonne foi (par ex., un créancier dont la pension alimentaire serait inférieure à ce qu'il avait demandé ne devrait pas se voir réclamer le remboursement des frais).

621. Les États étaient divisés quant à l'opportunité d'insérer une exception concernant les personnes exceptionnellement fortunées. La conclusion du Groupe de travail sur l'accès effectif aux procédures, auquel il est fait référence au paragraphe 366 du présent Rapport, est qu'aucun État ne devrait « subventionner » un demandeur fortuné. Toutefois, l'insertion d'une telle exception dans la Convention nécessiterait de définir ce qu'est un « demandeur fortuné » et d'établir un système permettant de « filtrer » les rares affaires impliquant un tel demandeur. Comme il est peu probable qu'un demandeur fortuné utilise la voix de l'Autorité centrale, alors qu'il peut présenter sa demande directement, les bénéfices probables d'un tel système paraissent disproportionnés par rapport aux inconvénients pouvant en résulter, à savoir la complexité et les coûts éventuels ainsi que le risque de retarder le traitement des demandes dans des affaires impliquant des demandeurs non fortunés. La solution la plus appropriée était donc de permettre de recouvrer les frais à l'encontre d'un demandeur ou défendeur fortuné par le biais de l'article 43.

622. Le Document de travail No 51 a apporté des clarifications quant au fonctionnement des dispositions relatives au recouvrement des frais et a indiqué que :

« [...] si une personne fortunée forme une demande relative à l'établissement ou à la modification d'une décision en matière d'aliments destinés aux enfants par l'intermédiaire de l'Autorité centrale, les frais encourus en raison de la fourniture d'une assistance juridique gratuite devraient pouvoir être recouverts

<sup>212</sup> Voir commentaires aux para. 430 et s. du présent Rapport.

au moyen d'une décision relative aux frais et rendue après la décision relative aux aliments. Par exemple, lorsqu'une décision portant sur une demande d'aliments destinés à un enfant a été rendue en faveur du demandeur, les frais peuvent être mis à la charge du débiteur, et le risque que le passif des frais affecte le recouvrement des aliments est déjà évité par l'article 40(1) [actuel art. 43(1)]. Lorsqu'un demandeur fortuné ne parvient pas à obtenir la décision recherchée en raison de sa situation financière, l'État auquel il s'est adressé peut recouvrer de façon discrétionnaire à l'encontre du demandeur les frais encourus en raison de la fourniture d'une assistance juridique gratuite.

Le Groupe de travail fut d'avis que cette approche serait conforme à la rédaction de la Convention dans sa forme actuelle. L'article 40(2) [actuel art. 43(2)], en particulier, autorise de façon expresse un système de recouvrement des coûts à l'encontre de la partie qui succombe. De plus, l'article 16(1) [actuel art. 19(1)] prévoit clairement qu'une décision relative aux frais peut être incluse dans une décision (qui inclut une décision de ne pas octroyer d'aliments) relative à des aliments, décision qui serait par la suite reconnue et exécutée en vertu du chapitre V.

Il a été accepté que la Convention ne devrait pas essayer d'harmoniser les procédures relatives au recouvrement des frais, ces procédures différant d'un pays à l'autre constituent une question pour le droit interne. Cependant, il serait important d'attirer l'attention par le biais du Rapport explicatif sur l'importance d'éviter un système de frais qui pénalise un demandeur qui succombe pour une raison qui n'est pas liée au bien-fondé de son affaire. »

**Paragraphe 3 – Pour les besoins d'une demande en vertu de l'article 10(1) b), afin de recouvrer les frais d'une partie qui succombe conformément au paragraphe 2, le terme « créancier » dans l'article 10(1) comprend un État.**

623. Le paragraphe 3 a été ajouté afin de préciser qu'un État peut utiliser la voie de l'Autorité centrale pour poursuivre une demande d'exécution d'une ordonnance relative aux frais à l'encontre d'une partie qui succombe.

**Paragraphe 4 – Cet article ne déroge pas à l'article 8.**

624. Le recouvrement des frais, prévu à l'article 43, ne concerne pas les frais de l'Autorité centrale auxquels il est fait référence à l'article 8(1). De même, les frais découlant des services rendus par l'Autorité centrale ne peuvent pas être mis à la charge du demandeur (art. 8(2)) qui présente une demande en vertu de l'article 10. Voir également les explications fournies à l'article 8 (Frais de l'Autorité centrale).

**Article 44 Exigences linguistiques**

625. La traduction de documents dans la langue officielle ou dans l'une des langues officielles de l'État requis est un problème pratique qui se pose par rapport à plusieurs chapitres de la Convention, d'où l'insertion de cette règle au chapitre VIII (Dispositions générales). La Commission spéciale de 2004 a adopté une proposition conforme aux dispositions classiques des conventions de La Haye en matière de traduction de documents. La règle d'usage des Conventions de La Haye consiste à demander la traduction des documents dans la langue officielle de l'État requis. Il peut arriver cependant que l'État requérant ait beaucoup de difficultés à organiser une traduction dans la langue de l'État requis. Dans de telles situations, l'État requérant peut envoyer une traduction des documents en anglais ou en français. Ce sont non seulement les deux langues officielles de la Conférence de La Haye mais surtout, l'anglais et le français sont respectivement la première langue et la deuxième langue les plus parlées et les mieux comprises dans le monde, l'espagnol venant en troisième position<sup>213</sup>. Cependant

<sup>213</sup> Lors de la réunion de la Commission spéciale de juin 2004, le Chili, l'Argentine et le Mexique ont demandé que l'espagnol fasse partie des langues de la Convention. Pour le Chili, la langue pourrait faire obstacle à l'exercice de l'accès à la justice, qui est un droit de l'homme. L'expression « langue[s] les plus parlées et les mieux comprises » ne signifie pas que ces langues sont les plus parlées au monde, mais qu'elles sont les plus utilisées pour les communications internationales par des individus ayant une autre langue maternelle.

l'espagnol n'est pas une langue officielle de la Conférence de La Haye, même si une interprétation et une traduction en espagnol ont été assurées tout au long des négociations de la nouvelle Convention. Comme il a été dit dans l'introduction de ce Rapport, c'est la première fois que l'Acte final d'une Session diplomatique<sup>214</sup> dispose que le processus d'élaboration d'un instrument de La Haye devrait intervenir dans la mesure du possible en espagnol.

626. Compte tenu des problèmes et des doutes suscités par le texte dans sa rédaction initiale, le Comité de rédaction a préparé une autre proposition qui a reçu un accueil très favorable et tenait compte des particularités du système de coopération de la Convention. Deux articles sont consacrés à la question, l'article 44, qui vise les obligations en matière de traduction, et l'article 45, qui instaure des règles permettant d'atteindre les objectifs de l'article 44.

**Paragraphe 1 – Toute demande et tout document s'y rattachant sont rédigés dans la langue originale et accompagnés d'une traduction dans une langue officielle de l'État requis ou dans toute autre langue que l'État requis aura indiqué pouvoir accepter, par une déclaration faite conformément à l'article 63, sauf dispense de traduction de l'autorité compétente de cet État.**

627. Ce paragraphe tient compte des difficultés qu'ont certains États à accepter des demandes et les documents afférents dans une autre langue que leur langue officielle, ce qui impose de joindre à la demande et aux documents afférents une traduction dans la langue officielle de l'État requis. L'autorité compétente de l'État requis peut cependant se dispenser d'une traduction. Le paragraphe 1 prévoit la possibilité d'indiquer, par une déclaration conformément à l'article 63, les autres langues dans lesquelles les demandes et les documents afférents peuvent être acceptés. Rien n'empêche dans ce paragraphe les autorités de l'État requérant d'établir la demande et d'autres documents pertinents dans la langue officielle de l'État requis si leur droit national le leur permet.

628. Cette règle devrait également s'appliquer aux demandes de reconnaissance et d'exécution présentées directement, sans transiter par les Autorités centrales.

**Paragraphe 2 – Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents dans l'une de ces langues, doit faire connaître, par une déclaration faite conformément à l'article 63, la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.**

629. Une règle est également prévue pour les pays tels la Belgique, le Canada, l'Espagne et la Suisse, où diverses langues ne sont officielles que sur une partie du territoire. Une proposition des délégations de la Belgique et de la Suisse a été soumise lors de la réunion de la Commission spéciale de 2005. Une autre possibilité était de prévoir une règle telle que celle de l'article 25 de la Convention Accès à la justice de 1980 car la situation est très différente d'un pays à l'autre<sup>215</sup>. Cette dernière solution a été introduite au paragraphe 2, qui comprend un système de déclaration conformément à l'article 63 en vertu duquel les États peuvent préciser la ou les langues dans lesquelles ils accepteront la traduction et la partie du territoire à laquelle elle s'applique.

**Paragraphe 3 – Sauf si les Autorités centrales en ont convenu autrement, toute autre communication entre elles est adressée dans une langue officielle de l'État requis ou en français ou en anglais. Toutefois, un État contractant peut, en faisant la réserve prévue à l'article 62, s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais.**

<sup>214</sup> Voir *supra*, note 1.

<sup>215</sup> L'art. 25 de la Convention Accès à la justice de 1980 dispose que : « Tout État contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées. »

630. Les paragraphes 1 et 2 visent les exigences linguistiques applicables aux demandes et documents afférents, pour lesquels davantage de formalités sont requises en matière de traduction. Toutefois, la Convention exige aussi des communications régulières, étroites et simples entre les Autorités centrales de l'État requis et de l'État requérant. En principe, les communications s'effectueront dans une des langues officielles de l'État requis ou bien en anglais ou en français. Il est admis qu'un État contractant puisse faire une réserve excluant le recours à l'anglais ou au français, mais pas aux deux.

631. Rien n'interdit aux Autorités centrales de convenir de l'emploi d'autres langues de communication. Il faut souligner dans ce cas qu'il ne s'agit pas d'un accord des États contractants, mais d'un accord entre les Autorités centrales, qui peut être modifié à tout moment, par exemple si un nouvel interlocuteur au sein de l'Autorité centrale connaît d'autres langues.

#### **Article 45 Moyens et coûts de traduction**

**Paragraphe 1 – Dans le cas de demandes prévues au chapitre III, les Autorités centrales peuvent convenir, dans une affaire particulière ou de façon générale, que la traduction dans la langue officielle de l'État requis sera faite dans l'État requis à partir de la langue originale ou de toute autre langue convenue. S'il n'y a pas d'accord et si l'Autorité centrale requérante ne peut remplir les exigences de l'article 44(1) et (2), la demande et les documents s'y rattachant peuvent être transmis accompagnés d'une traduction en français ou en anglais pour traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis.**

632. On peut aisément imaginer que dans de nombreuses situations, il soit difficile de trouver dans l'État d'origine un traducteur capable de traduire dans la langue de l'État requis<sup>216</sup>, tandis qu'il sera peut-être plus facile, dans ce dernier État, de trouver un traducteur travaillant à partir de toute autre langue étrangère. C'est pourquoi il serait possible de convenir que la traduction sera réalisée dans l'État requis, à partir de la langue d'origine ou de toute autre langue convenue d'un commun accord. Il faut à ce propos faire deux remarques : premièrement, la possibilité d'un tel accord est limitée aux demandes fondées sur le chapitre III, c'est-à-dire aux demandes présentées par l'intermédiaire des Autorités centrales, et deuxièmement, l'accord entre les Autorités centrales est conclu, soit au cas par cas, soit, généralement, sur une base bilatérale.

633. En l'absence d'accord à cet effet toutefois, il faut trouver une solution et c'est pourquoi dans la deuxième partie du paragraphe 1, une solution est adoptée lorsqu'une traduction dans la langue de l'État requis ne peut être effectuée dans l'État requérant. Le point de départ est une solution classique de la Conférence de La Haye : la demande et les documents afférents peuvent être transmis avec une traduction en anglais ou français, mais un élément nouveau est ajouté : c'est en vue d'une traduction ultérieure dans une langue officielle de l'État requis. Il s'agit d'une nouvelle règle, inconnue dans d'autres Conventions, mais qui semble très utile pour celle-ci.

**Paragraphe 2 – Les frais de traduction découlant de l'application du paragraphe premier sont à la charge de l'État requérant, sauf accord contraire des Autorités centrales des États concernés.**

634. En complément du paragraphe 1, le paragraphe 2 établit que sauf convention contraire entre les Autorités centrales des États concernés, les frais de traduction sont à la charge de l'État requérant. Il sera ainsi plus facile à l'État requis d'accepter la tâche de traduction. D'autres arrangements pourront être conclus par accord entre les Autorités centrales des États concernés.

**Paragraphe 3 – Nonobstant l'article 8, l'Autorité centrale requérante peut mettre à la charge du demandeur les frais de traduction d'une demande et des documents s'y rattachant, sauf si ces coûts peuvent être couverts par son système d'assistance juridique.**

<sup>216</sup> Il arrive parfois que la traduction effectuée dans l'État requérant soit incompréhensible.

635. Le paragraphe 3 précise que l'Autorité centrale n'a pas à couvrir les frais de traduction. Toutefois, l'Autorité centrale requérante peut mettre les frais de traduction à la charge d'un demandeur. Cette règle est nécessaire si l'on tient compte du fait que le principe général énoncé à l'article 8 est que les Autorités centrales ne peuvent mettre aucun frais à la charge d'un demandeur pour les services qu'elles lui rendent.

636. Cependant, ces frais ne doivent pas être mis à la charge du demandeur s'ils peuvent être couverts par un système d'assistance juridique.

#### **Article 46    *Systèmes juridiques non unifiés – interprétation***

637. La règle s'inspire de l'article 25 de la Convention Élection de for de 2005<sup>217</sup>. Après une trentaine d'années de pratique, ces clauses se classent désormais parmi les caractéristiques classiques des Conventions de La Haye, mais elles sont perfectionnées d'une Convention à l'autre. Leur rédaction est adaptée aux objectifs de chaque Convention. Les articles 46 et 47 règlent les difficultés susceptibles de découler du fait que certains États sont composés de plusieurs unités territoriales, chacune ayant son propre système judiciaire ou juridique. Cette configuration caractérise des États tels que le Canada, la Chine, l'Espagne et le Royaume-Uni, sans considération de l'organisation des différents États. Cette situation peut poser problème parce qu'il faut déterminer pour chaque affaire s'il est fait référence à l'État dans sa globalité ou à l'une de ses unités territoriales. L'article 46 fournit une interprétation des termes compris dans la Convention lorsqu'ils sont appliqués dans des États ayant des systèmes juridiques non unifiés.

**Paragraphe 1 – Au regard d'un État dans lequel deux ou plusieurs systèmes de droit ou ensembles de règles ayant trait aux questions régies par la présente Convention s'appliquent dans des unités territoriales différentes :**

**Alinéa a) – toute référence à la loi ou à la procédure d'un État vise, le cas échéant, la loi ou la procédure en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa b) – toute référence à une décision obtenue, reconnue, reconnue et exécutée, exécutée et modifiée dans cet État vise, le cas échéant, une décision obtenue, reconnue, reconnue et exécutée, exécutée et modifiée dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa c) – toute référence à une autorité judiciaire ou administrative de cet État vise, le cas échéant, une autorité judiciaire ou administrative de l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa d) – toute référence aux autorités compétentes, organismes publics ou autres organismes de cet État à l'exception des Autorités centrales vise, le cas échéant, les autorités ou organismes habilités à agir dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa e) – toute référence à la résidence ou la résidence habituelle dans cet État vise, le cas échéant, la résidence ou la résidence habituelle dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa f) – toute référence à la localisation des biens dans cet État vise, le cas échéant, la localisation des biens dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa g) – toute référence à une entente de réciprocité en vigueur dans un État vise, le cas échéant, une entente de réciprocité en vigueur dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa h) – toute référence à l'assistance juridique gratuite dans cet État vise, le cas échéant, l'assistance juridique gratuite dans l'unité territoriale considérée ;**

<sup>217</sup> Voir Rapport explicatif de T. Hartley et M. Dogauchi, (*op. cit.*, note 43) aux para. 259 à 265. Termes similaires, mais non identiques, à ceux de l'art. 47 de la Convention Protection des enfants de 1996 et de l'art. 45 de la Convention Protection des adultes de 2000.

**Alinéa i) – toute référence à une convention en matière d'aliments conclue dans un État vise, le cas échéant, une convention en matière d'aliments conclue dans l'unité territoriale considérée ;**

**Alinéa j) – toute référence au recouvrement des frais par un État vise, le cas échéant, le recouvrement des frais par l'unité territoriale considérée.**

638. Le paragraphe 1 a été examiné lors des négociations de la Session diplomatique. La liste aspire à être aussi complète que possible et à apporter une réponse à toutes les possibilités envisageables.

639. Le texte règle le problème en disposant que dans de tels cas, la Convention est interprétée comme s'appliquant à l'État au sens international ou, le cas échéant, à l'unité territoriale concernée (« l'unité territoriale considérée » est l'expression employée dans la Convention). Concernant les ententes de réciprocité, voir les commentaires afférents à l'article 52.

**Paragraphe 2 – Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.**

640. Une organisation régionale d'intégration économique (ORIE<sup>218</sup>) n'est pas un système juridique non unifié. Par conséquent, ce paragraphe précise que l'article ne s'applique pas à une ORIE, mais uniquement aux États au sens international.

#### ***Article 47    Systèmes juridiques non unifiés – règles matérielles***

**Paragraphe 1 – Un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenu d'appliquer la présente Convention aux situations qui impliquent uniquement ces différentes unités territoriales.**

641. Il s'agit de la règle classique suivant laquelle les États dont le système juridique n'est pas unifié ne sont pas tenus d'appliquer la Convention à des situations purement internes entre unités territoriales, même si rien ne les empêche de le faire.

**Paragraphe 2 – Une autorité compétente dans une unité territoriale d'un État contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent n'est pas tenue de reconnaître ou d'exécuter une décision d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée dans une autre unité territoriale du même État contractant selon la présente Convention.**

642. Le paragraphe 2 traite de l'étendue territoriale de la reconnaissance et de l'exécution dans des systèmes juridiques non unifiés tandis que l'article 61 concerne l'application territoriale de la Convention. Ce paragraphe dispose qu'un tribunal d'une unité territoriale d'un État contractant n'est pas tenu de reconnaître ou d'exécuter une décision émanant d'un autre État contractant au seul motif que la décision a été reconnue ou exécutée en vertu de la Convention dans une autre unité territoriale du premier État contractant. Mais rien dans la Convention ne lui interdit de le faire. L'objectif de cette règle est que si, par exemple, une décision étrangère en matière d'aliments est reconnue et exécutée à Macao, cela n'implique pas qu'elle sera reconnue et exécutée à Hong Kong. Les autorités compétentes à Hong Kong doivent décider elles-mêmes si les conditions de reconnaissance ou d'exécution en vertu de la Convention sont réunies sur leur territoire. Cette règle provient de l'article 25 de la Convention Élection de for de 2005.

**Paragraphe 3 – Cet article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.**

643. Une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas un système juridique non unifié. Par conséquent, ce paragraphe précise que l'article ne s'applique pas à une ORIE, mais uniquement aux États au sens international.

<sup>218</sup> Voir abréviations et références au para. 15 du présent Rapport.

**Article 48 *Coordination avec les Conventions de La Haye antérieures en matière d'obligations alimentaires***

Dans les rapports entre les États contractants, et sous réserve de l'application de l'article 56(2), la présente Convention remplace la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 concernant la reconnaissance et l'exécution de décisions relatives aux obligations alimentaires* et la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 concernant la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière d'obligations alimentaires envers les enfants*, dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention.

644. Les articles 48 à 51 règlent les relations de cette Convention avec d'autres instruments internationaux<sup>219</sup>.

645. L'article 48 traite des relations de cette Convention avec les deux Conventions de La Haye antérieures sur la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires, la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) et la Convention Obligations alimentaires de 1958. Le principe général est que cette Convention remplace les précédentes, mais compte tenu des limites de son champ d'application<sup>220</sup>, le remplacement ne vaut que pour la reconnaissance et l'exécution des décisions relatives aux obligations alimentaires envers des enfants « dans la mesure où leur champ d'application entre lesdits États coïncide avec celui de la présente Convention ». Cette règle s'impose en raison du champ d'application différent des Conventions. La Convention Obligations alimentaires de 1958 se limite en effet à « [l']enfant légitime, non légitime ou adoptif, non marié et âgé de moins de 21 ans accomplis »<sup>221</sup>, tandis que la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) s'applique aux obligations alimentaires découlant « de relations de famille, de parenté, de mariage ou d'alliance, y compris les obligations alimentaires envers un enfant non légitime », bien que des réserves puissent être formulées à l'égard de certains groupes de personnes<sup>222</sup>, comme l'ont fait certains États parties à la Convention.

646. Étant donné que la Convention ne comporte pas de règles relatives à la loi applicable aux obligations alimentaires et que celles-ci font l'objet du *Protocole du 23 novembre 2007 sur la loi applicable aux obligations alimentaires*, une règle similaire en ce qui concerne la Convention Obligations alimentaires de 1956 et la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable) figure dans le Protocole<sup>223</sup>.

**Article 49 *Coordination avec la Convention de New York de 1956***

Dans les rapports entre les États contractants, la présente Convention remplace la *Convention sur le recouvrement des aliments à l'étranger* du 20 juin 1956, établie par les Nations Unies, dans la mesure où son champ d'application entre lesdits États correspond au champ d'application de la présente Convention.

647. Ce n'est que tardivement au cours de la Session diplomatique que cette règle a été introduite. Comme l'a expliqué le Secrétaire général<sup>224</sup>, le Bureau Permanent devait s'assurer du consentement et du soutien préalables du Conseiller juridique (*Legal Advisor*) des Nations Unies afin de proposer que soit insérée dans le texte de la Convention une référence à la Convention de New York de 1956. L'idée sous-jacente de cette règle est que la coordination avec la Convention de New York renforcerait le rôle de la Convention en tant qu'instrument global. Ainsi, dans les hypothèses où le champ d'application de la Convention coïncide avec celui de la Convention de New York, la nouvelle Convention s'appliquerait. Le Préambule de la Convention fait également référence à la Convention de New York de 1956.

<sup>219</sup> Voir « Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux », document établi par P. Lortie, Premier secrétaire, Doc. prélim. No 18 de juin 2006 à l'intention de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille. Disponible sur le site de la Conférence à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Conventions », « Convention 38 » puis « Documents préliminaires ».

<sup>220</sup> Voir art. 2 (Champ d'application) et commentaires aux para. 45 à 59 du présent Rapport.

<sup>221</sup> Art. premier. NB : cette Convention n'a été rédigée qu'en français.

<sup>222</sup> Art. premier et art. 30.

<sup>223</sup> Art. 18.

<sup>224</sup> Procès-verbal No 12, para. 11, introduisant le Doc. trav. No 38 du Bureau Permanent.

**Article 50 Relations avec les Conventions de La Haye antérieures relatives à la notification d'actes et à l'obtention de preuves**

**La présente Convention ne déroge pas à la Convention de La Haye du premier mars 1954 relative à la procédure civile, ni à la Convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale, ni à la Convention de La Haye du 18 mars 1970 sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.**

648. L'introduction au sein des fonctions des Autorités centrales (art. 6) des fonctions « c) faciliter la recherche des informations pertinentes relatives aux revenus et, si nécessaire, au patrimoine du débiteur ou du créancier, y compris la localisation des biens », « g) faciliter l'obtention d'éléments de preuve documentaire ou autre », « h) fournir une assistance pour établir la filiation lorsque cela est nécessaire pour le recouvrement d'aliments » et « j) faciliter la signification et la notification des actes » ainsi que l'article 7 ont conduit certains délégués à s'interroger sur le rapport de cette Convention avec les Conventions Notification de 1965 et Obtention des preuves de 1970 (voir aussi l'art. 7 au sujet de ces fonctions). La proposition présentée dans le Document de travail No 15 par la Communauté européenne visait à clarifier que la présente Convention ne porte pas atteinte à ces Conventions. Cette idée a recueilli un large consensus. Et pour les mêmes raisons, il a été également convenu d'ajouter à cette disposition une référence à la Convention Procédure civile de 1954.

649. Ces trois Conventions prévoient des règles très détaillées et précises concernant la transmission des actes aux fins de signification ou notification à l'étranger et des méthodes de coopération pour l'obtention des preuves à l'étranger, alors que la présente Convention ne contient aucune règle procédurale à cet égard et prévoit seulement que les Autorités centrales doivent faciliter la notification des actes et l'obtention des preuves. Il est en outre important de souligner que les alinéas g) et j) de l'article 6(2) n'utilisent pas les termes « à l'étranger ». Cela parce qu'il est probable que dans la plupart des affaires, il sera demandé à une Autorité centrale de faciliter l'obtention de preuves ou la signification ou notification dans son propre ressort ; une Autorité centrale sera moins souvent sollicitée pour faciliter l'obtention de preuves ou la notification à l'étranger.

650. Au cours de la Session diplomatique, des exemples ont été donnés de l'application possible des Conventions Notification de 1965 et Obtention des preuves de 1970. Ces exemples, qui sont présentés et expliqués dans les commentaires relatifs à l'article 6(2) g) et j)<sup>225</sup>, montrent que de nombreuses situations couvertes par la présente Convention ne nécessiteront ni la transmission d'actes aux fins de la signification ou notification à l'étranger, ni l'obtention de preuves à l'étranger. Manifestement, il n'est pas nécessaire, dans ces circonstances, de recourir aux Conventions Procédure civile de 1954, Notification de 1965 ou Obtention des preuves de 1970..

651. On notera qu'il est possible de désigner une Autorité centrale en vertu de la Convention Recouvrement des aliments de 2007 comme Autorité centrale en vertu de la Convention Notification de 1965 pour recevoir les documents relatifs à des obligations alimentaires<sup>226</sup>. Cette même possibilité est prévue à la Convention Obtention des preuves de 1970<sup>227</sup>.

**Article 51 Coordination avec les instruments et accords complémentaires**

652. Compte tenu des nombreux instruments internationaux traitant de différents aspects du recouvrement des aliments, une règle de coordination des instruments est indispensable. Une clause de ce type a été insérée pour la première fois à l'article 9 de la Convention de La Haye du 15 avril 1958 sur la loi applicable au transfert de la propriété

<sup>225</sup> Voir para. 164-167 et 182-185 de ce Rapport.

<sup>226</sup> L'Autorité centrale ainsi désignée pourra être soit « l' » Autorité centrale ou « une » Autorité centrale conformément aux art. 2, 18(3) et 21, soit une « autre » autorité conformément aux art. 18(1) et 21 de la Convention Notification de 1965.

<sup>227</sup> L'Autorité centrale ainsi désignée pourra être soit « l' » Autorité centrale ou « une » Autorité centrale conformément à l'art. 2, soit une « autre » autorité conformément aux art. 24 et 25 de la Convention Obtention des preuves de 1970.

en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels<sup>228</sup>, puis dans les conventions relatives aux aliments<sup>229</sup> et dans toutes les conventions de La Haye récentes pour lesquelles existait une Convention préalable traitant du même sujet<sup>230</sup>.

653. Comme cela a été démontré dans le Document préliminaire No 18 de juin 2006<sup>231</sup>, l'article 30 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969* (ci-après la « Convention de Vienne de 1969 ») ne suffit pas à lui seul à coordonner les instruments internationaux existants en matière d'aliments. C'est pourquoi il a été décidé d'insérer dans la Convention une disposition spécifique à la coordination.

**Paragraphe 1 – La présente Convention ne déroge pas aux instruments internationaux conclus avant la présente Convention auxquels des États contractants sont Parties et qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la présente Convention.**

654. Ce paragraphe concerne exclusivement les accords antérieurs. Il est conforme aux clauses habituelles de compatibilité prévues dans de nombreuses conventions à l'exception du fait que cette disposition couvre également les instruments conclus avant la Convention et qui ne sont pas encore en vigueur. Habituellement, ce type de disposition ne couvre que les instruments en vigueur. Néanmoins, la question de savoir quand un traité a priorité sur un autre soulève des difficultés considérables en droit international – la réponse peut dépendre de savoir quel traité a été conclu le premier ou bien quel traité est entré en vigueur le premier. Les délégués ont donc estimé important d'insérer les termes « conclus avant la présente Convention » afin d'assurer la protection de la Convention révisée de Lugano, conclue le 30 octobre 2007 mais non encore en vigueur. D'autres instruments déjà conclus mais non entrés en vigueur peuvent être également couverts par cette disposition ; ainsi en est-il par exemple de la *Convention d'Ottawa du 10 juin 1996 entre le Canada et la France relative à la reconnaissance et l'exécution de décisions judiciaires en matière civile et commerciale ainsi qu'à l'entraide judiciaire en matière de pensions alimentaires* ou encore de la *Convention de Rome du 6 novembre 1990 entre les États membres des Communautés européennes sur la simplification des procédures relatives au recouvrement des créances alimentaires*. En agissant ainsi, les négociateurs ont accepté de prendre un léger risque.

<sup>228</sup> Cet art. a été inséré pour protéger l'Accord nordique ou l'Accord du Benelux (*Actes et documents de la Huitième session (1956)*, tome I, p. 88 à 91).

<sup>229</sup> Voir l'art. 23 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Exécution) et l'art. 18 de la Convention Obligations alimentaires de 1973 (Loi applicable).

<sup>230</sup> Ces dispositions sont les suivantes : art. 9 de la *Convention de La Haye du 15 avril 1958 sur la loi applicable au transfert de propriété en cas de vente à caractère international d'objets mobiliers corporels*, art. 18 de la *Convention de La Haye du 5 octobre 1961 concernant la compétence des autorités et la loi applicable en matière de protection des mineurs*, art. 12 de la *Convention de La Haye du 15 novembre 1965 concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption*, art. 14 de la *Convention de La Haye du 25 novembre 1965 sur les accords d'élection de for*, art. 25 de la Convention Notification de 1965, art. 18 de la *Convention de La Haye du premier juin 1970 sur la reconnaissance des divorces et des séparations de corps*, art. 15 de la *Convention de La Haye du 4 mai 1971 sur la loi applicable en matière d'accidents de la circulation routière*, art. 24, 25 et 26 de la *Convention de La Haye du premier février 1971 sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale*, art. 39 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur l'administration internationale des successions*, art. 15 de la *Convention de La Haye du 2 octobre 1973 sur la loi applicable à la responsabilité du fait des produits*, art. 20 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux*, art. 21 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages*, art. 22 de la *Convention de La Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaire et à la représentation*, art. 34 et 36 de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, art. 21 de la Convention Accès à la justice de 1980, art. 25 de la *Convention de La Haye du premier juillet 1985 relative à la loi applicable au trust et à sa reconnaissance*, art. 22 de la *Convention de La Haye du 22 décembre 1986 sur la loi applicable aux contrats de vente internationale de marchandises* (ci-après la « Convention Contrats de vente de 1986 »), art. 23 de la *Convention de La Haye du premier août 1989 sur la loi applicable aux successions à cause de mort*, art. 39 de la Convention Adoption internationale de 1993, art. 52 de la Convention Protection des enfants de 1996, art. 49 de la Convention Protection des adultes de 2000. Pour la première fois dans une Convention de La Haye, l'art. 18 de la Convention Titres de 2006 autorise une Organisation régionale d'intégration économique à devenir partie à la Convention. L'art. 36 de la Convention Election de for de 2005 a considéré la question en prêtant plus particulièrement attention à la complexité de la matière.

<sup>231</sup> *Op. cit.*, note 219.

**Paragraphe 2 – Tout État contractant peut conclure avec un ou plusieurs États contractants des accords qui contiennent des dispositions sur les matières réglées par la Convention afin d'améliorer l'application de la Convention entre eux, à condition que de tels accords soient conformes à l'objet et au but de la Convention et n'affectent pas, dans les rapports de ces États avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la Convention. Les États qui auront conclu de tels accords en transmettront une copie au dépositaire de la Convention.**

655. Conformément à la tradition des Conventions de La Haye, la possibilité est laissée aux États contractants de conclure des accords en vue d'améliorer l'application de la Convention et de rendre plus efficace et plus rapide le système de reconnaissance et d'exécution des décisions sur les aliments ou de fournir des services plus étendus. Cette règle permet à deux États contractants ou plus de conclure entre eux un accord couvrant les matières régies par la Convention. Les exigences applicables à ce type d'accord sont énoncées à l'article 41 de la Convention de Vienne de 1969, qui dispose que « 1. Deux ou plusieurs parties à un traité multilatéral peuvent conclure un accord ayant pour objet de modifier le traité dans leurs relations mutuelles seulement : a) Si la possibilité d'une telle modification est prévue par le traité [ce qui est le cas ici] ; ou b) Si la modification en question n'est pas interdite par le traité, à condition qu'elle : i) Ne porte atteinte ni à la jouissance par les autres parties des droits qu'elles tiennent du traité ni à l'exécution de leurs obligations ; et ii) Ne porte pas sur une disposition à laquelle il ne peut être dérogé sans qu'il y ait incompatibilité avec la réalisation effective de l'objet et du but du traité pris dans son ensemble », ce qui est en fait ce que prévoit la règle de l'article 51.

656. Une copie de l'accord doit être transmise au dépositaire de la Convention.

**Paragraphe 3 – Les paragraphes premier et 2 s'appliquent également aux ententes de réciprocité et aux lois uniformes reposant sur l'existence entre les États concernés de liens spéciaux.**

657. Ce paragraphe assimile aux accords visés aux paragraphes 1 et 2 les lois uniformes et les ententes de réciprocité reposant sur l'existence de liens spéciaux entre les États concernés. Cette disposition est particulièrement intéressante pour les États scandinaves, entre autres.

**Paragraphe 4 – La présente Convention n'affecte pas l'application d'instruments d'une Organisation régionale d'intégration économique partie à la présente Convention, ayant été adoptés après la conclusion de la Convention, en ce qui a trait aux matières régies par la Convention, à condition que de tels instruments n'affectent pas, dans les rapports des États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique avec d'autres États contractants, l'application des dispositions de la Convention. En ce qui concerne la reconnaissance ou l'exécution de décisions entre les États membres de l'Organisation régionale d'intégration économique, la Convention n'affecte pas les règles de l'Organisation régionale d'intégration économique, que ces règles aient été adoptées avant ou après la conclusion de la Convention.**

658. Le dernier paragraphe de l'article 51 envisage l'hypothèse dans laquelle une ORIE devient partie à la Convention. Il est possible que les règles juridiques adoptées par l'ORIE soient en conflit avec la Convention. Une règle similaire a été insérée à l'article 26(6) de la Convention Élection de for de 2005<sup>232</sup>.

659. La première hypothèse visée a trait au rapport entre la Convention et les instruments adoptés par l'ORIE après la conclusion de la Convention<sup>233</sup>, et non au celui entre la Convention et les instruments adoptés avant la conclusion. Le principe sous-jacent est que lorsqu'une affaire est purement « régionale », c'est-à-dire interne à l'ORIE, la Convention laisse place à l'instrument régional. En revanche, un tel instrument

<sup>232</sup> Voir le Rapport explicatif Hartley-Dogauchi (*op. cit.*, note 43), en particulier les para. 306 à 311.

<sup>233</sup> Par exemple, Règlement (CE) No 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, JO L7, du 10.1.2009.

ne peut pas affecter les rapports entre les États membres de l'ORIE et d'autres États contractants.

660. La deuxième hypothèse concerne le rapport entre la Convention et les instruments relatifs à la reconnaissance et à l'exécution de décisions entre États membres. Le paragraphe 4 dispose que la Convention n'affectera pas l'application des règles de l'ORIE relatives à la reconnaissance ou à l'exécution des décisions entre ses États membres comme c'est le cas du Règlement de Bruxelles I dont le champ d'application comprend les obligations alimentaires.<sup>234</sup> Il faut souligner qu'aucune disposition ne prévoit que la décision ne pourra pas être reconnue ou exécutée dans une mesure moindre qu'en application de la Convention. La disposition s'applique, que la règle de l'ORIE soit adoptée avant ou après la Convention.

661. Cette règle est particulièrement utile au regard des instruments de la Communauté européenne, en particulier la Convention de Bruxelles, le Règlement de Bruxelles I et le Règlement TEE, qui instaurent des systèmes très simples de reconnaissance et d'exécution des décisions en matière d'aliments<sup>235</sup>.

### **Article 52 Règle de l'efficacité maximale**

662. L'article 51(2) prévoit que les États contractants peuvent conclure des accords entre eux. Cependant, l'article 52 va plus loin puisqu'il vise non seulement un instrument international, multilatéral ou bilatéral, mais également les ententes de réciprocité en vigueur pour l'État requis. En outre, il prévoit que ces instruments seront applicables si, et seulement si, ils prévoient un système plus favorable que ceux de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des décisions sur les aliments. Il s'agit de l'application de la « règle de l'efficacité maximale ».

**Paragraphe 1 – La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'un accord, d'une entente ou d'un instrument international en vigueur entre l'État requérant et l'État requis ou d'une entente de réciprocité en vigueur dans l'État requis qui prévoit :**

**Alinéa a) – des bases plus larges pour la reconnaissance des décisions en matière d'aliments, sans préjudice de l'article 22 f) de la Convention ;**

**Alinéa b) – des procédures simplifiées et accélérées relatives à une demande de reconnaissance ou de reconnaissance et d'exécution de décisions en matière d'aliments ;**

**Alinéa c) – une assistance juridique plus favorable que celle prévue aux articles 14 à 17 ; ou**

**Alinéa d) – des procédures permettant à un demandeur dans un État requérant de présenter une demande directement à l'Autorité centrale de l'État requis.**

663. Le texte du paragraphe 1 émane de propositions présentées dans le Document de travail No 37 par la délégation du Canada et dans le Document de travail No 69 par la délégation des États-Unis d'Amérique. L'objectif de cette disposition est de permettre d'utiliser des procédures plus simples et plus rapides ; cette règle doit être rapprochée des articles 23 et 24<sup>236</sup>. Les provinces et territoires du Canada disposent de leur propre système de reconnaissance et d'exécution des décisions. Ils ont conclu des ententes de réciprocité<sup>237</sup>, entre eux, mais également avec les États-Unis d'Amérique, Hong Kong ou encore l'Allemagne, pour ne citer que quelques exemples. Le but de ce paragraphe est donc de conserver et de renforcer cette possibilité. À cette fin, le Canada et les États-Unis d'Amérique ont fait référence aux ententes mises en œuvre entre les États-Unis d'Amérique et les provinces et territoires du Canada avec un effet réciproque.

<sup>234</sup> Ce Règlement sera annulé et remplacé, au sein de la Communauté dans le cadre des aliments, par le nouveau Règlement (CE) No 4/2009 (voir note précédente).

<sup>235</sup> Cette règle sera pertinente après l'adoption du nouveau Règlement en matière d'aliments (voir note précédente).

<sup>236</sup> Il convient de préciser que cette disposition n'entrave pas la protection offerte aux art. 23 et 24.

<sup>237</sup> Art. 46 de la Convention et voir les commentaires de cet article, para. 637 et s. du présent Rapport.

**Paragraphe 2 – La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application d'une loi en vigueur dans l'État requis prévoyant des règles plus efficaces telles que mentionnées au paragraphe premier a) à c). Cependant, en ce qui concerne les procédures simplifiées et accélérées mentionnées au paragraphe premier b), elles doivent être compatibles avec la protection offerte aux parties en vertu des articles 23 et 24, en particulier en ce qui a trait aux droits des parties de se voir dûment notifier les procédures et de se voir offrir une opportunité adéquate d'être entendues, et en ce qui a trait aux effets d'une contestation ou d'un appel.**

664. La Convention autorise, par ce paragraphe 2, l'application d'autres lois en vigueur dans l'État requis, dès lors qu'elles comprennent des règles plus efficaces, comme mentionné au paragraphe 1 a) à c). Si rien ne justifie d'interdire l'adoption de telles mesures unilatérales, des garanties doivent néanmoins être maintenues. Aussi est-il indiqué qu'à l'égard des procédures simplifiées et accélérées aux fins de reconnaissance et d'exécution mentionnées au paragraphe 1 b), les garanties offertes aux parties, en vertu des articles 23 et 24 relatifs à la procédure d'exécution, doivent être respectées. Cette règle est suffisamment souple pour ne pas empêcher la simplification des procédures conformément au droit interne. Cependant, la loi de l'État requis doit être « compatible » avec la protection offerte par la Convention, notamment en ce qui concerne les droits de la défense.

### **Article 53    *Interprétation uniforme***

**Pour l'interprétation de la présente Convention, il sera tenu compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir l'uniformité de son application.**

665. L'article 53 dispose que l'interprétation de la Convention doit tenir compte de son caractère international et de la nécessité de promouvoir son application uniforme. Cette disposition, qui s'adresse aux autorités qui appliquent la Convention au jour le jour, exige qu'elles l'interprètent dans une optique internationale afin de promouvoir l'uniformité de son application. Par conséquent, à chaque fois que c'est raisonnablement possible, les décisions et écrits étrangers pourront être pris en compte. Il faut également garder à l'esprit que les concepts et principes qui ont valeur d'axiome dans un système juridique peuvent être inconnus ou rejetés dans un autre. Les objectifs de la Convention ne peuvent être atteints que si les autorités l'appliquent dans un esprit d'ouverture.

666. Dans la pratique, cela signifie que selon les circonstances de l'affaire et les pays concernés, le fonctionnement de la Convention tient compte de l'objectif de « cohérence », mais le terme « interprétation uniforme » est préféré parce qu'il est employé dans d'autres Conventions – article 16 de la Convention Contrats de vente de 1986, dans laquelle la disposition a été acceptée sans débat<sup>238</sup>, article 13 de la Convention Titres de 2006 et article 23 de la Convention Élection de for de 2005.

667. Cet article doit être rapproché de l'article 54 (Examen du fonctionnement pratique de la Convention) parce qu'ils ont tous deux pour objectif une application uniforme et appropriée de la Convention.

### **Article 54    *Examen du fonctionnement pratique de la Convention***

**Paragraphe 1 – Le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé convoque périodiquement une Commission spéciale afin d'examiner le fonctionnement pratique de la Convention et d'encourager le développement de bonnes pratiques en vertu de la Convention.**

**Paragraphe 2 – À cette fin, les États contractants collaborent avec le Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé afin de**

<sup>238</sup> Dans le Rapport explicatif de Arthur T. von Mehren sur la Convention Contrats de vente de 1986, le para. 157 énonce que « l'article 16 s'inspire de l'article 7, paragraphe 1, de la Convention de Vienne de 1969. Le texte de la Commission spéciale a été accepté avec quelques retouches mineures. Cette disposition vise à encourager les tribunaux à tenir compte, pour assurer la plus grande uniformité possible dans l'interprétation et l'application de la Convention, de l'interprétation et de l'application déjà données à celle-ci par les tribunaux d'autres ordres juridiques. Bien entendu, il s'agit d'une simple recommandation. »

**recueillir les informations relatives au fonctionnement pratique de la Convention, y compris des statistiques et de la jurisprudence.**

668. L'article 54 est consacré au suivi de la Convention<sup>239</sup>. La même règle figure à l'article 42 de la Convention Adoption internationale de 1993, à l'article 54 de la Convention Protection des enfants de 1996 et à l'article 52 de la Convention Protection des adultes de 2000. L'organisation par la Conférence de réunions périodiques pour examiner le fonctionnement pratique de la Convention et, le cas échéant, suggérer des améliorations, ne peut être que bénéfique. Une règle légèrement différente est prévue dans la Convention Élection de for de 2005, dont l'article 24 dispose que le Secrétaire général « prend périodiquement des dispositions » pour l'examen du fonctionnement pratique de la Convention et de l'opportunité d'apporter des modifications. Cette rédaction s'explique par le caractère très différent de cette Convention, qui ne prévoit pas de système de coopération entre Autorités centrales. Dans les Conventions sur l'enlèvement ou l'adoption citées plus haut, les réunions pour examiner le fonctionnement pratique de la Convention se sont avérées essentielles à leur bonne application dans le temps. Comme il a été dit en introduction<sup>240</sup>, l'importance des réunions de la Commission spéciale de 1995 et de 1999 sur le fonctionnement des Conventions relatives aux obligations alimentaires a été soulignée comme un point de départ à l'élaboration de cette nouvelle Convention.

669. Par le passé, les Conventions étaient conclues et les États et le Bureau Permanent ne réfléchissaient à leur application qu'ensuite. Aujourd'hui, le suivi des Conventions est l'activité principale du Bureau Permanent. Le Bureau Permanent, en coopération avec les Autorités centrales, les ONG, les universitaires, etc. assure un large éventail d'activités telles que : (a) promotion et publication des Conventions, (b) aide aux États pour la mise en œuvre initiale des Conventions, (c) conseil technique<sup>241</sup>, (d) promotion d'une interprétation cohérente par le développement d'une base de données de jurisprudence et *La Lettre des juges*<sup>242</sup>, (e) formation judiciaire<sup>243</sup>, (f) amélioration de la pratique administrative grâce à la formation et la publication de guides de bonnes pratiques, (g) constitution de réseaux de coopération<sup>244</sup>, (h) promotion d'une exécution appropriée<sup>245</sup>, (i) suivi des Conventions, (j) développement de systèmes électroniques de gestion de dossiers<sup>246</sup> et autres logiciels à l'appui de Conventions<sup>247</sup>.

670. Dans le cas présent, il faut souligner qu'un second paragraphe a été ajouté aux articles précités pour souligner que les États parties à la Convention sont également parties prenantes du bon fonctionnement de la Convention<sup>248</sup> et qu'ils doivent à cette fin coopérer avec le Bureau Permanent en recueillant des informations, y compris des statistiques et de la jurisprudence. Il n'est pas inutile de le préciser car jusqu'ici, les demandes d'informations adressées par le Bureau Permanent aux États contractants n'ont pas toujours reçu de réponse ou été parfaitement respectées. Ainsi, il est clairement dit qu'il est important de répondre pour faciliter le bon fonctionnement de la Convention.

671. Cet article doit être lu conjointement avec l'article 53 (Interprétation uniforme) parce qu'ils ont tous deux pour objectif l'application appropriée et uniforme de la Convention.

<sup>239</sup> En relation avec l'art. 5 a).

<sup>240</sup> Voir *supra*, à la partie I du présent Rapport.

<sup>241</sup> Par exemple, les Guides de bonnes pratiques en vertu de la Convention Enlèvement d'enfants de 1980.

<sup>242</sup> Par exemple, INCADAT (base de données de la Conférence de La Haye de droit international privé sur l'enlèvement international d'enfants).

<sup>243</sup> Par exemple, *La Lettre des juges*.

<sup>244</sup> Bien que certaines délégations aient été favorables à une commission permanente, elle n'a pas été insérée dans la Convention. La coopération entre les Autorités centrales pour le bon fonctionnement de la Convention au-delà des dispositions de cet article n'est possible qu'en vertu de l'art. 5 a) et b).

<sup>245</sup> Même si c'est difficile, car du ressort du droit interne.

<sup>246</sup> Voir par exemple *iChild* (système électronique de gestion de dossiers de la Conférence de La Haye de droit international privé pour la Convention Enlèvement d'enfants de 1980).

<sup>247</sup> Voir par exemple INCADAT''.

<sup>248</sup> Voir art. 5 a) et b) et commentaires aux para. 98 à 104 de ce Rapport.

### **Article 55    *Amendement des formulaires***

**Paragraphe 1** – Les formulaires annexés à la présente Convention pourront être amendés par décision d’une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé, à laquelle seront invités tous les États contractants et tous les Membres. La proposition d’amender les formulaires devra être portée à l’ordre du jour qui sera joint à la convocation.

**Paragraphe 2** – Les amendements seront adoptés par les États contractants présents à la Commission spéciale. Ils entreront en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le dépositaire les aura communiqués à tous les États contractants.

**Paragraphe 3** – Au cours du délai prévu au paragraphe 2, tout État contractant pourra notifier par écrit au dépositaire qu’il entend faire une réserve à cet amendement, conformément à l’article 62. L’État qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s’il n’était pas Partie à la présente Convention jusqu’à ce que la réserve ait été retirée.

672. Ce n’est pas la première fois qu’une Convention de La Haye comporte ou recommande des formulaires pour faciliter son application. Dans le cas présent, le Groupe de travail chargé des formulaires a préparé deux formulaires qui sont annexés à la Convention, ce qui est plus facile pour les intervenants et les utilisateurs que s’ils étaient dans un document séparé. À ce stade toutefois, plusieurs autres formulaires sont examinés et ont valeur de modèles qui ne seront pas nécessairement annexés à la Convention.

673. Le problème posé par la modification des formulaires est qu’elle doit intervenir de manière suffisamment formelle sans pourtant requérir de modification de la Convention comme si ces formulaires faisaient partie intégrante du traité car cela exigerait toutes les formalités requises pour l’amendement d’un traité. Pour certains États, la question ne pose pas de problème particulier, mais dans d’autres les règles constitutionnelles posent des problèmes. C’est pourquoi l’article 55(1) instaure une procédure de modification des formulaires par décision d’une Commission spéciale convoquée par le Secrétaire général à laquelle seront conviés les États contractants à la Convention et les États membres de la Conférence de La Haye de droit international privé. Ce point sera porté à l’ordre du jour de la réunion.

674. Le paragraphe 2 dispose que la modification du formulaire entrera en vigueur pour tous les États contractants le premier jour du septième mois après que le dépositaire aura communiqué les amendements adoptés par les États contractants présents à la Commission spéciale. Dans ce délai, les États contractants pourront faire une réserve à l’amendement (para. 3) conformément à l’article 62.

675. Cette option s’inspire des articles 5 et 28 de la Convention Accès à la justice de 1980<sup>249</sup>.

### **Article 56    *Dispositions transitoires***

676. Le paragraphe 1 énonce la règle générale, tandis que les paragraphes 2 et 3 prévoient des règles particulières.

**Paragraphe 1** – La Convention s’applique dans tous les cas où :

**Alinéa a)** – une requête visée à l’article 7 ou une demande prévue au chapitre III a été reçue par l’Autorité centrale de l’État requis après l’entrée en vigueur de la Convention entre l’État requérant et l’État requis ;

**Alinéa b)** – une demande de reconnaissance et d’exécution a été présentée directement à une autorité compétente de l’État requis après l’entrée en vigueur de la Convention entre l’État d’origine et l’État requis.

<sup>249</sup> Ces paragraphes faisaient partie de l’art. 11 (2<sup>e</sup> option) du Doc. prélim. No 13/2005, *op. cit.*, note 95.

677. En vertu des règles générales du droit des traités<sup>250</sup>, la Convention n'aurait pas d'effet rétroactif. Deux situations doivent être envisagées. La première concerne les demandes présentées par l'intermédiaire d'une Autorité centrale, la seconde, les demandes directes.

678. Dans le cas des demandes présentées par l'intermédiaire d'une Autorité centrale, la Convention s'applique si l'Autorité centrale de l'État requis reçoit la demande après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État requérant et l'État requis.

679. Dans le cas des demandes directes, la Convention s'applique si l'autorité compétente de l'État requis reçoit la demande après l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis.

680. Avec cette règle claire et simple, il n'est pas nécessaire de disposer que la Convention s'appliquera quelle que soit la date de la décision, de la modification de la décision, de la conclusion d'un acte authentique ou d'un accord privé ou de l'exigibilité du remboursement d'un organisme public.

**Paragraphe 2 – En ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution des décisions entre les États contractants à la présente Convention qui sont également parties aux Conventions de La Haye mentionnées à l'article 48, si les conditions pour la reconnaissance et l'exécution prévues par la présente Convention font obstacle à la reconnaissance et à l'exécution d'une décision rendue dans l'État d'origine avant l'entrée en vigueur de la présente Convention dans cet État et qui à défaut aurait été reconnue et exécutée en vertu de la Convention qui était en vigueur lorsque la décision a été rendue, les conditions de cette dernière Convention s'appliquent.**

681. Il s'agit d'une règle particulière visant une situation concrète. Bien que cette situation ne devrait pas se rencontrer très souvent, il est possible d'imaginer qu'une décision rendue dans un État partie à la Convention ne soit pas exécutoire dans un autre État contractant alors que cette décision serait exécutoire en vertu de la Convention Obligations alimentaires de 1958 ou de celle de 1973 (Exécution). Dans ce cas, la Convention en vigueur au moment où la décision a été rendue s'applique. Cette règle est conforme à l'objectif poursuivi par la Convention, à savoir assurer un recouvrement international des aliments efficace.

**Paragraphe 3 – L'État requis n'est pas tenu, en vertu de la Convention, d'exécuter une décision ou une convention en matière d'aliments pour ce qui concerne les paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis sauf en ce qui concerne les obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne âgée de moins de 21 ans.**

682. Le paragraphe 3 comprend une disposition transitoire pour le cas particulier des paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre l'État d'origine et l'État requis. La solution adoptée est que dans cette hypothèse, l'État requis « n'est pas tenu » d'exécuter la décision pour ce qui concerne les paiements échus avant l'entrée en vigueur de la Convention entre les deux États concernés. Ces paiements échus pourraient cependant être exécutés en vertu du droit interne. Cette disposition ne s'applique pas aux obligations alimentaires découlant d'une relation parent-enfant à l'égard d'une personne âgée de moins de 21 ans.

### ***Article 57 Informations relatives aux lois, procédures et services***

683. L'expérience d'autres Conventions de La Haye a montré l'intérêt de l'échange d'informations sur les lois et procédures des différents États contractants. Les États, en particulier ceux qui n'ont pas une tradition de législation de transposition, bénéficieraient de l'obligation de fournir certaines informations de base sur la manière dont la

<sup>250</sup> Art. 28 de la Convention de Vienne de 1969, « À moins qu'une intention différente ne ressorte du traité ou ne soit par ailleurs établie, les dispositions d'un traité ne lient pas une partie en ce qui concerne un acte ou fait antérieur à la date d'entrée en vigueur de ce traité au regard de cette partie ou une situation qui avait cessé d'exister à cette date. »

Convention doit être mise en œuvre avant son entrée en vigueur. Cela les obligerait à réfléchir à certains problèmes pratiques à ce moment-là. L'obligation d'information pèserait sur les États, pas sur les Autorités centrales.

**Paragraphe 1 – Un État contractant, au moment où il dépose son instrument de ratification ou d'adhésion ou fait une déclaration en vertu de l'article 61 de la Convention, fournit au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé :**

**Alinéa a) – une description de sa législation et de ses procédures applicables en matière d'obligations alimentaires ;**

**Alinéa b) – une description des mesures qu'il prendra pour satisfaire à ses obligations en vertu de l'article 6 ;**

**Alinéa c) – une description de la manière dont il procurera aux demandeurs un accès effectif aux procédures conformément à l'article 14 ;**

**Alinéa d) – une description de ses règles et procédures d'exécution, y compris les limites apportées à l'exécution, en particulier les règles de protection du débiteur et les délais de prescription ;**

**Alinéa e) – toute précision à laquelle l'article 25(1) b) et (3) fait référence.**

684. Il est important que les États contractants tiennent à jour les informations sur les lois, procédures et services relatifs aux aliments, une obligation instaurée par l'article 57(3). Une solution souple a été adoptée prévoyant que toutes ces informations seront transmises au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé et non au dépositaire. Ces informations seront présentées par le biais du Profil des États.

685. La possibilité offerte aux États contractants d'apporter des précisions relatives aux documents qui accompagnent la demande de reconnaissance et d'exécution a rendu nécessaire l'insertion de la règle figurant à l'alinéa e). La fourniture de précisions en vertu de l'alinéa e) doit être distinguée de la tenue à jour des informations du paragraphe 3.

**Paragraphe 2 – Les États contractants peuvent, pour satisfaire à leurs obligations découlant du paragraphe premier, utiliser un formulaire de profil des États recommandé et publié par la Conférence de La Haye de droit international privé.**

**Paragraphe 3 – Les informations sont tenues à jour par les États contractants.**

686. Il faut souligner l'importance du Profil des États, qui garantit la mise en œuvre et l'application correctes de la Convention. À long terme, le Profil des États fera gagner beaucoup de temps car il apportera par avance de nombreuses réponses aux Autorités centrales requérantes dans leur activité quotidienne avant d'envoyer les demandes aux Autorités centrales requises, ce qui réduira le nombre de demandes d'informations écrites et de demandes relatives aux informations manquantes dans la demande initiale. Les informations figurant dans le Profil des États peuvent aussi être source de bonnes pratiques.

687. L'utilisation du Profil des États pour satisfaire aux obligations visées au paragraphe 1 constitue un moyen souple permettant de tenir à jour les informations requises. Les Profils des États seront disponibles sur le site Internet de la Conférence de La Haye et via le système *iSupport* de gestion des dossiers et de communication. Les États contractants pourront les renseigner ou les modifier en ligne au moyen d'une connexion sécurisée.

## CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

688. Ces articles s'inspirent de Conventions antérieures, mais comprennent des modifications répondant aux caractéristiques propres de la Convention ou aux développements récents.

### **Article 58    *Signature, ratification et adhésion***

**Paragraphe 1 – La Convention est ouverte à la signature des États qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session et des autres États qui ont participé à cette Session.**

689. Le paragraphe 1 reprend une solution traditionnelle, ouvrant la Convention à la signature de tous les Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, et des États qui ont participé à la Vingt et unième session en tant qu'observateurs. Les États-Unis d'Amérique ont signé la Convention le jour de son adoption.

**Paragraphe 2 – Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, dépositaire de la Convention.**

690. Suivant la tradition des Conventions de La Haye, la décision de ratifier, d'accepter ou d'approuver la Convention sera prise conformément aux règles internes des États respectifs. Concernant l'entrée en vigueur, voir l'article 60.

**Paragraphe 3 – Tout autre État ou Organisation régionale d'intégration économique pourra adhérer à la Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 60(1).**

691. Se conformant au système traditionnel des Conventions de La Haye, tout autre État ou, le cas échéant, toute autre Organisation régionale d'intégration économique peut adhérer à la Convention après son entrée en vigueur. En vertu de l'article 60(1), seules deux ratifications, acceptations ou approbations de la Convention sont nécessaires pour que celle-ci entre en vigueur. Il est probable que la Convention entrera en vigueur assez vite et que la possibilité d'adhérer, sous réserve des limites posées au paragraphe 5, soit ouverte assez rapidement.

**Paragraphe 4 – L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du dépositaire.**

692. Comme cela est clairement indiqué au paragraphe 2, le dépositaire de la Convention est le Ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.

**Paragraphe 5 – L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les 12 mois suivant la date de la notification prévue à l'article 65. Une telle objection pourra également être élevée par tout État au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, postérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au dépositaire.**

693. Le paragraphe 5 distingue, aux fins de la bilatéralisation, les États membres et les États qui ont pris part à la Session, d'une part, et les États tiers, d'autre part. Seuls les États membres de la Conférence et les États qui ont participé à la Session diplomatique peuvent signer et ratifier, accepter ou approuver la Convention (para. 1 et 2), comme cela est le cas à l'article 43 de la Convention Adoption internationale de 1993. Les États non membres ne peuvent y adhérer qu'après l'entrée en vigueur de la Convention (para. 3 et 4).

694. La solution adoptée s'inspire de l'article 44 de la Convention Adoption internationale de 1993, de l'article 58 de la Convention Protection des enfants de 1996 et de l'article 54 de la Convention Protection des adultes de 2000. Ainsi, l'adhésion n'a d'effets que dans les rapports entre l'État adhérent et les États contractants qui n'ont pas soulevé d'objection à son adhésion dans un certain délai, fixé à 12 mois dans le cas présent. Il s'agit d'un délai plus long que celui de six mois qui avait été proposé lors des négociations.

## **Article 59 Organisations régionales d'intégration économique**

695. L'article 59 énonce les conditions auxquelles une ORIE peut devenir partie à la Convention. Il y a deux possibilités. La première (objet de l'art. 59(1) et (2)) est celle dans laquelle l'ORIE et ses États membres deviennent tous parties parce qu'ils partagent la compétence externe sur les matières régies par la Convention (compétence conjointe) ou parce que certaines matières entrent dans le champ de compétence externe de l'ORIE et d'autres dans celui des États membres (ce qui aboutirait à une compétence partagée ou mixte pour la Convention dans son ensemble). La seconde (art. 59(3)) est lorsque l'ORIE seule devient partie, ce qui pourrait se produire lorsqu'elle a compétence externe exclusive sur les matières régies par la Convention. Dans ce cas, les États membres seraient tenus par la Convention en vertu de l'accord de l'ORIE.

**Paragraphe 1 – Une Organisation régionale d'intégration économique constituée uniquement d'États souverains et ayant compétence pour certaines ou toutes les matières régies par la présente Convention peut également signer, accepter ou approuver la présente Convention ou y adhérer. En pareil cas, l'Organisation régionale d'intégration économique aura les mêmes droits et obligations qu'un État contractant, dans la mesure où cette Organisation a compétence sur des matières régies par la Convention.**

696. L'article 59(1) et (2) s'inspire de l'article 29 de la Convention Élection de for de 2005. Il autorise une ORIE<sup>251</sup> exclusivement constituée d'États souverains à signer, accepter ou approuver la Convention ou à y adhérer<sup>252</sup>, mais seulement dans la mesure où elle a compétence sur les matières régies par la Convention. La Communauté européenne, par exemple, a adopté plusieurs instruments juridiques qui traitent des matières couvertes par cette Convention<sup>253</sup>. Elle est par conséquent compétente pour conclure des accords internationaux qui affectent ces instruments. C'est la raison pour laquelle (et parce que la Communauté européenne n'est pas un système juridique non unifié au sens de la Convention<sup>254</sup>) la Convention doit prévoir une disposition qui autorise la Communauté européenne (et toute autre ORIE) à devenir partie à la Convention en lui conférant les droits et obligations d'un État contractant. Cette clause apparaît pour la première fois dans la Convention Titres de 2006 (art. 18) et dans la Convention Élection de for de 2005 (art. 29).

**Paragraphe 2 – Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, l'Organisation régionale d'intégration économique notifie au dépositaire, par écrit, les matières régies par la présente Convention pour lesquelles ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation. L'Organisation notifie aussitôt au dépositaire, par écrit, toute modification intervenue dans la délégation de compétence précisée dans la notification la plus récente faite en vertu du présent paragraphe.**

697. Étant donné l'importance de cette question, l'ORIE doit notifier par écrit au dépositaire les matières couvertes par la Convention pour lesquelles « ses États membres ont transféré leur compétence à cette Organisation ». Ainsi, la notification ne devrait être effectuée que lorsque, du fait du transfert de compétences, l'ORIE a compétence exclusive sur les matières spécifiées et les États membres n'ont plus pouvoir indépendant de légiférer en ce qui les concerne. La notification doit être effectuée à la date de la signature ou du dépôt de l'instrument d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. L'ORIE doit notifier « aussitôt » au dépositaire toutes les modifications éventuellement apportées

<sup>251</sup> Il a été convenu par la Session diplomatique de 2005 que le terme « ORIE » devrait avoir une signification autonome (qui ne dépende de la loi d'aucun État) et qu'il devrait être interprété de manière souple, comme comprenant les organisations régionales et infrarégionales ainsi que les organisations dont le mandat s'étend au-delà des matières économiques.

<sup>252</sup> L'absence du terme « ratifier » est voulue, car seuls des États ratifient des Conventions.

<sup>253</sup> Règlement (CE) No 44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et Règlement (CE) No 805/2004 du Parlement et du Conseil, du 21 avril 2004, portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées ; et Règlement (CE) No 4/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires, JO L7 du 10.1.2009.

<sup>254</sup> En ce sens, art. 46 et commentaires aux para. 637 et s. du présent Rapport.

à la délégation de compétences et, le cas échéant, toute nouvelle délégation de compétences. Ces notifications en vertu du paragraphe 2 ne doivent pas être considérées comme des déclarations couvertes par l'article 63 : elles sont obligatoires, alors que les déclarations en vertu de l'article 63 ne le sont pas.

**Paragraphe 3 – Au moment de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, une Organisation régionale d'intégration économique peut déclarer, conformément à l'article 63, qu'elle a compétence pour toutes les matières régies par la présente Convention et que les États membres qui ont transféré leur compétence à l'Organisation régionale d'intégration économique dans ce domaine seront liés par la présente Convention par l'effet de la signature, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion de l'Organisation.**

698. Le paragraphe 3 s'inspire de l'article 30 de la Convention Élection de for de 2005. Ce paragraphe règle l'hypothèse où seule l'ORIE devient partie à la Convention en raison de la compétence exclusive de l'ORIE pour les matières régies par la présente Convention. Si ce cas se produit, l'ORIE pourra déclarer que ses États membres sont liés par la Convention<sup>255</sup>.

**Paragraphe 4 – Aux fins de l'entrée en vigueur de la présente Convention, tout instrument déposé par une Organisation régionale d'intégration économique n'est pas compté, à moins que l'Organisation régionale d'intégration économique ne fasse une déclaration conformément au paragraphe 3.**

699. A moins que le paragraphe 3 ne s'applique, tout instrument de signature, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion d'une ORIE ne sera pas compté pour déterminer l'entrée en vigueur conformément à l'article 60.

**Paragraphe 5 – Toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, à une Organisation régionale d'intégration économique qui y est Partie. Lorsqu'une déclaration est faite par une Organisation régionale d'intégration économique conformément au paragraphe 3, toute référence à un « État contractant » ou à un « État » dans la présente Convention s'applique également, le cas échéant, aux États membres concernés de l'Organisation.**

700. Cette règle précise la référence faite à « État » dans la Convention dans deux hypothèses différentes. Dans la première, dès lors qu'une ORIE est partie à la Convention, une référence à un État contractant s'applique, « le cas échéant », à cette ORIE. Dans la seconde hypothèse où l'ORIE a déposé une déclaration en application du paragraphe 3, ses États membres sont liés par la Convention qui sera donc appliquée par leurs autorités internes bien que les États membres concernés ne soient pas Parties à la Convention. C'est la raison pour laquelle la référence à « État » dans la Convention doit également être appliquée, « le cas échéant », aux États membres de l'ORIE.

## ***Article 60 Entrée en vigueur***

**Paragraphe 1 – La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation visé par l'article 58.**

701. Cet article s'inspire de l'article 19 de la Convention Titres de 2006 et de l'article 31 de la Convention Élection de for de 2005 et facilitera l'entrée en vigueur de la Convention.

**Paragraphe 2 – Par la suite, la Convention entrera en vigueur :**

**Alinéa a) – pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique au sens de l'article 59(1) ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;**

<sup>255</sup> Ce serait le cas, par exemple, en vertu de l'art. 300(7) du Traité instituant la Communauté européenne.

**Alinéa b) – pour chaque État ou Organisation régionale d'intégration économique mentionné à l'article 58(3), le lendemain de l'expiration de la période durant laquelle des objections peuvent être élevées en vertu de l'article 58(5) ;**

702. Comme pour les autres États ou ORIE qui adhèrent à la Convention, compte tenu du délai de 12 mois laissé par l'article 58(5) aux États contractants pour élever une objection, la Convention n'entrera en vigueur pour cet État adhérent qu'à l'expiration de ce délai.

**Alinéa c) – pour les unités territoriales auxquelles la Convention a été étendue conformément à l'article 61, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la notification visée dans ledit article.**

703. À l'égard d'un État ayant un système juridique non unifié, pour lequel il est possible d'étendre l'application de la Convention territoire par territoire, la Convention entrera en vigueur pour le territoire auquel la Convention a été étendue le premier jour du mois suivant l'expiration de trois mois après la notification mentionnée à l'article 61.

### **Article 61 Déclarations relatives aux systèmes juridiques non unifiés**

**Paragraphe 1 – Un État qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par la Convention peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer, conformément à l'article 63, que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.**

**Paragraphe 2 – Toute déclaration est notifiée au dépositaire et indique expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.**

**Paragraphe 3 – Si un État ne fait pas de déclaration en vertu du présent article, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de cet État.**

**Paragraphe 4 – Le présent article ne s'applique pas à une Organisation régionale d'intégration économique.**

704. Cette règle s'inspire de l'article 28 de la Convention Élection de for de 2005. Elle autorise un État formé de plusieurs unités territoriales, dans lesquelles s'appliquent différents systèmes de droit au regard des matières visées par la Convention, à déclarer que la Convention ne s'appliquera qu'à certaines d'entre elles. À titre d'exemple, le Royaume-Uni pourrait signer et ratifier pour l'Angleterre uniquement et la Chine pourrait signer et ratifier pour Hong Kong uniquement. Une déclaration de ce type peut être modifiée à tout moment, toujours avec notification au dépositaire. Cette disposition est particulièrement importante pour les États dans lesquels la législation nécessaire pour donner effet à la Convention doit être votée par les parlements des différentes unités (par exemple, par les parlements provinciaux et territoriaux au Canada). En l'absence de déclaration, la Convention s'applique à l'ensemble du territoire de l'État.

705. Le paragraphe 2 de l'article 47 règle l'étendue territoriale de la reconnaissance et de l'exécution dans les systèmes juridiques non unifiés tandis que l'article 61 concerne l'application territoriale de la Convention.

706. Comme pour les articles 46 et 47<sup>256</sup>, cet article ne s'applique pas aux ORIE.

### **Article 62 Réserves**

**Paragraphe 1 – Tout État contractant pourra, au plus tard au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou au moment d'une déclaration faite en vertu de l'article 61, faire une ou plusieurs des réserves prévues aux articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3) et 55(3). Aucune autre réserve ne sera admise.**

<sup>256</sup> Voir *supra*, para. 640 et 643 et s. du présent Rapport.

**Paragraphe 2 – Tout État pourra, à tout moment, retirer une réserve qu’il aura faite. Ce retrait sera notifié au dépositaire.**

**Paragraphe 3 – L’effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois après la notification mentionnée au paragraphe 2.**

**Paragraphe 4 – Les réserves faites en application de cet article ne sont pas réciproques, à l’exception de la réserve prévue à l’article 2(2).**

707. La Convention n’autorise que cinq réserves, prévues aux articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3) et 55(3)<sup>257</sup>. Aucune autre réserve n’est autorisée. Les réserves doivent être formulées au plus tard à la date de ratification, d’acceptation, d’approbation ou d’adhésion et, dans le cas des systèmes juridiques non unifiés, à la date de la déclaration visée à l’article 61(1). La levée d’une réserve est possible à tout moment et doit être notifiée au dépositaire. Elle prend effet le premier jour du troisième mois suivant la notification (para. 2 et 3).

708. Une règle a été introduite au paragraphe 4 de cet article, suivant laquelle ces réserves « ne sont pas réciproques », à l’exception de la réserve prévue à l’article 2(2). L’article 21 de la Convention de Vienne de 1969<sup>258</sup> définit ce qu’on appelle « l’effet réciproque » des réserves, qui se traduit par un réseau de relations bilatérales dans la Convention, en fonction des réserves formulées par les États.

709. Cette question avait été débattue auparavant à la Conférence de La Haye de droit international privé<sup>259</sup> et avait abouti à la conclusion que certaines réserves expressément prévues dans les Conventions de La Haye semblent ne pas se prêter à la réciprocité en raison du fait qu’elles sont négociées<sup>260</sup>. Les règles de la Convention de Vienne de 1969 ne sont pas applicables, même si, ici, une règle spéciale a été insérée dans la Convention.

710. Dans ce contexte, le Comité de rédaction<sup>261</sup> s’est interrogé sur le fait de savoir, à propos de l’article 44(3), si les réserves relatives à l’emploi de l’anglais ou du français doivent produire un effet réciproque et de la même façon, à propos de l’article 20(2), si les réserves possibles relatives à certaines bases de reconnaissance et d’exécution des décisions doivent produire des effets réciproques. Enfin, la réserve possible à l’amendement d’un formulaire en vertu de l’article 55(3) a également été débattue. Le Comité de rédaction a privilégié l’idée, adoptée par la Session diplomatique, qu’il n’y a aucune raison de maintenir l’effet réciproque des réserves dans ces cas. C’est ce que prévoit maintenant expressément le paragraphe 4 ; les réserves en vertu de l’article 62 n’ont pas d’effet réciproque. La seule exception concerne la réserve de l’article 2(2) (voir le para. 50 du présent Rapport).

<sup>257</sup> Possibilité prévue par l’art. 19 b) de la Convention de Vienne de 1969. Le Projet de directive sur les réserves aux traités provisoirement adopté à ce jour par la Commission du droit international, après avoir défini au point 1.1 une « réserve » comme une « déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un État ou par une organisation internationale à la signature, à la ratification, à l’acte de confirmation formelle, à l’acceptation ou à l’approbation d’un traité ou à l’adhésion à celui-ci ou quand un État fait une notification de succession à un traité, par laquelle cet État ou cette organisation vise à exclure ou à modifier l’effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet État ou à cette organisation », définit au point 3.1.2 comme des « réserves déterminées » les réserves « expressément envisagées dans le traité à certaines dispositions du traité ou au traité dans son ensemble sous certains aspects particuliers », Commission du droit international, Rapport de la 58<sup>e</sup> Session (2006), document A/61/10, p. 293 à 361.

<sup>258</sup> L’art. 21 (Effets juridiques des réserves et des objections aux réserves) dispose que : « 1. Une réserve établie à l’égard d’une autre partie conformément aux articles 19, 20 et 23 : a) modifie pour l’État auteur de la réserve dans ses relations avec cette autre partie les dispositions du traité sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve ; et b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour cette autre partie dans ses relations avec l’État auteur de la réserve. »

<sup>259</sup> « Note sur les réserves et les facultés dans les Conventions de La Haye » établie par le Bureau Permanent, juin 1976, *Actes et documents de la Treizième session*, tome I, *Matières diverses*, p. 102 à 104. Sur la question dans sa globalité, voir l’étude de G.A.L. Droz, « Les réserves et les facultés dans les Conventions de La Haye de droit international privé », *Revue critique de droit international privé*, 1969, p. 381 et s.

<sup>260</sup> Comme l’a déclaré le Secrétaire général lors de la Commission spéciale de juin 2006.

<sup>261</sup> En novembre 2006.

711. À titre d'exemple de l'effet non réciproque d'une réserve, si l'État A fait une réserve au regard de la reconnaissance des décisions rendues dans l'État de résidence habituelle du créancier alors que l'État B ne fait pas cette réserve, une décision rendue dans l'État A où le créancier a sa résidence habituelle pourra être reconnue et exécutée dans l'État B.

### **Article 63 Déclarations**

**Paragraphe 1 – Les déclarations visées aux articles 2(3), 11(1) g), 16(1), 24(1), 30(7), 44(1) et (2), 59(3) et 61(1) peuvent être faites lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment ultérieur et pourront être modifiées ou retirées à tout moment.**

**Paragraphe 2 – Les déclarations, modifications et retraits sont notifiés au dépositaire.**

**Paragraphe 3 – Une déclaration faite au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour l'État concerné.**

**Paragraphe 4 – Une déclaration faite ultérieurement, ainsi qu'une modification ou le retrait d'une déclaration, prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le dépositaire.**

712. Contrairement aux réserves, les déclarations peuvent être faites non seulement au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, mais aussi à tout moment par la suite. Elles peuvent être également modifiées ou retirées à tout moment.

713. C'est une solution souple qui permet aux États parties à la Convention de faire, de modifier ou de retirer une déclaration au gré des circonstances. À titre d'exemple, un État qui, à l'origine, n'applique la Convention qu'aux obligations alimentaires visées à l'article 2(1), peut ultérieurement étendre l'application de la Convention aux obligations alimentaires découlant d'autres relations de famille en faisant une déclaration à cet effet conformément aux articles 2(3) et 63.

### **Article 64 Dénonciation**

**Paragraphe 1 – Tout État contractant pourra dénoncer la Convention par une notification écrite au dépositaire. La dénonciation pourra se limiter à certaines unités territoriales d'un État à plusieurs unités auxquelles s'applique la Convention.**

**Paragraphe 2 – La dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de 12 mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsqu'une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation est spécifiée dans la notification, la dénonciation prendra effet à l'expiration de la période en question après la date de réception de la notification par le dépositaire.**

714. Cette règle s'inspire de l'article 58 de la Convention Protection des adultes de 2000 et de l'article 33 de la Convention Élection de for de 2005. L'article 64 dispose qu'un État contractant peut dénoncer la Convention par notification écrite au dépositaire. La dénonciation peut se limiter à certaines unités territoriales d'un système juridique non unifié auquel s'applique la Convention. Elle prend effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de douze mois après la date de réception de la notification par le dépositaire. Lorsque la notification prévoit une période plus longue pour la prise d'effet de la dénonciation, celle-ci prend effet à l'expiration du délai indiqué, courant à compter de la date de réception de la notification par le dépositaire.

**Article 65    Notification**

Le dépositaire notifiera aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux Organisations régionales d'intégration économique qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré conformément aux articles 58 et 59, les renseignements suivants :

**Paragraphe a)** – les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées aux articles 58 et 59 ;

**Paragraphe b)** – les adhésions et les objections aux adhésions visées aux articles 58(3) et (5) et 59 ;

**Paragraphe c)** – la date d'entrée en vigueur de la Convention conformément à l'article 60 ;

**Paragraphe d)** – les déclarations prévues aux articles 2(3), 11(1) *g*), 16(1), 24(1), 30(7), 44(1) et (2), 59(3) et 61(1) ;

**Paragraphe e)** – les accords prévus à l'article 51(2) ;

**Paragraphe f)** – les réserves prévues aux articles 2(2), 20(2), 30(8), 44(3), 55(3) et le retrait des réserves prévu à l'article 62(2) ;

**Paragraphe g)** – les dénonciations prévues à l'article 64.

715. L'article 65 impose au dépositaire, le Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, de notifier aux Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé, ainsi qu'aux autres États et aux ORIE qui ont signé, ratifié, accepté, approuvé ou adhéré, divers renseignements relatifs à la Convention, tels que les signatures, les ratifications, l'entrée en vigueur, les réserves, les déclarations et les dénonciations.

**En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.**

**Fait à La Haye, le 23 novembre 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Vingt et unième session ainsi qu'à chacun des autres États ayant participé à cette Session.**

716. On notera que la rédaction du texte en anglais et en français, les deux textes faisant également foi, permet en cas de besoin une interprétation croisée lorsqu'une des versions du texte n'est pas claire.

**ANNEXE 1**

**LISTE DES DOCUMENTS PRÉLIMINAIRES**

**\* \* \***

**ANNEX 1**

**LIST OF PRELIMINARY DOCUMENTS**

**LISTE DES DOCUMENTS PRELIMINAIRES PUBLIES  
PAR LE BUREAU PERMANENT**

**RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS  
DESTINES AUX ENFANTS ET A D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE**

**1995**

**Document  
préliminaire No 1** Note sur le fonctionnement des Conventions de La Haye relatives aux obligations alimentaires et de la Convention de New York sur le recouvrement des aliments à l'étranger – *septembre 1995*

**1998**

**Document  
préliminaire No 1** Questionnaire sur les obligations alimentaires – *novembre 1998*

**1999**

**Document  
préliminaire No 2** Note sur l'opportunité de réviser les Conventions de La Haye sur les obligations alimentaires et d'inclure dans un nouvel instrument des dispositions sur la coopération judiciaire – *janvier 1999*

**Document  
préliminaire No 3** Extraits des réponses au Questionnaire de novembre 1998 sur les obligations alimentaires – *avril 1999*  
  
Rapport et Conclusions de la Commission spéciale sur les obligations alimentaires d'avril 1999 – *décembre 1999*

**2002**

**Document  
préliminaire No 1** Note d'information et Questionnaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – *juin 2002*

**2003**

**Document  
préliminaire No 2** Compilation des réponses au Questionnaire de 2002 concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – *avril 2003*

**Document  
préliminaire No 3** Vers un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – *avril 2003*

**Document  
préliminaire No 4** Filiation et aliments internationaux envers les enfants – réponses au Questionnaire de 2002 et analyse des différents points – *avril 2003*

**Document  
préliminaire No 5** Rapport relatif à la première réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et autres membres de la famille (5-16 mai 2003) – *octobre 2003*

**2004**

**Document  
préliminaire No 6** Questionnaire supplémentaire concernant un nouvel instrument mondial sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – *février 2004*

**Document  
préliminaire No 7** Esquisse d'une Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – *avril 2004*

<b>Document préliminaire No 8</b>	Procédures de reconnaissance et d'exécution à l'étranger des décisions concernant les aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>mai 2004</i>
<b>Document préliminaire No 9</b>	Transfert de fonds et utilisation des technologies de l'information dans le cadre du recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>mai 2004</i>
<b>Document préliminaire No 10</b>	Coûts et frais judiciaires et administratifs, comprenant assistance et aide juridique, en vertu de la nouvelle Convention sur le recouvrement international des aliments – <i>mai 2004</i>
<b>Document préliminaire No 11</b>	Application d'un instrument sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille sans égard au caractère international ou interne de la réclamation d'aliments – <i>mai 2004</i>
<b>Document préliminaire No 12</b>	Questionnaire relatif à la loi applicable aux obligations alimentaires – <i>septembre 2004</i>
<b>2005</b>	
<b>Document préliminaire No 13</b>	Esquisse d'une convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>janvier 2005</i>
<b>Document préliminaire No 14</b>	Proposition du Groupe de travail sur la loi applicable aux obligations alimentaires – <i>mars 2005</i>
<b>Document préliminaire No 15</b>	Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale d'avril 2005 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille- <i>mars 2005</i>
<b>Document préliminaire No 16</b>	Esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>octobre 2005</i>
<b>2006</b>	
<b>Document préliminaire No 17</b>	Rapport du Groupe de travail chargé des formulaires de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>mai 2006</i>
<b>Document préliminaire No 18</b>	Coordination entre le projet sur les aliments et d'autres instruments internationaux – <i>juin 2006</i>
<b>Document préliminaire No 19</b>	Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative de la Commission spéciale de juin 2006 sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>juin 2006</i>
<b>Document préliminaire No 20</b>	Forme des règles en matière de loi applicable et possibles clauses finales – <i>juin 2006</i>
<b>Document préliminaire No 21</b>	Questions se rapportant à l'esquisse d'un projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>juin 2006</i>
<b>Document préliminaire No 22</b>	Rapport du Groupe de travail sur la loi applicable – <i>juin 2006</i>
<b>Document préliminaire No 23</b>	Observations portant sur l'Esquisse de projet de Convention – <i>juin 2006</i>

## **2007**

<b>Document préliminaire No 24</b>	Esquisse relative a la loi applicable – <i>janvier 2007</i>
<b>Document préliminaire No 25</b>	Avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>janvier 2007</i>
<b>Document préliminaire No 26</b>	Observations du Comité de rédaction sur le texte de l'avant-projet de Convention – <i>janvier 2007</i>
<b>Document préliminaire No 27</b>	Rapport du Groupe de travail sur la loi applicable – <i>avril 2007</i>
<b>Document préliminaire No 28</b>	Esquisse relative à la loi applicable – projet de dispositions additionnelles – <i>mai 2007</i>
<b>Document préliminaire No 29</b>	Avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>juin 2007</i>
<b>Document préliminaire No 30</b>	Avant-projet de Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires – <i>juin 2007</i>
<b>Document préliminaire No 31-A</b>	Rapport du groupe de travail chargé des formulaires – <i>juillet 2007</i>
<b>Document préliminaire No 31-B</b>	Rapport du groupe de travail chargé des formulaires – Formulaires recommandés – <i>juillet 2007</i>
<b>Document préliminaire No 32</b>	Projet de Rapport explicatif sur l'avant-projet de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>octobre 2007*</i>
<b>Document préliminaire No 33</b>	Avant-projet de Protocole sur la loi applicable aux obligations alimentaires – Rapport explicatif – <i>août 2007</i>
<b>Document préliminaire No 34</b>	Rapport du Groupe de travail sur la coopération administrative – <i>octobre 2007</i>
<b>Document préliminaire No 35</b>	Observations sur l'avant-projet révisé de Convention (Doc. pré. No 29) et sur l'avant-projet de Protocole (Doc. pré. No 30) – <i>octobre 2007</i>
<b>Document préliminaire No 36</b>	Liste complète des observations relatives à l'avant-projet révisé de Convention sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille – <i>octobre 2007</i>

---

\* Une version provisoire en anglais seulement avait été publiée en août 2007 et portait cette date.

## **ANNEXE 2**

**LISTE DES REUNIONS DE LA COMMISSION SPECIALE ET AUTRES COMITES DE LA  
COMMISSION SPECIALE (COMITE DE REDACTION, GROUPE DE TRAVAIL SUR LA  
LOI APPLICABLE, GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPERATION  
ADMINISTRATIVE ET GROUPE DE TRAVAIL CHARGE DES FORMULAIRES)**

**\* \* \***

## **ANNEX 2**

**LIST OF MEETINGS OF THE SPECIAL COMMISSION AND COMMITTEES OF THE  
SPECIAL COMMISSION (THE DRAFTING COMMITTEE, THE APPLICABLE LAW  
WORKING GROUP, THE ADMINISTRATIVE CO-OPERATION WORKING GROUP  
AND THE FORMS WORKING GROUP)**

## **LISTE DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION SPÉCIALE ET AUTRES COMITÉS DE LA COMMISSION SPÉCIALE (COMITÉ DE RÉDACTION, GROUPE DE TRAVAIL SUR LA LOI APPLICABLE, GROUPE DE TRAVAIL SUR LA COOPÉRATION ADMINISTRATIVE ET GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DES FORMULAIRES)**

### *Réunions de la Commission spéciale*

La Commission spéciale s'est réunie aux dates suivantes :

- du 5 au 16 mai 2003
- du 7 au 18 juin 2004
- du 4 au 15 avril 2005
- du 19 au 28 juin 2006
- du 8 au 16 mai 2007

### *Réunions du Comité de rédaction*

Le Comité de rédaction était présidé par Jan Doogue (Nouvelle-Zélande) et composé de Mmes Denise Gervais (Canada), Katja Lenzing (Commission européenne), Namira Negm (Égypte), Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mária Kurucz (Hongrie), Stefania Bariatti (Italie), María Elena Mansilla y Mejía (Mexique) et Cecilia Fresnado de Aguirre (Inter-American Children's Initiative) et de MM. James Ding (Chine), Jin Sun (Chine), Lixiao Tian (Chine), Antoine Buchet (Commission européenne), Miloš Hatapka (Commission européenne), Robert Keith (États-Unis d'Amérique), Jérôme Déroulez (France), Edouard de Leiris (France) et Paul Beaumont (Royaume-Uni). Les co-rapporteurs, Alegría Borrás (Espagne) et Jennifer Degeling (Australie), ainsi que les membres du Bureau Permanent étaient membres de droit du Comité.

Outre les réunions de Commission spéciale, le Comité de rédaction s'est réuni aux dates suivantes :

- du 27 au 30 octobre 2003
- du 12 au 16 janvier 2004
- du 19 au 22 octobre 2004
- du 5 au 9 septembre 2005
- du 11 au 15 février 2006
- du 16 au 18 mai 2007
- le 28 novembre et le 7 décembre 2006 (par conférence téléphonique)
- et pendant la Session diplomatique.

### *Groupe de travail sur la loi applicable (GTLA)*

Le Groupe de travail sur la loi applicable était présidé par Andrea Bonomi (Suisse, Rapporteur) et composé de Mmes Angelika Schlunck (Allemagne), Nádia de Araújo (Brésil), Tracy Morrow (Canada), Patricia Albuquerque Ferreira (Chine), Maria del Carmen Parra Rodriguez (Espagne), Michèle Dubrocard (France), Sarah Khabirpour (Luxembourg), Åse Kristensen (Norvège), Dorothea van Iterson (Pays-Bas), Raquel Correia (Portugal), Marta Zavadilová (République tchèque) et Gloria DeHart (IBA) et MM. Rolf Wagner (Allemagne), Lixiao Tian (Chine), Antoine Buchet (Commission européenne), Robert Spector (États-Unis d'Amérique), Edouard de Leiris (France), Alberto Malatesta (Italie), Shinichiro Hayakawa (Japon), Michael Hellner (Suède) et David McClean (Secrétariat du Commonwealth). Les co-rapporteurs Alegría Borrás (Espagne) et Jennifer Degeling (Australie), ainsi que les membres du Bureau Permanent étaient membres de droit du GTLA.

Le GTLA s'est réuni à La Haye aux dates suivantes :

- du 27 au 28 mai 2004
- le 15 juin 2004
- du 7 au 8 février 2005
- du 14 au 16 juillet 2005
- du 9 au 11 mars 2006
- du 17 au 18 novembre 2006

Les discussions ont sinon été conduites par liste de distribution électronique.

#### *Groupe de travail sur la coopération administrative*

Le Groupe de travail sur la coopération administrative était conçu comme un groupe de travail et les décisions ont été prises par consensus. Les membres du Bureau Permanent de la Conférence de La Haye ont animé le groupe et Mary Helen Carlson (États-Unis d'Amérique), Mária Kurucz (Hongrie) et Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica) l'ont co-présidé.

Le groupe de travail sur la coopération administrative a tenu plusieurs conférences téléphoniques entre les réunions de la Commission spéciale de 2004 et la Session diplomatique de 2007 et a également communiqué par courriel et listes de distribution.

#### *Groupe de travail chargé des formulaires*

Le Groupe de travail chargé des formulaires était co-présidé par Zoe Cameron (Australie) et Shireen Fisher (IAWJ) et composé de Mmes Christina Wicke (Allemagne), Katie Levasseur (Canada, droit civil), Tracy Morrow (Canada, Common Law), Meg Haynes (États-Unis d'Amérique), Hilde Drenth (Pays-Bas), Helena Kasanova (Slovaquie), Anna Svantesson (Suède), Ana-Sabine Boehm (DIJuF), Patricia Whalen (IAWJ), Kay Farley (NCSEA), Jennifer Degeling (Rapporteur) et Sandrine Alexandre (Bureau Permanent) et de MM. Hans-Michael Veith (Allemagne), Jorge Aguilar Castillo (Costa Rica), Edouard de Leiris (France), Philip Ashmore (Royaume-Uni), William Duncan (Bureau Permanent) et Philippe Lortie (Bureau Permanent).

Le Groupe de travail chargé des formulaires s'est réuni par conférence téléphonique à 23 reprises : 27 janvier, 3, 9, 17 et 23 février, 3 mars, 25 mai, 8 juin, 6 et 20 juillet, 28 septembre, 26 octobre et 23 novembre 2005 ; 24 janvier, 15 mars, 26 avril et 30 août 2006 ; 22 mars, 12 et 26 avril, 31 mai, 5 et 19 juillet 2007. Le groupe s'est en outre réuni en personne à quatre reprises : 15 avril 2005, 28 juin 2006 et 6-7 et 13 mai 2007.